

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

SUR LE

MOUVEMENT COOPÉRATIF

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

JOSEPH LEROUX

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1897

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

SUR LE

MOUVEMENT COOPÉRATIF

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

le 28 juillet 1897, à 3 heures

PAR

JOSEPH LEROUX

Président : M. BAILLY, doyen.

Suffragants : { MM. MONGIN, professeur.
TRUCHY, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1897

BIBLIOGRAPHIE

- Louis Blanc.** — Organisation du travail.
— Pages d'histoire de la Révolution de février 1848.
- De Boyve.** — Histoire de la coopération à Nîmes.
- Marcel Dusseigneur.** — Des sociétés coopératives ; thèse de doctorat.
- Th. Fix.** — Observations sur l'état des classes ouvrières.
- Ch. Gide.** — Le mouvement coopératif en France dans les dix dernières années.
— Principes d'économie politique.
- Holyoake.** — Histoire des Équitables Pionniers de Rochdale.
- Hubert Valleroux.** — Les associations coopératives en France et à l'étranger.
- P. Leroy-Beaulieu.** — Essai sur la répartition des richesses et sur la tendance à une moindre inégalité des conditions.
— Traité théorique et pratique d'économie politique, tomes I et II.
- L. Louvet.** — Curiosités de l'économie politique.
- J.-C. van Marken.** — Discours sur la participation aux bénéfices à la société anonyme : imprimerie van Marken.
- Emile Reaux.** — Les associations ouvrières de production et la chambre consultative.
- L. Reybaud.** — Etude sur les réformateurs, 2 vol.
- H.-F. Rivière.** — Commentaire de la loi du 14 juillet 1867 sur les sociétés.
- Comte de Rocquigny.** — La coopération de production dans l'agriculture.
- A. Rouilliet.** — Des associations coopératives de consommation.
- Almanach de la coopération française.*
Almanach des coopérateurs belges.
L'Association Ouvrière, organe de la chambre consultative des sociétés ouvrières de production.
Bulletin de l'Union coopérative des sociétés françaises de consommation.

Bulletin de la société des amis de l'Université de Dijon.

Comptes rendus officiels des Congrès de l'Union coopérative des sociétés françaises de consommation.

Compte rendu officiel du 2^e Congrès de l'Alliance coopérative internationale.

Les coopérateurs belges.

Les coopérateurs français.

L'Economiste français.

L'Emancipation de Nîmes.

Journal des économistes.

Journal officiel.

Réforme sociale.

Revue d'économie politique.

Revue des Deux-Mondes.

Revue socialiste.

ÉTUDE

SUR LE

MOUVEMENT COOPÉRATIF

INTRODUCTION

On a agité si souvent en France, au parlement, dans les réunions publiques et les congrès, dans les journaux et les revues la question de la coopération, qu'une étude du mouvement coopératif n'a rien qui puisse surprendre : ce travail a pour but de faire connaître les débuts, le développement plus ou moins rapide du mouvement, surtout de montrer les résultats obtenus jusqu'aujourd'hui et d'indiquer l'avenir probable d'une institution que certains croient appelée aux plus hautes destinées.

Pour tirer des déductions vraiment conformes à la réalité, je devais expérimenter sur un champ assez vaste, c'est pourquoi je n'ai pu me borner à l'étude du mouvement coopératif en France ; j'ai dû étudier la coopération dans les différents pays où elle a pris une véritable importance : c'est dire que j'ai fait une large part à l'Angleterre et à l'Allemagne.

Mais avant d'aller plus loin et d'employer de nouveau le mot coopération avec tous ses composés, je veux chercher tout de suite à préciser les idées qu'il renfer-

me. Je ne parle pas de définition parce que je ne crois pas possible d'en imaginer une satisfaisante ; tous les auteurs, tous les textes législatifs qui ont eu la prétention de donner une formule convenant à toutes les associations où il y avait coopération, et ne convenant qu'à elles seules, ont prêté à des critiques très fondées. Je me bornerai donc à une simple analyse.

Étymologiquement, le mot coopération implique seulement le concours de plusieurs agents vers un but commun (*operare cum*). Les mots société coopérative signifient alors que l'action collective et directe a été préférée par un certain nombre de personnes à l'action indirecte, les associés voulant faire leurs affaires eux-mêmes, courir les risques et endosser toutes les responsabilités, plutôt que de s'en remettre à un intermédiaire qui les déchargerait de ces risques et de cette responsabilité mais s'efforcerait de réaliser pour lui le plus grand bénéfice possible.

Des associations de ce genre existaient déjà dans l'antiquité. M. Fournier de Flaix dans la *Grande Encyclopédie* (au mot Coopération) en constate dans l'ancienne Égypte et dans la Chaldée, à Carthage, dans la Phénicie, la Judée et la Grèce, à Rome et dans l'ancienne France.

Un autre économiste (1) déclare que la coopération paraît avoir été le premier balbutiement de l'entreprise

(1) Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'économie politique*. 2^e édition, tome II, page 187.

ayant quelque ampleur ; et cette proposition, à l'appui de laquelle il cite les caravanes, est loin de sembler dénuée de fondement.

Au commencement de ce siècle il existait un certain nombre de ces sociétés coopératives, la plupart ayant trait à l'agriculture (fromageries et associations ayant pour objet l'exploitation en commun du sol ou l'achat des matières premières) ; il n'y avait pas de mouvement coopératif.

C'est Robert Owen qui le premier entreprit la campagne en faveur de la coopération qu'il considère, lui, comme une association d'un genre particulier, reposant plus sur les personnes que sur les capitaux, poursuivant un but non seulement financier mais moral, contenant en elle le germe d'une régénération sociale. C'est dans ce sens particulier ou dans un sens qui en approche beaucoup qu'on emploie généralement, de nos jours, le mot coopération. Celle-ci n'apparaît plus maintenant que comme un instrument devant servir autant, sinon plus, à l'amélioration morale des personnes des classes inférieures, qu'à leur enrichissement matériel.

C'est à cause des bienfaits de toute nature qu'elle semblait appelée à procurer, qu'on a poussé si activement à son développement : c'est par conséquent de cette conception nouvelle qu'est sorti le mouvement coopératif.

Les espérances fondées sur les sociétés coopératives, les résultats qu'on attend d'elles diffèrent d'ailleurs suivant les écoles.

Robert Owen, Buchez, les fondateurs de la société des Equitables Pionniers, M. Ch. Gide, escomptent un remaniement complet de la société par la coopération ; ils assignent à celle-ci la mission la plus étendue ; ils sont partisans du système coopératif, d'après lequel les entreprises individuelles finiront par disparaître toutes devant les sociétés coopératives.

Schulze-Delitzsch, Raiffeisen et un grand nombre d'économistes se refusent à regarder la coopération comme une panacée universelle : ils se contentent de lui demander, avec les avantages matériels qu'il est en son pouvoir de procurer, le perfectionnement moral des associés, dont il vient d'être question.

Théoriquement, pour rentrer dans ce qu'on appelle le mouvement coopératif, une association doit donc chercher, dans la suppression des intermédiaires ordinaires, le moyen de venir en aide moralement aussi bien que matériellement à chacun de ses membres, par conséquent elle doit tenir compte des personnes plus que des capitaux.

Il existe cependant en fait un nombre considérable de sociétés coopératives de l'ancien type, si je peux m'exprimer ainsi, c'est-à-dire n'ayant en vue qu'un résultat économique, les associés ne recourant à l'action directe que parce que l'intermédiaire fait payer trop cher les services qu'il rend : ces associations ne rentrent pas dans le mouvement coopératif proprement dit.

Les sociétés coopératives se divisent en plusieurs

branches suivant l'intermédiaire qu'elles ont pour but de supprimer :

Les sociétés de production ou associations ouvrières dispensent les travailleurs de recourir à l'industriel qui loue leurs bras moyennant une indemnité fixe appelée salaire ;

Les sociétés de consommation ou distributives visent la suppression des marchands de denrées alimentaires ou de pièces d'habillement ;

Les sociétés de crédit prennent la place des banquiers pour les avances, les escomptes ou les dépôts ;

Les sociétés agricoles s'efforcent de permettre aux cultivateurs de se passer des services des négociants ou industriels qui achètent leurs récoltes, leurs bestiaux ou le lait de leurs vaches, ou à qui ils s'adressent pour les semences et engrais ou pour la location de certaines machines ;

Les sociétés de construction atteignent les propriétaires d'habitations ouvrières en rendant les travailleurs possesseurs de leurs maisons.

L'utilité de chacune de ces branches varie suivant les conditions économiques des différents pays. Certains auteurs prônent l'une ou l'autre exclusivement et sont opposés aux autres. En Angleterre les chefs du mouvement se déclarent partisans uniquement de la coopération de consommation, ils n'approuvent pas le but final de l'Association Ouvrière ; en France l'école de Nîmes avec M. Ch. Gide partage à peu près la même opinion.

Buchez et, de nos jours, la chambre consultative des Associations Ouvrières, ne voient que les sociétés de production. Au contraire, Schulze-Delitzsch estime que chaque espèce d'association présente ses avantages ; il est partisan à la fois de toutes les branches de la coopération.

L'examen de toutes ces doctrines coopératives occupera une grande place dans cette étude ; il nécessitera parfois des développements assez étendus.

Au point de vue de la méthode, j'aurais pu passer successivement en revue les diverses sortes de sociétés coopératives : production, consommation, crédit, etc... dans les différents pays. Ce plan aurait présenté, je crois, l'inconvénient de séparer d'une façon trop complète les différentes formes d'associations : les traits communs, le but unique auraient disparu en quelque sorte, et mon travail eût manqué d'unité ; au lieu d'avoir pour objet l'étude du mouvement coopératif, il aurait semblé retracer l'histoire de quatre ou cinq mouvements distincts.

C'est pour ce motif que j'ai préféré adopter une division chronologique analogue à celle choisie par M. Hubert-Valleroux dans son ouvrage sur les *Associations coopératives en France et à l'étranger* (1). Cette division a le mérite, à mes yeux, de bien préciser les développements successifs du mouvement coopératif, de mettre en relief les différences qui, à un moment donné, exis-

(1) Paris, Guillaumin, 1884.

tent entre certains pays soit au point de vue des branches de la coopération, soit au point de vue des résultats obtenus dans une même branche.

Pour déterminer les périodes que j'aurai à étudier successivement, je me suis attaché à l'histoire du mouvement en France ; la première pourtant dans laquelle il sera question de Robert Owen est naturellement antérieure à l'apparition de la coopération nouvelle dans notre pays, elle prend fin précisément à l'instant où Buchez commence sa propagande en faveur de l'Association Ouvrière, c'est-à-dire vers 1830. La seconde s'étend de 1830 à 1852 ; la troisième de 1852 à 1863 ; la quatrième va jusqu'en 1880 ; la cinquième enfin nous montrera l'état actuel du mouvement.

Ces périodes ne seront pas d'ailleurs scrupuleusement contenues entre les dates que je viens de leur donner pour limites ; ces dates doivent être considérées plutôt comme une indication approximative que comme une ligne de démarcation infranchissable. Cette élasticité des périodes était nécessaire pour que je puisse y faire rentrer l'étude du mouvement dans les différents autres pays ; je ne vois aucune espèce d'inconvénient à parler, par exemple, des Equitables Pionniers dans la période qui s'étend de 1852 à 1863 ; la fondation de cette société remonte, il est vrai, à 1844, mais le mouvement qu'elle a déterminé est-il bien réellement antérieur à 1852 ?

PREMIÈRE PÉRIODE

Angleterre.

Robert Owen et le premier mouvement coopératif (1).

— Robert Owen occupe une trop grande place dans le mouvement coopératif dont il a été en définitive le véritable promoteur, pour que je puisse me dispenser de consacrer quelques pages à l'exposé de sa doctrine et à l'appréciation de son œuvre. Le célèbre réformateur anglais était contemporain de Saint-Simon et de Fourier ; comme eux il prétendit avoir trouvé une organisation systématique du travail bien préférable à ce qu'il appelle « la concurrence anarchique dans la production, le triste régime de la compétition ».

Owen ne s'était pas du reste préoccupé uniquement de découvrir la théorie la plus juste de la production et de la distribution des richesses. Son but véritable avait été d'édifier tout un système philosophique, religieux et économique conforme à la connaissance exacte de la nature humaine. Il s'efforça donc en premier lieu d'étu-

(1) Louis Reybaud, *Etudes sur les réformateurs*, tome I, p. 229 ; L. Louvet, *Curiosités de l'Economie politique* ; Hubert Valleroux, *Les associations coopératives en France et à l'étranger*, p. 137 ; *Almanach de la coopération française* de 1897 ; Hôlyoake, *Histoire des Équitables Pionniers de Rochdale*.

dier cette nature humaine, pour bien se rendre compte de ce qu'elle était en réalité.

Le résultat de ses méditations, de ses lectures et de ses expériences, surtout de celle, très longue, qu'il fit à New-Lanark où il dirigea une filature de cotons importante, en s'intéressant avec une douceur et une bienveillance inaltérables, non seulement aux travailleurs mais à leurs familles, surtout à leurs enfants dont il reforma tout le système d'éducation, et où il amena l'aisance et la moralité alors qu'auparavant il n'y avait que misère et que vices, fut une conviction étrangement ferme de l'irresponsabilité absolue de l'homme. Il n'hésita pas à tirer de ce principe toutes les conclusions qu'il comportait. Il proclama l'iniquité de tout système de récompenses et de peines ; l'égalité absolue de tous les hommes, quelles que soient les différences effectives de talent, d'activité ou de force.

Je ne veux pas examiner toutes les déductions dans lesquelles s'est complu l'imagination de Robert Owen. Je me bornerai à étudier les conséquences que sa doctrine devait avoir sur l'organisation du travail. C'est ici, en effet, que la coopération fait son apparition. Le réformateur commence par s'élever contre l'industrie manufacturière telle qu'elle existait de son temps. Il n'est naturellement pas partisan du régime de l'entreprise ; d'après lui, celui qui a la direction des travaux, l'entrepreneur, qu'il soit ou non capitaliste, n'a aucun droit aux bénéfices dus à sa gestion habile ; il n'est pas

responsable, il n'a donc pas le mérite de ses actions, il ne doit pas recevoir davantage que le moins intelligent de ses ouvriers. Owen croit pouvoir constater que l'organisation irrationnelle contre laquelle il s'élève, produit les fruits les plus mauvais, qu'elle engendre une concurrence effrénée et comme conséquence des alternatives de chômage et d'activité, et il déplore le sort du malheureux travailleur, jamais assuré du lendemain, menant une existence dont le caractère précaire ne peut que s'accroître, car, d'après ses calculs, la situation des travailleurs doit devenir d'autant plus misérable, que le machinisme se développera et se perfectionnera davantage.

Pour remédier à ce triste état de choses, il faut organiser le travail d'une façon rationnelle c'est-à-dire en tenant compte de la nature humaine et, pour cela, il n'y a qu'un moyen : créer des sociétés coopératives, c'est-à-dire des groupes sur la composition et le fonctionnement desquels Owen s'étend longuement. Chaque groupe, chaque bourg industriel doit contenir de deux mille à trois mille âmes et constituer une sorte de village dont les habitants travaillent en commun dans des manufactures appartenant à la collectivité. L'agglomération doit s'efforcer de se suffire à peu près à elle-même, de produire directement les objets les plus nécessaires ; quant au surplus, elle se le procurera au moyen d'un échange avec un autre groupe ; je dis échange et non achat, car le numéraire est supprimé. La population

pourra, devra même s'occuper, tour à tour de travaux agricoles et de travaux manufacturiers. Quand les usines seront forcées de chômer, les travailleurs se retourneront en effet vers le sol auquel ils demanderont leurs subsistances. Le produit du travail commun servira à la colonie tout entière ; le capital ne donnera droit à aucun prélèvement ; quant à l'intelligence et à l'activité, elles ne sont pas plus méritoires que la paresse et l'abrutissement, car l'homme est irresponsable. Le plus ingénieux des travailleurs n'a donc pas plus de droits que l'ouvrier le plus oisif ; et la somme de labeur ne doit pas être prise en considération pour la distribution des produits. Au surplus, la propriété privée ne subsistera pas. Chacun travaillera pour la communauté. C'est l'égalité absolue pour tous. Quant aux attributions, elles sont réglées non d'après les aptitudes, mais d'après l'âge des associés. L'inégalité des rémunérations disparaissant ainsi, et l'organisation rationnelle du travail augmentant la productivité, la généralité verra sa situation notablement améliorée. Plus de minorité accaparant la plus grande partie des produits du travail, pour ne laisser à la majorité que des ressources insuffisantes. Une vie matérielle, large, facile et surtout égale pour tous, puisque personne n'ayant un mérite supérieur ne peut avoir de droits supérieurs.

Il y aurait de nombreuses et très sérieuses objections à faire à toute cette théorie. D'abord son principe fondamental qui est l'irresponsabilité absolue de l'homme

est un dogme fort contestable, puisqu'il est très généralement en opposition avec la conscience humaine.

Un autre motif, secondaire celui-là, qui pousse Owen à condamner l'organisation industrielle qu'il avait sous les yeux, c'est que le sort de l'ouvrier ne peut, d'après lui, manquer de devenir plus misérable avec les progrès du machinisme. Or, cette proposition est fausse ; l'expérience le démontre, il suffit pour s'en convaincre de lire les quelques pages (1) dans lesquelles M. Leroy-Beaulieu démontre qu'au contraire tout ce qui augmente la productivité du travail, et c'est là le seul but comme le seul effet du machinisme, détermine en même temps une augmentation des salaires réels et des salaires en numéraire.

Du reste les sociétés, ou plutôt les colonies coopératives imaginées par Owen ne pouvaient pas fonctionner. Elles méconnaissaient en effet le caractère humain. Elles exigeaient un désintéressement absolu, chacun devant travailler pour la communauté, et pour réclamer un pareil détachement, elles s'appuyaient non sur la conviction religieuse qui est capable de passionner et qui d'ailleurs promet en échange d'une vie de sacrifices une récompense éternelle, mais sur une froide conviction d'irresponsabilité générale, celle-ci devant engendrer une bienveillance absolue. Or le désintéressement, l'altruisme, comme on l'appelle aujourd'hui, du moins

(1) Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'économie politique*, 2^e édition, t. 2, p. 302.

en ce qui concerne la production et la répartition des richesses, est une notion anti-économique (1). Owen lui-même ne s'était-il pas laissé guider dans sa direction de New-Lanark par l'intérêt privé? On dit, il est vrai, que si une commande lui arrivait au moment (2) où les cotons étaient sur la pente d'une baisse, il conseillait à son correspondant d'attendre des prix plus réduits; que si, au contraire, une hausse menaçait ses articles, aussitôt il en prévenait toutes les maisons qui étaient en relations d'affaires avec lui, afin qu'elles eussent à prendre leurs approvisionnements! Mais ce n'est pas là du véritable désintéressement comme on pourrait le croire. C'est une façon très juste de comprendre son intérêt, car de tels procédés engendrent de la part des clients une confiance absolue en leur fournisseur. C'était Owen qui en définitive profitait de sa grande franchise.

C'était donc commettre une erreur économique que de demander le désintéressement dans la production des richesses, que de vouloir que chacun travaille pour tous, que tous travaillent pour chacun.

Et puis, la pensée de demander à l'agriculture, ce que, dans un moment de chômage, l'industrie manufacturière ne peut pas donner, est tout à fait inexplicable. Le ralentissement des affaires peut très bien se pro-

(1) Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'économie politique*, 2^e édition, t. I, p. 72 et suiv.

(2) L. Reybaud, *Etudes sur les réformateurs contemporains*, 5^e édition, t. I, p. 245.

duire à une époque où il n'est plus temps de travailler la terre pour y semer du blé ou de l'orge.

Rien ne pouvait tenir dans cette étrange théorie, et pourtant son inventeur montrait une conviction inébranlable. Il entreprit de se consacrer uniquement à la réalisation pratique de son système. Il voulait tenter une expérience qu'il croyait devoir être décisive en faveur de ses idées et il était résolu à ne reculer devant aucun des sacrifices pécuniaires que lui permettrait une fortune s'élevant à plusieurs millions. Comme il était très remuant, il eut vite fait de répandre sa doctrine. Sa direction toute paternelle de New-Lanark, les résultats vraiment merveilleux qu'elle avait produits, lui avaient fait acquérir une renommée presque universelle et elle devait disposer favorablement les esprits pour le nouveau plan d'organisation qu'il venait leur proposer.

Le gouvernement anglais ne cacha pas ses sympathies pour le système nouveau ; il déclara à son inventeur qu'il l'appliquerait aussitôt que l'esprit public y serait préparé. Une foule de personnages haut placés dans le monde aristocratique, administratif et commercial partagèrent les illusions d'Owen. Grâce aux influences et aux ressources de ses partisans, le réformateur semblait devoir arriver très vite à l'expérimentation de sa théorie. Un essai ne pouvait manquer de se faire, qui viendrait démontrer la supériorité de la société coopérative sur la vieille organisation irrationnelle.

Mais voici que, tout à coup, Owen se fit mal à propos une foule d'ennemis qui vinrent combattre ses idées et s'opposer à une expérience. Pendant longtemps notre réformateur avait montré pour la religion une large tolérance. A New-Lanark les parents inculquaient à leurs enfants les principes religieux qui leur convenaient sans que le directeur de l'exploitation intervînt jamais dans cette question. Subitement son attitude change, il accuse publiquement, ouvertement toutes les religions existantes de mensonge, d'impuissance, de tendances subversives et de violation flagrante des lois de la nature (1). D'où haine et opposition du clergé et de tous les citoyens fermement attachés à leur religion.

D'un autre côté, il détache de lui les radicaux en s'efforçant de démontrer que les réformes demandées par eux comme devant produire les résultats les plus heureux, ne changeront rien, absolument rien, aux inconvénients d'une société qui restera basée sur des principes contraires à la véritable notion de la nature humaine.

De tous côtés, Owen qui jusque-là n'avait rencontré que des sympathies vint donc se heurter à des hostilités très vives. Il lui restait bien pour défendre et propager sa doctrine quelques disciples dévoués ; mais une expérience devenait, pour le moment, presque impossible en Angleterre.

(1) Louis Reybaud, *Etudes sur les réformateurs*, 5^e édition, t. I, p. 261.

Owen, qui voulait à tout prix expérimenter sans plus tarder, passa donc en Amérique où il avait acquis, dans le but d'y installer la colonie de ses rêves, un immense domaine connu sous le nom de New-Harmony.

L'achat d'un territoire n'était pas la question principale. Il fallait s'assurer la neutralité du pouvoir et surtout trouver le nombre de disciples suffisant pour peupler New-Harmony et constituer la société coopérative dont il poursuivait la réalisation. Owen se fit donc entendre par le congrès de l'Union qui l'écouta avec attention et curiosité. Les conférences qu'il fit au peuple lui procurèrent plus de partisans ; aussi le nombre de ceux qui demandèrent à faire partie de la colonie nouvelle fut-il considérable. Malheureusement dans toute cette foule qui se présentait à lui, les hommes de valeur étaient excessivement rares. Le réformateur anglais avait déclaré que la population la plus illettrée et la plus fainéante était parfaitement susceptible d'être transformée par la vertu de ses sociétés coopératives. Il allait pouvoir enfin en fournir la preuve, car la lie de la société seulement arrivait à lui ; il allait avoir affaire à un ramassis de vagabonds et de débauchés ; le talent s'était, en effet, tenu à l'écart, il avait fui l'égalité absolue qu'on voulait lui imposer.

Owen ne tarda pas à s'apercevoir qu'il avait fait fausse route ; que, dans les conditions où il se trouvait, l'expérience ne pouvait réussir ; que New-Harmony n'offrirait pas le spectacle réconfortant d'une vaste association,

donnant à chacun de ses membres, par suite d'une organisation supérieure, une somme de bonheur beaucoup plus grande que ne pouvait le faire la société basée sur la propriété privée et l'inégalité des conditions. Le résultat fut en effet désastreux pour la doctrine nouvelle. D'abord, New-Harmony ne fut bientôt plus qu'une association préliminaire versant dans d'autres groupes les individus semblant aptes à vivre en communauté absolue. Ces groupes, ces sociétés coopératives distinctes ne parvinrent pas toutes à adopter le régime voulu par Owen ; des inégalités existaient nécessairement entre leurs membres : l'un était plus adroit, plus actif, plus fort ; l'autre moins robuste, moins intelligent, plus paresseux. Une élite ne tarda pas à se dessiner et elle eut immédiatement conscience de sa valeur plus grande. Elle se demanda bientôt pourquoi elle donnerait plus pour recevoir une rémunération identique et ce fut la cause d'inégalités contraires au plan primitif, ou bien d'une oisiveté calculée, chacun ne voulant travailler et produire que comme celui qui travaillait et produisait le moins. Il n'y eut plus qu'oisiveté et égoïsme là où le maître avait révélé désintéressement et la bienveillance. Les sociétés coopératives où le travail de tous supérieurement coordonné et organisé devait procurer à tous sans distinction une vie facile et agréable par suite d'une productivité plus grande, jointe à une distribution parfaite, n'étaient pas plus élémentes pour leurs membres que la société ancienne ; elles produisaient plutôt l'égalité dans la misère, que l'égalité dans l'aisance.

Etant données les erreurs philosophiques et économiques, sur lesquelles reposait tout le système, un pareil échec n'avait rien de surprenant. Pourtant le résultat négatif de l'expérience ne modifia en rien les idées d'Owen. Il se dit seulement que sa façon d'opérer était défectueuse. L'humanité était décidément trop engagée dans la mauvaise voie pour qu'il fût possible d'agir par expérimentation directe. Il fallait s'efforcer, avant tout, de réformer la moralité générale et pour cela faire comprendre aux hommes qu'ils faisaient fausse route, leur montrer le droit chemin, les préparer à la pratique de la communauté par l'habitude de l'association, en un mot, modifier de telle façon les circonstances extérieures, qu'on put graduellement arriver au but que New-Harmony avait essayé, en vain, d'atteindre *de plano*.

Owen quitta donc l'Amérique et revint en Angleterre où ses partisans avaient continué pendant son absence à propager son système coopératif. Il assista quelques années après son retour à une seconde expérience, non plus intégrale cette fois, puisqu'à Orbiston on reconnaissait un certain droit au capital, mais qui, malgré ce tempérament, aboutit encore à un échec, ce qui convainquit davantage encore le réformateur que la méthode directe devait céder le pas à la méthode indirecte.

Il entreprit donc de faire l'éducation du peuple et c'est dans ce but qu'il poussa à la création de sociétés coopératives de consommation (1). Il avait apprécié à

(1) Holyoake, *Almanach de la coopération française* pour 1897, p. 7.

New-Lanark, où il avait fondé une association de ce genre, les avantages nombreux qu'elle présentait pour la classe ouvrière : denrées de bonne qualité, poids exact, diminution de dépenses rendant la vie moins misérable en facilitant pour l'ouvrier la formation d'un capital, enfin et surtout habitude de l'association, éducation économique et sociale. La première expérience avait été trop brillante pour ne pas tenter les intéressés. A New-Lanark, en effet, les associés avaient réalisé une économie de 26 0/0 sur les denrées qu'ils avaient prises à la société coopérative, sans compter la pureté des produits et l'exactitude scrupuleuse du poids. Dans la campagne très active qu'il recommença en faveur de son système, Owen ne manqua donc pas de préconiser l'emploi de ces sortes d'associations. Qu'il soit arrivé en quelques années à déterminer la création de quelques centaines de sociétés de consommation, cela ne surprendra personne quand on saura que, de 1826 à 1837, Owen a prononcé environ mille discours en public, rédigé cinq cents adresses à diverses classes, deux mille articles de journaux et fait deux ou trois cents voyages (1).

Qu'étaient exactement ces sociétés coopératives de consommation ? Quelles étaient leurs règles ? On ne peut le dire à coup sûr ; les renseignements précis font défaut. Holyoake dit seulement (2) que les bénéfices y

(1) Louis Reybaud, *Etudes sur les réformateurs contemporains*, 5^e édition, t. I, p. 273.

(2) Holyoake, *Almanach de la coopération française* pour 1897, p. 7.

retournaient aux actionnaires à raison du nombre d'actions souscrit et non du chiffre de la consommation ; que les sociétés les plus prospères consacraient leurs profits à l'acquisition et à l'organisation de fermes ou d'ateliers coopératifs. Pour ma part, j'incline à croire que les fondateurs de la célèbre société des Equitables Pionniers dont il sera question plus loin, owenistes convaincus, ont adopté l'idée que le réformateur dont ils se réclament à tout propos, se faisait de la coopération de consommation. Les premières sociétés anglaises devaient donc avoir pour but, non seulement de procurer le bien-être matériel aux associés, mais de favoriser leurs progrès moraux et intellectuels ; et il est probable que la véritable fin de chaque association était aussi de s'occuper « de régler les pouvoirs de production et de distribution, l'éducation et le gouvernement ; ou, en d'autres termes, d'établir des colonies se soutenant par elles-mêmes par l'union des intérêts, ou d'aider d'autres sociétés à fonder de telles colonies » (1). Ces colonies ressemblent étonnamment aux bourgs industriels ou sociétés coopératives imaginées par Robert Owen ; et comme il est certain que celui-ci ne voyait dans les associations de consommation qu'un moyen d'arriver à l'organisation de ces bourgs ou colonies, il est probable que les Equitables Pionniers se sont contentés de copier le programme de celui qu'ils considèrent comme leur maître.

Ces sociétés s'étaient donc multipliées fort rapide-

(1) Statuts de la société des Equitables Pionniers,

ment. En 1830 elles fonctionnaient en Angleterre au nombre de trois cents. Elles se réunissaient annuellement en congrès. On pouvait croire que la méthode indirecte allait être plus favorable à Owen que la méthode directe. Les sociétés, en se développant, allaient probablement aborder la réalisation du dernier point de leur programme dans un avenir assez proche, du moins on pouvait l'espérer, quand tout à coup ce beau mouvement s'effondra ; en quelques années il ne restait plus rien de ces associations nombreuses. Holyoake donne de cette disparition subite une explication qui semble assez bizarre. Il l'attribue à ce que la loi ne protégeant pas les capitaux des sociétés coopératives, celles-ci pouvaient être volées sans être autorisées à faire appel à la justice. D'un autre côté, et ici la raison semble beaucoup plus sérieuse, à deux reprises différentes, il en rejette la faute sur le crédit que les coopératives accordaient à leurs membres (1). Il faut probablement attribuer aussi en partie l'échec à l'organisation défectueuse des associations : tous les bénéfices allaient au capital et on verra que l'attribution des profits aux consommateurs est presque une condition nécessaire de succès.

En résumé, l'œuvre de Robert Owen fut double. Au début de sa carrière, il s'occupe de la coopération de la production. Sa devise est celle des coopérateurs actuels : Tous pour chacun, chacun pour tous. Dans la société

(1) *Histoire des Equitables Pionniers de Rochdale*. Traduction de Francesco Vigano, Paris, 1882, 1^{re} partie, pages 38 et 73.

coopérative, le capital n'est rien ; ce qu'on cherche c'est autant, sinon plus, le redressement moral des travailleurs, que l'amélioration de leur situation matérielle. Ce qu'on espère en dernier lieu c'est une régénération, un remaniement complet de la société. Owen se figure que la nouvelle organisation aura une puissance de palingénésie absolue, qu'elle transformera peu à peu, mais radicalement, la société actuelle.

Quand les expériences de New-Harmony et d'Orbiston eurent échoué, il se tourna vers la coopération de consommation. Il peut sembler étrange qu'il ait consacré, dans les associations qu'il a contribué à fonder de ce côté, le droit du capital à tous les bénéfices, mais on peut se demander si chaque associé ne devait pas posséder une part égale ou à peu près égale du capital social ; il est très probable, du moins, que des précautions étaient prises pour que ces sociétés fussent des associations de personnes, non des associations de capitaux, car il eût été absolument contraire aux idées d'Owen de ne pas assurer la prédominance de la personne sur le capital. D'un autre côté les sociétés de consommation se proposaient de faire l'éducation de leurs membres, de développer leur intelligence et avaient pour but final d'arriver à une organisation rationnelle de la société.

On voit que les explications données plus haut sur la coopération, telle que la comprenait Owen, sont parfaitement exactes, mais on est forcé en même temps de constater le double échec essuyé par le socialiste

anglais. Pour les sociétés coopératives de production, la communauté absolue qu'on voulait y établir était un obstacle insurmontable à cause de l'égalité absolue pour tous, la suppression de la propriété privée et la négation du droit du capital ; on ne pouvait même pas obtenir un commencement de succès.

Quant aux sociétés coopératives de consommation, si leur but final, c'est-à-dire l'organisation des colonies rêvées par Owen, était un leurre, elles pouvaient au moins, en principe, procurer à leurs membres des denrées de bonne qualité et à bon marché et contribuer dans une certaine mesure à leur éducation sociale et à leur perfectionnement moral. Il y avait là pour elles une raison d'être largement suffisante. L'expérience de 1830 avait été faite dans des conditions peu favorables ; on s'était essayé, il fallait maintenant corriger les défauts que la pratique avait mis en relief. On verra plus loin quand et comment l'idée fut reprise et les résultats auxquels aboutit une seconde expérience.

SECONDE PÉRIODE (1830-1852)

France.

Buchez et le mouvement en faveur de l'Association ouvrière (1). — On vient de voir la société coopérative de production telle que la comprenait Robert Owen. Tout autre, en apparence, est l'Association Ouvrière dont notre compatriote Buchez va se faire le champion. Le philosophe français accepte, en effet, le principe de la responsabilité humaine, il reconnaît que le capital a droit à une certaine rémunération. Il ne demande pas la suppression de la propriété privée, ni que l'association devienne la communauté absolue ; il ne croit pas qu'il faille bouleverser absolument l'organisation actuelle au détriment, le plus souvent, de la liberté individuelle, pour rendre acceptable la condition des classes laborieuses ; il se dit au contraire que les bases de la société sont bonnes et qu'il suffira de quelques modifications, dont la principale doit être l'avènement de l'Association Ouvrière, pour rendre tout le monde heureux. Pourtant malgré ces différences nombreuses dans les idées et la terminologie (Buchez ne prononce

(1) Hubert-Valleroux, *Les associations coopératives en France et à l'étranger*, p. 2.

jamais le mot de coopération), le fond de l'institution est bien le même. Les explications qui seront données plus tard prouveront en effet que Buchez aussi bien qu'Owen a pour but, en supprimant l'entrepreneur, de faire passer le capital au second plan, pour attribuer la première place au travailleur ; de faire l'éducation morale des associés, de perfectionner, de régénérer la société en apportant le bonheur à la classe salariée tout entière. L'Association Ouvrière est donc une véritable société coopérative de production, par conséquent elle rentre dans le cadre de ce travail. Elle mérite d'ailleurs une étude d'autant plus approfondie qu'elle a vu le jour en France et que le peuple et les écrivains français ont presque toujours eu pour elle une prédilection marquée.

Lorsqu'après la révolution, l'enthousiasme des premiers moments fut passé, on commença à voir plus clairement le régime nouveau et on sentit que s'il avait ses avantages, il présentait aussi des inconvénients. Entre autres choses, il avait apporté aux Français la liberté. Il avait détruit tout ce qui dans l'ancien régime était opposé à ce principe si cher. L'organisation du travail, en particulier, avait donné lieu à un remaniement complet. Des corporations, des maîtrises et jurandes il ne restait plus que le souvenir. Tout cela était remplacé par une absolue liberté. Mais on s'aperçut bientôt que la liberté a aussi ses écueils ; qu'en brisant tous les obstacles qui s'opposaient à l'indépendance des citoyens, on les avait isolés les uns des autres ; qu'on avait sus-

cité l'individualisme, accentué la tendance naturelle à l'égoïsme.

Ce fut surtout le travailleur salarié qui fit entendre ses plaintes. Il se dit victime de l'opposition d'intérêts qui existait entre l'employeur et l'employé ; celui-ci désirant un salaire élevé, celui-là s'efforçant d'en réduire le taux le plus possible. Il prétendit que dans le contrat de louage d'ouvrage par lequel il promettait son travail moyennant une indemnité fixée d'avance et à l'amiable, son consentement à lui n'était pas libre ; que le patron égoïste spéculait sur la nécessité dans laquelle, lui, ouvrier, se trouvait de gagner son pain par un travail ininterrompu, pour lui faire accepter des conditions tout à fait défavorables, le contraignant par là à mener une existence misérable.

Certains esprits émus par ces critiques se mirent donc à étudier les défauts de l'organisation du travail et ils proposèrent pour les corriger les moyens les plus variés. Saint-Simon, Fourier, Cabet, Louis Blanc, et d'autres prétendirent successivement avoir trouvé le seul remède efficace. Ce qui se trouvait au fond de toutes les théories, c'était l'association, organisée différemment suivant l'une ou l'autre ; mais aucun de ces novateurs ne voulait conserver la société actuelle. Il fallait d'après eux la bouleverser pour arriver à un résultat. Buchez, lui, et c'est le trait caractéristique de sa doctrine, accepte l'organisation sociale telle qu'elle existait de son temps et telle qu'elle existe encore au-

jourd'hui. C'est la liberté qui est accusée de tous les maux ; c'est à elle au fond que s'attaquent les chefs d'école dont je viens de citer les noms et c'est précisément cette même liberté que Buchez donne comme seconde base à son système : « Associez-vous librement de la façon que je vais vous indiquer, dit-il aux salariés, et les inconvénients dont vous vous plaignez ne se présenteront plus. La liberté est une bonne chose pour qui sait s'en servir et je vais vous enseigner le moyen d'en tirer bon parti. »

Avant de passer à l'examen de la doctrine de Buchez, il est bon de consacrer quelques mots à l'homme. Dans sa jeunesse, membre des sociétés secrètes : charbonnerie et franc-maçonnerie, pour lesquelles il se montra d'une ardeur très grande, ce qui faillit lui coûter la vie, Buchez se retourna bientôt vers le catholicisme. Dès lors, il fit preuve dans tous ses écrits (1) d'un esprit des plus religieux et c'est le trait le plus saillant de son œuvre sociale, d'avoir mis la pratique de la religion comme condition essentielle du relèvement de la classe ouvrière.

L'Européen. — Donc, touché des récriminations des travailleurs, Buchez avait réfléchi, il avait rêvé même et il en était arrivé à cette conclusion : les salariés se

(1) Il est notable que Buchez, qui fait à la religion une si grande place dans l'organisation du travail, ne pratiquait absolument pas. — Sur ce point, il y a une étrange contradiction entre ses écrits et sa conduite.

plaignent des patrons, si on supprimait les patrons ? Après tout, il n'est pas prouvé qu'ils soient indispensables ; j'espère même démontrer le contraire. Et dans son cabinet de travail, il cherche, il combine, il étudie jusqu'au moment où il croit avoir découvert une organisation capable de fonctionner et basée sur l'exclusion du patron. Mais il ne suffisait pas de dresser un plan, il fallait le mettre à exécution et, pour cela, le faire connaître aux intéressés, les décider à tenter l'expérience. Ce n'était pas la partie la plus facile. On a vu l'activité vraiment prodigieuse, déployée par Owen pour répandre sa doctrine. Buchez se mit aussi à faire de la propagande. Il commença vers 1830 à publier un journal hebdomadaire qui porta successivement le nom de *Journal des sciences sociales*, puis de l'*Européen*. C'est par cet organe qu'il dit aux travailleurs : Seuls, vous ne pouvez rien, associez-vous pour pouvoir prétendre à quelque chose ; vous vous plaignez d'être exploités par les patrons, groupez-vous, pour vous passer de leur intermédiaire ; devenez entrepreneurs, remettez le soin de la direction à des mandataires et vous pourrez alors vous partager le produit intégral de votre travail, au lieu de vous contenter d'un salaire minime ; mais surtout ne demandez pas à la politique ni à l'Etat l'amélioration de votre sort, vous feriez fausse route ; travaillez-y vous-mêmes, c'est beaucoup plus sûr. Vous vous plaignez de l'égoïsme des patrons, c'est là en effet un sentiment anti-social qu'il faut combattre, mais songez

que vous n'arriverez à transformer heureusement la condition des salariés, c'est-à-dire de votre classe, qu'en laissant, vous, cet égoïsme absolument de côté. A ce prix seulement l'association que vous formerez entre vous pourra produire des effets salutaires, sinon elle deviendrait un moyen banal d'enrichir des travailleurs plus intelligents qui n'auraient secoué le joug du patron que pour devenir patrons à leur tour.

Et à ce propos Buchez explique minutieusement un mécanisme imaginé par lui, fondé sur le désintéressement et le dévouement des ouvriers associés et destiné à empêcher que l'association ne s'écarte du but auquel elle doit tendre. Cette combinaison nouvelle c'était l'institution d'un capital inaliénable formé par un prélèvement important sur les bénéfices et constituant un patrimoine propre à l'association et sur lequel les associés n'avaient plus aucun droit. A la dissolution, il passait à une société nouvelle ayant même but, mêmes aspirations, ou était consacrée à des œuvres de bienfaisance ; de telle sorte que les associés ne pouvaient jamais être tentés de se retirer de la société ou d'empêcher celle-ci de se former à nouveau, pour avoir immédiatement et en pleine propriété une part divisée de ce fonds social. En se retirant ils perdaient au contraire leurs droits aux bénéfices obtenus par le moyen du capital inaliénable.

Celui-ci devait servir surtout à attirer dans l'association tous les salariés qui, dans une même ville, exerçaient la même profession. Il donnait en effet les ressources

nécessaires à l'extension des affaires, le succès et l'exemple devant accroître successivement le nombre des adhérents. Il était stipulé du reste que l'association ne pouvait faire travailler des ouvriers étrangers pendant plus d'une année ; passé ce délai, elle devait prendre des membres nouveaux, en proportion de ses besoins. On l'empêchait par là de dégénérer en société commerciale pure et simple ; on enlevait aux associés primitifs la tentation de conserver pour eux seuls tous les bénéfices, en prenant des auxiliaires salariés au lieu d'admettre de nouveaux membres.

Buchez se disait que si une association de ce genre venait à se fonder, les avantages nombreux (intégralité du produit du travail, indépendance complète) qu'elle procurerait à ses membres ne manqueraient pas de séduire, de tenter tous les ouvriers du même corps de métier ; d'autre part, le capital inaliénable invitant les associés à étendre leurs affaires, et les statuts ne permettant le développement qu'avec admission de nouveaux membres, il arriverait un moment où tous les travailleurs de la même ville feraient partie, suivant leurs désirs, de l'Association. L'exemple étant contagieux, des sociétés coopératives de production se formeraient pour toutes les industries successivement et dans toutes les villes ; et ainsi, après un temps plus ou moins long, l'Association Ouvrière libre aurait remplacé complètement les entreprises individuelles : celles-ci auraient disparu faute de bras.

L'*Européen* répandait donc ce plan de rénovation sociale dressé par Buchez. Il faisait entrevoir la suppression du salariat. Il montrait comment l'association libre arriverait lentement mais sûrement à tout absorber ; il permettait d'espérer que la question sociale était à la veille d'être résolue.

Mais l'*Européen* comptait peu ou point de lecteurs parmi les ouvriers ; il pouvait seulement procurer à Buchez quelques admirateurs dans la classe lettrée, et tel fut en réalité son effet. L'Association Ouvrière eut désormais des partisans et des défenseurs ; on mit en elle sa confiance : le rédacteur en chef de l'*Européen* ne fut plus seul à souhaiter qu'une expérience fût tentée. Pour pénétrer jusqu'au peuple, quelques disciples de Buchez entreprirent de faire le soir des cours publics pour exposer la doctrine nouvelle, et la ville de Paris mit un local à leur disposition. Quelques menuisiers ayant assisté à ces conférences se laissèrent séduire par l'idée et se décidèrent à la mettre en pratique. L'*Européen* publia leurs statuts rédigés par Buchez ; tout semblait en bonne voie, mais tout à coup les menuisiers changèrent d'avis, ils renoncèrent à tenter un essai. Buchez ne se rebuta pas ; il fit imprimer séparément l'article qu'il venait de publier dans l'*Européen*, et le fit porter au domicile même des ouvriers. C'est à ce procédé de réclame que l'on doit la première expérience d'une société coopérative de production. L'article ainsi répandu tomba en effet dans les mains d'un ouvrier bi-

joutier en doré, nommé Leroy, qui en fut frappé. Il se rendit auprès de Buchez pour lui demander des explications plus amples et ses conversations avec le rédacteur de l'*Européen* lui firent, à lui aussi, acquérir la conviction que les salariés avaient dans l'Association Ouvrière un moyen pratique de transformer eux-mêmes leur situation. Sa profession à lui ne demandant pas de grands capitaux, l'outillage étant fort simple et la matière première peu coûteuse, réunissait, d'après Buchez, toutes les conditions voulues pour la réussite d'une expérience ; d'ailleurs les fonds peu importants exigés par la mise en route étaient offerts par quelques lecteurs de l'*Européen*. Il se résolut donc à faire un essai et se mit aussitôt à la recherche d'associés. Imprégné des idées de Buchez et appréciant la très forte dose de dévouement dont il faudrait faire preuve dans les débuts, Leroy s'attacha principalement à trouver des travailleurs capables d'agir par conviction, de se sacrifier pour le triomphe d'une idée. Convaincu qu'il trouverait un désintéressement beaucoup plus profond chez des ouvriers sincèrement religieux, ne cherchant pas uniquement dans cette vie la plus grande somme possible de jouissances matérielles, il s'efforça de découvrir des travailleurs foncièrement catholiques à qui il pût montrer l'association comme un moyen de gagner plus facilement le royaume de Dieu. Il finit par mettre la main sur trois ouvriers bijoutiers en doré remplis-

sant les conditions voulues et ensemble ils fondèrent la première Association Ouvrière. C'était en 1836.

La première société coopérative : Leroy, Thibault et Cie.— Pour bien se rendre compte des sentiments, de la volonté de ces premiers coopérateurs, il faut lire ce qu'on pourrait appeler l'exposé des motifs de leur entreprise, qu'ils écrivirent en tête de leurs statuts :

« Considérant que l'association dans le travail est le véritable moyen d'affranchir les classes salariées en faisant disparaître l'hostilité qui existe aujourd'hui entre les chefs d'industrie et les ouvriers.

« Considérant également qu'elle constitue la meilleure méthode pour établir comme pour conserver les sentiments de devoir et de moralité sur lesquels repose l'avenir de la société française. »

Et plus loin : « S'étant cependant convaincus que l'association dans le travail doit être avant tout une œuvre de dévouement et de moralité et qu'elle ne peut réussir aujourd'hui qu'à ces conditions. Etant par suite déterminés à faire tous les sacrifices personnels nécessaires pour la prospérité de l'entreprise. »

Il faut avouer que l'ambition des membres de la première association est au moins étrange. Ils se figurent que leur dévouement et leur désintéressement auront pour résultats, d'une part, de développer dans la classe ouvrière les sentiments de devoir et de moralité, de l'autre, d'améliorer le sort matériel des travailleurs par la

suppression complète du salariat. Un raisonnement tout théorique les avait séduits ; ils s'en allaient avec une ardeur apostolique à la conquête du monde du travail.

Si on examine l'organisation de la société Leroy, Thibault et Cie, on se trouve en présence d'une société en nom collectif. La responsabilité de chaque associé est donc illimitée. L'association est conclue pour une durée de trente années. L'apport des associés est fixé, quant à son chiffre ; mais on n'en réclame pas le montant intégral au moment même de l'entrée dans la société ; on laisse aux membres nouveaux la faculté d'effectuer leur mise de fonds par l'abandon de leur part de bénéfices, ou bien même par une retenue sur leurs salaires. Cette disposition permet d'accepter les associés qui n'ont pas devant eux une somme suffisante et qui pourtant par leurs qualités personnelles semblent dignes d'entrer dans la société. Pour être admis en qualité de membre il faut, du reste, avoir travaillé pendant six mois au moins pour la société ; pendant cette période de stage les anciens associés ont pu se rendre compte de l'activité et de la moralité de leur ouvrier, surtout de ses convictions religieuses, car c'est à cette considération qu'on attache la plus grande importance.

J'ai parlé tout à l'heure de salaires ; et je n'ai pas employé un terme impropre bien que la nouvelle entreprise, visant précisément la suppression du salariat, ne contienne plus en principe que des associés, lesquels ont droit non plus à un salaire mais à une quote-part

des bénéfices. Et pourtant les ouvriers qui n'ont pour toutes ressources que le produit de leur travail, ne peuvent pas attendre le résultat d'un inventaire. Il est indispensable qu'ils soient payés à intervalles très rapprochés. Nos associés furent ainsi amenés à s'attribuer périodiquement en les faisant rentrer dans les frais généraux où figurent les salaires dans les entreprises ordinaires, des sommes équivalentes aux salaires moyens payés par les patrons bijoutiers en doré, et qui en réalité étaient de véritables salaires. Je note ce point en passant, parce que le même procédé a été employé par toutes les associations de production indistinctement, probablement parce qu'il était le seul possible en pratique.

Tous les associés s'engagent à travailler onze heures par jour et six jours par semaine sans interruption qui ne puisse être légitimée. Une forte pénalité était édictée pour le cas de contravention.

La direction des affaires sociales est confiée à deux gérants élus ; ce sont eux qui en réalité doivent faire la besogne du patron ; pour le leur permettre on leur donne des pouvoirs très étendus et une très grande autorité.

La partie la plus saillante des statuts est celle qui concerne la répartition des bénéfices. Ceux-ci devaient se diviser en sept parts. Une de ces parts, c'est-à-dire quinze pour cent à peu près du bénéfice total, servait à former le fonds indivisible et inaliénable dont j'ai parlé

déjà et sur lequel Buchez fondait toutes ses espérances.

Trois septièmes servaient à alimenter un fonds de réserve ; le reste seulement était distribué aux associés. En se contentant d'une part relativement fort petite, ils prouvaient qu'ils se laissaient guider par la volonté désintéressée de rendre service aux hommes de leur classe.

Si j'ai insisté un peu sur l'organisation de la première association, c'est que les promoteurs du mouvement coopératif, sachant que l'exemple a une force prépondérante, avaient cherché avec le plus grand soin à grouper tous les éléments de succès et par conséquent à découvrir l'organisation la plus parfaite. Si la première réalisation de notre idée a une pleine réussite, les expériences, pensaient-ils, se succéderont sans interruption et notre but sera rapidement atteint. Aussi avaient-ils ce semble tout prévu : direction forte, recrutement facile mais réglé de façon à ce que les membres nouveaux ne puissent pas faire dévier l'association du but qui lui était assigné, somme de travail à fournir par chaque associé, capitaux nécessaires à l'extension des affaires, désintéressement, dévouement et convictions des membres. Il faut ajouter à cela que la branche d'industrie dans laquelle on demandait à l'association de faire ses preuves était on ne peut mieux choisie.

Aussi les affaires de l'association des bijoutiers en doré prospèrent-elles rapidement. Le nombre des associés augmenta peu à peu et arriva après quelques an-

nées à dépasser la dizaine. On réalisait des bénéfices ; tout semblait donc indiquer un succès complet et cependant on est forcé de reconnaître que le but de Buchez et de Leroy n'était pas pleinement atteint. La société des bijoutiers en doré ne prenait pas l'extension espérée par les fondateurs, elle ne se montrait pas comme immédiatement susceptible de grouper une notable partie des ouvriers bijoutiers. Le nombre des membres s'accroissait beaucoup trop lentement et difficilement pour que l'expérience pût être considérée comme une véritable victoire pour les idées de Buchez. La disproportion entre ce qu'on espérait et ce qui se réalisait est tellement grande, qu'on songe instinctivement à la montagne qui a accouché d'une souris. On voulait prouver que les classes ouvrières avaient dans l'association un moyen pratique et général de s'affranchir du salariat et l'on parvenait seulement à démontrer, ce dont personne ne doutait, qu'à force de travail, d'énergie et de discipline quelques travailleurs d'élite pouvaient gagner leur vie sans passer par l'intermédiaire d'un patron, pourvu qu'ils entreprissent une industrie n'exigeant pas de grands capitaux, ni une direction véritablement savante et étudiée. Le rédacteur de l'*Européen* promettait aux travailleurs une amélioration inappréciable dans leur sort, mais il leur demandait en retour, un trop grand effort et une somme anormale de qualités de toute espèce. Son système méconnaissait les dispositions de la très grande majorité des ouvriers ;

c'était là son point faible et ce fut la cause de sa ruine. Il est à remarquer que ce furent précisément les prescriptions qui contribuèrent le plus au succès apparent de la société des bijoutiers en doré, qui empêchèrent le succès réel de l'Association. Le travail acharné exigé des associés, les convictions religieuses dont ils devaient faire preuve, le désintéressement et le dévouement qui leur étaient imposés étaient en soi très bonnes choses, mais elles n'étaient pas du goût ni à la portée de tout le monde. Les indifférents en religion, ceux qui n'avaient pas une grande ardeur au travail ou se souciaient médiocrement de peiner pour leurs frères, restaient forcément en dehors.

Tendre à réunir sous sa bannière tous les travailleurs et édicter en même temps des causes d'exclusion d'une application aussi fréquente, c'était une anomalie étrange. C'est pourtant ce à quoi aboutissait, en dernière analyse, la société des bijoutiers en doré. Pratiquement l'association se montrait incapable de transformer les ouvriers comme Buchez l'avait espéré. Du reste les associés et avec eux les promoteurs du mouvement coopératif ne se rendirent pas compte immédiatement du véritable résultat de l'expérience. Comme il y avait des bénéfices, ils crurent de bonne foi au triomphe de l'idée. N'avait-on pas au moins une preuve que le salaire n'était pas la base nécessaire de l'organisation du travail ? Que les travailleurs pouvaient parfaitement se passer du patron ?

Et puis, pour celui qui n'examinait pas la chose de près, pouvait-on nier qu'il y eût une Association Ouvrière dont les affaires étaient prospères ?

L'Atelier. — Certainement, le résultat même imparfait devait décider d'autres ouvriers à suivre l'exemple de Leroy ; mais il fallait continuer la propagande commencée par Buchez lorsqu'il avait voulu faire connaître sa théorie. *L'Européen* avait bientôt cessé de paraître. Vers 1840 quelques ouvriers disciples de Buchez entreprirent une nouvelle publication. *L'Atelier* se fit immédiatement le champion de l'Association Ouvrière ; c'était là d'ailleurs son but principal, le motif de sa fondation. Rédigé uniquement par des travailleurs, il diffère naturellement de *l'Européen*, mais il voit l'association de la même façon que celui-ci, de sorte qu'il ne fait que continuer le mouvement. Malgré tout, les fondations de sociétés sont rares encore ; mais le motif n'en est pas seulement dans le caractère trop sérieux de *l'Atelier* qui n'est lu que par l'élite de la classe ouvrière : cette élite était bien capable de faire accepter l'idée par les camarades moins intelligents. Il faut le chercher plutôt dans l'hostilité du gouvernement pour tous les groupements même purement professionnels. La société Leroy-Thibault et Cie n'était pas inquiétée, c'est vrai, mais elle se présentait sous les dehors d'une société en nom collectif ordinaire ; le nombre des associés était plus grand, mais il ne présentait aucun caractère inquiétant. Les ruban-

niers de Saint-Etienne, qui en 1841 avaient tenté de se former en association, ne jouirent pas de la même liberté. Comme leur nombre était considérable, le gouvernement prit ombrage ; il en résulta des poursuites correctionnelles suivies de condamnations pour coalition et association illicite. On comprend que la perspective d'aller en prison refroidissait considérablement le zèle des partisans de l'association.

Et cependant le courant d'idées en faveur de l'association volontaire suscitée ou non par l'*Atelier* devenait de jour en jour plus fort. En 1843 l'Académie des sciences morales mettait au concours cette question : « Rechercher quelles sont les applications les plus utiles qu'on puisse faire de l'association volontaire et privée au soulagement de la misère », et le rapporteur du concours constatait que le grand nombre des mémoires reçus, prouvait que la question était bien à l'ordre du jour et occupait tous les esprits.

Quelques tentatives furent faites, mais craintives et isolées ; on n'osait pas les signaler, les donner comme exemples de peur d'attirer sur leurs auteurs les foudres gouvernementales. Plusieurs échecs se produisirent ; malgré tout, la poussée vers l'association s'accroissait de jour en jour. Les travailleurs les plus intelligents, lecteurs ou collaborateurs de l'*Atelier*, usaient de leur influence. Comme ils parlaient avec chaleur et conviction, qu'ils promettaient un changement à une situation chaque jour plus misérable, on les écoutait, et sans les

comprendre toujours, on se disait qu'ils devaient avoir raison ; car les ouvriers, peu instruits pour la plupart, ont une tendance marquée à suivre en moutons ceux de leurs camarades en qui, à tort ou à raison, ils ont cru reconnaître des capacités particulières.

D'ailleurs la campagne en faveur de l'association, même celle en faveur de la coopération proprement dite, n'étaient pas l'œuvre d'une seule école.

Saint-Simon avait prôné une organisation du travail qui, pour n'être pas coopérative, n'en reposait pas moins sur l'association. Il remettait à l'Etat, c'est-à-dire à la collectivité, le soin de décider tout ce qui avait rapport à la production et à la distribution des richesses. Il est vrai qu'il considérait l'Etat comme un être absolument et essentiellement incapable de se tromper ni de nous tromper.

Les phalanstères de Charles Fourier n'étaient eux aussi que des associations pour le recrutement desquelles on s'attachait aux penchants naturels, aux passions des travailleurs.

Cabet, dans l'organisation du travail qu'il imagine pour ses leariens, fait de larges emprunts à Robert Owen : il supprime la monnaie, la propriété privée, il établit l'égalité absolue de tous les citoyens. D'un autre côté, il donne tous les droits et tous les pouvoirs à l'Etat qui devient une sorte d'association universelle.

Mais celui dont les ouvrages eurent à cette époque le plus grand retentissement et qui contribua dans la plus

large mesure à la vulgarisation du principe d'association, fut sans contredit Louis Blanc. Comme ses doctrines rentrent directement dans les limites de cet ouvrage, je dois m'y arrêter un moment.

Louis Blanc et les Ateliers Sociaux. — Blanc dans son ouvrage sur l'*Organisation du travail* conseillait, en effet, aux travailleurs de se grouper ; il leur montrait le salut dans la coopération. Car il n'y a pas à s'y tromper, les ateliers sociaux qu'il décrit sont de véritables sociétés coopératives de production bien qu'ils diffèrent sensiblement de l'Association Ouvrière de Buchez et de l'Atelier.

Blanc attribue le malaise social, la misère des travailleurs de tous ordres à la concurrence effrénée que se font les producteurs et il indique comme seul remède l'association des ouvriers, la solidarité universelle. D'après lui, l'Etat doit intervenir pour faire cesser la lutte fratricide qui sépare les hommes, il doit prendre l'initiative de la réforme qui s'impose, il doit fournir le capital nécessaire au remaniement de la société.

Je n'examine pas les moyens préconisés par l'auteur de l'organisation du travail pour procurer des ressources à l'Etat ; je me borne à constater que ces ressources doivent, d'après Louis Blanc, servir à fonder un certain nombre d'ateliers sociaux, en s'attachant d'abord aux branches d'industrie les plus importantes.

Dans ces ateliers, dont les statuts délibérés et votés par la représentation nationale auraient forme et puis-

sance de loi, tous les travailleurs doivent être associés : au lieu de passer par l'intermédiaire d'un patron, ils deviennent collectivement entrepreneurs.

La première année, l'Etat établit la hiérarchie des fonctions ; mais ensuite le soin de choisir les gérants et directeurs est laissé aux ouvriers qui ont eu le temps de s'apprécier mutuellement.

Blanc se montre partisan de l'égalité des salaires ; il se prononce plus nettement encore pour l'égalité absolue de tous les associés en ce qui concerne le partage des bénéfices ; il ne reconnaît, en effet, aucune supériorité au talent ni à la force, il n'admet pas que la rétribution soit proportionnelle aux services rendus : celui qui a reçu de Dieu une intelligence ou une énergie plus grande, a des devoirs plus étendus envers la société ; mais il n'a pas de droits plus étendus. Louis Blanc revient à plusieurs reprises sur cette idée à laquelle il semble attacher une grande importance.

En principe, chaque associé demeure libre de disposer à sa convenance du fruit de son travail, mais l'évidente économie et l'incontestable excellence de la vie en commun ne doivent pas tarder à faire naître de l'association des travaux la volontaire association des besoins et des plaisirs.

Les capitalistes seraient appelés dans l'association et toucheraient l'intérêt du capital par eux versé, mais ils ne participeraient aux bénéfices qu'en qualité de travailleurs.

L'Etat, ai-je dit, à cause des ressources limitées dont il disposait, ne devait fonder à l'origine que quelques ateliers sociaux, en s'attachant aux branches d'industrie les plus importantes. Voici d'ailleurs ce qui, d'après Louis Blanc, devait se produire :

L'atelier social aux prises, en concurrence avec l'industrie privée, aurait vite fait de triompher de celle-ci, les travailleurs associés étant intéressés à produire beaucoup et bien, et la vie en commun présentant pour eux une économie considérable. Bientôt, dans toute sphère d'industrie où un atelier aurait été établi, on verrait accourir vers cet atelier, à cause des avantages qu'il présenterait, travailleurs et capitalistes. Les ateliers sociaux forceraient les particuliers à entrer en composition, à se fondre avec eux. Leur prospérité augmenterait de jour en jour et ils pourraient restituer à l'Etat les fonds avancés, lui permettant ainsi de susciter des ateliers dans d'autres branches, et ainsi de suite jusqu'à ce que toute l'industrie ait passé aux mains des travailleurs associés.

Blanc s'occupe naturellement de la France entière ; il ne doute pas que tous les ateliers du pays appartenant au même genre d'industrie ne parviennent facilement à s'unir, à s'associer pour supprimer la concurrence entre corporations, de telle sorte que pour chaque branche il y ait un seul établissement central avec un nombre de succursales plus ou moins considérable, réparti sur tous les points du territoire.

Ce n'est même pas là le but final de sa théorie : il compte faire régner la solidarité entre toutes les branches ; c'est ainsi qu'il veut que chacun des ateliers sociaux consacre une partie de ses bénéfices à l'allègement des crises qui pèseraient sur d'autres branches d'industries. Une autre part des profits devait servir à l'entretien des malades, des infirmes et des vieillards.

Louis Blanc ne s'occupait pas seulement de l'industrie, mais aussi de l'agriculture, de la production littéraire et de la démocratisation du crédit ; il donnait le plan d'ateliers sociaux agricoles, d'une librairie sociale et il proposait de remplacer par une banque d'Etat la banque de France.

Ainsi l'association, la coopération devaient, suivant le plan dressé par l'auteur de l'organisation du travail, faire disparaître la concurrence, l'égoïsme, la cupidité, l'intérêt personnel, pour les remplacer par la solidarité et le sentiment du devoir.

Les théories de Louis Blanc, par le grand retentissement qu'elles avaient eu, avaient servi puissamment la cause de l'association. Une polémique assez vive s'était engagée entre divers journaux et l'inventeur des ateliers sociaux.

Michel Chevalier, dans le *Journal des Débats*, fit remarquer très justement que l'organisation rêvée par Blanc méconnaissait le rôle nécessairement prépondérant de l'intérêt personnel et qu'elle exagérât au contraire singulièrement la puissance du sentiment du

devoir ; qu'elle avait le tort de tendre à l'égalité absolue de tous, sans distinction de talent, de science ni d'activité, de supprimer la concurrence qui, malgré certains inconvénients, est la source nécessaire de tous les progrès, de tous les perfectionnements. Elle avait en outre le tort de réduire le capital au rôle de salarié, ce qui devait éloigner les capitaux des particuliers ; et de ne tenir aucun compte des difficultés très grandes que les associations ne manquent jamais de rencontrer dans la pratique. Elle supposait à la masse des travailleurs le don, la faculté d'apprécier justement les capacités de chacun, et la volonté préalable de ne se laisser guider dans son choix que par le mérite individuel de chaque associé.

Le système coopératif de Louis Blanc présentait d'autre part le très grave inconvénient de demander à l'Etat une mise de fonds considérable et de lui faire supporter de très gros risques. C'est pour cette raison probablement, qu'il n'a jamais donné lieu à aucune expérience proprement dite. Mais il était, on doit le reconnaître, tout à fait de nature à séduire les imaginations, à illusionner le peuple. Le réformateur n'exigeait, en effet, des associés, aucun effort particulièrement difficile ; il leur faisait, au contraire, espérer que son système agirait de lui-même, par une sorte de vertu propre, comme si une association composée de travailleurs sans courage et sans talent pouvait, même avec les capitaux de l'Etat, arriver à un résultat appréciable. En réalité

les ateliers sociaux constituaient une utopie parfaitement caractérisée. Mais Blanc promettait de rendre tout le monde heureux ; il s'occupait on l'a vu des agriculteurs et des écrivains aussi bien que des ouvriers des usines ; il ne laissait pas dans l'isolement ceux qui appartenaient à des professions que leur nature forçait à s'éparpiller et à se localiser, « chaque atelier social pouvait se composer de professions diverses groupées autour d'une grande industrie, parties différentes d'un même tout, obéissant aux mêmes lois et participant aux mêmes avantages ». Il n'en fallait pas davantage pour lui susciter de nombreux partisans et pour augmenter par contrecoup le nombre de ceux qui croyaient à la puissance magique de l'Association.

C'est ainsi que peu à peu les esprits s'étaient attachés à l'idée nouvelle, que tous les regards avaient convergé vers cette association qu'on disait si féconde et dont chacun aurait voulu essayer. Désormais pour qu'un grand mouvement vint succéder à un simple courant d'opinion, il ne fallait plus qu'une secousse capable de tirer de leur torpeur les ouvriers convaincus mais inactifs, comme il faut en chimie une étincelle électrique pour déterminer la combinaison d'éléments tout prêts à entrer en composition.

Le choc se produisit. Ce fut la révolution de 1848.

La Révolution de 1848. — Le peuple de Paris, qui par l'insurrection de février avait forcé Louis-Philippe

à fuir après avoir abdiqué, ne prétendait plus cette fois changer seulement de souverain. Son mot, paraît-il, était celui-ci : « Ne recommençons pas 1830 ; ne nous laissons pas enlever la Révolution » (1).

La Révolution, du reste, il la voulait sociale en même temps que politique ; il entendait que sa situation, à lui, fût améliorée. Il en avait assez de la misère où l'avait jeté la période de crises qu'on venait de traverser et qui n'avait pas duré moins de vingt-cinq années. La coupe était pleine ; il exigeait qu'on remédiât aux inconvénients d'une organisation du travail qui le rendait si malheureux ; et on sentait qu'au besoin il appuyerait par les armes sa réclamation.

Pour tous, d'ailleurs, il n'y avait, il ne pouvait y avoir qu'un seul remède : l'association. Ce mot que, par crainte du pouvoir, on n'osait auparavant que murmurer, jaillissait maintenant, spontanément en quelque sorte, de toutes les bouches à la fois.

Mais si tous prononçaient le même mot, chacun l'entendait à sa façon. Les uns voulaient l'association volontaire et libre, tandis que les autres demandaient qu'elle fût organisée par l'Etat, ou du moins qu'elle eût le droit d'exiger du pouvoir public les sommes nécessaires à son fonctionnement.

En résumé, l'association était sur toutes les lèvres, tous les regards se tournaient vers elle, c'est d'elle et

(1) Louis Blanc, *Pages d'histoire de la révolution de février*. Paris, 1850, p. 16.

d'elle seule qu'on attendait le salut. Il ne faut donc pas s'étonner de cette disposition d'un décret rendu le 26 février 1848 : « Le gouvernement provisoire..... reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entr'eux pour jouir des bénéfices de leur travail ». C'était le peuple qui commandait et il voulait qu'on lui reconnût le droit d'essayer d'un remède dont il espérait des résultats merveilleux.

Le peuple ne devait pourtant pas se contenter de cette déclaration toute platonique ; il entendait qu'on fît quelque chose pour l'association, que des paroles, on passât aux actes. Dans la pratique, le gouvernement provisoire se montra d'abord favorable aux théories de Louis Blanc, plus séduisantes puisqu'elles ne demandaient pas aux ouvriers de grands efforts pour prix de l'amélioration de leur sort, mais aussi beaucoup plus décevantes. Il commit la faute de permettre à Blanc d'avoir au Luxembourg, avec les délégués ouvriers, des entrevues où on traiterait des rapports à établir entre le capital et le travail. Il eut surtout le très grave tort d'organiser des ateliers nationaux qui devinrent un foyer d'émeutes et de troubles et furent causes des tristes journées de mai. Mais ici il importe de ne pas faire de confusion. Les ateliers nationaux ne sont pas les ateliers sociaux préconisés par Blanc. Organisés en dehors de lui, ils n'obéissent pas aux règles énumérées plus haut. Blanc se défend du reste énergiquement d'avoir pris la moindre part à l'expérience tentée alors ; il montre

même dans son *Histoire de la révolution de 1848*, qu'elle a été faite par ses adversaires. Beaucoup s'y sont mépris cependant à cause de la similitude des noms ; ils n'ont pas vu que dans les ateliers nationaux les ouvriers n'étaient pas vraiment associés ; qu'ils restaient de simples salariés tandis que l'Etat jouait le rôle d'entrepreneur.

D'un autre côté le gouvernement provisoire vit se former une association libre composée d'un très grand nombre d'ouvriers tailleurs de Paris ; il ne put s'empêcher de passer avec elle un marché qui devait donner de l'occupation à tous les membres pendant plusieurs mois au moins. Mais peut-on bien donner le nom d'association à un ramassis d'individus dont la nécessité seule avait déterminé le groupement, qui nommaient leurs chefs au hasard car ils ne se connaissaient seulement pas la veille. On se dit précisément que, si une telle réunion d'hommes avait réussi à réaliser des bénéfices, c'est que le principe d'association était excellent, car toutes les circonstances semblaient contraires. A vrai dire elles étaient particulièrement favorables et l'exemple ne signifiait rien puisque l'Etat fournissait aux tailleurs de Clichy, tout le travail ; qu'il mettait un local à leur disposition et que d'autre part les capitaux nécessaires au bon fonctionnement avaient été avancés par les patrons tailleurs de Paris.

Mais qu'importe ? Ici encore, on ne vit que le succès et l'association en parut encore plus désirable ; d'autant

plus que la situation misérable des ouvriers était loin de s'améliorer. Depuis février la crise qui était auparavant intermittente était devenue continue. Il devenait chaque jour plus urgent de faire cesser cet état de choses. Les ouvriers des différentes professions se réunissaient pour jeter les bases de vastes associations qui devaient modifier l'organisation du travail. Aux élections ils avaient envoyé siéger à l'assemblée Buchez et deux des rédacteurs de l'*Atelier*, dans l'espoir qu'eux, au moins, travailleraient à faire avancer la question ; car, seuls, les ouvriers déclaraient qu'ils ne pouvaient rien. Les quelques économies qu'ils avaient pu amasser avaient été englouties par les crises ininterrompues qu'on venait de traverser. Ils n'avaient aucune ressource devant eux et ils avaient pour la plupart une trop grande confiance dans les largesses du gouvernement pour tenter de s'en procurer au prix de grands efforts, d'un travail acharné. Ils trouvaient plus commode de demander de l'argent que d'en gagner. Ils comptaient sur le gouvernement pour l'avance des capitaux nécessaires, d'après eux, pour les sortir de ce mauvais pas.

Beaucoup de membres de l'assemblée leur étaient favorables ; subissant la loi commune, ils avaient été comme fascinés par l'Association Ouvrière ; d'ailleurs il est si noble de travailler au relèvement des classes laborieuses. Le 30 mai 1848, Michel Alcan propose donc de consacrer un million par an, pendant dix années, pour primes à donner à toute association industrielle.

ou agricole qui sera formée entre patrons et travailleurs ouvriers, ou entre ouvriers seulement. Il explique qu'il demande ce crédit, non pas pour permettre à des associations de se créer immédiatement, mais pour encourager par des primes celles qui auraient réussi. Alcan avait compris sans doute que ce serait une grave erreur de faire disparaître complètement, pour les associations ouvrières, la difficulté de former un capital ; que ceux-là seuls qui avaient la force de caractère suffisante pour constituer l'épargne nécessaire et vaincre les difficultés qui sont toujours grandes dans les commencements, avaient chance de fonder un groupement prospère ; que susciter la création de nouvelles sociétés ouvrières plutôt que d'encourager celles qui réussissaient, c'était risquer de dépenser sans aucun profit le crédit voté. En réalité Alcan voulait qu'on ne donnât qu'à bon escient ; il demandait une preuve de mérite à celui qui réclamait une avance.

L'assemblée vota la proposition mais en la modifiant sensiblement. Elle restreignit d'abord, avec raison, le crédit à une somme de trois millions une fois donnée ; elle ne voulut pas s'engager pour dix années et on ne peut que l'en louer. Mais d'autre part on ne voit rien dans le décret du 5 juillet qui rappelle la distinction exposée par Alcan. L'assemblée s'engageait résolument dans la voie de l'Association Ouvrière, mais elle le faisait sans discernement. Le rapporteur du projet de décret, l'ouvrier Corbon qui était un des rédacteurs de l'*Atelier*,

avertissait bien les travailleurs que, sans efforts personnels, ils n'arriveraient à rien. Parlant de la disparition successive du salariat et du rôle que l'État pouvait jouer dans la réalisation de ce progrès, il disait aux ouvriers qu'ils devaient être les fils de leurs œuvres et que s'ils parvenaient un jour d'une manière ou d'une autre à posséder l'instrument de leur travail, ils le devraient avant tout à leurs propres efforts. Parler de la sorte, c'était faire preuve d'une connaissance approfondie de la matière et faire entendre aux travailleurs des paroles plus sensées que celles auxquelles ils étaient habitués ; mais ce n'était pas le rapport qui devait être lu par les ouvriers, c'était le décret, et s'il était rédigé de façon à les satisfaire, il ne l'était pas de façon à leur rendre un véritable service.

Il était en effet conçu dans les termes suivants :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert au ministère de l'agriculture et du commerce un crédit de trois millions de francs destinés à être répartis entre les associations librement contractées soit entre ouvriers, soit entre patrons et ouvriers.

ARTICLE 2. — Le montant de ce crédit sera avancé à titre de prêt sur l'avis d'un conseil d'encouragement formé par le ministre et aux conditions réglées par le même conseil.

Le conseil d'encouragement allait-il au moins faire preuve d'une véritable sagesse dans la distribution du crédit ? Allait-il s'entourer de précautions pour corriger le laconisme imprudent du décret.

Il n'en eut seulement pas le loisir. Il déclara bien par une instruction datée du 12 juillet qu'il n'accorderait d'avances qu'aux associations qui présenteraient des garanties sérieuses de succès et de durée ; mais c'était là une déclaration toute platonique, qui ne pouvait avoir de force que par la façon dont le conseil comprenait les mots : garanties sérieuses. Il faut avouer d'ailleurs que, dans la foule des demandes qu'il avait à examiner, il lui eût été difficile de s'y reconnaître. Si encore les associations existant depuis un laps de temps minimum déterminé avaient été seules à pouvoir obtenir des avances ! Mais il s'en formait tous les jours de nouvelles, suscitées par le seul espoir d'avoir leur part des trois millions. Il eût fallu procéder avec ordre et lenteur, s'enquérir des antécédents des associés, de leurs capacités et de leur énergie. Chaque demande devait bien être accompagnée des statuts de la société et faire connaître l'objet de l'association, le mode d'exploitation qu'elle comptait employer, le nombre des sociétaires, les ressources dont elle pouvait disposer et les éléments de succès ; mais la réussite ne dépend-elle pas surtout de la valeur personnelle des associés ?

Si le conseil d'encouragement avait voulu s'entourer des précautions nécessaires, il aurait eu à accomplir un travail très long, mais il eût pu faire peut-être d'utile besogne ; vouloir faire une distribution rapide sous prétexte qu'il fallait porter remède sans retard à la misérable situation des travailleurs, c'était courir à un

échec certain. Les rédacteurs de l'*Atelier* prévoyaient le péril quand ils écrivaient : Mieux vaudrait ne dépenser que cent mille francs dans l'année, n'encourager qu'une ou deux associations; que de donner aux ennemis de l'émancipation des salariés le prétexte de crier à l'impossibilité des Associations Ouvrières.

Le conseil d'encouragement semblait au contraire vouloir distribuer toute la somme dans le plus bref délai. Il était pressé d'en finir. Les demandes étaient si nombreuses (1) et si pressantes. Il fallait bien s'efforcer de contenter au plus tôt le plus grand nombre possible d'associations et on accorda des crédits un peu au hasard. Aussi en un an et demi (fin décembre 1849), d'après un article publié dans l'*Economiste* par Paillotet, il ne restait des trois millions qu'un peu plus de cinquante mille francs; on avait fait des avances à cinquante-six associations. La plus grande partie du prêt avait été distribuée à des associations purement ouvrières, le reste à des associations entre patrons et ouvriers et surtout à des patrons admettant leurs ouvriers à la participation aux bénéfices (2).

Cette fois, on ne pouvait plus se plaindre du pouvoir. Il avait fait beaucoup pour les ouvriers. Sur leur demande, il avait provoqué la naissance d'une foule d'associations, dans les départements comme à Paris. Dans cette ville, il y aurait eu, un an après le vote du crédit,

(1) Il y en eut à peu près 650 dans les années 1848 et 1849.

(2) Rapport du Vicomte Lemer cier.

cent vingt sociétés de travailleurs comprenant cinquante mille membres ; mais ces chiffres donnés par le *National* paraissent exagérés. L'*Atelier* et le *Nouveau Monde*, organe de Louis Blanc, les estiment à soixante-dix environ. C'est là très probablement un minimum, ces deux journaux ne parlant que des associations sur lesquelles ils possèdent des informations certaines. En apparence c'est un résultat splendide ; mais si, descendant au fond des choses, on cherche le nombre des associations réunissant les conditions strictement indispensables au succès, on s'aperçoit qu'il est beaucoup moins élevé. M. Louis Reybaud l'estime inférieur à vingt, mais on l'accuse d'hostilité envers l'association ouvrière. M. André Cochut le porte à quarante, mais, comme il est favorable à l'idée, on peut croire que ce chiffre est plutôt exagéré. Quant au nombre des membres, le premier auteur parle de sept cent trente, le second de deux mille. D'un côté, comme de l'autre, nous sommes loin des cinquante mille associés dont parlait le *National*.

L'assemblée nationale ne s'était pas contentée du reste de voter un crédit ; elle avait voulu favoriser d'une autre façon les associations ouvrières et, par un décret du 15 juillet complété par un règlement du 18 août 1848, elle leur fit une situation privilégiée en matière d'adjudications de travaux publics.

En deux mots, voici en quoi consistent ses dispositions sur ce point :

Au-dessous de deux mille francs, les travaux de l'Etat,

n'exigeant aucune fourniture de matériaux, peuvent être accordés directement aux Associations Ouvrières.

Au-dessus de ce chiffre, elles sont admises à soumissionner, mais on les dispense du cautionnement, on leur donne la préférence à rabais égal et on leur fait des paiements tous les quinze jours sur des états de situation approximatifs.

Ici le principe même de la législation était mauvais. On peut critiquer le vote du crédit au point de vue du résultat impossible qu'il poursuivait, mais on est forcé de reconnaître que, par ce vote, l'assemblée constituante ne méconnaissait pas les devoirs et n'outrepassait pas les droits de l'Etat, qui dans un moment aussi critique devait faire quelque chose pour les ouvriers malheureux ; que le seul tort de l'assemblée nationale fut d'attendre de l'Association des effets qu'elle ne pouvait produire. Le décret du 15 juillet au contraire est mauvais même dans son principe ; quand il fait exécuter des travaux, l'Etat doit s'occuper non de la qualité de celui qui les entreprend, mais des conditions plus ou moins avantageuses qu'il consent ; il a le devoir de faire effectuer ces travaux non par tels individus déterminés mais par ceux qui s'engagent à les faire bien pour un prix moindre ; quant au cautionnement, s'il est jugé nécessaire des entrepreneurs ordinaires, pourquoi ne pas l'exiger des travailleurs associés ?

Lorsqu'on voit toutes ces faveurs plus ou moins justifiées, le développement rapide des sociétés ouvrières

n'a plus rien qui puisse étonner, surtout si l'on se rend compte de l'enthousiasme invraisemblable que provoquait l'association. C'était comme un moment de folie, folie généreuse je le veux bien, mais folie quand même. Les associés se considéraient comme frères ; les groupements portaient le nom de fraternités. Toutes les associations étaient fraternelles. L'égoïsme, l'individualisme semblaient à la veille de disparaître ; l'intérêt privé n'allait bientôt plus être le mobile ordinaire des efforts humains. Tous les travailleurs avaient pour but non leur bien-être personnel, mais l'émancipation de leurs frères, de toute la classe laborieuse. Le monde du travail était changé, ce n'était déjà plus chacun pour soi, mais tous pour chacun et chacun pour tous.

Il ne fallait même pas faire partie d'une société pour être emporté par le tourbillon. Les particuliers s'adressaient de préférence, pour les commandes qu'ils avaient à faire, aux associations fraternelles ; chacun voulait, dans la mesure de ses moyens, contribuer à leur triomphe. On eut alors les plus beaux exemples de dévouement et d'énergie : des ouvriers continuant à faire partie d'associations où le gain était de beaucoup inférieur au salaire qu'ils auraient touché chez un patron ; des associés ne gagnant pas le strict nécessaire et s'imposant les plus durs sacrifices pour subvenir aux besoins de camarades malades ou se trouvant dans l'impossibilité de travailler. Les associations ouvrières se soutenaient elles-mêmes mutuellement et on les vit venir

toutes au secours d'une société de ferblantiers dont on avait volé le petit capital.

Ce dévouement, ce désintéressement, furent fréquents dans les premiers moments d'enthousiasme ; mais peu à peu, on se lassa de vivre dans une situation précaire. On avait bien voulu faire un effort, mais on ne prétendait pas le prolonger indéfiniment. L'*Atelier* avait raison de dire que le régime des associations exigeait des qualités que tous n'ont pas ; qu'il devait commencer avec des hommes d'élite ; mais il restait encore beaucoup au-dessous de la vérité, lorsqu'il proclamait que les natures peu élevées n'y pourraient entrer sans inconvénient que lorsque le système nouveau aurait pris une base solide par le dévouement de ces fondateurs d'élite ; il avait tort de se figurer que le dévouement des uns aurait pour effet le perfectionnement des autres.

De toute façon l'association devait tomber ; le développement trop prompt causé par des faveurs imprudemment accordées, aurait suffi à la tuer, si même elle avait été capable, en principe, de l'extension étrange qu'on espérait lui voir prendre. Thiers n'avait pas tort quand il s'écriait : « Ce n'était pas trois millions mais vingt qu'il fallait nous demander, oui vingt millions, nous les aurions donnés. Ce n'était pas trop pour faire une expérience éclatante qui vous guérit tous de cette grande folie ».

La débâcle commença. Les associations, et elles

étaient nombreuses, qui s'étaient formées uniquement dans le but d'avoir leur part des faveurs officielles et auxquelles une avance fut refusée, tombèrent d'abord ; pour les autres il fallut le temps, très court du reste, de dévorer la somme prêtée par l'Etat. Puis, comme pour accélérer la chute, les dispositions du pouvoir changèrent. L'assemblée nationale législative n'avait plus pour l'association les mêmes sympathies, que l'assemblée nationale constituante. Par la loi du 15 mai 1850, elle força les travailleurs associés de payer chacun un vingtième du droit fixe de patente, l'associé principal payant déjà comme représentant l'association la totalité du droit fixe et du droit proportionnel. En juin 1850, elle repoussa une proposition de Nadaud demandant des avantages pour les Associations Ouvrières dans les adjudications de travaux de l'Etat. La désillusion commençait. L'assemblée applaudissait un orateur qui trouvait les Associations Ouvrières « inutiles, ou plutôt nuisibles ». Dans un autre ordre d'idées, on vit les délégués des sociétés ouvrières parisiennes qui avaient voulu constituer une fédération, sous le nom d'Union des associations, arrêtés sous l'inculpation de société secrète et condamnés par le jury de la Seine, alors que leurs statuts avaient été déposés au parquet et publiés par quelques journaux.

Le coup d'État du 2 décembre. — Le coup d'État fit le reste. Craignant d'être inquiétées par le pouvoir, la

plupart des sociétés jugèrent prudent de se dissoudre d'elles-mêmes. Cette frayeur peut paraître étrange, mais il faut noter qu'un très grand nombre d'associés étaient désenchantés avant le 2 décembre et qu'ils saisirent avec empressement la première occasion de mettre fin à une expérience dont ils étaient fatigués ; ensuite qu'on avait sous les yeux la sévérité extrême dont avait fait preuve, à Lyon, le maréchal de Castellane, dans un arrêté resté célèbre et qui mérite d'être reproduit.

ARTICLE PREMIER. — Les associations fraternelles sont dissoutes et il sera procédé immédiatement à leur liquidation.

ARTICLE 2. — Cette liquidation devra avoir lieu en présence du commissaire de police.

Pourtant les travailleurs plus courageux qui, à Paris, voulurent rester unis ne furent pas inquiétés. Il est vrai que le nombre des sociétés était tellement diminué que le gouvernement ne pouvait plus prendre ombrage. A peine en restait-il 20.

En résumé en 1852 l'association ouvrière apparaissait impuissante à produire, dans les circonstances où on se trouvait, la régénération sociale que beaucoup avaient espéré lui voir accomplir en quelques années ; elle se montrait incapable de donner immédiatement les brillants résultats qu'on avait eu la candeur d'attendre d'elle. Elle avait bien pu, dans quelques industries faciles, améliorer la condition d'un certain nombre de travailleurs d'élite, les émanciper du joug du patron

pour ne les faire plus obéir qu'à des chefs choisis par eux et servir ainsi à faire émerger de leur classe certains ouvriers plus actifs et plus entreprenants que leurs camarades, pour les élever à une situation intermédiaire, mal définie entre celle du patron et celle du travailleur ordinaire elle s'était montrée en un mot comme un bon instrument de sélection ; elle n'apparaissait pas comme pouvant arriver à transformer heureusement la situation des salariés en tant que classe sociale.

Pour profiter des bienfaits qu'elle pouvait procurer, il fallait en effet faire preuve de qualités exceptionnelles ; il ne suffisait pas d'être travailleur ardent et intelligent, il fallait encore être économe et persévérant, avoir la souplesse et l'esprit de discipline sans lesquels des associés en sont toujours à se quereller ou à refuser d'obéir, être à même de juger des qualités d'un directeur et avoir en outre le bonheur de compter parmi les membres de la société une ou plusieurs personnes ayant les aptitudes voulues pour faire un bon gérant. Faut-il ajouter que la branche d'industrie avait aussi son importance, que le succès devenait beaucoup plus problématique pour celles qui exigeaient des capitaux considérables, un outillage compliqué ou des connaissances techniques fort étendues.

En ce qui concerne les conditions relatives à la personne des associés, l'expérience venait de démontrer que tous les travailleurs étaient loin de les réaliser. La

plupart des sociétés fondées en 1848 étaient disparues, soit parce que leurs membres ou leurs directeurs n'entendaient rien aux affaires, soit parce que les associés ne prétendaient pas obéir à un gérant qu'ils considéraient comme leur égal, soit parce qu'une fois la société formée, les membres s'étaient figurés que, leur sort étant changé, ils ne devaient plus travailler avec la même énergie, soit enfin parce que, les bénéfices ne venant pas assez vite, on trouvait préférable de retourner chez le patron qui payait des salaires élevés et prenait en outre pour lui tous les ennuis de la direction.

Pouvait-on pour cela dire que la cause de l'Association Ouvrière était entendue et qu'elle était irrémédiablement perdue ? Pour ma part, je crois qu'une expérience n'était même pas nécessaire pour qu'on pût ranger l'Association Ouvrière dans la catégorie des utopies et on verra plus loin les motifs très sérieux, irréfutables, je pense, qu'on peut avoir de dire que l'Association Ouvrière, quand elle se figure pouvoir arriver à la suppression du salariat et à l'émancipation des travailleurs, est dans l'erreur la plus profonde. Mais ses partisans étaient parfaitement en droit de dire que l'expérience de 1848 n'était pas concluante en elle-même, qu'à vrai dire on n'avait pas suivi le plan de Buchez, celui-ci désirant un développement lent et méthodique ; que les conditions dans lesquelles l'essai avait été tenté étaient absolument défavorables ; que le crédit voté et les sommes distribuées l'avaient complètement faussée ; que des

associations ne s'improvisent pas entre ouvriers non préparés à vivre en société, qu'il ne faut par conséquent pas les susciter ; qu'on ne peut s'engager dans cette voie que lentement et avec une grande prudence ; qu'il faut laisser le temps aux quelques associations qui réussissent, de faire l'éducation sociale, économique, morale, religieuse même des travailleurs non sociétaires avec lesquels elles sont en contact, afin que le nombre des associés puisse s'accroître et avec lui l'importance et la prospérité des sociétés ; que seulement alors les ouvriers des autres corps de métiers ayant sous les yeux un exemple probant, arriveront à comprendre ce qu'ils ont à faire de leur côté pour arriver à améliorer eux aussi leur condition ; qu'en recommençant l'expérience avec lenteur et sagesse, on arriverait probablement à un meilleur résultat.

Voilà, à n'en pas douter, le raisonnement que tinrent après le coup d'Etat et la débâcle qu'il occasionna, ceux qui demeurèrent fidèles à l'idée qui les avait charmés. Ils étaient d'ailleurs fort peu nombreux, car l'échec avait été retentissant et beaucoup le croyaient définitif. En face d'un pouvoir hostile et de la désillusion générale, ceux qui conservaient leurs espérances durent attendre dans l'ombre des temps meilleurs. Le premier mouvement en faveur de l'Association Ouvrière avait pris fin.

Sociétés coopératives de consommation. — En même temps que Buchez faisait connaître l'Association Ou-

rière et déterminait le mouvement dont j'ai retracé rapidement l'histoire, on s'essayait sans bruit dans une autre branche de la coopération. La tentative de société de consommation qui eut lieu alors chez nous était-elle due à l'influence d'Owen ? La question est difficile à résoudre et ne présente pas du reste un grand intérêt pratique ; dans tous les cas, on verra que les fondateurs de la première société de consommation française ne fondaient pas sur elle les espérances exagérées du socialiste anglais ; ils ne voyaient pas dans la coopération un moyen de bouleverser la société, ils visaient seulement l'économie qu'elle procurait ; aussi leur association n'était-elle pas purement coopérative, il lui manquait le but moral et social. J'en parle parce qu'elle fut la première en France à vouloir supprimer le détaillant et que le moyen employé par la coopération est précisément la suppression de ces intermédiaires parasites, comme on les a souvent appelés à tort ou à raison.

Donc, en 1832, les ouvriers de l'usine, Schlumberger et Bourcart en Alsace, s'associèrent sur le conseil de leurs patrons pour se procurer du pain à de meilleures conditions. Ils achetèrent la farine et entreprirent eux-mêmes la fabrication. L'essai réussit parfaitement ; la société s'occupa alors de fournir à ses membres le combustible et quelques denrées de première nécessité. Les ouvriers de Guebwiller ne se proposaient nullement d'indiquer à la classe laborieuse un moyen général d'augmenter son bien-être ; ils avaient tout simplement

voulu remédier à la trop grande cherté du pain. Les patrons, eux, qui les avaient poussés dans cette voie ne se figurèrent pas avoir trouvé une panacée à tous les maux des travailleurs, encore moins avoir inauguré un régime qui arriverait à tout absorber ; ils constatèrent seulement, et avec plaisir, qu'il y avait là un moyen facile de diminuer les dépenses des ouvriers, par conséquent d'accroître la somme de jouissances qu'ils pouvaient se procurer avec leur salaire. Le résultat les enchantait, mais ne les grisait pas. Ils ne se mirent pas à annoncer partout qu'ils avaient trouvé le moyen de résoudre la question sociale. Le succès s'affirma de plus en plus et le bruit commençant à s'en répandre, d'autres sociétés surgirent dans les environs.

On commença à mieux comprendre les avantages que les sociétés de consommation pouvaient procurer à leurs membres. J'ai sous les yeux un ouvrage publié en 1846 par Théodore Fix (1). L'auteur se basant sur les résultats obtenus à Wesserling recommande aux ouvriers de former entre eux des sociétés de consommation. Il énumère brièvement les bienfaits qu'on peut attendre de pareilles associations. Suivant lui, elles procurent à l'ouvrier une économie en le soumettant à une règle et à des habitudes d'ordre qui exercent une salutaire influence sur toutes ses actions. Elles aiguïssent son esprit et le portent à rechercher de nouveaux moyens pour améliorer sa condition et pour ne pas payer les

(1) *Observations sur l'état des classes ouvrières*, p. 373.

profits souvent exorbitants des fournisseurs détaillants. Elles établissent entre les ouvriers une confraternité fort utile aux mœurs. C'est un plaidoyer très sobre, mais dénotant de la part de son auteur une véritable connaissance de la question.

L'hostilité du pouvoir ne tarda pourtant pas à se faire sentir ; j'ai dit déjà que le gouvernement était opposé à tout groupement ; il le prouva une fois de plus en refusant son autorisation à une société qui allait se fonder à Valence en 1845.

La révolution de 1848 eut pour les sociétés de consommation un effet analogue, toutes proportions gardées, à celui qu'elle avait produit pour l'Association Ouvrière. Ce n'est pas qu'elles eurent leur part du crédit voté le 5 juillet, on les connaissait à peine, l'association pour la production attirait seule l'attention ; mais, sous le régime nouveau de liberté, les sociétés alimentaires se développèrent rapidement. Dans une liste dressée par M. Jules Duval, on en signale pour la fin de l'année 1851 trente-huit réparties dans vingt-un départements et ce chiffre ne paraît pas exagéré. Ici encore, le mouvement, si on peut appeler de ce nom toutes ces tentatives isolées, fut interrompu par le coup d'Etat. Après le 2 décembre la plupart des sociétés furent obligées de liquider. Quelques-unes étaient pourtant à ce moment dans une situation très prospère. La société de Valence, celle même à laquelle l'administration avait refusé l'autorisation en 1845 et qui s'était

constituée immédiatement après les événements de 1848, avait eu un succès tellement rapide que, lors de la liquidation forcée en 1851, chaque associé reçut dix fois sa mise. Et encore la propriété de Beauregard acquise par la société n'avait-elle pas été comprise dans les opérations du partage. L'humanité de Lille comptait près de seize mille associés, la boucherie à elle seule nourrissait huit mille personnes. Les travailleurs unis de Lyon qui avaient débuté avec un capital de trois mille cinq cents francs laissaient en 1851, à la dissolution, une somme de quarante-cinq mille francs à partager entre les membres. A la même date une autre société de Lyon, les Castors, comptait déjà mille cinq cents membres.

Les sociétés alimentaires rendaient donc déjà des services appréciables, à la classe ouvrière principalement, quand elles furent forcées de disparaître.

Laissons vivre dans l'ombre où elles demeurent par crainte du pouvoir, les quelques rares associations ouvrières et sociétés alimentaires qui existent encore en France. Aussi bien leur existence n'offre rien de bien remarquable et elles sont ignorées de tous. Le mouvement est anéanti. Le moment est venu d'étudier les progrès de la coopération à l'étranger, principalement en Angleterre et en Allemagne.

TROISIÈME PÉRIODE (1852-1863)

Angleterre.

Second mouvement en faveur des sociétés coopératives de consommation, — les Equitables Pionniers de Rochdale (1). — Tandis qu'en France des philosophes cherchaient dans l'Association Ouvrière un moyen d'améliorer la situation matérielle, morale et sociale des travailleurs, quelques pauvres ouvriers anglais redemandaient le même résultat aux sociétés de consommation. Je dis redemandaient car on n'a pas oublié la tentative déjà faite par Owen au commencement du siècle. Ils ne firent du reste que reprendre l'idée d'Owen dont ils se réclamaient hautement, en s'efforçant toutefois d'éviter les écueils contre lesquels les premières sociétés coopératives de consommation étaient venues se briser.

L'histoire des Equitables Pionniers est très connue, mais elle est trop curieuse et surtout trop instructive pour que je puisse me dispenser de la rappeler brièvement.

Vers la fin de l'année 1843 quelques tisserands de

(1) Hubert-Valleroux, *Les associations coopératives en France et à l'étranger*, p. 133 ; Holyoake, *Histoire des Equitables Pionniers de Rochdale*.

Rochdale trouvant leurs salaires trop maigres se réunirent pour délibérer sur les moyens pratiques de sortir de leur condition misérable. Ils ne tombèrent pas d'accord immédiatement sur ce qu'il convenait d'entreprendre. Ils résolurent en principe de devenir à la fois marchands, chefs d'industrie et capitalistes, sans rien déterminer exactement. Mais comprenant que, quel que soit le parti auquel ils s'arrêteraient dans la suite, ils auraient besoin pour le mettre à exécution d'un petit capital, ils voulurent commencer immédiatement à amasser ce capital ; c'était une décision très sage. Ils dressèrent donc une liste de souscription ; chaque signataire, ils étaient une douzaine, s'engageait à verser dans la caisse commune deux deniers par semaine.

Ils eurent vite fait de constater que, dans ces conditions, le capital n'arriverait jamais à être suffisant pour leur permettre d'ouvrir une manufacture, surtout dans un centre de grande industrie comme Rochdale ; comme ils étaient trop pratiques pour s'entêter à poursuivre un plan dont la réalisation leur paraissait impossible pour le moment présent, ils laissèrent donc de côté la production et se tournèrent résolument vers la consommation. Toutefois les statuts de la société, enregistrés le 24 octobre 1844, prouvent que les tisserands conservaient le plan primitif, qu'ils n'avaient pas perdu l'ambitieuse espérance de remplacer un jour non seulement les marchands, mais aussi les industriels et les capitalistes.

L'objet et le plan de leur société sont en effet, d'après les statuts, de prendre des dispositions pour assurer le bien-être matériel et favoriser les progrès intellectuels et moraux de ses membres, en formant un capital par actions de vingt-cinq francs pour pouvoir exécuter les plans suivants :

La création d'un magasin pour les denrées, les effets d'habillement, etc...

La construction ou l'achat d'un certain nombre de maisons pour les membres.

L'établissement d'un hôtel de tempérance pour développer la sobriété parmi les associés.

La fabrication des articles que la société voudra, afin de donner du travail aux associés inoccupés ou insuffisamment payés.

L'achat ou la location d'une propriété foncière qui sera cultivée par les sociétaires sans travail ou mal payés.

La société se proposait enfin de s'occuper de régler les pouvoirs de production et de distribution, l'éducation et le gouvernement ; en d'autres termes d'établir une colonie se soutenant par elle-même, par l'union des intérêts, ou d'aider d'autres sociétés à fonder de telles colonies.

Heureusement que tous les projets des tisserands n'étaient pas aussi irréalisables que ce dernier, où on reconnaît sans peine, je l'ai constaté déjà, les idées communistes d'Owen. Le plan était vaste, d'une éten-

due qu'on aurait été tenté de trouver ridicule si on songe aux ressources plus que modestes dont disposaient les innovateurs. Ils étaient parvenus, en portant de deux à trois deniers le chiffre de leur contribution hebdomadaire, à amasser une somme de 28 livres, 700 francs, et c'est avec cela qu'ils allaient accomplir toutes ces réformes, réaliser tous ces progrès. Ils se mirent à l'œuvre courageusement ; d'ailleurs ils abordaient la réalisation de ce programme si chargé par le côté le plus facile, le magasin de distribution. C'était un grand avantage car leur organisation simple et pratique devait mener au succès.

Les fondateurs avaient étudié avec un soin minutieux, pour les éviter, les défauts qui avaient causé la ruine du mouvement de 1830. Ils commencèrent par décréter que toutes les opérations se feraient au comptant. Le crédit était banni rigoureusement, les statuts punissaient d'une forte amende l'employé qui, sous un prétexte quelconque, achetait ou vendait à crédit. On se souvenait des conséquences funestes des ventes à crédit dans les sociétés antérieures.

Ils adoptèrent, pour la répartition des bénéfices réalisés, un mécanisme très ingénieux connu maintenant sous le nom de système de Rochdale et auquel Holyoake attribue une grande partie du succès. Il paraît d'ailleurs, d'après le même auteur, que le système appliqué à Rochdale n'était pas nouveau ; il aurait été inventé en 1822 par M. Alexandre Campbell de Glasgow

et adopté par la société de Cambuslang en 1829 (1). Les sociétés de consommation dont Robert Owen avait provoqué directement la fondation, attribuaient au capital seul le bénéfice réalisé sur la vente des denrées. Le système de Rochdale choisit une base de répartition toute différente. Il attribue le bénéfice au consommateur, en proportion non plus des actions qu'il possède, mais des achats qu'il a faits à la société. On intéresse ainsi directement les membres à ne se fournir que dans le magasin commun. Les étrangers étant admis, peuvent apprécier l'économie et demandent naturellement à être reçus en qualité de membres. Quant au capital, il produit un intérêt fixe de 5 0/0 ; on ne lui reconnaît aucun droit aux bénéfices, ce qui est conforme aux principes de la pure coopération. Ce système présentait d'autant moins d'inconvénients que les actionnaires, étant en même temps consommateurs, touchaient en cette qualité leur part de dividendes.

Du reste, le magasin n'exigeait pas de capitaux fort importants et les statuts étaient rédigés de façon à ce que les fonds fussent fournis par les associés. Tous, en effet, devaient souscrire, au moment de leur admission, cinq actions d'une livre chacune. Ainsi on pouvait étendre les affaires sans avoir recours à des capitalistes qui n'eussent peut-être pas voulu se contenter d'un simple intérêt.

(1) Holyoake, *Histoire des Equitables Pionniers de Rochdale*, traduite par Francesco Vigano, 2^e partie, p. 89.

Cet apport de cent vingt-cinq francs semble fort élevé pour des ouvriers ; il ne constituait cependant pas un obstacle, même pour les plus nécessiteux, puisqu'il suffisait de verser un schilling au moment de l'entrée ; pour le reste on s'acquittait au moyen de versements périodiques très minimes. Le magasin devenait donc pour le travailleur économe une véritable caisse d'épargne parfaitement organisée ; les versements étant obligatoires, l'épargne était en quelque sorte forcée. Si le besoin s'en faisait sentir, on pouvait du reste retirer trois livres, les deux autres formant un capital fixe.

Naturellement les cinq actions étaient un minimum ; le maximum était fixé à cinquante ; on ne voulait pas que la société pût être forcée de payer un intérêt onéreux à des personnes plutôt aisées qui disposeraient de sommes relativement considérables.

Tout, du reste, dans la nouvelle association était favorable aux intérêts bien compris des ouvriers. Elle leur fournissait toujours des objets d'excellente qualité, tandis que les marchands ne leur donnaient, au dire de certains (1), que des produits falsifiés. En les forçant de payer comptant, elle les empêchait de s'endetter ; elle les mettait dans la nécessité de calculer ; il ne suffisait plus désormais de faire une inscription sur un livret, sans argent on ne pouvait rien obtenir. Par la vente au prix courant, la société facilitait encore la

(1) Antony Roulliet, *Des associations coopératives de consommation*, Paris, 1876, p. 202.

constitution de l'épargne sur laquelle la souscription forcée de cinq actions exerçait déjà une si grande influence. Si les articles avaient été livrés au prix de revient, meilleur marché naturellement que dans les autres magasins, la société aurait eu évidemment une plus grande vogue dans le début, mais elle n'aurait peut-être pas causé un profit véritable pour le travailleur ; celui-ci en effet, si son salaire lui permettait, comme c'est la règle ordinaire, de se soutenir lui et sa famille en payant les objets de consommation au prix marchand habituel, aurait dû, pour réaliser une économie, se priver continuellement des petites jouissances supplémentaires qu'il aurait pu se procurer en dépensant les quelques sous qui lui restaient par suite du prix moins élevé des objets de consommation achetés au magasin social ; il aurait fallu une force de caractère soutenue que beaucoup n'auraient pas eue. Le profit, au lieu d'être épargné, aurait servi à faire contracter aux associés des habitudes souvent mauvaises et le but aurait été manqué. Au lieu de cela, la société venait se substituer à l'ouvrier, dans ce qu'il y avait de pénible dans la constitution de l'épargne ; elle ne lui donnait son bénéfice qu'à la fin de l'année, lorsqu'il avait déjà une certaine consistance. L'associé, en présence d'un petit capital, devait naturellement songer à le placer plutôt qu'à le dépenser ; la société lui offrant un bel intérêt, il était probable qu'il serait tenté de lui laisser son dividende de l'année, en souscrivant encore une ou deux actions.

C'est de cette façon que les Equitables Pionniers espéraient faire l'éducation économique du peuple, arriver à le rendre détenteur d'un capital avec lequel il pourrait aborder la production et tous les perfectionnements destinés à corriger l'organisation actuelle, en attendant qu'on soit en état de faire les essais de communauté absolue dont j'ai parlé déjà et d'arriver ainsi à la forme parfaite, idéale, définitive de la société.

Organisé avec un soin aussi minutieux, présentant des avantages certains ou fort problématiques, immédiats ou lointains, en nombre si considérable, le magasin était en quelque sorte forcé de réussir. Pourtant dans les débuts il y eut, comme dans toute entreprise, des difficultés à surmonter, et les fondateurs eurent l'occasion de montrer leur persévérante énergie causée par leur profonde conviction. L'ouvrier ne voit pas toujours où se trouve son intérêt bien entendu ; il hésite à tenter le moindre effort pour sortir de la malheureuse situation dont il ne se lasse pourtant pas de se plaindre. Quand on lui propose l'emploi de moyens nouveaux, le premier sentiment qui se fait jour chez lui, c'est la défiance, surtout si celui qui les indique est ouvrier comme lui ; aussi Holyoake attribue-t-il la lenteur du mouvement coopératif à Rochdale pendant les deux ou trois premières années « au manque de confiance en un plan issu de la classe ouvrière pour l'amélioration de sa condition (1) ». Le résultat seul est pris en considération.

(1) Holyoake, même ouvrage, 1^{re} partie, p. 38.

Avant le succès, au moment où il faudrait montrer de l'énergie et de l'ardeur, on ne trouve qu'indifférence et froideur.

De toutes les façons, avant de se développer, l'affaire doit entrer dans les mœurs. A Rochdale, les ménagères étaient habituées à leur marchand et le magasin social dans son dénûment faisait si piteuse figure à côté des splendides boutiques des commerçants ; ce n'est pas pour une économie minime qu'elles auraient consenti à modifier leurs habitudes, et pour gagner beaucoup il fallait un grand nombre d'associés. On se trouvait comme dans un cercle vicieux, les associés ne se recrutant pas parce que le succès n'était pas suffisant, les bénéfices n'augmentant pas à cause du nombre trop restreint des associés. D'ailleurs les ouvriers, en dette envers leur fournisseur habituel, étaient bien forcés de continuer à s'approvisionner chez lui. Le paiement comptant non plus, ne plaisait pas à tout le monde.

Malgré tout, le succès ne tarda pas à se dessiner ; le nombre des membres s'accrut progressivement et par contrecoup le capital social et le chiffre d'affaires. Six ans après sa fondation en 1850, la société comptait déjà six cents membres. Son capital avait passé de sept cents à cinquante-sept mille francs et le chiffre d'affaires s'élevait à près de trois cent trente mille francs.

La prospérité des Equitables Pionniers ne tarda pas à être connue en Angleterre. Ils eurent bientôt des imitateurs. Des distributives, c'est le nom qu'on donne de

l'autre côté du détroit aux sociétés de consommation, se fondèrent successivement dans quelques grands centres ouvriers, sur le modèle de celle de Rochdale. Le mouvement, lent à l'origine, ne tarda pas à s'accroître. Comme la plupart des sociétés qui se fondaient, réussissaient brillamment et rapidement, les indifférents, ceux mêmes qui au début avaient été hostiles à l'idée, durent s'incliner et reconnaître que les distributives étaient réellement un moyen pratique d'améliorer sensiblement la condition des travailleurs. La poussée acquit alors une force beaucoup plus grande encore. En 1857 il n'y avait eu à signaler que trois sociétés nouvelles, il y en eut six en 1858, onze en 1859, trente-huit en 1860 et quarante-cinq en 1861. La prospérité fabuleuse des Equitables Pionniers qui avaient établi successivement un moulin, un magasin de gros et deux filatures en 1855 ; qui en 1860 possédaient à Rochdale huit boutiques différentes, n'était pas un fait exceptionnel. A Oldham, les bénéfices n'étaient pas moins considérables et après avoir ouvert plusieurs magasins, construit un vaste établissement central, on créa aussi une minoterie, et si on n'entreprit pas la filature, on avança au moins une somme de 175.000 francs à la filature coopérative qui existait déjà. Et la puissante société qui réalisait ces gros bénéfices, avait devant elle une autre société, une concurrente, dont les affaires étaient au moins aussi prospères que les siennes.

Le mouvement était définitivement lancé. Aucun obs-

tacle extérieur n'était là pour le ralentir. Le pouvoir qui, en France, se faisait remarquer par une hostilité ridicule, avait en Angleterre une attitude toute différente ; loin de leur faire la guerre, il leur était favorable, il exonérait les sociétés coopératives de l'income-tax ; il leur demandait seulement d'agir au grand jour, de faire enregistrer leurs statuts par le magistrat chargé de les recevoir et de lui envoyer chaque année leur bilan. Le rapport de ce magistrat (registrar) constate qu'il y avait en Angleterre en 1863, 332 sociétés de consommation avec 90,458 membres, 10,732,875 francs de capital, un chiffre de ventes s'élevant annuellement à plus de 50,000,000 et un bénéfice de 4,000,000. On voit l'immense résultat obtenu en moins de vingt années.

En face d'une telle prospérité on se demande si le moment n'était pas enfin venu d'aborder toutes les réformes que les promoteurs du mouvement se proposaient de faire. La vente des denrées alimentaires n'était pas, on l'a vu, considérée par eux comme un but mais comme un moyen d'arriver à constituer le capital sans lequel on ne peut rien faire. Maintenant que les classes laborieuses détenaient ce capital, elles devaient, pour être fidèles au programme qu'elles s'étaient tracées, passer à des opérations d'un autre genre.

Les coopérateurs ardents et convaincus prétendaient qu'il fallait d'abord s'occuper de régler équitablement les droits respectifs du travail et du capital dans la production industrielle pour faire cesser l'exploitation,

dont les ouvriers étaient victimes de la part de leurs patrons. A Rochdale, on voulut au moins tenter un commencement d'expérience. On sait déjà qu'en 1855 les Equitables Pionniers créèrent deux filatures ; s'ils ne mirent pas en pratique dans ces usines les principes coopératifs absolus que nous avons vus à propos de l'Association Ouvrière : tous les profits au travail, pour le capital un simple intérêt, ils adoptèrent une organisation intermédiaire, semi-équitable comme l'appelle Holyoake, le salaire mitigé par la participation des ouvriers aux bénéfices. Mais les actionnaires, gens pratiques, ne tardèrent pas à se tenir le raisonnement suivant : Je ne travaille pas, moi, pour la société, je suis tisserand, ou bien toutes les places sont occupées dans les filatures dont je suis le copropriétaire. Je suis forcé de me contenter du salaire que me donne mon patron ; mes ressources sont donc très modestes, elles suffisent à nourrir ma famille, si toutefois je vis avec économie. Pourquoi irais-je, sous forme de participation, faire un cadeau à l'ouvrier plus heureux qui a trouvé place dans l'atelier social ? Je veux bien travailler à la transformation de l'organisation du travail, mais je n'entends pas être dupe en laissant prendre, sur la part qui devrait me revenir dans les bénéfices de la société, le supplément de rétribution qu'il convient d'accorder au travailleur ; je ne veux pas faire les frais de l'expérience.

Le résultat de ce raisonnement fut un vote qui abolit, dans les filatures dues à l'initiative des Equitables Pion-

niers, la participation aux bénéfices. On voit par là que, même à Rochdale, la ville sainte de la coopération, la majorité des coopérateurs ne considérait déjà plus les choses de la même façon ; qu'elle attachait de moins en moins d'importance à ce que les promoteurs du mouvement appelaient volontiers les principes coopératifs. Le succès avait changé la manière de voir ; chacun ne songeait plus désormais qu'à retirer de la filature le plus grand profit possible. La volonté d'apporter dans l'organisation du travail des changements que naguère on considérait comme indispensables, parce qu'on les croyait exigés par la stricte justice, avait déjà disparu. La conduite des coopérateurs dans leur administration des filatures de Rochdale montrait que l'amour du dividende était venu remplacer toutes les convictions, je dirais volontiers toutes les illusions du premier moment. Les associés se disaient avec raison, que leur dévouement, leur désintéressement n'apporteraient aucun changement appréciable à la situation des travailleurs en général ; que, dès lors, la participation n'aurait pour résultat que de créer, à leur détriment à eux coopérateurs, parmi les ouvriers, une classe privilégiée sans motif. Qu'ils étaient parvenus, eux, à s'élever au-dessus de leurs camarades, grâce à la société de distribution et à leur esprit d'économie, et que les ouvriers employés dans les deux filatures coopératives n'avaient qu'à se servir du même procédé s'ils voulaient améliorer leur situation, et devenir actionnaires pour avoir leur part des dividendes.

Holyoake déplore cet abandon des principes coopératifs ; il intitule le chapitre où il traite cette partie de l'histoire des Equitables Pionniers : *Arrêt dans la marche coopérative* et il se désole d'une décision qui d'après lui a jeté le discrédit sur la coopération elle-même. Il est certain qu'il y a opposition complète entre l'esprit des fondateurs des Equitables Pionniers et les sentiments que la majorité des actionnaires avait montrés dans cette question de la participation, et que cette opposition était de nature à faire naître des doutes sérieux sur le résultat final de la coopération.

En réalité ce qui venait de faire son apparition parmi les coopérateurs de Rochdale c'était précisément l'ennemi que la coopération s'était figurée pouvoir dompter : l'intérêt privé. Après s'être laissés guider quelques années par le désintéressement, les coopérateurs revenaient au mobile ordinaire, normal de l'activité productrice humaine. Je devais le faire constater. D'autant plus qu'il ne s'agit pas là d'un fait isolé. Le moulin coopératif du district de Rochdale qui comptait au nombre de ses actionnaires la société des Equitables Pionniers, ne songeait même pas à distribuer aux travailleurs qui y étaient employés, une partie du bénéfice réalisé. La très florissante société coopérative de distribution d'Oldham, ne va pas non plus plus loin dans la voie de la coopération. Quand le succès se fut produit les idées de ses membres changèrent si bien qu'on eût pu les croire actionnaires d'une société anonyme plutôt que membres d'une association coopérative.

Voilà donc le résultat auquel aboutissaient, par leur extension inespérée, les sociétés de consommation. Elles qui devaient servir à bouleverser l'organisation du travail basée sur l'intérêt privé, contribuaient au contraire à la consolider, à la justifier. Depuis que la coopération avait enseigné le moyen non seulement de vivre avec le salaire, mais encore de réaliser des économies, qu'elle avait « permis à des fils laborieux de recevoir à leurs foyers un pauvre vieux père qui redoutait de mourir à l'asile, et qui a pu à son aise fumer sa pipe en plein soleil sur la terre qui appartenait à son enfant », on était moins tenté de réclamer des changements. Accommodé de cette façon, relevé par ce conditionnement, le salaire pouvait fort bien passer. Un grand nombre de membres des distributives, qui auparavant parlaient bien haut de réformes politiques et sociales, arrivèrent donc à ne s'en soucier pas plus qu'un gouvernement conservateur. Le nombre des mécontents était diminué d'autant. Holyoake le regrette ; il trouve que le succès a amolli les caractères ; que les gains ont fait perdre la raison à bien des coopérateurs. Cet apaisement semblera au contraire un résultat fort heureux, en même temps que fort naturel. Les travailleurs s'adressaient à la politique ou à l'Etat parce qu'ils ignoraient ce qu'ils pouvaient faire par eux-mêmes ; la coopération les ayant conduits au but qu'ils s'étaient toujours proposé, c'est-à-dire à une certaine aisance, pourquoi auraient-ils continué à parler de réformes plus

ou moins réalisables. La grande majorité, au lieu de s'entêter à poursuivre la réalisation complète du plan qu'on s'était tracé au début, se contenta des améliorations acquises, elle s'arrêta en chemin.

La coopération apparaissait donc comme un élément de pacification, comme un facteur pouvant jouer un rôle important dans la solution de la question sociale. Elle avait montré au peuple que si sa situation n'était pas meilleure, cela tenait en grande partie à lui-même ; qu'il était dans une erreur profonde quand il attribuait tout le mal à l'organisation du travail, tandis qu'il venait surtout de son éducation morale et économique très imparfaite. C'est cette éducation qu'elle avait entrepris de faire : elle avait donc enseigné aux ouvriers l'art de calculer dans la dépense pour vivre dans les limites de leurs revenus c'est-à-dire de leurs salaires, et pour cela, elle leur avait appris à considérer le crédit comme un instrument très dangereux ; elle leur avait fait oublier la route du cabaret et en dédommagement avait mis à leur disposition, salles de réunion, bibliothèques et cabinets de lecture. En contribuant à leur instruction, elle avait développé chez eux le sentiment de la dignité personnelle. Elle les avait mis à même aussi de comprendre et de discuter leurs véritables intérêts, de s'occuper intelligemment de la gestion des affaires sociales plutôt que de consacrer leur temps à la politique, toujours fertile en déceptions de toutes sortes.

La différence entre ces résultats fort appréciables et les effets insignifiants de l'Association Ouvrière est trop extraordinaire pour qu'on ne s'y arrête pas ; elle est une preuve irréfutable, je crois, de la supériorité au point de vue pratique, de la coopération de consommation. Le mécanisme ingénieux inauguré à Rochdale laissait loin derrière lui tout le système imaginé par Buchez. D'un côté, on s'occupait de choses qui ne demandaient pas de capacités particulières : achats de denrées et quelquefois manipulations très simples des produits ; de l'autre, on se heurtait à de grandes difficultés : il fallait savoir apprécier les procédés de fabrication les meilleurs et les plus économiques, s'occuper de l'écoulement des objets manufacturés ; il fallait en un mot faire preuve de connaissances industrielles et commerciales qui ne sont pas le fait de tous, surtout dans la classe ouvrière. C'est surtout au point de vue du recrutement des associés qu'apparaît la supériorité des sociétés de consommation. On a vu les bijoutiers en doré réussir matériellement, mais se trouver dans l'impossibilité de produire, avant longtemps, le résultat qu'on attendait d'eux, parce que leur nombre ne sachant pas s'accroître, ils n'apportaient aucune amélioration sensible à la condition en général des ouvriers que comptait, à Paris, leur corps de métier. Il fallait faire preuve d'un trop grand nombre de qualités très rares pour être jugé digne d'entrer dans l'association. Dans les sociétés de consommation, au contraire, on n'exige

pas des nouveaux venus ces qualités exceptionnelles, tous ceux qui peuvent et veulent payer comptant sont aptes à devenir sociétaires ; en outre l'intérêt même des associés leur commande de recruter le plus d'adhérents possible ; plus nombreux ils sont et plus les marchés conclus avec les producteurs et les importateurs deviennent avantageux. La grande quantité des sociétaires permet d'aborder des opérations auxquelles on n'aurait pas pu songer si on n'avait eu qu'une clientèle restreinte, de moudre soi-même son blé pour se procurer la farine nécessaire à la fabrication du pain, d'organiser des ateliers de confection pour les vêtements ou les chaussures qu'on doit vendre au magasin, etc., etc., et tous les associés profitent de cette extension des affaires. La société qui, à ses débuts, permettait de réaliser une économie modique sur quelques objets seulement, offre en effet des réductions de prix plus grandes et sur un nombre d'articles beaucoup plus considérable, au fur et à mesure que le nombre des associés augmente.

Je reconnais volontiers qu'au point de vue moral et abstrait, la doctrine de Buchez basée sur le désintéressement est supérieure à celle de la majorité des coopérateurs anglais, qui a pour point de départ l'intérêt personnel. Mais pratiquement la première est une utopie tandis que la seconde aboutit à des résultats sérieux. Des deux instruments, l'un de beaucoup supérieur en principe est incapable de faire le travail auquel on le

destine ; l'inventeur a cru la matière à travailler beaucoup moins résistante qu'elle ne l'est en réalité ; l'autre plus grossier et plus imparfait est en même temps beaucoup plus pratique, il donne à peu près le produit que l'inventeur s'était proposé de fabriquer.

Mouvement en faveur des sociétés de production. —

Il ne faudrait pourtant pas se figurer que tous les Anglais aient fait preuve du même sens pratique. Un certain nombre d'entre eux s'étaient tournés de préférence vers l'Association Ouvrière. N'avait-on pas vu se fonder en France des sociétés de consommation tandis que l'opinion générale ne s'occupait que des sociétés de production ?

Le mouvement qui s'était produit en 1848 eut en effet son contrecoup en Angleterre. Un certain nombre de partisans de l'école française, « guidés par leur sagesse et soutenus par leur fortune, » voulurent faire connaître à leurs concitoyens l'Association Ouvrière qui les avait séduits et qui en France semblait promettre de transformer en peu de temps toute l'organisation du travail. Ils formèrent entre eux la société d'encouragement pour les associations ouvrières (for promoting workings associations), dont le but était de propager l'idée coopérative, de donner à ceux qui les désiraient tous les renseignements nécessaires, de rédiger des modèles de règlements pour les associations de manière à en faciliter l'enregistrement et à leur assurer le plus

de protection légale, avec le moins de frais possible, de fournir même aux travailleurs qui voudraient s'unir le capital dont ils auraient besoin s'ils ne parvenaient pas à se le procurer d'une autre façon.

Le comité pour se manifester au dehors et répandre les idées de ses membres avait entrepris la publication d'un journal hebdomadaire, le *Socialiste Chrétien* (*Christian socialist*). Ce journal eut d'ailleurs le même sort qu'avaient eu chez nous l'*Européen* et l'*Atelier*, c'est-à-dire qu'il fut très peu lu par les ouvriers à qui il était destiné ; il recruta le très petit nombre de ses lecteurs ou abonnés parmi les gens de la classe aisée qui s'intéressaient aux questions économiques et sociales, qui pouvaient bien être séduits par une idée ingénieuse en apparence, mais non passer de l'admiration platonique à la réalisation pratique.

Il paraît pourtant que la Société pour l'Encouragement des associations ouvrières détermina la création d'une association de fondeurs : ce fut probablement le seul résultat auquel elle sut parvenir ; c'était bien peu de chose ; aussi les membres de la société ne continuèrent pas plus longtemps la campagne qu'ils avaient entreprise ; ils se séparèrent après quelques années et le *Socialiste Chrétien* cessa de paraître. Cet échec parfaitement caractérisé venait démontrer qu'en Angleterre pas plus qu'en France, il ne fallait compter sur l'Association Ouvrière pour l'amélioration immédiate de la condition des salariés. D'ailleurs si l'idée de Buchez était

impraticable en France, elle l'était davantage encore en Angleterre où le désintéressement et le dévouement sont des vertus à peu près inconnues, parce que l'enthousiasme qui est leur cause ordinaire, ne rentre pas dans le caractère national, où les actions inspirées par le sentiment le plus strict d'intérêt privé, et qui nous paraîtraient à nous déterminées par un véritable égoïsme, passent en quelque sorte inaperçues tant elles semblent naturelles.

Dans un pareil milieu, l'association pouvait servir à enrichir des ouvriers intelligents ; elle ne pouvait pas contribuer à améliorer la condition de la classe ouvrière. A ce point de vue, le fait suivant me paraît très instructif.

En 1843, trente-sept ouvriers fondeurs en fer, dont le patron venait de se ruiner, s'associèrent pour continuer les affaires en leur nom. Grâce à une gestion sage et à un travail acharné leur société prospéra rapidement ; les gains devinrent même si considérables qu'au bout de quelques années les associés, de simples ouvriers, étaient arrivés à être de véritables capitalistes. Mais ceux qui parvinrent de cette façon à la fortune, furent beaucoup moins nombreux que ne le ferait supposer le chiffre des fondateurs ; sept seulement sur trente-sept. Quand la prospérité avait fait son apparition, on n'avait plus songé à l'amélioration de la condition des autres travailleurs ; loin de s'adjoindre en qualité d'associés d'autres ouvriers, dont la situation

eût ainsi été transformée, on s'était efforcé de réduire le plus possible le nombre de ceux qui pourraient prétendre à une part des bénéfices, et plus des trois quarts des associés primitifs étaient redevenus de simples salariés. Au lieu de se montrer charitables entre eux, les associés avaient profité de la misère les uns des autres ; celui qui, par suite du grand nombre d'enfants ou de maladie, s'était trouvé dans le besoin, au lieu d'être secouru momentanément par ses camarades, avait dû se résoudre à leur vendre sa part ; c'est ainsi que la transformation s'accomplit. Cela peut nous paraître étrange, surtout de la part de personnes qui avant d'être arrivées à la fortune discouaient probablement fort volontiers sur la dureté de leurs patrons, mais, en Angleterre principalement, on ne fait pas de sentiment dans les affaires, on trouve tout naturel que celui qui a une occasion de s'enrichir ne la laisse pas échapper ; du reste, celui aux dépens duquel il le fait, sait si bien que, dans le même cas, il eût agi de la même façon qu'il ne songe même pas à s'en plaindre. Le succès avait complètement changé la manière de voir de ces coopérateurs ; leur association s'était transformée, elle était devenue une véritable société anonyme ; l'intérêt privé avait repris le dessus. J'ai eu occasion déjà à propos de la coopération de consommation de faire la même remarque. Je veux bien qu'il n'y ait rien d'absolument répréhensible dans la manière si étroite dont les fondateurs comprenaient leur intérêt, mais il est certain que

leur conduite ne peut pas être comparée à celle des associés français qui venaient au secours de leurs co-associés malades ou blessés et qui, le moment d'épreuve passé, étaient heureux de les recevoir au milieu d'eux. N'avais-je pas raison de dire que l'Association Ouvrière présentait encore beaucoup moins de chances de succès en Angleterre que chez nous ?

En France, nous l'avons vu, au moment où l'empire vint enrayer le mouvement commencé en 1848, la coopération s'appliquait uniquement à la production et à la consommation ; de l'autre côté du détroit elle revêtait des formes beaucoup plus variées.

Sociétés coopératives de construction (Building Societies). — Les sociétés de construction firent leur apparition dans cette période. Ces sociétés ont pour but de faciliter à leurs membres la propriété de leur maison. Les associés pour cela s'engagent à verser une cotisation périodique déterminée, au moyen de laquelle la société doit arriver après un certain nombre d'années à construire une maison pour chacun d'eux. Je n'entre pas dans tous les détails d'organisation : les sociétés n'opérant pas toutes de la même façon, je serais amené à des explications trop étendues. Je me borne à constater que ces groupements par lesquels les travailleurs peuvent arriver à supprimer le propriétaire en se substituant à lui, sont de nature à contribuer dans une large mesure à l'amélioration de la condition matérielle et morale de

leurs membres ; ils les excitent à l'économie et à une vie rangée, ils tendent à remplacer par des habitations saines, bien aérées, les cabanes où, dans certains centres, les travailleurs sont forcés d'habiter.

Le développement rapide des sociétés de construction n'a rien qui puisse étonner dans un pays comme l'Angleterre où les habitants ont une sorte de culte pour leur intérieur (home), une prédilection marquée et très heureuse pour la vie de famille. L'institution qui allait permettre à l'ouvrier d'être, lui aussi, propriétaire de sa maison, devait fatalement y prospérer, et c'est ce qui arriva. A tous les points de vue le résultat fut excellent. Pour arriver à posséder son habitation, le travailleur se mit à faire des économies ; chaque semaine il sut faire un sacrifice pour prélever sur son salaire la petite cotisation qui allait permettre à la société de bâtir la maison dont il serait peut-être un jour l'heureux propriétaire ; s'il faisait partie d'une distributive, le gain qui lui revenait d'après l'inventaire fut immédiatement consacré d'une façon utile à diminuer la somme due encore sur la construction ; lorsque la maison fut bien à lui, l'habitude de l'épargne était prise et ne fallait-il pas en outre continuer à verser la cotisation promise et sur laquelle les camarades comptaient pour arriver, eux aussi, à la propriété de leur habitation ? Du reste, le cottage était si gai, si attrayant, que, sa besogne journalière finie, son possesseur, au lieu de songer à aller s'abrutir au cabaret, retournait joyeusement se distraire

avec sa femme et ses enfants ; et ainsi l'existence du travailleur et celle de sa famille devint véritablement heureuse. De ce côté, la coopération, en se développant, devait parvenir à améliorer la condition matérielle et morale des salariés assez énergiques pour s'imposer quelques privations momentanées pour arriver un jour à un résultat ardemment désiré.

Sociétés coopératives de crédit. — Il existait enfin en Angleterre en 1860 une dernière catégorie de sociétés coopératives, je veux parler des sociétés de crédit. Elles n'avaient pas l'importance considérable des banques populaires allemandes ; les conditions économiques d'un pays de grande culture et de grande industrie ne permettaient pas une telle extension ; elles méritent pourtant une mention spéciale. Elles se présentaient sous deux formes distinctes : d'un côté c'étaient des sociétés de secours mutuels (*friendly societies*) qui étaient en même temps de véritables sociétés coopératives de crédit ; au lieu de se borner à distribuer des secours en cas de maladie ou de chômage, elles acceptaient les économies que leurs membres voulaient bien leur confier, et sous certaines conditions consentaient des avances à ceux qui sollicitaient un prêt ; de l'autre, on voyait les sociétés de prêts proprement dites (*Loan societies*) qui, sans avoir aucun but de prévoyance, se bornaient à recevoir des dépôts et à faire des avances. Les associations de l'une et l'autre forme étaient déjà nombreu-

ses en 1860 ; elles rendaient un véritable service aux travailleurs en augmentant leur sécurité et en leur facilitant l'épargne, en permettant à ceux d'entre eux qui se trouvaient dans un moment de gêne de se passer des services des usuriers ; il paraît pourtant, d'après un rapport de M. Ludlow, registrar des sociétés anglaises, que ces mêmes usuriers imaginèrent de tirer parti de l'institution dirigée contre eux ; ils formèrent ensemble des *Loan societies* pour profiter de la situation privilégiée faite à ces sortes d'associations. Malgré cela un résultat appréciable avait été atteint de ce côté encore.

En résumé dans les environs de l'année 1860, il y avait en Angleterre de très nombreuses sociétés de consommation en pleine prospérité, des sociétés de construction et de crédit, d'une moindre importance, c'est vrai, mais rendant déjà de réels services et promettant de prendre, les premières du moins, une rapide extension. Quant aux sociétés de production, s'il en existait encore, elles n'attiraient plus l'attention de personne.

J'insiste encore en terminant l'histoire de cette période de la coopération en Angleterre sur le changement que le succès avait apporté dans les idées et la conduite des membres des sociétés de consommation et de production. Une pareille déviation ne s'était pas fait sentir, c'est vrai, pour les sociétés de construction et les sociétés de crédit, mais pour la raison fort simple que ces associations n'avaient pas les mêmes vues ambitieuses ; elles s'écartaient un peu du type coopératif pur.

Allemagne.

En Allemagne, le mouvement coopératif débute par l'Association dans le travail. Les événements qui s'étaient passés en France en 1848 y avaient eu un grand retentissement : nos idées avaient provoqué un véritable enthousiasme. L'Association Ouvrière en particulier avait trouvé des partisans convaincus qui, voulant faire profiter leurs compatriotes des transformations heureuses qu'elle devait apporter à l'organisation du travail, résolurent sans plus de réflexion de passer de la théorie à la pratique. Le succès du reste paraissait beaucoup plus probable encore qu'en France, car le peuple allemand, chacun le sait, a une tendance marquée pour l'association ; on se trouvait, semblait-il, dans des conditions particulièrement favorables.

Il se fonda donc un certain nombre de sociétés de production. L'illusion fut de courte durée : toutes ces associations tombèrent successivement et en fort peu de temps.

M. Hubert-Valleroux se demande si la cause probable de cet échec ne se trouve pas dans l'hostilité dont le pouvoir aurait fait preuve envers les sociétés nouvelles ; c'est possible bien que cela ne soit nullement démontré. Ne conviendrait-il pas plutôt de reconnaître que l'Association Ouvrière a échoué surtout parce qu'elle a

rencontré les mêmes difficultés pratiques de ce côté du Rhin que de l'autre ?

Tandis que se faisaient un peu partout ces expériences tapageuses, deux hommes travaillaient à engager le mouvement coopératif dans une voie toute différente. Schulze-Delitzsch et Raiffeisen s'attachèrent en effet principalement à faire parvenir le crédit, au moyen de la coopération, à des couches sociales qui jusqu'alors en avaient été privées, bien que le besoin s'en fit étrangement sentir pour elles. Malgré ce but commun on ne peut pourtant pas confondre en un seul examen l'œuvre de ces deux personnages ; leurs idées, leurs principes diffèrent sur un trop grand nombre de points parfois essentiels, pour qu'il soit possible de ne pas établir une ligne de démarcation nette et précise entre leurs théories et les sociétés dues à leur influence respective.

Schulze-Delitzsch, sa doctrine coopérative, les banques populaires (1). — Schulze, pour commencer par celui des deux innovateurs dont l'œuvre a l'importance la plus considérable, était né à Delitzsch (Saxe Prussienne) ; plus tard on joignit à son nom, le nom de sa ville natale. Il était entré d'abord dans la magistrature. Administrateur du conseil de justice de Delitzsch, ses idées politiques l'avaient fait envoyer en disgrâce dans une

(1) Consulter sur ce point : Hubert Valleroux, *Les Associations coopératives en France et à l'étranger*, p. 180 ; P. Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'Economie politique*, 2^e édition, t. II, p. 598.

petite ville de la Pologne prussienne, ce qui le détermina à donner sa démission. Il se consacra alors entièrement à la réalisation d'un plan qu'il avait conçu depuis plusieurs années et qui devait le rendre célèbre dans le monde entier.

Schulze, qui, pendant sa carrière judiciaire, s'était trouvé en contact surtout avec les classes inférieures de la société, avait été touché de leur profonde misère et il s'était ingénié à découvrir le moyen de la soulager. Doué d'un grand sens pratique, il avait compris immédiatement que les malheureux ne pouvaient améliorer leur sort sans efforts personnels ; qu'il était dangereux de tout attendre d'un Etat Providence ; que le self-help, l'assistance par soi-même, devait se trouver à la base de tout système régénérateur ayant chance de donner des résultats sensibles, et il s'était tourné vers la coopération pour lui demander des améliorations au sort des petits et des humbles. Mais en même temps il avait banni sévèrement tout mysticisme de sa doctrine coopérative.

Pour lui la coopération n'est pas un mode d'association, ayant la propriété particulière, inhérente à sa nature, indépendante des qualités des associés, de transformer, de régénérer ceux qui ont recours à lui. Il estime que les sociétés coopératives, comme toutes les associations, valent ce que valent leurs membres ; par conséquent que leur succès est subordonné aux qualités personnelles des associés. Il ne croit pas qu'une orga-

nisation quelle qu'elle soit puisse engendrer spontanément la réussite. Il fonde de grandes espérances sur la coopération, mais il ne tombe pas dans les illusions ; il se rend parfaitement compte qu'elle n'est pas appelée à faire disparaître de cette terre toutes les misères qui y foisonnent, qu'elle ne peut être utile qu'à ceux qui ont les qualités voulues pour en tirer parti et c'est pourquoi il l'appelle un procédé de sélection.

En outre il comprend que pour être d'une application générale et durable, et c'est à cette condition seulement qu'elles peuvent rendre des services appréciables, les sociétés coopératives doivent se soumettre aux lois économiques. Aussi ne demande-t-il pas aux associés d'agir avec désintéressement et au profit de la collectivité plutôt qu'à leur profit propre. Sa doctrine ne peut pas se résumer dans la maxime chère à tant de coopérateurs : chacun pour tous, tous pour chacun. Il cherche au contraire à faire jaillir le bien général de la satisfaction de tous les intérêts particuliers. Il n'exige pas que les uns se sacrifient au profit des autres ; il s'efforce de contenter tout le monde. Son système a ainsi une base plus rationnelle, plus solide parce qu'elle est plus conforme à la nature humaine et aux lois économiques.

Schulze a du reste une ampleur de vues remarquable. Il n'attend pas toutes sortes d'améliorations d'une seule espèce de sociétés coopératives, comme Buchez, par exemple de l'association ouvrière ; il demande à des genres variés d'associations les changements que chacun

d'eux est susceptible d'apporter à la condition des classes laborieuses. C'est ainsi qu'il préconise à la fois la création de sociétés s'occupant uniquement de l'instruction et de l'éducation de leurs membres ; de sociétés pour l'achat en commun des matières premières, pour la vente en commun des produits manufacturés par chacun des associés, de sociétés de production et de consommation, de sociétés d'avances ou de crédit.

Toutes ces associations, il ne les croit d'ailleurs pas utiles, ni possibles à un même degré. Il doute que les sociétés de production et de consommation soient susceptibles de prendre une grande extension ; en tout cas, pour les premières, il proclame hautement qu'elles ne seront pratiques que lorsque l'éducation du peuple aura été faite. Il est porté plutôt pour les sociétés d'achats de matières premières et de vente en commun des produits manufacturés ; mais les associations dont il espère le plus grand bien, ce sont les sociétés coopératives de crédit, les banques populaires au développement desquelles il va se consacrer presque uniquement.

Il peut sembler étrange de voir la coopération prendre en Allemagne une voie absolument différente de celle suivie par elle en Angleterre et en France. Il y a, à cela, une explication très naturelle. Les conditions économiques de la France et de l'Angleterre étaient sensiblement les mêmes ; celles de l'Allemagne sont tout autres. Il y avait en effet dans ce pays, où régnaient encore à peu près exclusivement la petite culture, le

petit commerce et la petite industrie, une foule d'artisans et de paysans dont les ressources n'étaient pas supérieures à celles de la plupart des salariés anglais et français et qui, pour ne dépendre de personne, pour être établis à leur compte, suivant une expression courante, n'en étaient pas moins dans une situation précaire, de sorte qu'il fallait songer à trouver un moyen de les sortir de la misère, comme on s'efforçait ailleurs d'améliorer la condition des salariés.

Le malaise n'étant pas le même, il ne fallait pas avoir recours au même procédé. Ces petits artisans, ces petits cultivateurs se trouvaient dans de mauvaises conditions pour leurs achats de matières premières ou l'écoulement de leurs produits : d'où les sociétés d'achats et de vente. Mais ils souffraient surtout d'un mal spécial qui exige quelques explications. Ils étaient forcés, eux, de faire à leurs clients de très longs crédits, une année quelquefois et plus, et ils n'avaient pas, le plus souvent, les ressources suffisantes pour attendre le paiement ; leur petit avoir se trouvait donc parfois absorbé par ces sortes d'avances et il ne leur restait rien pour vivre. Cette gêne très réelle n'était du reste que momentanée : une créance recouvrée et tout rentrait dans l'ordre. Il aurait donc suffi d'une avance à échéance assez rapprochée, pour permettre à l'artisan de passer le mauvais pas. Mais les petits ne trouvent pas facilement une personne qui consente à leur prêter une somme même modique et pour quelques mois. Les dispensateurs ordi-

naires du crédit, les banquiers ? Il n'y fallait pas songer ; ils ne prêtent qu'aux personnes connues par eux, pour présenter les garanties personnelles et surtout réelles suffisantes ; ils justifient dans une certaine mesure le proverbe : on ne prête qu'aux riches ; et on est forcé de reconnaître que cette circonspection est en quelque sorte pour eux une obligation, une nécessité. Pour aborder le crédit populaire, il faudrait posséder des renseignements précis sur tous les emprunteurs, ce qui constituerait déjà une difficulté des plus sérieuses. D'ailleurs s'il s'agissait seulement d'être certain de la probité, de l'honnêteté de celui qui demande une avance ! mais il faut aussi compter avec les accidents qui peuvent survenir à l'emprunteur et le mettre dans l'impossibilité de faire honneur à sa signature. Il y a là des risques trop grands et trop de chances de perte. Il restait bien les usuriers, mais ils font payer trop cher les services qu'ils rendent.

Il fallait imaginer une organisation nouvelle, mettant le crédit à la portée de tous ; c'est ce que Schulze voulut réaliser par ses sociétés coopératives de crédit. Il s'était dit que l'isolement étant la cause de l'impuissance des petits, le remède ne pouvait se trouver que dans l'association. Voici, en effet, quel avait été son raisonnement. Les classes inférieures de la société ne peuvent pas recourir pour le crédit qui leur est nécessaire aux intermédiaires ordinaires ; elles doivent donc faire leurs affaires elles-mêmes. Mais parmi tous les artisans sou-

mis à la gêne momentanée qu'il s'agit de faire disparaître, il n'y en a pour ainsi dire pas un seul qui puisse ou veuille, dans un moment d'aisance, venir en aide à son camarade moins heureux pour l'instant présent ; ils n'ont pas les ressources suffisantes, ou reculent avec raison devant des risques trop grands ; mais si tous consentaient à s'unir, la collectivité pourrait faire les avances ; les pertes, s'il y en avait, étant réparties entre tous les associés seraient en quelque sorte insensibles ; des précautions seraient prises, du reste, pour diminuer les risques. D'autre part, la collectivité, si elle n'avait pas par elle-même les ressources suffisantes pour faire face à toutes les demandes d'avances, trouverait fort facilement du crédit, en admettant que chaque membre répondit sur tous ses biens du remboursement de la somme prêtée à la société ; car si on peut craindre l'insolvabilité d'un ou de quelques membres, on n'a pas à redouter celle de tous les actionnaires ; dès lors, la garantie donnée par tous, est de nature à rassurer le capitaliste le plus pointilleux.

Telles sont les idées qui avaient déterminé Schulze à pousser à la création de sociétés coopératives de crédit. La première banque qu'il fonda d'après les principes que je viens d'exposer commença à fonctionner en 1852. Schulze avait trouvé à Delitzsch, où il s'était retiré après avoir démissionné, une sorte de société philanthropique dont le but était précisément de faire des avances aux artisans qui en avaient besoin. Or cette banque végé-

tait, malgré l'absolue gratuité des prêts ou plutôt à cause même de cette gratuité qui faisait ressembler le service rendu à une aumône que beaucoup, par un sentiment de fierté très naturel, ne voulaient pas solliciter. Pour la relever, Schulze transforma, d'après ses idées à lui, les statuts de cette société ; le caractère charitable disparut et il ne resta plus qu'une association purement économique. Les emprunteurs durent payer un intérêt relativement élevé ; quant aux actionnaires ils touchèrent un dividende ; les simples prêteurs eurent droit à un intérêt débattu d'avance. Ce qu'on fit admettre moins facilement par les associés, ce fut la responsabilité illimitée de tous, la solidarité complète. Schulze, qui attachait à ce principe une très grande importance parce qu'il le considérait à la fois comme la condition essentielle du crédit dont la société avait besoin elle-même et comme un frein salutaire retenant les associés dans une sage prudence, parvint à vaincre les répugnances qu'il avait d'abord rencontrées. Dès lors la banque prospéra rapidement. Encouragé par le succès, Schulze fonda encore quelques sociétés de crédit sur le modèle de celle de Delitzsch ; de sorte qu'en 1855 on comptait déjà sept banques populaires en plein fonctionnement.

L'heureux résultat des premières expériences augmenta encore la confiance qu'il avait dans son système ; il entreprit donc une campagne très active en faveur des banques populaires. En 1855, il fit paraître une bro-

chure dans laquelle il exposait que la coopération telle qu'il la comprenait était le moyen le plus pratique de mettre le crédit à la portée de tous ; puis, marchant résolument sur les traces d'Owen, il commença une série de discours, de réunions publiques, d'articles de journaux et de revues destinés à faire connaître au loin les idées nouvelles et à leur recruter des partisans. Le nombre des banques augmenta immédiatement dans des proportions inattendues : le besoin s'en faisait sentir partout et l'association rentrait parfaitement dans les mœurs allemandes. Schulze n'avait rencontré que deux obstacles.

D'un côté, le pouvoir avait voulu s'opposer à un mouvement dont l'extension rapide commençait à lui paraître inquiétante ; il avait prétendu qu'une autorisation toujours révocable devait être demandée et obtenue par les sociétés de crédit. Schulze soutenait au contraire que les banques populaires étant des entreprises commerciales, étaient dispensées de droit de cette formalité de l'autorisation, et les tribunaux consacrèrent cette manière de voir. D'un autre côté le célèbre collectiviste Lasalle commença une campagne d'une violence inouïe contre les sociétés coopératives de crédit. Il était partisan, lui, d'ateliers sociaux, sinon identiques du moins analogues à ceux de Louis Blanc ; il prétendait, qu'en dehors de là, les artisans et les travailleurs ne pourraient trouver aucun soulagement à leur misère, et cette facile théorie, qui ne réclamait des ouvriers aucun effort

personnel puisqu'elle attendait tout de l'Etat, trouvait naturellement des partisans nombreux.

Malgré cela, ai-je dit, le nombre des banques populaires s'était accru fort rapidement ; en quelques années il avait dépassé la centaine. Le moment est venu, je crois, de se demander ce qu'étaient au juste ces sociétés de crédit, car il ne suffit pas de connaître le principe sur lequel elles reposent, il faut encore se rendre compte de leur fonctionnement et de leur organisation. L'étude de cette organisation est du reste simplifiée par ce fait que toutes les banques populaires étant dues à l'initiative de la même personne ont adopté, à très peu de chose près, le même type. Je pourrai donc me borner à donner des explications générales qui s'appliqueront à toutes les sociétés sans exception, puisqu'il n'y a entre elles que des différences de détail peu importantes.

Il faut noter, en premier lieu, que les banques populaires fondées pour venir en aide aux artisans affamés de crédit, cherchent en même temps, je dirais volontiers surtout, à réaliser les plus grands bénéfices possibles, pour distribuer les plus beaux dividendes : c'est absolument conforme à l'idée que Schulze-Delitzsch se fait de la coopération ; la société rend un service à certains de ses membres, mais elle doit être payée de son service, elle ne doit pas s'efforcer de réduire son gain en consentant aux emprunteurs un taux d'intérêt très bas. Ce taux doit être normal, proportionné au service rendu et au risque couru ; il doit être rémunérateur pour la

société qui le consent. Il est généralement de 5 0/0 mais il faut ajouter à cela une commission de 3/4 0/0 pour trois mois, ce qui le porte à 8 0/0. Si on songe que la société emploie dans ses affaires une partie importante de fonds étrangers, lesquels donnent droit seulement à un intérêt de 4 ou 5 0/0 non au partage des bénéfices, on comprendra immédiatement quels dividendes élevés les actionnaires pouvaient arriver à toucher. Aussi l'appât du gain poussait-il nombre de personnes sans grandes ressources et ne devant jamais avoir besoin de crédit, à économiser pour entrer dans la société en qualité d'actionnaires et à accepter la responsabilité illimitée qui était la règle absolue et qui faisait la force des banques populaires ; et ainsi les sociétés se développaient rapidement pour le plus grand bien de tous.

Pour faire des avances, les sociétés de crédit ont naturellement besoin de capitaux. Ceux-ci leur viennent de plusieurs sources : il y a le capital social, les dépôts, les emprunts. D'abord chaque membre est obligé de posséder une action. Le montant de cette action varie suivant les banques entre 100 et 400 francs. Le chiffre peut paraître élevé, mais on n'exige qu'un léger versement au moment de l'entrée ; le reste est payé au moyen de cotisations périodiques dans le règlement desquelles on exige très généralement une régularité parfaite sous peine d'exclusion ; forcer tous ceux qui voulaient entrer dans la société à économiser ainsi une somme relativement importante, c'était une excellente façon de se ren-

dre compte de l'énergie des actionnaires, c'était leur demander avec raison, une preuve qu'ils étaient dignes de crédit, qu'ils sauraient à l'occasion s'imposer des sacrifices pour rembourser à la société l'avance consentie par elle, c'était en même temps un moyen très ingénieux de pousser à l'économie, de faciliter l'épargne. Par là, on empêchait ceux qui n'avaient pas les qualités exigées des coopérateurs, d'entrer dans l'association au risque d'en retarder la marche ou d'en compromettre le succès.

Les associés pouvaient du reste souscrire plusieurs actions, mais dans les votes des assemblées, on tenait compte uniquement de la personne des actionnaires sans s'inquiéter du nombre d'actions possédées par chacun. On assurait ainsi la prédominance des personnes sur les capitaux qui est un des traits essentiels des sociétés coopératives.

Le capital social comprend en outre les sommes prélevées chaque année sur les bénéfices, à titre de réserve et qui constituent un fonds spécial propre à la société sur lequel les héritiers des associés défunts ou les associés démissionnaires n'ont aucun droit.

En second lieu il y a les dépôts qui sont les sommes confiées à la société pour un temps plus ou moins long et à charge pour elle de payer un intérêt fixe débattu d'avance. Leur chiffre était assez élevé. Ils ne donnaient pas droit aux bénéfices ; par contre ils pouvaient être retirés, ce qui aurait pu constituer, à certains moments

de crise, une gêne, même un danger pour les sociétés.

Enfin, il y a les sommes empruntées ; celles-ci constituent une partie importante des fonds dont les sociétés se servent pour consentir les avances. Ces capitaux étrangers se trouvent facilement et à des conditions peu onéreuses à cause de la solidarité qui existe entre tous les actionnaires.

En ce qui concerne les avances, la première règle qui est du reste des plus naturelles est que les actionnaires seuls ont le droit d'en obtenir ; on ne prête qu'aux associés ; celui qui a véritablement besoin de crédit doit donc s'efforcer de devenir membre de la société et, pour y entrer, il est obligé de faire des économies, ce qui lui est très profitable. En faisant ainsi de l'épargne une condition du crédit, les banques populaires deviennent un excellent instrument de moralisation, comme se piquent de l'être toutes les sociétés vraiment coopératives.

Si tous les associés ont le droit d'emprunter, tous ne peuvent pas prétendre à la même somme ; le crédit de chacun est variable. L'actionnaire peut en principe obtenir le double du montant du capital qu'il a engagé dans la société. Si les actions sont de cent francs, celui qui en possède cinq peut demander mille francs. Cette règle est parfaitement compréhensible, elle n'exige aucune explication ni justification. Toutefois l'associé peut obtenir davantage, mais il faut alors qu'il fournisse une caution, c'est-à-dire qu'un ou plusieurs actionnaires viennent répondre pour lui ou qu'il donne une

sûreté réelle, comme une hypothèque. Il y a du reste un maximum, variable d'après la société, et qu'on ne peut dépasser, quelles que soient les garanties réelles ou personnelles qu'on présente. D'autre part les prêts ont aussi un minimum également variable, au-dessous duquel ils ne peuvent descendre.

Comme les banques populaires ont pour but de supprimer les gênes momentanées, la durée des prêts est limitée et est en général assez courte : le plus souvent trois mois. Pourtant, presque toutes les sociétés permettent les renouvellements c'est-à-dire la prorogation de l'échéance, pour une ou plusieurs périodes de trois mois ; dans certains cas, le nombre des renouvellements est laissé absolument à la discrétion du conseil d'administration ou du directeur.

Les actionnaires des banques populaires étaient pour la plupart des artisans, des cultivateurs et des commerçants de condition inférieure ; on comptait aussi quelques petits rentiers et un certain nombre de salariés : 15 0/0 environ du chiffre total des associés, qui, eux, cherchaient principalement un placement avantageux, mais qui par contrecoup contribuaient pour leur part au succès. Je n'ai pas à revenir, parce que j'en ai déjà exposé les motifs, sur cette différence entre le personnel des sociétés de crédit allemandes et celui des sociétés de production ou de consommation anglaises et françaises.

Donc, en quelques années, le nombre des banques

dont je viens d'exposer brièvement l'organisation et le fonctionnement s'était accru considérablement. En 1859, Schulze songea à l'avantage qu'il y aurait à réunir toutes les associations en un seul faisceau ; il se dit que pour les groupes comme pour les individus, l'union engendre la force ; que toutes les sociétés gagneraient beaucoup à avoir entre elles des rapports suivis ; qu'il y aurait là une cause de continuel perfectionnement, chacune devant ainsi arriver à connaître les améliorations nouvellement imaginées, et étant mise en état de les réaliser. La fédération pourrait du reste servir aussi à créer des relations d'affaires entre les associations qu'elle grouperait, pour le plus grand bien de toutes ; on se connaîtrait, on pourrait donc s'aider, faire preuve de véritable solidarité. Et puis toutes les sociétés n'avaient-elles pas des intérêts communs auxquels, en s'unissant, elles parviendraient à donner satisfaction ? Ne serait-il pas très avantageux, par exemple, d'exercer une action sur l'opinion, sur la presse, sur les pouvoirs publics ? Et quelle meilleure façon de forcer l'attention et le respect, de faire tomber les préventions sans fondement, d'empêcher les hostilités sourdes et les mesures vexatoires, que de s'organiser pour se faire connaître et se prêter mutuellement aide et assistance ?

C'est dans ces dispositions d'esprit que, pour se rendre aux vœux d'un grand nombre de banques populaires, il organisa un congrès où il invita les délégués de toutes les sociétés de crédit. Le congrès se réunit, on y

prit la résolution de tenir chaque année une assemblée du même genre, mais surtout on y arrêta les bases d'une fédération sur laquelle il est nécessaire de donner quelques rapides explications.

D'abord, comme son nom d'Union générale des sociétés coopératives allemandes l'indique, la fédération ne groupe pas seulement les banques populaires; elle comprend les sociétés pour l'achat en commun des matières premières et les sociétés de consommation qui rentraient aussi dans le plan de Schulze, mais dont le développement avait été incomparablement plus lent, de sorte qu'elles sont dans l'Union une intime minorité; on s'occupe très peu d'elles et beaucoup au contraire des sociétés d'avances et de crédit.

Le mécanisme de la fédération peut paraître d'abord un peu compliqué; il est en somme d'une réelle simplicité. L'Union divise le territoire allemand en un certain nombre de provinces; les sociétés adhérentes renfermées dans chaque province forment une section ou association provinciale. La section jouit d'une autonomie restreinte seulement en ce que ses statuts doivent être approuvés par le conseil central. Chaque année la section organise une réunion, dite assemblée provinciale, dans laquelle on désigne la société qui jouera pendant l'année le rôle de société directrice, c'est-à-dire qui devra se tenir continuellement en rapport avec les autres associations de la province pour leur donner les renseignements dont elles auraient besoin et veiller à

ce que les résolutions prises soient exécutées. En outre le directeur et le sous-directeur de la société ainsi désignée forment avec les directeurs et les sous-directeurs des sociétés directrices de toutes les autres sections, une sorte de comité connu sous le nom de conseil central. Celui-ci est en correspondance constante avec le directeur général de l'Union qui le consulte souvent et agit toujours par son entremise.

Ce directeur général est véritablement la tête du mouvement ; il est élu par le congrès de toutes les associations coopératives allemandes. Ses attributions sont très nombreuses et très importantes. Il est chargé d'abord de réunir le congrès ; il doit veiller à ce que les décisions prises par cette assemblée, qui détient le pouvoir législatif, soient fidèlement exécutées ; c'est à lui que les sociétés directrices demandent les renseignements qui leur font défaut ; c'est lui qui reçoit chaque année le bilan de toutes les sociétés et qui dresse la statistique du mouvement ; c'est lui qui est chargé de la rédaction du *Journal de l'Union* (1) ; c'est lui en résumé qui a le rôle actif.

Schulze-Delitzsch déclare lui-même qu'étant, avant la fondation de l'Union, le véritable centre du mouvement, le titre de directeur général devait, en quelque sorte, lui revenir. Il nous dispense par là de commenter le choix du premier congrès qui vint ratifier la très haute estime

(1) Cette feuille hebdomadaire avait pour titre : la *Corporation de l'Avenir*.

que le créateur du crédit populaire allemand professait pour sa propre personne.

Naturellement cette Union ne pouvait fonctionner sans ressources. Schulze consentit à n'accepter aucun emploi public ni privé pour consacrer tout son temps aux sociétés coopératives et à l'Agence centrale, à faire tous les frais de bureau et les autres qui se trouveraient être indispensables, moyennant une indemnité versée par les sociétés adhérentes et s'élevant pour chacune à 2 0/0 du bénéfice net. La cotisation de chaque association ne pouvait pas d'ailleurs être inférieure à deux thalers (7 fr. 50) ni supérieure à 30 (112 fr. 50). La perception était faite par les soins des sections.

En même temps qu'elles fondaient cette Union, les banques populaires créaient le Comptoir Central des Associations Allemandes, qui devait réaliser un des points du programme de la fédération en prêtant aux sociétés qui le demanderaient les fonds dont elles auraient besoin, en remplaçant pour elles les capitalistes auxquels elles étaient auparavant forcées de s'adresser. Le Comptoir rendait aux sociétés de crédit le même service que celles-ci aux particuliers. Le capital social s'élevait à 270.000 thalers, un peu plus d'un million de francs, dont la plus grande partie avait été souscrite par les banques fédérées. Le siège social était à Berlin.

En 1859, sept ans après la fondation de la première banque coopérative à Delitzsch, on trouvait donc en Allemagne un mouvement parfaitement organisé avec

un nombre de sociétés de crédit déjà fort respectable, puisqu'il s'élevait à 200. La constitution de l'Union générale des sociétés coopératives allemandes ne pouvait qu'accroître le développement. Aussi en 1861 comptait-on 400 banques populaires et l'année suivante 511. Il est intéressant d'examiner les renseignements qu'un certain nombre d'entre elles, la moitié environ, envoyèrent à l'Agence centrale en 1862. Les membres pour 245 sociétés atteignaient le chiffre de 69.202, ce qui fait une moyenne supérieure à 280 actionnaires par banque. Les sociétés avaient ensemble un capital social de 4.498.290 francs et les réserves s'élevaient à près de 500.000 francs. Les sommes reçues en dépôt montaient à 16.313.315 francs. Avec ces ressources, on avait prêté 88.778.680 francs aux associés, ce qui représente plus de quatre fois la somme du fonds social, de la réserve et des dépôts : le même capital avait donc été prêté plus de quatre fois, ce qui cadre parfaitement avec la durée de l'avance qui, en principe, ne devait pas dépasser trois mois. Les bénéfices réalisés sur ces opérations s'élevaient à plus de 400.000 francs (1). Les associés ayant versé un capital de quatre millions et demi environ reçurent donc en moyenne 9 0/0 : un pareil dividende peut se passer de tout commentaire.

En l'espace de dix ans les banques populaires étaient

(1) Tous ces chiffres sont tirés de l'ouvrage de M. Hubert Walleroux, sur les associations coopératives en France et à l'étranger. Cet auteur n'a fait, du reste, que reproduire les renseignements contenus dans le rapport du bureau central pour l'année 1862.

donc arrivées à des résultats tout à fait concluants, laissant même assez loin derrière eux, la beaucoup plus lente prospérité des distributives anglaises. La coopération telle que la comprenait Schulze, c'est-à-dire dégagée de tout caractère mystique et sentimental, respectueuse des lois économiques et de l'intérêt privé, était donc capable de produire des résultats rapidement appréciables. Le peuple allemand, il est vrai, était particulièrement bien préparé par son passé à toutes espèces d'association, et le besoin de crédit était tellement pressant, que partout, on devait se jeter avidement sur les moyens proposés pour faire parvenir ce crédit à ceux qui le réclamaient ; mais ce qui prouve bien que le système coopératif de Schulze-Delitzsch était pour beaucoup dans le succès des banques populaires, c'est l'extension, incomparablement plus lente, d'un autre genre de sociétés de crédit, également coopératives, mais basées sur des principes tout différents dont Raiffeisen préconisait l'emploi en Allemagne précisément à la même époque.

Début des banques agricoles. — Système coopératif de Raiffeisen (1). — Raiffeisen qui exerçait les fonctions de bourgmestre dans un district rural avait été vivement frappé des effets désastreux du défaut absolu de ressources pour les petits agriculteurs ; il avait compris

(1) Lire à ce sujet P. Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'économie politique*, 2^e édition, t. II, p. 607.

que le manque d'argent, venant rendre impossibles pour eux les améliorations les plus nécessaires, était un des principaux facteurs de leur misère. Pour y remédier il se dit qu'il fallait recourir à l'action collective, au crédit mutuel, à la coopération. En 1849, il fonde donc à Flammersfeld la première association de crédit agricole. Cette société comprenait une soixantaine de membres et s'intitulait : *Société d'Assistance de Flammersfeld pour le Soutien des Cultivateurs Pauvres*. Dans l'esprit du fondateur, les associés devaient être de deux sortes : les uns recrutés parmi les personnes aisées, c'étaient eux que Raiffeisen venait de persuader de s'unir pour venir en aide à leurs concitoyens malheureux ; les autres faisant partie de la catégorie des petits paysans qu'il s'agissait de secourir. Une distinction analogue aurait, il est vrai, pu être faite à propos des banques populaires : certains de leurs actionnaires n'étaient pas dans une situation à avoir besoin de crédit, même momentanément ; mais, où la différence apparaît clairement, c'est dans le mobile qui détermine les associés désintéressés dans la question de crédit ; Schulze les prend par l'intérêt, il leur montre de jolis bénéfices ; Raiffeisen, lui, ne leur promet rien de semblable ; il ne leur offre pas un placement avantageux, il leur demande seulement de consentir par solidarité, par charité chrétienne à courir les risques de prêts qui pourront bien ne pas être remboursés à l'échéance, sans leur permettre de rien espérer en retour de la responsabilité assu-

mée. Il ne s'agit donc plus ici d'une institution économique, d'une entreprise commerciale, mais bien d'une œuvre, comme se plaisent à le dire les partisans de Raiffeisen. Basée sur un principe tout autre, la banque de Flammersfeld différait naturellement sur un très grand nombre de points des banques populaires. Elle s'adressait à un public beaucoup plus restreint, les petits paysans propriétaires ; les sociétés du type Schulze prétendaient venir en aide non seulement aux cultivateurs, mais encore aux artisans, aux commerçants, même à de simples salariés.

L'organisation intérieure non plus n'était pas la même. La Société d'Assistance pour le Soutien des Cultivateurs Pauvres n'avait pas de capital propre ; les associés n'étaient pas des actionnaires, aucun versement ne leur était demandé ; pour faire face aux demandes d'avances, la société était forcée d'emprunter elle-même ; elle obtenait du reste des conditions avantageuses à cause de la responsabilité illimitée des associés et de la présence dans la société d'un certain nombre de personnes aisées. Dans l'esprit de Raiffeisen, la banque devait s'efforcer de réduire le plus possible le taux de l'intérêt demandé à l'emprunteur. La différence entre ce taux et celui auquel l'avance avait été faite à la société devait être très minime. Cette différence constituait un bénéfice net pour la banque, car celle-ci n'avait aucuns frais, toutes les fonctions étant, en principe, remplies gratuitement et par charité pure. Ce profit ne pou-

vait être diminué que par les pertes résultant des créances devenues irrécouvrables ; il n'était d'ailleurs pas destiné à être partagé entre les associés, il devait rester à la société, constituer pour elle un capital propre, au moyen duquel elle pourrait consentir des avances à un taux moins élevé puisqu'elle n'aurait plus d'intérêt à payer ; qui, s'il devenait par trop important servirait à accomplir des travaux d'utilité commune pour le district. Même au cas de dissolution de la société, les membres n'avaient aucun droit sur cette réserve qu'on ne peut mieux comparer qu'au capital indivisible dont nous avons parlé à propos de l'Association Ouvrière de Buchez. Donc, en aucun cas, la banque fondée par Raiffeisen ne pouvait devenir une source de bénéfices pour les associés.

La société de Flammersfeld se proposait de consentir des avances à longue échéance, un, deux, cinq, dix ans même et plus. Il ne s'agit pas en effet pour l'emprunteur d'attendre une rentrée, mais de regagner petit à petit la dépense qu'il a faite. Cette durée très longue constituant un danger sérieux, des précautions très grandes étaient prises d'autre part pour atténuer les risques le plus possible. D'abord les associés seuls pouvaient obtenir des avances et on se montrait très difficile pour leur recrutement ; on n'acceptait parmi les petits cultivateurs, que ceux dont la probité, l'énergie, l'ardeur au travail étaient absolument hors de doute. Pour que le choix des membres pût se faire avec des garanties suf-

fisantes, Raiffeisen voulait que les caisses rurales fussent limitées à un district particulier, à une paroisse même, à la condition que celle-ci fût assez peuplée. De cette façon les associés ne risquaient pas de se tromper dans leur appréciation du postulant ; ils le connaissaient tous jusque dans sa vie privée puisqu'il habitait le même village. Cette restriction voulue, cette étroite localisation est même un des caractères distinctifs de l'œuvre de Raiffeisen.

Du reste, au moment d'accorder un crédit demandé, on examinait plus en détail encore les garanties résultant de la personne de l'emprunteur ; on exigeait de celui-ci des explications sur l'emploi qu'il comptait faire de la somme avancée, on voyait si le prêt avait des chances sérieuses de tourner au profit de celui qui le sollicitait, si le bénéfice qui en résulterait probablement, en permettrait le remboursement. En un mot on trouvait ici un caractère inquisitorial qui n'existait pas dans les sociétés du type Schulze.

Il n'est pas nécessaire, je crois, de relever les nombreuses différences qui existent entre les banques populaires et la banque fondée par Raiffeisen : le but qui était de part et d'autre de faire parvenir le crédit à des classes qui en avaient été privées jusqu'alors, et la responsabilité illimitée, la solidarité absolue de tous les membres paraissent être les seuls traits communs ; pour les moyens à employer, les principes opposés des fondateurs font sentir leur influence et il en résulte les

différences plus ou moins profondes dont on a pu se rendre compte au cours de ce rapide examen des deux organisations.

La société de Flammersfeld avait été créée en 1849, c'est-à-dire trois ans avant la banque de Delitzsch. Ce ne fut qu'en 1856, que Raiffeisen put fonder une seconde association de crédit basée sur les mêmes principes chrétiens, charitables et désintéressés. Pour trouver une troisième banque agricole il faut ensuite attendre huit ans. D'un côté donc, trois sociétés fondées en 13 ans ; de l'autre 511 en 10 ans.

On voit que pendant cette première période de la coopération de crédit en Allemagne, l'avantage appartient, à une très grande différence et sans contestation possible, au système de Schulze-Delitzsch. Or, comme les banques populaires et les banques agricoles avaient le même but, qu'elles faisaient leurs essais dans le même pays, on est forcé de voir la cause de la différence de résultats dans les principes sur lesquels ces sociétés étaient basées. On est ainsi amené à proclamer la supériorité au point de vue pratique de l'organisation tout économique de Schulze, sur l'organisation purement charitable de Raiffeisen, la première étant capable de porter immédiatement remède au malaise qu'il était urgent de faire disparaître, la seconde n'avançant qu'avec une lenteur très préjudiciable aux intérêts de ceux qui souffraient. On verra, dans les périodes suivantes, si le jugement qui s'imposait après l'expérience des

dix premières années pouvait ou non être considéré comme définitif.

Sociétés pour l'achat en commun des matières premières, pour la vente en commun. — Sociétés de consommation.

— Je n'ai pas voulu séparer l'étude des deux sortes de sociétés de crédit ; je dois maintenant revenir à Schulze-Delitzsch et dire quelques mots des autres associations coopératives, dont, on le sait, il préconisait aussi l'emploi. D'abord en 1850, il avait déterminé la création de deux sociétés pour l'achat en commun des matières premières. Peu à peu les associations de cette espèce se répandirent ; après dix ans, il en existait plus de vingt. Elles rendaient aux artisans un véritable service, en les dispensant de passer par l'intermédiaire du négociant en détail. Leur organisation est des plus faciles et leur fonctionnement des plus simples : par exemple plusieurs cordonniers se réunissent pour acheter en commun et en gros les différentes sortes de cuir dont ils ont besoin ; pour leurs acquisitions particulières les associés s'adressent ensuite à la société qui leur vend soit au prix coûtant, soit avec un petit bénéfice qui se répartit d'ailleurs entre eux au prorata de leurs achats. Dans les ventes faites aux membres on exige en principe le paiement comptant. Les capitaux nécessaires au fonctionnement de la société sont fournis par les associés ; quand le fonds social n'est pas suffisant l'association emprunte ; on lui fait d'autant plus volontiers des

avances que le principe de responsabilité illimitée de tous les associés rend les risques presque nuls.

A côté des sociétés qui ont pour objet les achats en commun, il y en a d'autres qui se proposent la vente en commun des produits manufacturés par chacun des associés. Celles-ci sont du reste moins nombreuses que les précédentes ; elles s'adressent à un public beaucoup plus restreint, ce qui explique le peu d'extension qu'elles ont prise. La société tient une espèce de magasin où les associés apportent le produit de leur industrie. La collectivité peut supporter, pour le local et le personnel chargé de la vente, des frais que les artisans isolés ne pourraient pas se permettre ; elle se contente de prélever un tantième pour cent du prix de vente ; celui-ci, et c'est un détail bizarre, est parfois déterminé par des agents de la société dits taxateurs ; parfois c'est l'associé vendeur qui le fixe lui-même. En général, la société consent des avances sur les objets déposés, elle pratique ce que nous appellerions le warrantage. Le plus souvent elle réalise des bénéfices, les gains sont alors distribués entre les associés au prorata de leurs apports sociaux.

Enfin l'Allemagne comptait aux environs de l'année 1863 quelques sociétés de consommation, très peu nombreuses celles-ci et très peu importantes. Leur apparition tardive, la première date paraît-il de 1860, semble étrange dans un pays où on a un penchant marqué pour l'association et où on devait connaître depuis longtemps

les beaux résultats des sociétés de consommation anglaises. On dirait d'ailleurs que les allemands n'ont pas compris l'économie du système de Rochdale, car ils laissent de côté certaines des règles qui contribuèrent le plus à l'extension des distributives ; ainsi leurs très rares sociétés ne vendent qu'aux seuls associés, elles n'admettent pas le public dans leur magasin, ce qui les empêche de faire de grandes affaires et de recruter facilement de nouveaux adhérents. On ne sera donc pas surpris de ne pas voir de ce côté un élan semblable à celui que j'ai signalé à propos du crédit populaire. Schulze du reste ne poussait pas beaucoup dans cette voie ; il croyait que la coopération appliquée à la consommation présentait des difficultés particulières. Il ne se rendait pas compte que les obstacles les plus sérieux : la vente aux seuls associés d'une part, et de l'autre la solidarité complète de tous les membres, qui ne présentait ici aucune espèce d'avantage, provenaient uniquement d'une organisation défectueuse et qu'il suffirait de copier les distributives anglaises pour les faire disparaître.

J'insiste encore, en terminant cette étude de la première période de la coopération en Allemagne, sur la classe sociale qu'elle a la prétention de régénérer. Plus encore que les sociétés de crédit, les associations pour l'achat des matières premières ou la vente des produits manufacturés s'adressent à des non-salariés, à des pe-

lites gens qui se passent de l'intermédiaire du patron ; quant aux sociétés de consommation, qui visent du reste non les seuls salariés mais toutes les personnes indistinctement qui doivent calculer dans la dépense, elles n'ont, on l'a vu, aucune importance. Les sociétés coopératives allemandes ne se proposent donc pas de lutter pour l'affranchissement des classes laborieuses et la disparition du salariat, ce qui était l'objectif des promoteurs des mouvements français et anglais. Or tandis que les sociétés de production ne parvenaient pas à s'organiser, en France ; que les distributives anglaises, après avoir réussi matériellement, oublièrent leur but primitif et ne songèrent plus qu'à réaliser de gros bénéfices, au plus grand profit, je le reconnais volontiers, des salariés eux-mêmes ; les banques populaires atteignaient facilement et rapidement le but qu'elles se proposaient et mettaient le crédit à la portée de tous. N'est-ce pas que, seules, elles poursuivaient par des moyens véritablement pratiques la réalisation d'un plan où l'utopie et le rêve ne tenaient pas la plus petite place ?

France.

Tandis que la coopération prenait en Angleterre et en Allemagne l'importance qu'on vient de voir, en France, elle se tenait prudemment dans l'ombre par crainte d'un pouvoir qui se montrait d'une excessive sévérité pour ceux qui avaient le malheur de lui déplaire.

On a vu que le 2 décembre avait été le signal d'une débâcle aussi piteuse que le succès, en 1848, avait été brillant, et on peut être assuré que toutes les personnes coupables de s'être associées pour gagner davantage, ou réaliser des économies sur leurs dépenses, avaient quelque raison de ne pas se montrer. Personnellement l'empereur n'était pourtant pas ennemi de l'association, ni de la coopération. On a souvent cité de lui cette parole : « La classe ouvrière est sans organisation et sans liens, sans droits et sans avenir ; il faut lui donner des droits et un avenir et la relever à ses yeux par l'association, l'éducation. » Au moment où il parlait de la sorte, Napoléon n'était encore que prétendant et son arrivée au pouvoir eût été bien capable de changer sa manière de voir ; mais l'empereur conserva toujours les idées qu'il s'était faites sur la question sociale et tout semble prouver que la coopération cadrerait parfaitement avec elles. Il était donc porté à favoriser plutôt qu'à combattre le mouvement de 1848, mais la politique vint contrarier son penchant. Le parti qui l'avait soutenu était le parti de l'ordre, celui qui s'était ému de la révolution qu'on venait de traverser et qui voulait en finir avec toutes ces doctrines nouvelles pour lesquelles il éprouvait une frayeur instinctive. En élevant à la présidence Louis Napoléon et en le laissant plus tard usurper le titre d'empereur, il lui avait en quelque sorte donné mandat de couper court à toutes les aventures dans lesquelles on s'était lancé et au premier plan des-

quelles se trouvait, bien en vue, l'Association Ouvrière. Tout le pays demandait qu'on rétablît l'ordre ; pouvait-on favoriser une institution qui ne devait produire que « l'anarchie dans l'industrie » ? En face de la volonté générale, l'empereur ne pouvait que faire taire ses sympathies personnelles et laisser agir les fonctionnaires de tous ordres qui, eux, ne ménagèrent pas les associations suspectes. Celles qui ne disparurent pas, ai-je dit, se dissimulèrent de leur mieux et vécurent dans l'ombre, si bien que le mouvement coopératif n'existait pour ainsi dire plus : les sociétés survivantes ne se distinguaient plus des entreprises ordinaires par aucun signe extérieur.

La transformation devint du reste de plus en plus complète. Les dispositions des associés se modifièrent peu à peu ; leur confiance dans l'évolution sociale qu'ils devaient amener, dans l'affranchissement des classes salariées, disparut. Ils avaient commencé par rayer le mot fraternelle qui, au début, était inséparable des mots Association Ouvrière ; ils finirent par abandonner le rêve d'une fraternité touchante, réunissant tous les membres de la classe ouvrière. Ne leur parlez plus du capital inaliénable et indivisible sur lequel ils fondaient naguère les plus belles espérances, ils ne vous comprendraient plus ; ils sont devenus plus pratiques, ils ne visent plus à l'émancipation de leurs frères en salariat, ils travaillent pour eux et pour leurs enfants ; c'est peut-être un but moins noble, c'est à coup sûr plus naturel.

C'est encore une fois l'intérêt privé qui fait son apparition parmi ceux qui prétendaient ne plus se laisser guider par lui.

La société en nom collectif fit place de tous côtés à la société en commandite. Le gérant fut dès lors seul responsable sur tous ses biens, mais il eut une situation prépondérante ; il devint en fait le supérieur des simples associés ; ceux-ci ne sont déjà plus pleinement indépendants, ils ont devant eux une sorte de patron ; ils l'ont choisi, c'est vrai, mais est-il pour cela moins autoritaire ? Le gérant de la société des menuisiers en fauteuils déclare à un Allemand, le professeur Huber de Berlin, qui faisait une enquête sur les associations ouvrières, que les Français ont besoin d'une forte autorité. Je songe d'autant moins à le blâmer de cette déclaration que je partage absolument son opinion ; mais je ne peux m'empêcher de penser que les associés avaient rêvé très probablement une direction douce et paternelle.

Certaines associations allèrent plus loin encore ; l'intérêt privé s'y développa tellement qu'il alla jusqu'à leur faire perdre le caractère coopératif. Ces sociétés se transformèrent en entreprises commerciales pures et simples. Les associés devinrent de véritables patrons. Au lieu d'ouvrir leurs rangs à de nouveaux membres lorsqu'ils ne parvinrent plus à faire seuls tout le travail, ils prirent des auxiliaires auxquels ils attribuèrent un simple salaire. Ils s'étaient unis pour faire la guerre au salariat, mais la prospérité était venue changer tous

leurs plans ; tant qu'ils n'avaient rien eu devant eux, ils avaient consenti à partager ; maintenant qu'ils avaient gagné quelque argent, qu'ils s'étaient fait une situation, ils entendaient bien conserver les avantages acquis. Tel fut le cas des lunettiers, des menuisiers en bâtiments et des menuisiers en voitures. J'ai noté une déviation analogue pour une société de fondeurs en Angleterre et pour les sociétés de Rochdale et d'Oldham.

L'Association Ouvrière semblait donc être de plus en plus, une illusion abandonnée ; ceux qui avaient été ses partisans les plus convaincus, se taisaient ; l'expérience, surtout celle qui s'était continuée dans l'ombre après 1852, avait bien été de nature à leur prouver leur erreur. Les travaux que le vicomte Lemer cier et le professeur Huber publièrent sur cette question, aux environs de l'année 1857, ne purent ouvrir à nouveau un débat sur lequel l'opinion publique semblait définitivement fixée.

Seuls, certains ouvriers continuaient à voir dans l'association le remède à tous les maux, le véritable et unique moyen de salut. Ils fondèrent même quelques rares sociétés : une à Villefranche en 1856, trois à Paris, Tarare et Toulouse en 1858, une à Paris en 1859, une à Marseille en 1860, enfin une à Montpellier en 1862 : en moyenne une société par an ; on voit que s'il n'était pas complètement anéanti, le mouvement était au moins bien enrayé. Pourtant, ces fondations, pour être exceptionnelles, n'en étaient pas moins une preuve

que l'idée persistait parmi les travailleurs. Ceux-ci ne savaient pas se résoudre à dissiper le rêve séduisant qu'ils avaient fait, à chasser de leur imagination, l'image du tableau trompeur qu'on avait eu l'imprudence de faire passer devant leurs yeux. On pouvait toutefois se demander jusqu'à quel point ils restaient attachés à l'Association Ouvrière ; d'eux-mêmes, ils répondirent à cette question dans des documents sur la nature desquels il faut que je donne quelques explications.

Les ouvriers des différents corps de métiers de Paris avaient envoyé à l'exposition universelle de Londres, en 1862, des délégués auxquels l'empereur avait même accordé une subvention. A leur retour ces délégués avaient dû publier des rapports ; or, ces rapports ne sont qu'un long plaidoyer en faveur de l'Association Ouvrière. On y lit en effet que l'association de production va procurer aux travailleurs non seulement la sécurité complète, « mais encore le bien-être et la richesse » ; qu'elle va assurer l'indépendance universelle ; qu'elle est la seule « organisation en rapport avec les besoins nés de la marche progressive des temps et les idées de progrès de notre siècle (1) ». On espère donc plus que jamais que l'Association Ouvrière va opérer des miracles.

Leurs illusions, les délégués les communiquent naturellement à leurs camarades et voilà encore toute la classe ouvrière parisienne occupée à faire des projets

(1) Rapport de Chaliers.

insensés, à bâtir de nouveaux châteaux en Espagne. Avaient-ils donc tous oublié l'expérience tentée ? Nullement ; ils déclarent qu'on s'y est mal pris une première fois, qu'il faut recommencer et faire mieux ; que le succès ne peut manquer de se produire. Du reste, tout le mouvement de 1848 était réduit maintenant dans leur esprit à quelques essais infructueux sur le résultat desquels on ne pouvait raisonnablement pas se baser pour condamner tout le système. Les conditions alors n'étaient pas favorables. L'étaient-elles davantage en 1862 ? Il leur aurait été difficile de le prouver ; mais ils croyaient ingénument que les difficultés contre lesquelles étaient venus se heurter les premiers coopérateurs, s'effaceraient d'elles-mêmes devant eux, et ils demandaient au pouvoir, toujours dans les mêmes rapports, de leur permettre de tenter une seconde expérience. Plusieurs allaient même plus loin, ils demandaient des subsides : le résultat déplorable du prêt de trois millions n'avait pas été capable de leur ouvrir les yeux sur le danger qu'il y a toujours pour les associations à se procurer trop facilement des capitaux.

QUATRIÈME PÉRIODE (1863 à 1880).

France.

Mouvement de 1863. — Les banques de propagande (1).

— Tandis que les ouvriers parisiens commençaient à se remuer pour l'idée qui, après avoir sommeillé pendant dix années, se réveillait enfin de sa longue torpeur, un économiste inconnu jusqu'alors, J.-P. Beluze, entreprit une nouvelle campagne en faveur de l'association. Il voulait lui susciter de nouveaux partisans parmi ceux qui, dans la classe aisée, sont toujours à l'affût de perfectionnements à apporter à notre organisation sociale. Au début de l'année 1863, il fait paraître un ouvrage : *Les associations conséquences du progrès* où il prétend démontrer que les sociétés coopératives de production sont parfaitement pratiques. Pour faire cette preuve, il dresse le tableau des associations existant alors et constate que beaucoup d'entre elles sont en état de prospérité. Il en conclut que si au lieu de les poursuivre, on les favorisait, si on les mettait dans de bonnes conditions de fonctionnement, on arriverait bien certainement à leur donner toute l'extension dési-

(1) Hubert Valleroux, *Les associations coopératives en France et à l'étranger*, p. 120.

rable. Pour cela, il ne demande pas le concours de l'Etat, il ne réclame ni argent, ni lois de faveur, il veut seulement la liberté d'action. C'est à l'initiative individuelle de faciliter la création des sociétés de production ; il suffira pour cela d'organiser des sociétés de crédit au travail dont il donne le plan et qui seront le centre d'un nouveau mouvement.

Ces associations de crédit ne devaient, du reste, ressembler en rien aux banques populaires de Schulze ni aux banques agricoles de Raiffeisen. Beluze a un plan absolument différent de celui des deux innovateurs allemands ; les banques doivent d'abord faciliter par des avances la création de sociétés de production, ce qui est absolument contraire aux idées de Schulze, qui défend à ses sociétés de crédit les opérations de ce genre ; elles doivent servir de comptoirs d'escompte aux associations ouvrières, ce qui ne rentre pas non plus dans les idées des fondateurs du crédit populaire allemand. Enfin, et c'est encore une différence, elles doivent venir en aide, en leur avançant des capitaux, à de petites associations de crédit qui, elles, ressembleraient assez bien aux banques allemandes ; sous ce rapport elles joueraient un peu le rôle du Comptoir central des associations allemandes.

Beluze avait, du reste, parfaitement choisi son temps ; au moment où il faisait paraître son ouvrage, l'empire venait de commencer son évolution libérale ; le gouvernement baissait le ton, il devait mitiger une autorité

jusqu'alors sans limites. Il se sentait en présence d'un peuple fatigué de l'oppression et décidé à se servir du suffrage universel pour obtenir certaines modifications, certaines garanties. Les élections de 1863, en envoyant au parlement un certain nombre de candidats de l'opposition, lui avaient fait ouvrir les yeux. Le pouvoir vit donc, je dirais presque avec plaisir, les esprits se détourner un peu de la politique pour s'occuper des questions ouvrières, il se montra plutôt favorable à un mouvement qu'il considérerait comme un dérivatif pour l'activité intellectuelle du peuple, et c'est ainsi que sur ce point la liberté de la parole et de la presse devint en fait plus grande. On laissa défendre des théories que leurs auteurs n'auraient pas seulement osé exprimer quelques années auparavant. On était entré dans une ère nouvelle. Cette évolution naturellement ne fut pas l'œuvre d'un seul jour. Le gouvernement ne pouvait pas faire volte-face en un instant ; la tolérance s'accrut peu à peu et la confiance suivit une progression analogue. On commença par publier en France le compte rendu des réunions que les économistes français et autres avaient organisées à l'étranger, à Bruxelles et à Gand, et c'est ainsi que se répandit chez nous le bruit des résultats fabuleux obtenus en Angleterre et en Allemagne par les sociétés coopératives. On osa ensuite songer à fonder des associations.

On voulut d'abord donner à l'ouvrage de Beluze la conclusion qui lui convenait, en établissant la banque

dont il avait exposé le mécanisme. Cet essai d'une société destinée à apporter aux associations ouvrières les bienfaits du crédit, qui sans cela leur auraient fait défaut, ne fut pas tenté par un parti politique ou économique, mais par une collection de personnes animées de sentiments philanthropiques et désireuses d'améliorer la condition des travailleurs. Ainsi on rencontre côte à côte parmi les sociétaires, Louis Blanc, Clémenceau, Casimir Périer, Naquet, Augustin Cochin, Michel Bakounine et Arnaud de l'Ariège. Toutes les doctrines sociales et politiques semblent avoir des représentants parmi les fondateurs.

Qu'était-ce exactement que cette banque du Crédit au travail ? Surtout quel était son but ?

Elle se proposait en premier lieu, je l'ai dit déjà, d'apporter aux travailleurs associés, un concours pécuniaire ; elle voulait leur faciliter l'association en mettant à leur disposition les fonds dont ils auraient besoin. Elle devait du reste ne s'engager qu'à bon escient, demander aux associés la preuve d'une énergie capable de faire augurer favorablement du résultat. Pour cela elle avait posé en principe qu'elle ne consentirait aucune avance aux associations dans lesquelles l'apport fourni par les associés eux-mêmes ne lui semblerait pas suffisant. Les ouvriers qui voulaient s'associer et qui n'avaient encore devant eux aucune ressource, devaient donc commencer par épargner. Ils montreraient par là qu'ils savaient faire des sacrifices pour arriver au résul-

tat qu'ils désiraient et pourraient alors, mais alors seulement, obtenir de la banque le complément qui leur était nécessaire pour commencer leurs opérations. C'était là une sage précaution ; cette garantie exigée des associés devait aider au succès de leur société et empêcher en même temps la caisse du Crédit au travail de gaspiller en un instant les capitaux, modestes d'ailleurs, dont elle pouvait disposer. La banque avait encore pour but l'escompte des valeurs créées ou endossées par les associations ouvrières ; elle leur rendait sous ce rapport un véritable service, car les banquiers ordinaires refusaient souvent, par défiance, de faire cet escompte. Elle se proposait aussi d'alimenter la caisse de petites associations de crédit mutuel. Enfin, et ce n'était pas dans l'esprit des fondateurs le côté le moins important de l'œuvre, elle voulait éclairer les ouvriers, leur donner des conseils, les guider, leur servir en quelque sorte d'agence de renseignements. Elle organisa pour cela le comité des Seize, composé en grande partie d'avocats et qui se tenait toujours à la disposition des travailleurs pour leur donner surtout les indications juridiques dont ils avaient besoin pour rédiger les statuts des sociétés qu'ils voulaient fonder.

On était parvenu à réunir un capital de 20.000 francs dont 4.000 versés, et c'est avec ces ressources qu'on débuta. La banque avait adopté la forme des sociétés en commandite simple, avec responsabilité illimitée du gérant : celui-ci n'était autre que Beluze, l'inventeur du système qui allait maintenant faire ses preuves.

La nouvelle entreprise rencontra immédiatement des sympathies nombreuses, surtout dans la presse ; plusieurs journaux se chargèrent de la faire connaître. Le *Journal des Débats*, en particulier, publia sur la question une série d'articles très intéressants de M. Horn, un hongrois réfugié en France qui contribua dans une large mesure au développement du mouvement coopératif et qui, même, faisait partie de la banque du Crédit au travail. Tout le bruit fait autour de la coopération devait augmenter le nombre de ses partisans ; aussi en quelques mois le capital de la banque du travail était déjà triplé et le chiffre des associés plus que doublé.

La banque, trouvant probablement encore que l'idée nouvelle ne se propageait pas assez rapidement, que les expériences tardaient à se produire, entreprit la publication d'un journal : l'*Association*, destiné à faire connaître la coopération à ceux à qui elle pouvait rendre des services. Ceci se passait en 1864. La même année, un certain nombre d'économistes se rattachant presque tous à l'école libérale, parmi lesquels il faut citer : Horn, le comte d'Haussonville, Casimir Périer, Léon Say et Jules Simon, se réunirent pour étudier ensemble certaines institutions sociales, au premier rang desquelles se trouvait la coopération. Le résultat de ces conférences intimes fut une brochure de Casimir Périer sur les sociétés de coopération, dans laquelle le grand homme d'État déclarait que les sociétés coopératives sont « contre les erreurs et les périls du socialisme, le

plus sûr et le plus généreux des remèdes ». Jusqu'alors on s'était, au contraire, figuré généralement que la coopération n'était ni plus ni moins qu'une doctrine socialiste et cela lui avait même valu de nombreux ennemis. Voici qu'on la présente comme une barrière à opposer aux flots envahissants du socialisme ; ce ne sont plus les détracteurs, ce sont les défenseurs de la société actuelle qui en préconisent l'emploi. Le changement est assez remarquable pour être noté ; il n'empêcha pas d'ailleurs les autres écoles économiques de continuer à fonder les plus grandes espérances sur la coopération. Celle-ci recrutait donc des partisans de tous côtés et le mouvement s'accroissait de plus en plus. De Paris, il passa dans la province ; en 1865, on fonda à Lyon une banque analogue à la société du Crédit au travail de Paris, bientôt ce fut le tour de Lille et de Saint-Étienne. A Valence, l'Universelle entreprit des opérations du même genre.

Puis le Crédit au travail ne parut plus suffisant pour Paris ; un autre groupe, à la tête duquel se trouvait Léon Say, fonda la Caisse d'escompte des associations populaires, au capital de cent mille francs doublé déjà la seconde année, c'est-à-dire en 1866. Le but, toujours le même, était de propager et de soutenir les sociétés coopératives. Enfin, l'année 1866 vit la fondation de la Caisse d'escompte des sociétés coopératives qui débuta avec un capital d'un million dont la moitié avait été donnée par l'empereur lui-même.

Avant d'examiner quels furent les résultats de toute cette propagande, je dois signaler un changement important qui, depuis 1860, s'était produit dans l'esprit des amis de l'association. On a vu que Buchez et ses disciples, les rédacteurs de l'*Atelier* et en général tous les partisans de l'Association Ouvrière prêchaient le désintéressement aux salaires : ils voulaient les persuader de travailler non pour eux personnellement, mais pour l'affranchissement de toute la classe laborieuse, pour l'amélioration de la condition des ouvriers, en général. Ils comptaient beaucoup sur les sentiments de fraternité qui doivent exister, semble-t-il, entre personnes qui ont les mêmes souffrances et les mêmes besoins. Leur système donnait aux efforts individuels un but fort louable, un idéal très élevé, je le reconnais encore une fois et très volontiers, mais il faisait trop complètement abstraction de la nature humaine, qui, si elle ne prêche pas l'égoïsme, comme on le répète très souvent, mais à tort, porte cependant chaque homme à se préférer, lui, ses enfants, sa famille, à une foule de personnes inconnues, faisant par là de l'intérêt privé la loi économique de l'activité productrice humaine. On a beau dire et beau faire, on n'empêchera pas la grande majorité des ouvriers de vouloir travailler pour eux, non pour la classe ouvrière en général. Les collectivistes consentent-ils à partager leurs biens même entre eux ? Le désintéressement, je le répète, est en soi bien préférable ; nécessairement il est le fait d'une intime minorité. Il y

a là un fait ; on peut le regretter, on doit le constater. Pour redresser la nature humaine, comme Buchez espérait le faire, avec l'aide de la religion, et à supposer que ce fût possible, il faudrait naturellement de très longues années. Si donc on veut trouver un remède immédiat à la situation des salariés, on doit le chercher ailleurs que dans des entreprises à base de dévouement.

C'est probablement un raisonnement de ce genre que se tinrent les hommes de 1863, car ils ne parlent plus de désintéressement. Ils présentent les sociétés coopératives (c'est le terme qui a remplacé les mots Association Ouvrière) non plus comme le moyen de grouper les sacrifices individuels qui assureront l'indépendance aux salariés, l'aisance à tous les travailleurs, mais comme devant accroître les gains de chacun. On ne demande plus d'efforts pour autrui, on ne parle seulement pas du capital inaliénable et indivisible, on montre au contraire l'association de production comme un procédé qui permettra à l'ouvrier de toucher ce qu'on appelle le produit intégral de son travail. C'est la morale de l'intérêt, purement et simplement. Elle est moins belle, assurément, mais elle est moins trompeuse, et quand on trouve le moyen d'identifier l'intérêt personnel avec l'intérêt général, comme dans les sociétés de consommation, on arrive à des résultats vraiment grands.

Le journal publié par la banque du Crédit au travail, l'*Association*, qui plus tard devint la *Coopération*, est absolument dans ces nouvelles idées ; il s'efforce de dé-

montrer aux travailleurs qu'il est de leur intérêt de s'associer entre eux pour se passer de l'entrepreneur, du commerçant, du banquier.

Ceci dit sur la tendance nouvelle, je reviens au mouvement déterminé par les banques de propagande et je constate qu'il est parfaitement lancé. Le Crédit au travail donna d'abord de l'essor à une branche de la coopération encore inconnue en France en 1852, je veux parler des sociétés de crédit mutuel. La première avait été fondée en 1857 sous le nom de Banque de la solidarité commerciale ; elle se cachait avec le plus grand soin ; les réunions des sociétaires avaient lieu dans les champs ou dans les bois, car l'hostilité du pouvoir n'était pas douteuse. Le gouvernement impérial étant devenu plus libéral, les fondations de ce genre se multiplièrent, mettant le crédit à la portée des ouvriers. Le but est donc le même que dans les banques du peuple : ce sont des travailleurs qui mettent en commun leurs économies, ceux qui n'ont pas les ressources suffisantes s'engagent à verser des cotisations périodiques jusqu'à ce qu'ils soient arrivés à constituer l'apport fixé par les statuts. Le capital ainsi réuni sert à faire des avances aux membres qui se trouvent dans un état de gêne momentanée.

Il faut noter toutefois de très sensibles différences avec les sociétés allemandes : d'abord un grand nombre de sociétés de crédit françaises sont composées presque exclusivement de salariés, elles se compren-

nent donc moins bien, les salariés ayant moins besoin de crédit que les artisans ou les petits agriculteurs et, par suite, elles ont une utilité incontestablement moins grande. En second lieu elles n'adoptent pas le principe de la solidarité entre tous les membres auquel Schulze attribuait tout le succès. Aussi nos sociétés de crédit mutuel n'étaient-elles pas de nature à inspirer aux capitalistes une confiance analogue à celle que la responsabilité illimitée de tous les membres n'aurait pas manqué d'engendrer. Que faire alors ? Se contenter d'employer le capital social ? C'était se résoudre à n'avoir qu'une action bien faible ; mais la banque du Crédit au travail, qui du reste avait été fondée pour cela, leur vint en aide. Quand les demandes d'emprunt dépassaient les capitaux disponibles, elle leur avançait les sommes dont elles avaient besoin à des conditions incomparablement moins onéreuses que celles qui auraient été faites par les maisons de banque ordinaires.

Si les banques de propagande se bornèrent à faciliter les opérations des sociétés de crédit mutuel, elles contribuèrent à la fondation de nombreuses sociétés de production et de consommation. Sur ce point il y a une distinction assez étrange à établir. Les associations de propagande parisiennes poussèrent en général à la création de sociétés de production ; celles qui s'étaient établies en province s'occupèrent au contraire à peu près exclusivement de consommation. La différence provient de ce que le peuple de Paris a toujours eu une

prédilection marquée pour les associations de travail, tandis que, dans le reste du pays, on n'avait en elles qu'une confiance restreinte ; elle provient en second lieu et surtout de ce que les conditions sont beaucoup plus favorables à Paris qu'en province pour les sociétés de production, tandis que c'est l'inverse en ce qui concerne les sociétés de consommation. Il y a en effet à Paris une foule d'industries, l'ébénisterie, la bijouterie, la carrosserie, par exemple, pour lesquelles l'association des ouvriers est particulièrement facile ; en province au contraire il y a surtout les industries minière, métallurgique, textile et bien d'autres qui par les capitaux énormes qu'elles demandent et les connaissances techniques et commerciales très étendues qu'elles exigent des directeurs, sont très difficilement accessibles aux simples travailleurs. Par contre, dans une capitale où on vit entassés les uns sur les autres sans seulement connaître ses voisins, on trouve bien moyen de s'associer avec quelques camarades d'atelier, mais on parviendrait difficilement à former une société à personnel nombreux, comme les sociétés de consommation ; tandis qu'en province, tout le monde se connaissant, les associations de ce genre sont relativement faciles. Du reste, à Paris, c'étaient des écrivains et des économistes qui étaient à la tête du mouvement coopératif et ils attachaient, pour la plupart, une importance prépondérante à la coopération de production, dont les résultats leur semblaient devoir être plus complets que

ceux de la coopération de consommation ; ils ne voyaient en quelque sorte autour d'eux que des industries moyennes, n'exigeant le plus souvent qu'un petit nombre d'ouvriers et dans tous les cas des capitaux relativement peu importants. En province au contraire, le mouvement n'avait pas la même unité, ni une organisation aussi perfectionnée ; on ne trouvait pas de journaux ni d'orateurs chargés de publier continuellement les bienfaits de l'association pour le travail. Les sociétés qui se formaient étaient dues le plus souvent à l'initiative d'un bourgeois rompu à la pratique des affaires, qui, ayant connaissance de ce qui s'était passé en Angleterre, voyait dans la société de consommation un moyen facile de rendre service aux travailleurs, ou de faire baisser les prétentions exagérées des détaillants, mais qui n'aurait jamais voulu se lancer dans la coopération de production. Bref, le fait est constant, grâce aux subsides, aux conseils et à la réclame de la banque du Crédit au travail et des deux autres caisses d'escompte fondées en 1865 et en 1866, on vit de nombreuses sociétés de production se constituer à Paris ; il s'en créait aussi à Lyon et dans quelques autres localités. D'autre part, en province le nombre des sociétés de consommation augmentait de jour en jour ; les boulangeries surtout réussissaient parfaitement. L'ère de liberté était ouverte depuis quelques années à peine et on se trouvait déjà en présence d'une quantité très respectable d'associations coopératives.

Changement de la législation sur les sociétés coopératives. — L'enquête de 1866. — Quand je parle de liberté, je veux dire seulement que le temps des tracasseries ridicules était passé ; mais la liberté légale n'existait pas encore. Le moment semblait enfin venu de faire succéder à la situation, mal définie au point de vue du droit, des sociétés coopératives, une situation nette pleinement conforme à la liberté et à la justice. Le premier mouvement du pouvoir en présence de ces sociétés qu'il ne voulait plus poursuivre et dont il avait à régler le sort fut pourtant encore un mouvement de défiance. Le projet de loi qui fut d'abord rédigé sur les associations ouvrières, soumettait ces sociétés à des formalités gênantes : au début dépôt des statuts, tous les ans dépôt d'états de situation indiquant le chiffre des associés et l'état des affaires ; mais ce projet ne fut même pas discuté.

Un peu plus tard l'empereur fit introduire dans le projet de loi sur les sociétés commerciales, que le conseil d'État était occupé à rédiger, un titre spécial aux sociétés coopératives. Il voulait doter celles-ci d'une législation de faveur, et pour cela le conseil d'État s'évertuait à définir les associations qui rentreraient dans la catégorie privilégiée, tâche dont il se tirait du reste fort mal, quand un certain nombre des sociétés intéressées ayant eu connaissance des vues du pouvoir fit paraître dans l'*Association* du mois de mars 1855 une lettre signée de 48 gérants de sociétés ouvrières et protes-

tant contre le dessein du gouvernement. Les travailleurs associés déclaraient ne pas vouloir d'une législation d'exception, ils préféraient conserver leur situation actuelle ; toutefois ils auraient vu avec plaisir que, tout en les laissant dans le droit commun, une loi nouvelle vînt élargir la législation existante. C'est tout ce qu'ils demandaient, ils ne voulaient rien de plus, ils n'entendaient à aucun prix être classés dans une catégorie à part.

Le gouvernement impérial ne s'attendait pas à voir les travailleurs repousser la faveur qu'il avait songé leur faire. La publication de cette lettre changeait tous ses plans. Que faire maintenant pour être agréable aux coopérateurs ? pour favoriser les associations ouvrières ? en quels termes, dans quel sens rédiger un nouveau projet de loi ? C'étaient autant de questions embarrassantes. L'empereur pensa que le meilleur moyen de faire d'utile besogne était de consulter les intéressés eux-mêmes pour se rendre compte de leurs désirs ; et c'est ainsi qu'il fut décidé qu'une enquête serait faite sur les sociétés coopératives par une commission choisie dans le conseil d'État et présidée par Rouher, ministre d'État.

La commission, d'accord avec le pouvoir, prit de grandes précautions pour que cette enquête fût vraiment instructive ; elle s'adressa pour cela aux personnes qui s'étaient acquis un nom dans le mouvement coopératif soit par leurs écrits, soit par les fondations auxquelles ils avaient contribué ; c'était ainsi seulement qu'on

pouvait arriver à un résultat sérieux. Un questionnaire fut dressé et envoyé d'avance aux 43 personnes, environ moitié gérants et moitié économistes, qui devaient être entendues. On laissa du reste tous les déposants s'exprimer avec une entière liberté ; on supporta, ce qui était alors une véritable nouveauté, toutes les critiques dirigées contre l'administration ; on laissa les associés se plaindre de la police et des tribunaux : c'est la meilleure preuve qu'on puisse donner de la ferme volonté du pouvoir d'élucider la question.

Le président Rouher ne tarda pas du reste à se faire remarquer par son enthousiasme irréfléchi pour la coopération, surtout de production. Il ne se gêne pas, par exemple, pour prétendre que la différence entre le travail salarié et le travail en coopération est, non pas de dix pour cent comme le déclare un déposant, grand industriel, bien placé pour avoir une opinion raisonnée et dont l'affirmation semble pourtant déjà exagérée, mais bien de trente-trois pour cent.

L'enquête eut pour premier résultat de montrer tout ce qu'on espérait de la coopération ; elle permit aussi de juger de la consistance du mouvement. En présence d'un courant aussi fort et des effets salutaires que l'opinion générale attendait des entreprises nouvelles, le pouvoir ne pouvait que prendre des décisions favorables ; il comptait par là, sinon s'en rendre maître, du moins le diriger dans une certaine mesure. C'est alors, en effet, qu'il contribua à la création de la Caisse d'es-

compte des sociétés coopératives sur laquelle je n'ai pas à revenir. Quant à la législation à donner aux associations, ce qui était le but principal des recherches, l'enquête prouva que la lettre parue dans l'*Association* était conforme aux vœux de la grande majorité des coopérateurs. L'idée d'une loi d'exception était partout rejetée. De son côté le gouvernement comprenait, maintenant, que la question avait été sérieusement étudiée, qu'on s'était rendu compte de la variété des formes revêtues par la coopération, la difficulté presque insurmontable qu'il y aurait à définir convenablement les associations privilégiées. Le vœu général était qu'on laissât les sociétés coopératives dans le droit commun, en donnant à celui-ci une tournure plus libérale. On se plaignait moins de la loi civile existante que des investigations de la police et de l'administration ; c'étaient elles qu'on aurait voulu voir cesser ; sur ce point surtout on demandait une situation légale bien définie. Mais c'était aller plus loin que ne le voulait le gouvernement impérial, c'était sortir du domaine économique qu'il avait abandonné aux discussions et aux polémiques pour entrer dans le domaine politique, et dans celui-là, il était décidé à ne pas faire les mêmes concessions. En réalité c'était demander la liberté de réunion et la liberté de la presse à un pouvoir qui offrait seulement de modifier la loi sur les sociétés commerciales. Le gouvernement fit tout simplement la sourde oreille ; il se contenta de faire rédiger à nouveau et dans le sens indiqué par les

coopérateurs, le titre du projet de loi sur les sociétés de commerce qui avait trait aux sociétés coopératives. C'était se rendre ainsi aux vœux de la Chambre de commerce de Lyon qui avait été chargée dans le même temps de faire une enquête analogue, dans cette ville, où la coopération de consommation principalement, avait acquis en quelques années une réelle importance. Les conclusions de cette enquête sont moins enthousiastes ; on sent qu'elles ont été rédigées par des personnes auxquelles la pratique des affaires a laissé peu d'illusions sur l'issue probable du mouvement et sur le caractère hypothétique des bienfaits qu'il devait produire. Ces conclusions pourtant sont favorables aussi à la liberté. La Chambre de commerce demande que les associations coopératives puissent se développer aussi librement que possible. Si elles produisent, continue le rapport, les résultats qu'on en attend, tout le monde s'en félicitera ; si, au contraire, il doit y avoir des mécomptes et des échecs, il est bon qu'ils ne soient imputables qu'aux associés eux-mêmes et non aux obstacles qu'ils ont rencontrés. La commission d'enquête de Paris demande la liberté parce qu'elle est convaincue que la coopération tiendra ses promesses. La Chambre de commerce de Lyon demande aussi la liberté, mais parce qu'elle désire qu'on puisse dire après la défaite : « Vous voyez bien que la coopération est un leurre ; on a enlevé toutes les entraves dont vous vous plaigniez et le résultat n'a pas encore pu être atteint ; vous n'accu-

serez plus le pouvoir cette fois, il vous était favorable ; vous êtes donc forcés de reconnaître l'impuissance du moyen dont vous attendiez de si beaux effets.

Le gouvernement impérial fit donc, je le répète, insérer dans le projet de loi sur les sociétés de commerce qui était à l'étude en ce moment, un titre spécial aux sociétés coopératives. Mais d'abord il faut noter que le mot coopération ne se trouve nulle part dans le projet. Les rédacteurs avaient remarqué que les associations coopératives ont ceci de particulier que leur personnel et leur capital sont soumis à des changements continus, les membres entrant et sortant sans cesse, en effectuant ou en retirant leurs apports ; ils demandèrent donc à la Chambre de consacrer légalement cette variabilité du capital et du personnel et d'édicter pour les sociétés à capital variable, qui seraient presque exclusivement des sociétés coopératives, un certain nombre de dispositions spéciales.

Porté devant le corps législatif, le titre du projet de loi relatif aux sociétés à capital variable ne rencontra que des sympathies. Le rapporteur avait commencé par faire un long plaidoyer en faveur de la coopération, il avait insisté tout particulièrement sur les sociétés de production qui devaient arracher les travailleurs à la dissipation et au désordre. Pendant toute la discussion, on n'entendit que chanter les louanges des sociétés coopératives et faire des vœux pour leur extension. Le projet fut donc voté, il devint la loi du 24 juillet 1867.

Quelle était la portée exacte de cette loi ? La question est assez importante, pour qu'on s'y arrête un moment. Pour se rendre aux vœux des coopérateurs, les règles qu'on venait d'édicter ne devaient pas être particulières à la classe ouvrière ; tout en étant favorables aux travailleurs, elles ne leur étaient pas exclusivement réservées ; tout le monde, en effet, pouvait former des associations à capital variable, car elles ne sortaient pas du droit commun, elles étaient accessibles à tous et on sait que les ouvriers attachaient à ce point une grande importance. Donc, tous sans exception peuvent s'associer dans la forme nouvelle. D'un autre côté les fondateurs de sociétés coopératives ne sont nullement forcés de l'adopter ; ils le feront le plus souvent car elle présente pour eux de réels avantages, mais rien ne les empêche de choisir telle ou telle forme qui leur semble préférable.

Du reste pour parler exactement, la loi du 24 juillet 1867 ne crée pas, sous le nom de société à capital variable, un type nouveau de société, elle se contente d'organiser une modalité qui vient se greffer sur les types anciens, par exemple sur la société en nom collectif, ou sur la société en commandite par actions, etc... La variabilité du capital social peut être stipulée dans les statuts de toute société, celle-ci est alors régie par deux sortes de règles, les unes propres au type adopté et les autres aux sociétés à capital variable ; ces dernières doivent être indiquées, il suffit pour cela de transcrire les articles qui les édictent.

ARTICLE 48. — Il peut être stipulé dans les statuts de toute société, que le capital social sera susceptible d'augmentation par des versements successifs faits par les associés ou l'admission d'associés nouveaux, ou de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués. Les sociétés, dont les statuts contiendront la stipulation ci-dessus, seront soumises, indépendamment des règles générales qui leur sont propres, suivant leurs formes spéciales, aux dispositions des articles suivants.

ARTICLE 49. — Le capital social ne pourra être porté par les statuts constitutifs de la société au-dessus de la somme de 200.000 francs. Il pourra être augmenté par des délibérations de l'assemblée générale prises d'année en année ; chacune des augmentations ne pourra être supérieure à 200.000 francs.

ARTICLE 50. — Les actions ou coupons d'actions seront nominatifs, même après leur entière libération ; ils ne pourront être inférieurs à 50 francs ; ils ne seront négociables qu'après la constitution définitive de la société. La négociation ne pourra avoir lieu que par voie de transfert sur les registres de la société et les statuts pourront donner soit au conseil d'administration soit à l'assemblée générale le droit de s'opposer au transfert.

ARTICLE 51. — Les statuts détermineront une somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit par la reprise des apports autorisée par l'article 48. Cette somme ne pourra être inférieure au dixième du

capital social. La société ne sera définitivement constituée qu'après le versement du dixième.

ARTICLE 52. — Chaque associé pourra se retirer de la société lorsqu'il le jugera convenable, à moins de conventions contraires et sauf l'application du paragraphe 1^{er} de l'article précédent. Il pourra être stipulé que l'assemblée générale aura le droit de décider à la majorité fixée pour la modification des statuts, que l'un ou plusieurs des associés cesseront de faire partie de la société. L'associé qui cessera de faire partie de la société, soit par l'effet de sa volonté, soit par suite de décision de l'assemblée générale, restera tenu pendant cinq ans envers les associés et envers les tiers, de toutes les obligations existant au moment de sa retraite.

ARTICLE 53. — La société, quelle que soit sa forme, sera valablement représentée en justice par ses administrateurs.

ARTICLE 54. — La société ne sera point dissoute par la mort, la retraite, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ; elle continuera de plein droit entre les autres associés.

En résumé donc, il résulte de tous ces articles que les sociétés dans lesquelles la variabilité a été stipulée deviennent, quelle que soit la forme principale adoptée par elles, des associations de personnes plutôt que de capitaux, ce qui est tout à fait conforme à la nature des sociétés coopératives ; on fixe même un maximum relativement peu élevé au capital social et cela évidemment

pour empêcher qu'on n'introduise dans toutes sortes d'entreprises par actions la modalité nouvelle afin de jouir des facilités qu'elle présente, principalement pour elles. Ces facilités, outre la faculté pour les membres de se retirer pendant le cours de la société ou de diminuer l'apport primitivement effectué, et pour la société de recevoir de nouveaux associés venant accroître son capital, sont : en premier lieu, une limite plus basse pour les actions : 50 francs au lieu de 100 francs, et cette limite de faveur semble, malgré le silence de la loi, devoir être maintenue lorsqu'une décision de l'assemblée générale étant venue porter le capital à plus de 200.000 fr., chaque action devrait, d'après le droit commun, s'élever non plus à 100 mais à 500 francs ; en second lieu, la possibilité de déclarer la société constituée après le versement du dixième du capital social, alors que les sociétés en commandite par actions et anonymes ne sont valablement constituées qu'après le versement du quart de toutes les actions.

Ces quelques remarques rapides permettent de juger des avantages offerts aux sociétés coopératives par la loi du 24 juillet 1867 et des précautions prises pour qu'ils ne profitent pas à des entreprises moins dignes d'intérêt. Le texte de la loi n'est pas toujours très clair ; il donne lieu à des controverses sur lesquelles je n'ai pas à m'étendre ; il me suffit de noter que le corps législatif l'avait votée dans le but de favoriser les sociétés coopératives et que pour celles-ci, elle constituait un véritable progrès sur la législation précédente.

Tandis que le gouvernement impérial témoignait ainsi sa sympathie envers les coopérateurs, il prenait, dans le même temps contre eux, des mesures rigoureuses. Sa conduite en cette matière serait inexplicable si on ne connaissait les tendances personnelles de l'empereur, différentes de celles de son entourage et d'un certain nombre de hauts fonctionnaires. C'est à l'influence du premier qu'on doit la loi de 1867 et, probablement aussi, la grande liberté de parole laissée aux ouvriers délégués à l'exposition de Londres de 1862 en ce qui concernait l'association, sans parler de la fondation de la Caisse d'escompte des sociétés coopératives. C'est à l'hostilité de l'administration qu'il faut attribuer une foule de mesures vexatoires telles que : le refus réitéré de laisser certains économistes en renom faire à Paris des conférences publiques sur la coopération ; le refus de l'autorisation demandée par les ouvriers de l'usine Farcot à Saint-Denis pour une réunion dans laquelle on devait décider la fondation d'une société de consommation ; la nécessité dans laquelle on laissait le journal *la Coopération* de s'imprimer à l'étranger ; enfin et surtout l'interdiction d'un congrès coopératif qui devait avoir lieu à Paris au mois d'août 1867.

Le programme de ce congrès était déjà tracé, toutes les dispositions étaient prises, on ne pensait pas qu'un obstacle pouvait venir de l'administration ; pourtant le préfet de police refusa absolument et à deux reprises l'autorisation qu'on avait dû lui demander. C'était un

acte bien public, qui eut un retentissement énorme, non seulement en France mais dans les pays voisins car on avait convié les étrangers aux réunions, et qui démontra d'une façon péremptoire que la liberté était loin d'être chez nous une réalité. Et pourtant des congrès de ce genre se tenaient en Allemagne depuis 1859, en Angleterre depuis 1864. Ces tracasseries ne sont cependant plus comparables à la rigueur dont l'empire avait fait preuve à ses débuts ; il semble seulement qu'en cette matière, les fonctionnaires se laissent guider uniquement par leurs sympathies personnelles, ceux qui sont ennemis de la coopération s'amusant à ennuyer les associés, ceux qui lui sont favorables ne se gênant nullement pour le montrer. La conduite de certains préfets, ceux de la Marne et d'Oran en particulier, est à ce sujet parfaitement significative. Les sociétés coopératives ne se heurtent plus à une hostilité générale comme avant 1863 ; ici on les favorise, là on ne les inquiète pas, ce n'est que dans un petit nombre de cas qu'on leur fait la guerre et encore une guerre à coups d'épingles.

Sous un tel régime et organisé comme il l'était par les banques de propagande, le mouvement se développa rapidement, je l'ai dit déjà et cela ne peut étonner personne. A la fin de l'année 1868, il y avait déjà en France 93 sociétés de production dont 44 pour Paris et 21 pour Lyon (1). L'*Almanach coopératif* de 1870 donne des

(1) Ces chiffres sont tirés d'une statistique dressée par les soins de la banque du Crédit du travail.

chiffres qui permettent d'évaluer à 120 environ le nombre des sociétés de consommation existant à la fin de l'année 1869 ; celles-ci sont toutes de fondation récente : on sait qu'elles n'existaient pour ainsi dire pas chez nous avant le mouvement de 1863. De ce côté, les fondations sont incomparablement plus nombreuses dans les départements qu'à Paris ; Lyon contient environ trente sociétés de consommation, la capitale quelques-unes seulement. J'ai noté plus haut les motifs de la différence qui existe sur ce point entre la production et la consommation. Quant aux sociétés de crédit mutuel, l'*Almanach coopératif* de la même année les estime à 39 pour les départements. Pour Paris, les derniers renseignements précis sur le crédit coopératif sont contenus dans un tableau qui porte la date du 20 mai 1866 et qui parut dans l'*Association*. Ce tableau constate l'existence de 64 sociétés de crédit mutuel, mais ces associations n'avaient pour la plupart qu'une importance très minime comparativement surtout à ce qu'on voyait en Allemagne, et c'est pour cela qu'on néglige souvent de faire mention du crédit populaire coopératif français.

Le second mouvement coopératif avait donc fait éclore en quelques années plus de trois cents associations ; il avait renouvelé l'effort fait en 1848 vers l'Association Ouvrière ; il avait en outre entraîné la France dans la voie indiquée par l'Angleterre et par l'Allemagne. Le succès revenait en grande partie aux banques

de propagande de Paris ou des départements, principalement à la banque du Crédit au travail qui avait donné le signal du mouvement et l'exemple de l'activité, qui avait organisé les efforts et secondé l'initiative individuelle quand celle-ci s'était trouvée impuissante. La marche en avant allait-elle se poursuivre ? Tout semblait le promettre : une loi plus libérale venait d'être votée qui faisait disparaître les difficultés juridiques auxquelles on se heurtait auparavant ; les idées nouvelles se répandaient de plus en plus, enfin la prospérité, toujours croissante en apparence, du Crédit au travail assurait de beaux jours à la coopération.

Chute de la banque du Crédit au travail. — Et voici que brusquement le mouvement s'arrête, il est décapité en quelque sorte par un événement auquel, certes, personne ne s'attendait : la chute du Crédit au travail. Rien n'avait pu faire prévoir une telle catastrophe ; les affaires de la banque étaient bonnes en soi : on avait débuté en 1863 avec 20.000 francs ; on possédait à la fin de l'année 1868, au moment où il fallut suspendre les paiements, un capital de près de 300.000 francs. Le déficit ne provenait pas des opérations de banque : les sociétés ou les associés dont on avait escompté les effets, avaient fait honneur à leurs signatures ; depuis la fondation on n'avait eu à supporter de ce chef, que des pertes peu importantes puisque leur total ne s'élevait pas à 20.000 francs.

Tout le mal, et il était si grand que les actionnaires le jugèrent immédiatement irréparable, était dû à la façon maladroite dont la banque s'y était prise pour venir en aide aux associations naissantes qui lui avaient demandé des capitaux. Elle leur avait avancé des sommes parfois très considérables (plus de 300.000 francs à la seule société des fabricants de boulons et des fondeurs réunis) sans se rendre compte qu'elle immobilisait ainsi ses capitaux, les sociétés créditées ne devant pas être avant un temps très long en état de les lui restituer. Ayant ainsi aliéné la plus grande partie des capitaux qu'il avait à sa disposition, contre des créances irrécouvrables pour le moment, le Crédit au travail était forcé, faute de fonds suffisants, de cesser ses opérations.

On essaya bien de céder les créances qui absorbaient tout l'actif, mais la plupart étaient plus que douteuses ; les échéances étaient, du reste, fort éloignées ; la société des fondeurs qui, comme on l'a vu, était débitrice de 300.000 francs environ, devait se libérer en quinze annuités ; on ne pouvait pas facilement trouver des acquéreurs dans ces conditions.

La ruine fut complète ; la banque du Crédit au travail fut mise en faillite ; les actionnaires perdirent tout ce qu'ils y avaient engagé, les créanciers ne reçurent que 18 0/0 sur le montant de leurs créances.

Lorsqu'on a vu le rôle joué par le Crédit au travail dans le mouvement coopératif, on ne peut pas être sur-

pris du désarroi que sa chute jeta parmi les coopérateurs. On est tenté de se dire pourtant que cette société n'était pas la seule banque de propagande ; que les deux autres institutions du même genre, fonctionnant à Paris, pouvaient prendre la place devenue vacante, se mettre à la tête du mouvement, déployer une plus grande activité. A cela il suffit de répondre que la caisse d'escompte des sociétés coopératives, malgré son capital très élevé, ne pouvait jouer dans le mouvement qu'un rôle des plus effacés. Elle demandait en effet les garanties réelles ou personnelles exigées par les maisons de banque ordinaires et ne profitait par conséquent en rien aux associations qui auraient eu besoin pour se développer de conditions plus avantageuses. Quant à la Caisse d'escompte des associations populaires elle était elle-même, au moment de la chute de la banque du Crédit au travail, dans une situation des plus précaires ; quelques mois après, elle disparaissait à son tour. Elle était venue se jeter contre le même obstacle, c'est-à-dire qu'elle avait immobilisé, elle aussi, tous ses capitaux. Le mouvement allait donc s'arrêter, la direction allait disparaître. Quelques personnes ardentes et convaincues entreprirent bien de relever le Crédit au travail. Elles demandaient pour cela un capital peu important, relativement aux sommes considérables qu'on avait trouvées précédemment ; 100.000 francs leur suffisaient. L'association nouvelle s'entourait du reste de très sages précautions pour éviter les inconvénients qui

avaient causé la ruine de la banque fondée par Béluze. Les statuts contenaient des dispositions dont le but évident était d'empêcher l'immobilisation des capitaux : pendant la première année aucun prêt ne pouvait être accordé ; les sommes avancées plus tard ne pourraient jamais l'être pour plus de six mois, ni excéder le dixième du capital social. Il y avait, dans ces mesures, une garantie de succès très sérieuse : il était bien certain qu'elles écartaient le seul péril rencontré par la première banque de propagande. On ne trouva pourtant pas d'actionnaires et l'idée dut être abandonnée.

La chute de la banque avait jeté un discrédit complet sur le principe coopératif lui-même. On identifiait la coopération avec le Crédit au travail ; celui-ci manquant à ses engagements, on tenait celle-là pour une théorie décevante et irréalisable. La confiance disparut comme par enchantement. N'était-ce pas le second échec ? On avait bien pu, une première fois, accuser l'hostilité du pouvoir ; il n'en était plus de même aujourd'hui que les sociétés ne rencontraient partout que facilités et faveurs, qu'on venait de voter pour elles une loi des plus libérales ; il semblait bien prouvé maintenant que le principe en lui-même était faux, que la coopération ne pouvait faire que des promesses mensongères et on ne voulait plus soutenir une idée aussi trompeuse, on s'en détachait en masse.

Je ne veux pas dire que les associations existantes cessèrent immédiatement leurs opérations, que leurs

membres se dispersèrent ; elles continuèrent, au contraire, à subsister, excepté toutefois celles dont le sort était si intimement lié à celui des banques de propagande qu'elles furent entraînées par leur chute ; mais il ne restait plus désormais que des coopératives séparées ; personne n'était plus là pour se mettre à la tête du mouvement, donner du courage aux hésitants, des conseils salutaires à ceux qui étaient décidés, des secours de toute nature aux sociétés naissantes qui en avaient besoin.

En province, les banques de propagande n'avaient jamais joué un rôle bien important ; on s'était tourné de préférence vers les sociétés de consommation et celles-ci n'exigent pas de capitaux bien importants et peuvent fort bien se passer du concours des établissements de crédit ; comme toutes les ventes se font sinon au comptant, ce qui est le cas le plus fréquent, du moins contre espèces, pas de papier à escompter ; l'initiative venait le plus souvent d'un industriel ou d'un homme professant une carrière libérale, parfois d'un ouvrier, qui, ayant entendu vanter les sociétés anglaises, ou vu fonctionner celles qui existaient en France, voulaient faire profiter leurs compatriotes des avantages faciles qu'elles présentaient. L'œuvre propre des banques de Lille et de Saint-Etienne est presque nulle. Le Crédit au travail de Lyon contribua à des fondations plus nombreuses ; quant à l'Universelle de Valence, elle suscita cinq coopératives et tomba après quatre ans d'existence.

C'était plutôt encore le Crédit au travail de Paris qui avait la plus grande influence en province : il dressait la statistique du mouvement et se tenait en relations avec les sociétés des départements par son voyageur en coopération ; surtout il faisait connaître par son journal un nouveau mode d'association à ceux qui l'ignoraient et ne refusait jamais un conseil quand on le lui demandait. C'est de cette façon que sa ruine fut ressentie dans toute la France. Sa disparition occasionnait un vide même en province ; partout elle devait nuire au développement des sociétés coopératives. Il est remarquable, en effet, que le peuple français, par suite de son peu d'aptitudes naturelles pour l'association, n'avancait vraiment dans la voie de la coopération que lorsqu'il y était poussé par une campagne activement menée et continuée sans interruption. Le centre d'action venant de disparaître, une nouvelle période d'arrêt allait commencer. La guerre de 1870 ne put qu'accentuer le ralentissement. Lorsqu'après la signature du traité de paix, les choses furent rentrées dans l'ordre, les ouvriers parisiens (ce sont eux, on a pu s'en rendre compte déjà à plusieurs reprises, qui donnaient toujours le branle en cette matière) semblèrent de plus en plus détachés de l'association ouvrière. Les difficultés sans nombre que les sociétés de production devaient surmonter pour réussir, la transformation presque forcée qu'elles subissaient après succès et qui les éloignait du but originellement poursuivi : l'émancipation des tra-

vaillours par la suppression du salariat, leur avaient-elles enfin ouvert les yeux ? On aurait pu le croire à voir les ouvriers ne plus songer qu'à la fondation de groupements nouveaux qui avaient maintenant toute la faveur et qui étaient les chambres syndicales.

Celles-ci avaient la prétention de réunir un jour tous les ouvriers d'un même corps de métier pour donner aux revendications des travailleurs une force que des réclamations isolées, même en très grand nombre, ne peuvent jamais avoir. Les chambres syndicales devaient être des centres de résistance, de combat ; elles avaient d'ordinaire à leur tête des personnes intelligentes et actives, capables de tirer parti de la force que donne toujours l'association, et jouissant d'une autorité relativement étendue. A voir la conduite de certaines de ces chambres on eût pu croire que les travailleurs avaient définitivement changé de tactique ; que convaincus de l'impuissance dans laquelle ils se trouvaient de s'approprier les instruments de production, ils étaient décidés à les laisser à d'autres, mais en s'arrangeant de façon à dicter au patron, qu'on ne parvenait pas à supplanter, toutes leurs volontés.

Pourtant il n'y a pas à s'y méprendre, malgré les espérances très grandes qu'ils fondaient sur ce nouveau genre d'association, les travailleurs n'abandonnaient pas leur idée d'arriver à la suppression du salariat par le moyen des sociétés coopératives de production. Ils espéraient même que les chambres syndicales contri-

bueraient puissamment à amener cette transformation dans l'organisation du travail. Dans les statuts de presque tous les syndicats, il y avait un article déclarant qu'on s'efforceraient d'établir des ateliers où les membres inoccupés pourraient trouver de l'ouvrage. Les Equitables Pionniers avaient inséré une disposition analogue dans leur règlement et on a vu à quoi avaient abouti leurs deux filatures ; mais les ouvriers parisiens ignoraient cet échec bien caractérisé des principes coopératifs et ils avaient le ferme espoir que les sociétés de production que les syndicats ne pouvaient manquer d'organiser, révolutionneraient le monde du travail.

Pour la troisième fois, toutes les illusions étaient revenues, ou plutôt, elles n'avaient pas disparu après la chute du Crédit au travail ; les fondateurs s'étaient arrêtés, mais l'association avait conservé tous ses partisans. Les rapports des délégués ouvriers aux expositions de Vienne en 1873 et de Philadelphie en 1876, les propos tenus au congrès ouvrier de Paris en 1876 ne laissent aucun doute à ce sujet (1). Le congrès ouvrier de Lyon en 1878 vote une motion ainsi conçue : « Considérant que le salariat n'est qu'un état transitoire entre le servage et un état innommé, les chambres syndicales devront mettre tout en œuvre pour l'établissement des sociétés générales de consommation, de crédit et de pro-

(1) Consulter sur ce point l'ouvrage de M. Hubert Valleroux, *Les associations coopératives en France et à l'étranger*, p. 346 et suiv.

duction. » Jusqu'ici aucune dissonance, tous les membres quelque peu remuants du parti ouvrier proclament la coopération le suprême remède à tous les maux. Mais voici qu'en 1879, les collectivistes, avec M. Jules Guesde à leur tête, rejettent ouvertement le concours de la coopération, dans la déclaration suivante adoptée au congrès de Marseille par 63 voix contre 27 : « Considérant que les sociétés de production ou de consommation ne pouvant améliorer le sort que d'un petit nombre de privilégiés ne peuvent aucunement être considérées comme des moyens assez puissants pour arriver à l'émancipation du prolétariat. »

Cette opposition tardive et un peu inattendue de la portion la plus avancée du parti ouvrier ne peut pourtant pas expliquer pourquoi, de 1870 à 1880, on n'a pour ainsi dire pas fondé de sociétés de production. Jusqu'en 1879, tous les travailleurs semblaient d'accord pour reconnaître que l'association dans le travail était seule capable d'affranchir la classe ouvrière en faisant disparaître le salariat, mais aucun ne prétendait passer de la théorie à la pratique. Ils avaient l'air de se pousser, de s'exciter l'un l'autre, chacun étant parfaitement décidé, du reste, à ne pas tenter l'expérience le premier. Les échecs antérieurs les avaient-ils instruits ? Ou bien leur apathie était-elle trop grande pour qu'ils consentissent à tenter un effort, et se trouvait-on par conséquent dans une situation analogue à celle qui avait précédé la révolution de 1848, un simple

choc devant suffire à tirer les esprits de leur état de torpeur ? L'étude de la période suivante nous le montrera. En 1880, on ne pouvait que constater que le nombre des sociétés de production était en diminution ; plusieurs avaient disparu sans être remplacées par des associations nouvelles ; quant aux sociétés survivantes, M. Hubert Valleroux, qui ne cache pas ses sympathies pour la coopération de production, déplore leur oubli de l'idéal coopératif et leur tendance marquée à ne s'occuper chacune que de sa prospérité matérielle, sans plus s'inquiéter seulement de la cause des travailleurs, pour la défense de laquelle elles avaient été fondées. C'est la transformation habituelle qui se produit.

Pendant cette même période décennale, quelle avait été la marche suivie par les sociétés de consommation ? Exactement, il est bien difficile de le dire ; les renseignements précis manquent ; la statistique du mouvement n'est plus dressée comme auparavant ; mais il est certain que, de ce côté, la prospérité augmente ; les associations deviennent plus nombreuses et plus prospères. Faut-il pour cela crier au succès ? Il est évident qu'il n'y a encore rien de comparable à ce qui se passait en Angleterre en 1863 ; d'autre part, les sociétés de consommation sont loin de tenir toutes leurs promesses. Comme la plupart des sociétés de production, elles oublient les idées et les principes qui ont présidé à leur fondation, au moment précis où leur prospérité leur permettrait de les servir utilement. L'évolution est

assez avancée déjà pour qu'on puisse être assuré que dans quelque temps il n'existera plus que des sociétés purement économiques, rejetant ouvertement tout espoir d'une régénération qui exigerait des associés, non pas du désintéressement mais seulement la moindre privation immédiate, le moindre travail, le moindre risque. De plus en plus on se trouve en présence de sociétés qui ne cherchent que les plus grands gains possibles. On cite comme exceptionnelles quelques associations lyonnaises qui continuent à consacrer des sommes assez respectables à l'alimentation de caisses de retraite ou de secours. La plupart des sociétés se soucient très peu de l'objectif primitif de la coopération ; si par le paiement comptant elles contribuent à la moralisation de l'ouvrier, c'est uniquement parce que cette façon d'opérer est une condition de succès.

Enfin il y a les sociétés de crédit. La chute du Crédit au travail et des autres banques similaires avait amené leur disparition totale. A Paris, on ne voit plus aucune banque populaire se constituer avant 1880. A Angers un groupe de catholiques parvient à fonder en 1878 une société dans laquelle on retrouve la plupart des principes de Raiffeisen et en particulier les deux catégories d'associés, l'une apportant à l'œuvre un concours désintéressé et charitable, l'autre devant user du crédit qu'on lui offre. Du reste, la distinction est encore plus nette, plus marquée dans la banque d'Angers que dans les banques allemandes ; il y a des noms différents pour les

associés de l'une et de l'autre sorte ; d'un côté on trouve les fondateurs qui ne retirent du capital versé qu'un intérêt minime et s'engagent à ne pas emprunter ; de l'autre, les sociétaires qui touchent des dividendes, obtiennent des avances ou font escompter leurs effets. On voit que si l'esprit est le même que dans les banques Raiffeisen, il y a pourtant des différences : les associés doivent constituer un apport et certains d'entre eux ont droit au partage des bénéfices, ce qui n'existe pas en Allemagne. En un an, le chiffre des membres de la banque d'Angers avait presque triplé ; de 30, leur nombre était porté à 86. Pendant le premier exercice on avait prêté 62.280 francs à 35 sociétaires et on n'avait eu aucune perte à essuyer : c'était un résultat appréciable. Aussi les catholiques, avec le père Ludovic de Besse à leur tête, entamèrent-ils, en faveur de l'institution nouvelle, une campagne active dont on verra les résultats dans la dernière partie de cet ouvrage.

En résumé en 1880, il existait en France un peu plus de soixante sociétés de production ; mais sur ce nombre déjà très restreint bien peu avaient conservé le souci des principes qui avaient présidé à leur fondation. Quant aux sociétés coopératives de consommation, il est difficile de citer des chiffres, mais le mouvement est en progression certaine ; toutefois, la solidarité entre coopérateurs, l'aide mutuelle qui était dans le plan des fondateurs quand ceux-ci ne s'étaient pas contentés de copier une organisation qui leur semblait bonne au

point de vue économique strict, se pratiquait de moins en moins. La maxime « Tous pour chacun, chacun pour tous », ne pouvait déjà plus s'appliquer à la plupart des associations. L'organisation imaginée par les coopérateurs pour servir à la propagation de leurs principes est de plus en plus connue ; quant aux principes eux-mêmes ils tombent dans l'oubli.

Le mouvement recommençait en faveur des sociétés coopératives de crédit, mais on n'avait à enregistrer l'existence que d'une seule banque populaire, celle d'Angers.

A l'étranger, pendant la période qui s'étend de 1863 à 1880, le mouvement coopératif prenait un développement incomparablement plus grand, comme on va pouvoir en juger.

Angleterre.

Sociétés de consommation. — Nous avons vu, d'après le rapport du registrar central, le nombre et l'état de prospérité des distributives en l'année 1863. A cette époque le mouvement était définitivement lancé et le fonctionnaire dont je viens de parler en dressait régulièrement la statistique. Les fondations dans un pays où le peuple avait des aptitudes marquées pour l'association étaient dues uniquement à l'exemple ; on essayait parce qu'on voyait tout le monde réussir autour de soi ; on ne trouvait pas d'institution spéciale de propagande

d'aucune sorte ; les travailleurs n'attendaient pas d'être poussés, ils comprenaient que leur intérêt était de s'unir, et d'eux-mêmes, ils fondaient des associations ; d'un autre côté, il suffisait de s'adresser aux Equitables Pionniers, par exemple, pour avoir tous les renseignements nécessaires, avec des conseils utiles. Les sociétés existantes s'intéressaient, pour la plupart du moins, au mouvement, elles désiraient lui voir prendre tout le développement possible ; et c'est ainsi qu'une agence centrale y était beaucoup moins nécessaire qu'en France où les habitants éprouvent une difficulté particulière très sensible à organiser des associations et à vivre en société, et où les coopératives ne semblent voir que l'avantage de leurs membres sans se soucier aucunement de déterminer dans d'autres villes des créations analogues. En d'autres termes les associations anglaises étaient parfaitement capables de se multiplier d'elles-mêmes, tandis que les nôtres n'ayant pas de force d'expansion propre, un rouage spécial était nécessaire pour donner l'impulsion.

Création des magasins de gros anglais et écossais. — Toutefois, si les sociétés anglaises ne sentirent pas aussitôt que les banques populaires allemandes le besoin de s'unir pour échanger leurs vues sur la meilleure organisation ou fonder un bureau destiné à servir de centre au mouvement coopératif, elles n'avaient pas tardé à s'apercevoir, qu'au point de vue matériel, il y

aurait de très grands avantages pour toutes à entrer en relations les unes avec les autres. C'est ainsi que, dès 1852, une cinquantaine de distributives avaient concouru à la création du moulin coopératif du district de Rochdale. Ces sociétés s'étaient ainsi rapprochées comme fortuitement, par intérêt et dans un but particulier. Elles avaient compris qu'en s'unissant pour fabriquer elles-mêmes et en commun la farine dont chacune avait besoin, sans pouvoir la produire elle-même à cause des frais généraux trop grands dans une petite affaire, elles s'assureraient une marchandise de première qualité, à des prix très avantageux, en même temps qu'elles feraient un placement de fonds très productif. Ce fait tout local était plein d'enseignements ; il indiquait aux distributives la voie à suivre, il leur montrait qu'elles avaient intérêt à s'associer entre elles comme de simples particuliers, à former de véritables sociétés coopératives.

Cette idée devait recevoir une application générale, par la création des magasins de gros. Depuis longtemps les Equitables Pionniers songeaient à fonder un établissement de ce genre. Ils tentèrent même de ce côté, vers 1852, une expérience qui échoua, d'après leur historien, par suite de la jalousie qui se manifesta entre les sociétés adhérentes. En s'efforçant de grouper les associations des comtés d'York et de Lancaster, leur but avait été de centraliser les achats qui auraient ainsi pu se faire dans de meilleures conditions. Le magasin

de gros aurait traité pour des quantités considérables, à des prix naturellement plus bas ; ou bien il aurait envoyé des acheteurs aux lieux de production pour se passer de l'intermédiaire des négociants et courtiers. L'avantage était évident ; le magasin de gros était pour les sociétés ce que les distributives étaient pour les particuliers, il leur permettait d'économiser le profit réalisé ordinairement par les marchands en gros, ou une partie notable de ce profit. Malgré la grande simplicité du plan, le succès, on l'a vu, ne fut pas atteint la première fois. Le magasin de gros établi par les Equitables Pionniers dut fermer ses portes ; ses partisans ne se tenant pas pour battus revinrent à la charge à plusieurs reprises, mais ils ne purent obtenir gain de cause et une assemblée générale tenue en 1859 décida que la question de la réouverture du magasin de gros était ajournée indéfiniment.

Il paraît du reste qu'en 1852 le moment était mal choisi, que le nombre des sociétés existantes en Angleterre n'était pas suffisant pour permettre à un magasin de gros de prospérer. C'est ainsi que s'exprimait, en 1863, M. A. Greenwood qui voulait faire reprendre l'idée abandonnée et tenter une nouvelle expérience. Il répondait de cette manière à l'argument qu'on aurait pu tirer contre lui du double échec subi, à Londres par les socialistes chrétiens, et à Rochdale par les Equitables Pionniers. Il prétendait que les distributives étaient actuellement assez nombreuses pour être assurées du

succès, si elles voulaient entreprendre à nouveau un magasin de gros ; et il se livrait pour le démontrer à toute une série de calculs fort concluants. Il avait dressé le tableau des principales denrées et mis en regard pour chacune, la quantité approximative qui serait nécessaire aux 40.000 membres des 150 sociétés des comtés de Lancaster, d'York et de Chester. Au total il estimait à 25.000.000 de francs les objets de consommation distribués par les sociétés de ces trois comtés, et il concluait que la perspective d'un tel chiffre d'affaires était de nature à faire tomber toutes les hésitations et à déterminer un nouvel essai.

Greenwood, du reste, ne se contentait pas de citer des chiffres, il dressait le plan de l'agence qu'il aurait désiré voir fonctionner ; il consacrait à l'étude du projet qu'il avait formé, des articles très étudiés publiés dans le *Coopérateur*. Il se mettait en rapport avec les distributives de la région, s'efforçant de rendre évidents pour tous les avantages d'une telle union. Il sut si bien se remuer qu'il arriva à ses fins, et c'est ainsi que fut fondé à Manchester, en 1864, le magasin de gros du Nord de l'Angleterre, plus connu sous le nom de Wholesale anglais. Les sociétés adhérentes furent immédiatement au nombre de cinquante avec un chiffre de membres s'élevant à plus de 17.000.

Les calculs de Greenwood devaient être bien exacts, car le succès se dessina sans retard.

Quelques rapides explications sont nécessaires pour faire connaître l'organisation du magasin de gros.

D'abord les membres qui font partie de la société de Manchester sont non pas des individus mais des associations. Comme celles-ci ont une importance très variable, l'apport pour chacune n'est pas indistinctement le même ; il dépend du nombre des membres de la distributive adhérente et est de une livre par dix sociétaires : cette disposition est tout à fait naturelle. Le Wholesale ne vend pas les objets au prix de revient ; il agit comme la plupart des sociétés de consommation qui vendent au prix courant. Il réalise ainsi un bénéfice qui aurait formé le gain de l'intermédiaire supprimé. Ce bénéfice est partagé entre les distributives associées au prorata des achats faits par chacune. Sur ce point, l'organisation est identique à celle des coopératives ordinaires et aussi à celle du moulin coopératif du district de Rochdale sur lequel je viens d'écrire quelques lignes. On agissait sagement en choisissant cette façon d'opérer ; je ne crois pas qu'il eût été possible d'en imaginer une meilleure.

Le succès très prompt décida les sociétés écossaises à suivre l'exemple des distributives du Nord de l'Angleterre. En 1868 elles fondèrent à Glasgow un magasin de gros analogue à celui de Manchester ; il réussit également très bien et très vite.

Je n'ai pas à m'appesantir en ce moment sur les chiffres d'affaires très élevés que les Wholesales anglais et écossais ne tardèrent pas à atteindre. Un autre événement plus important encore qui se passa en cette même

année 1868 doit attirer maintenant toute notre attention.

L'Union des sociétés coopératives.— Vers 1830 les sociétés de consommation anglaises fondées par Owen ou sous son influence tinrent, quelques années de suite, des congrès à Manchester, Birmingham et Londres ; elles avaient espéré trouver la force dans l'union. Les banques populaires allemandes avaient, depuis 1859, des réunions annuelles dans lesquelles elles discutaient les questions qui les intéressaient plus ou moins directement et organisaient le mouvement coopératif. Les distributives anglaises sentirent enfin que leur intérêt était de ne pas rester dans l'isolement ; elles comprirent que leur avantage ne leur conseillait pas seulement des magasins de gros ou entreprises du même genre, qu'elles retireraient un grand profit de relations réciproques, tant au point de vue des perfectionnements matériels qui en résulteraient fatalement, qu'au point de vue de la propagation des principes coopératifs et de l'extension de sociétés dont on proclamait partout les bienfaits. Les sociétés du reste se connaissaient, maintenant qu'elles avaient fondé ensemble le magasin de gros du Nord de l'Angleterre. Le premier pas était fait ; il suffisait de resserrer les liens qui les unissaient déjà et c'est dans ce but qu'en 1868 se réunirent à Londres, les délégués des distributives qui avaient participé à la fondation du Wholesale de Manchester.

Dans le premier congrès des distributives on agita naturellement la question d'une fédération. Une proposition en ce sens aboutit immédiatement et l'union fut acceptée par cinquante-sept sociétés de consommation. Il faut que je m'étende un peu sur l'organisation de l'Union des sociétés coopératives. Le mécanisme est à peu de chose près le même que celui de l'Union générale des sociétés coopératives allemandes ; il est évident qu'on s'est inspiré de ce qui existait depuis près de dix années en Allemagne. Tous les ans, l'Union anglaise tient une sorte de réunion générale ; c'est le congrès coopératif qui a lieu tantôt dans une ville tantôt dans une autre. On y traite du mouvement coopératif, on fait connaître le nombre des associations et de leurs membres, l'état de plus ou moins grande prospérité dans lequel elles se trouvent, on agite toutes les questions qui intéressent la coopération, on cite les expériences nouvelles et on dit le sort qu'elles ont eu, enfin on vote un certain nombre de résolutions qu'on juge avantageuses au point de vue matériel ou au point de vue des principes. Ce congrès, avec les décisions qu'il prend, joue le rôle d'une assemblée législative ; le soin de convoquer les délégués est laissé au bureau central (*central cooperative board*). Celui-ci est composé de douze membres élus ; il se réunit toujours à Manchester (cette ville a été choisie à cause de la présence du magasin de gros qui y attire les représentants des autres sociétés). Le bureau central a pour mission de réunir

tous les faits relatifs à la coopération et de représenter celle-ci devant les pouvoirs publics, quand c'est nécessaire. Il constitue une sorte d'agence permanente, et comme son nom l'indique, il est vraiment le centre du mouvement. En dessous du *central cooperative board*, il y a les sections qu'on ne peut mieux comparer qu'aux associations provinciales de l'Union allemande. Leurs membres sont nommés par les délégués de toutes les sociétés de consommation, à raison de un par dix délégués ; ce sont les sections qui choisissent dans leur sein les douze membres du bureau central. L'Union des sociétés coopératives de la Grande-Bretagne a aussi son journal, intitulé : *Cooperative news*. Pourtant, au point de vue pécuniaire, ce journal a une existence distincte de la fédération ; il forme une société particulière avec ses actionnaires et ses abonnés, il a par conséquent son budget séparé. Il traite naturellement toutes les questions qui ont rapport à la coopération. L'Union ne peut pas subsister sans ressources : il y a des frais de bureau et de correspondance, le congrès exige des dépenses assez considérables parfois pour le local, par exemple ; pour faire face à tous les besoins, les sociétés adhérentes doivent verser une cotisation qui varie avec le nombre des membres.

L'Union des sociétés coopératives prospéra immédiatement ; le nombre des distributives qui en faisaient partie était de cinquante-sept à l'origine ; il suivit une progression ascendante qui ne se démentit jamais. Les

congrès se réunirent très régulièrement, toujours entourés du plus grand éclat ; ils constituaient autant de manifestations imposantes en faveur de la coopération. Il est remarquable toutefois que l'Union ne fut pas le centre unique du mouvement, qu'un grand nombre d'associations restèrent en dehors de la fédération ou formèrent par la suite des groupements différents ; c'est ainsi que le Wholesale écossais fit en quelque sorte école séparée.

Pendant tout ce temps la coopération progressait sensiblement, toujours dans la branche de la consommation, je n'ai pas besoin de le répéter puisqu'il s'agit de l'Angleterre. On parlait de tous côtés des merveilles qu'elle réalisait, tous voulaient avoir leur part de ses bienfaits.

Société des employés civils et des employés de terre et de mer. — Jusqu'en 1863 les distributives s'étaient adressées à peu près exclusivement aux salariés des usines, aux ouvriers proprement dits ; non pas que les personnes d'une autre condition sociale fussent exclues, on les recevait au contraire fort volontiers, mais dans l'esprit des fondateurs le but principal était de venir en aide à ceux qui, pour gagner leur vie, recouraient au travail manuel, et cela, en contribuant à leur instruction et à leur éducation, en les rendant meilleurs et plus économes, en mettant à leur portée un moyen qui devait leur servir à transformer leur condition. En 1865, quel-

ques fonctionnaires eurent l'idée de fonder eux aussi une société de consommation, et le magasin qu'ils créèrent prit, par la suite, une telle extension, que je ne puis rester sans en dire au moins quelques mots. A cette époque donc, les employés des postes, après avoir constaté que le coût de la vie allait toujours s'élevant tandis que leurs appointements étaient loin de suivre une progression analogue, décidèrent de suivre l'exemple des ouvriers, de se passer de l'intermédiaire des détaillants pour économiser le gain que ceux-ci prélevaient sur les objets qu'ils débitaient ; ils résolurent par conséquent d'organiser, pour y faire leurs achats, une société de distribution. Mais, et j'insiste tout particulièrement sur ce point, il s'agit uniquement d'abaisser le coût de la vie ; les employés se substituent aux commerçants dans un but purement économique, sans s'inquiéter autrement d'une utilité morale ni de principes coopératifs ; ils ont de la coopération la conception ancienne.

Ils commencèrent par acheter en gros une certaine quantité de thé qu'ils se partagèrent entre eux au prix coûtant ; ils étendirent ensuite leurs opérations à d'autres denrées et se constituèrent alors en une véritable société qui prit le nom de *Post office supply association* (société de consommation des employés des postes) et dont le but était de fournir aux employés des postes et à leurs amis tous les articles de ménage et de consommation courante, au plus bas prix possible.

L'organisation était toute différente de celle de Roch-

dale. Les associés versaient seulement une cotisation annuelle minime pour couvrir les frais généraux. La société n'avait, pour ainsi dire, pas de capital ; toutes ses ressources, son fonds de roulement, consistaient dans la cotisation de un schelling par membre. Du reste, pour une partie considérable de ses affaires, l'argent lui était complètement inutile ; au lieu d'acheter les objets pour les partager, elle obtenait de certains commerçants des diminutions de prix pour les personnes munies de jetons qu'elle délivrait seulement à ses membres et à leurs amis pour leur servir de preuve d'identité. Le commerçant y gagnait de trouver une clientèle nombreuse et forcée de payer comptant pour s'assurer les avantages qu'il consentait. La société, de cette manière, pouvait étendre ses opérations à une foule de branches qu'elle n'aurait pu aborder sans cela.

Il faut croire que l'association des employés des postes répondait à un véritable besoin, car deux années après sa fondation, en 1867, le nombre des membres était déjà de plus de 5000. En présence d'un succès aussi fabuleux, la société se modifia ; elle décida d'élargir sa sphère d'action, de s'adresser non plus seulement aux employés des postes mais à tous les fonctionnaires civils. Elle changea de nom, elle devint le : *service civil supply association* et modifia complètement ses statuts. La nouvelle société eut des actionnaires qui ne pouvaient posséder qu'une seule action de 9 livres, et qui étaient d'ailleurs peu nombreux ; quant aux employés

civils pour qui le magasin était fondé, ils pouvaient profiter des avantages qu'il offrait en payant une simple cotisation de 2 schilling 6 pences par an. Leurs amis devaient payer une cotisation double : 5 schilling. Tandis que les sociétés de consommation ordinaires vendaient généralement au prix courant et distribuaient périodiquement les bénéfices réalisés, le *service civil supply association* vendait ses articles à un prix très rapproché du prix de revient. Il prélevait pourtant encore un bénéfice, mais très minime, à peu près inappréciable, sur chaque objet ; ce gain était le profit des actionnaires ; il devait permettre de développer les affaires, de louer ou de construire des magasins vastes, luxueux même. Le principal avantage offert aux employés était donc le bon marché ; mais ce n'était pas le seul. La société avait adopté rigoureusement la règle du paiement comptant et on sait qu'elle est pour tous un véritable bienfait, et qu'elle constitue en outre une autre cause de bon marché, la société n'étant pas forcée de faire figurer dans ses frais généraux, et par conséquent de majorer d'autant le prix des objets vendus, les sommes dont le recouvrement est devenu impossible ; les consommateurs rangés et économes ne payaient plus pour leurs camarades moins prévoyants ou plus paresseux ; il faut ajouter à cela la certitude de n'avoir jamais que des produits de bonne qualité et de ne plus être trompé sur le poids. Mais il faut reconnaître qu'au point de vue moral et social, la société des employés civils est

moins parfaite que les sociétés du type de Rochdale, celles-ci facilitant l'épargne, la faisant jaillir même de la dépense, comme le disent les coopérateurs convaincus, par la vente au prix courant avec distribution périodique des bénéfices, et s'occupant de plus, en principe du moins, de l'instruction et de l'éducation des associés. Ceux qui étaient imbus des principes coopératifs reprochaient aux employés d'abaisser le niveau de l'institution, d'en négliger le côté vraiment utile. Les fonctionnaires de leur côté restaient en dehors de l'Union, ils ne prenaient aucune part au mouvement coopératif, ils voyaient dans leurs magasins uniquement un moyen de se procurer toutes choses à de meilleures conditions.

Pourtant, les membres du *service civil supply association* étant d'une condition sociale un peu différente de celle des ouvriers, l'épargne ne présentait peut-être pas pour eux les mêmes difficultés que pour les travailleurs manuels ; quant à l'instruction, elle était évidemment beaucoup plus répandue chez eux que chez les salariés ordinaires ; le besoin de s'en occuper ne se faisait donc pas sentir.

Pratiquement, le type de Rochdale eût-il réussi aussi complètement que celui qu'on adopta ? Ne valait-il pas mieux, pour Londres, attirer les acheteurs par un avantage immédiat, et confier la direction à un petit nombre d'actionnaires entendus plutôt que de la laisser à tous les employés. Je me borne à constater, qu'avec son développement si rapide, l'entreprise nouvelle fut un vé-

ritable bienfait pour un très grand nombre de fonctionnaires. En 1872, le nombre des membres dépasse déjà 20.000 et le chiffre des ventes annuelles 15.000.000 de francs.

Une scission se produisit dans le sein du *service civil supply association* et une nouvelle société, concurrente en quelque sorte, se fonda sous le nom de *civil service cooperative society*. Le succès fut immédiat. Puis ce furent les employés des armées de terre et de mer qui ouvrirent les *army and navy stores*. En somme, il y eut bientôt cinq associations de ce genre fonctionnant à Londres, toutes en état de prospérité. Il semble que le type nouveau convenait mieux à la capitale, où, malgré sa réussite si extraordinaire, il demeura confiné.

Puisque je suis à parler des magasins des fonctionnaires, je dois signaler les réclamations sans nombre et les protestations qu'ils soulevèrent de la part des commerçants. Ces institutions ne les privaient plus seulement de la clientèle des ouvriers, à laquelle ils tenaient déjà beaucoup, mais elles leur enlevaient la bourgeoisie qui achetait plus et payait mieux. La corporation des épiciers ainsi touchée dans ses intérêts les plus chers eut d'abord l'idée assez bizarre de contester pour les employés du gouvernement le droit de contracter des associations de cette nature ; ils soutinrent cette thèse étrange que les fonctionnaires, étant payés avec l'argent du public, c'est-à-dire en majeure partie avec l'argent des commerçants, ne pouvaient pas priver lesdits com-

merçants du retour naturel de cet argent. Ils ne réfléchissaient pas qu'ils se faisaient rembourser par les consommateurs les impôts dont ils n'avaient fait, en réalité, que l'avance au trésor. Ils firent des démarches auprès des ministres, leur demandant de rappeler à l'ordre les fonctionnaires oublieux de leur devoir. On répondit très justement que les employés étaient libres de dépenser, comme ils l'entendaient, leurs appointements ; que le pouvoir n'avait de ce côté aucune autorité sur eux. Au lieu de s'attarder à des récriminations qu'ils sentaient inutiles parce qu'elles n'étaient pas fondées, les épiciers entreprirent un autre genre de lutte. Pour diminuer la différence qui existait entre leur prix à eux, et le prix des grands magasins coopératifs, ils eurent recours précisément à l'association, à la coopération. Comprenant que la supériorité des employés civils et militaires venait principalement de ce que leurs affaires considérables leur permettaient d'acheter directement au producteur, en se passant de l'intermédiaire du négociant en gros, ou même de fabriquer pour leur clientèle, ils s'unirent pour profiter des mêmes avantages ; ils fondèrent donc le *Grocers Wholesale* ou magasin de gros des épiciers, destiné à remplacer les intermédiaires parfois nombreux qui séparent le producteur du marchand détaillant. Ils n'eurent qu'à copier ce qui existait à Manchester et à Glasgow. J'ai noté ce détail parce qu'il est intéressant de voir les commerçants se servir, pour combattre la coopération qui les ruine, de la coopération elle-même.

Durant ce temps les sociétés de consommation continuaient à se développer ; leur nombre augmentait régulièrement chaque année. Il était de 332 en 1865 ; en 1870 il était passé à 749, en 1879 à 1181 ; quant aux membres, ils étaient 90,000 en 1863 et 560,703 en 1879. Le montant des ventes annuelles avait passé dans le même temps de 50,291,250 francs à 528,207,900 francs ; le capital actions de 10,732,875 francs à 143,255,450.

Je cite tous ces chiffres donnés au 12^e congrès coopératif à Newcastle-on-Tyne, en 1880, parce qu'ils sont la meilleure manière d'indiquer la progression suivie. De 1865 à 1878 les sociétés de consommation avaient fait un chiffre d'affaires s'élevant à près de 4 milliards et demi et réalisé des bénéfices évalués à près de 350,000,000 de francs. En 1878 on pouvait estimer à 85 francs l'économie réalisée par chaque membre des coopératives. En réalité ces membres vivant en famille et la famille moyenne anglaise comprenant 5 personnes, la coopération profitait à 2,800,000 habitants, c'est-à-dire à un dixième de la population. Holyoake dirait que la petite source découverte à Rochdale est devenue un fleuve majestueux.

Les Wholesales anglais et écossais profitèrent naturellement du développement des distributives. Le nombre des sociétés associées dans le magasin de Manchester était de 50 lors de la fondation en 1864, il est de 604 en 1880 et les ventes annuelles s'élèvent à 83,492,075, avec un bénéfice de 1,052,300. Son chiffre d'affaires si

élevé lui permet de fabriquer lui-même certains articles beaucoup demandés : les chaussures, le savon, le biscuit. Il aborde même les opérations de banque, ce qui lui est fort utile dans ses relations commerciales avec les différentes distributives. Le Wholesale écossais de Glasgow a une importance moindre. Le nombre de ses membres n'est que de 161 et le chiffre de ses ventes de 21,150,525 francs ; pourtant les bénéfices s'élèvent à 542,126 francs ; comparativement au chiffre d'affaires, le gain est ici beaucoup plus élevé qu'à Manchester ; il atteint presque le double.

La progression n'est pas aussi rapide en ce qui concerne l'Union ; il semble qu'on se désintéresse davantage en Angleterre des institutions dont on ne peut pas attendre un profit matériel, immédiat. L'Union des sociétés coopératives, fondée en 1868 avec 57 sociétés, n'en compte guère plus de 300 en 1880, et dans ce chiffre rentrent un certain nombre de distributives écossaises puisque l'Union a une section en Ecosse. La progression est donc beaucoup moins accentuée que pour les magasins de gros. Malgré cela l'Union fonctionne avec une parfaite régularité et rend des services très appréciés. Les congrès se réunissent chaque année sans aucune discontinuité et sont toujours entourés du même éclat.

Le mouvement en faveur des sociétés coopératives de consommation pouvait donc sembler avoir réussi, en Angleterre, au delà de toute espérance. De 1863 à 1880

non seulement les distributives ont vu leur nombre quadruplé, mais elles sont parvenues à se fédérer dans un but de perfectionnement, de défense et de propagation, en même temps qu'elles s'unissaient pour augmenter encore leurs avantages matériels, en faisant, je dirais volontiers, de la coopération au second degré.

Pourtant si on examine attentivement les choses, on voit que ces apparences sont trompeuses et que les promoteurs du mouvement n'ont pas atteint le but qu'ils se proposaient. La transformation habituelle s'était produite ; dès que le succès était venu ou s'était accru, on s'était empressé de délaisser les principes coopératifs. Les sociétés les plus prospères se tenaient, pour la plupart, obstinément en dehors du mouvement ; certaines d'entre elles, qui cependant réalisaient chaque année de très gros bénéfices, allaient jusqu'à refuser de s'abonner au journal de l'Union : la dépense aurait été inappréciable, mais elles n'entendaient pas la faire parce qu'elles considéraient qu'elle ne leur rapporterait aucun profit. Cette déviation, on la déplorait au congrès de 1881 en ces termes : « Aujourd'hui on ne voit plus dans la coopération qu'une affaire et non un principe ; on poursuit un dividende et non un but moral et la réformation d'un état économique. » Cette constatation montre ce qu'il faut penser du mouvement coopératif anglais et de ses résultats réels.

Sociétés coopératives de production. — Participation aux bénéfices. — Tandis que les sociétés de consommation se multipliaient comme à plaisir, qu'elles faisaient réaliser à leurs membres des économies dont je citais tout à l'heure les chiffres vraiment fabuleux, la coopération de production demeurait absolument stationnaire. Pourtant, on entend dire souvent : en telle année il y avait en Angleterre autant de moulins, de filatures, de fabriques de chaussures ou de savon coopératifs. La vérité est qu'il existait des moulins, des filatures ou d'autres fabriques appartenant à des sociétés de consommation en totalité ou pour partie ; mais on ne trouvait pour ainsi dire pas de sociétés de production proprement dites, où le profit allait au travailleur manuel plutôt que d'être attribué au capital et à la direction.

Les sociétés de consommation ne faisaient même pas participer le personnel de leurs usines aux bénéfices réalisés, comme l'auraient voulu les coopérateurs les plus convaincus. J'ai parlé déjà de l'expérience qui avait été faite à Rochdale de la participation des ouvriers aux bénéfices, et j'ai dit qu'elle n'avait pas abouti, qu'on s'était bientôt décidé à ne donner aux travailleurs que le salaire, comme le faisaient les patrons ordinaires. J'ai ajouté qu'un certain nombre de coopérateurs parmi lesquels il faut citer Holyoake avaient défendu devant l'assemblée générale des Equitables Pionniers le principe du partage. Dans les autres distributives qui avaient des usines et faisaient travailler

des ouvriers, ce principe eut aussi des partisans. Mais jusqu'à l'époque dont je parle, c'est-à-dire avant 1880, la participation ne rallia le plus souvent qu'une petite minorité de suffrages ; le plus grand nombre, sans comparaison, des sociétaires prétendait conserver pour la collectivité l'intégralité du gain réalisé dans les entreprises de production.

Les adversaires de la participation disaient que les sociétés qui se lançaient dans la fabrication, le faisaient uniquement pour dispenser le consommateur de l'intermédiaire de l'industriel, pour lui économiser ce que cet industriel prélevait à titre de bénéfice ; que donner au travailleur une partie de ce bénéfice qu'on s'était précisément proposé de supprimer, c'était privilégier sans nécessité une catégorie déterminée au détriment de la totalité des consommateurs. Du reste, les travailleurs employés dans les usines des coopératives pouvaient, en devenant membres de ces sociétés, avoir leur part des avantages qu'elles offraient à toutes les bonnes volontés indistinctement, et retrouver ainsi, en partie, par la diminution de leurs dépenses, ce qu'on refusait de leur donner sous la forme d'une part dans les bénéfices réalisés par l'usine.

En résumé, la majorité ne voulait pas que les travailleurs fussent privilégiés aux dépens des acheteurs. D'après elle, la coopération devait avoir pour but de rendre service à tous ; elle ne devait se laisser guider que par la justice et par l'intérêt général ; or, la justice

est satisfaite quand l'ouvrier a reçu le salaire convenu et l'intérêt général demande qu'on ne lui donne rien de plus, car cet intérêt général se confond précisément avec l'intérêt des consommateurs, tout le monde étant forcément consommateur.

Les ouvriers, c'est-à-dire les principaux intéressés, étaient presque tous de cette opinion. Ils se demandaient pourquoi le camarade qui ferait dans l'atelier social exactement le même travail qu'ils accomplissaient, eux, pour le compte d'un patron, recevrait quelque chose en plus du salaire convenu. Ils disaient avec beaucoup de raison : « Puisque nous nous sommes unis pour abaisser le plus possible le prix des objets nécessaires à la vie, que nous sommes enfin parvenus à nous passer non seulement du détaillant mais encore du fabricant, n'allons pas renoncer aux avantages acquis et dont tous peuvent profiter comme nous, pour enrichir une minorité qui n'est pas plus intéressante que nous à l'heure actuelle, et qui ne tarderait pas à devenir une classe privilégiée.

En réalité, ceux qui raisonnaient de la sorte, et ils formaient une majorité très considérable, se laissaient guider uniquement par l'intérêt privé ; ils se préféraient eux et leurs enfants aux ouvriers des sociétés dont ils étaient actionnaires. On ne doit pas les en blâmer ; on ne peut pas les accuser d'égoïsme, mais on est, une fois de plus, forcé de reconnaître que les distributives n'avaient nullement développé chez leurs membres, l'es-

prit de désintéressement et de sacrifice, comme elles devaient le faire dans l'esprit de leurs fondateurs, pour le plus grand bien de la Société qu'elles seraient arrivées ainsi à régénérer.

Les défenseurs de la participation se recrutaient surtout parmi les coopérateurs plus instruits et avaient pour chefs des hommes absolument désintéressés tels que Vansitart Néale et Thomas Hughes. Ils répondaient aux arguments de leurs adversaires par les mots solidarité et fraternité ; ils prétendaient en outre que le gain des consommateurs n'était pas diminué par la participation parce que celle-ci stimulait les travailleurs et augmentait leur activité productive. On leur répliquait fort naturellement que le salaire à la pièce était un stimulant tout aussi puissant, que la société pouvait l'adopter.

Un argument beaucoup moins bon encore était celui qui consistait à dire que la participation aux bénéfices était plus conforme à l'équité que le salaire pur et simple. Ici, la défense était franchement mauvaise : on peut vanter la participation au point de vue social, parce qu'elle relève le travailleur à ses propres yeux, qu'elle diminue la distance qui le sépare du patron, en fait le collaborateur de l'entrepreneur plutôt que son subordonné ; on peut prétendre, et encore faudrait-il le prouver, que le travail du participant est plus productif que celui du salarié quel qu'il soit, mais il est faux de dire que la participation est plus équitable parce qu'elle

tient compte d'un droit que l'ouvrier aurait sur le produit de son travail, sur le bénéfice réalisé par celui qui l'emploie. L'ouvrier qui a passé avec son patron un contrat de louage d'ouvrage, qui s'est engagé à lui donner tant d'heures par jour ou à accomplir tel travail moyennant un prix librement débattu et fixé d'avance, n'a et ne peut avoir droit qu'à ce salaire. Si l'entrepreneur a fait un gain l'ouvrier ne peut rien lui réclamer, de même qu'on ne peut rien lui retrancher si l'affaire, au lieu de donner du profit, se solde par une perte. Dans la convention qui intervient entre son patron et lui, le travailleur peut stipuler qu'il recevra une part des bénéfices, mais ce contrat ne sera pas plus conforme à l'équité que le contrat de salaire ; l'ouvrier aura droit au gain dans ce cas, mais uniquement parce que le patron a consenti à traiter dans ces conditions ; que si, sans convention préalable, un patron distribue à ses ouvriers une portion de son bénéfice, on peut dire de lui qu'il est plus généreux que son voisin qui n'agit pas de la même manière, on ne peut pas dire qu'il a un sentiment plus exact de l'équité. La justice est indifférente absolument à ce débat de la participation aux bénéfices, elle est tout aussi complètement satisfaite par le salaire pur et simple.

La lutte se terminait très généralement, ai-je dit, par le triomphe des adversaires du partage, de sorte que les sociétés jouaient vis-à-vis de leurs ouvriers le rôle de patrons ordinaires et ce qu'on appelle parfois les so-

ciétés coopératives de production devrait se nommer pour éviter toute confusion les entreprises de production des sociétés coopératives de consommation.

Il ne faut pas s'étonner de voir un nombre à peu près nul de sociétés de production semblables à notre Association Ouvrière, à côté de sociétés de consommation si nombreuses et si prospères. Ces deux branches de la coopération sont non seulement complètement séparées mais je dirais volontiers exclusives, ennemies l'une de l'autre. Les distributives ont pour but, en effet, d'abaisser indéfiniment le prix des objets de consommation pour permettre à tous de se suffire avec des ressources minimales. Elles commencent par supprimer le détaillant, mais la plupart se promettent bien de supprimer ensuite le fabricant. La société de production veut, au contraire, maintenir l'organisation actuelle, en substituant les travailleurs au patron ; l'intermédiaire changera de nom, mais il n'en existera pas moins ; le profit que la distributive veut empêcher subsistera, mais au lieu d'appartenir au patron, il sera partagé entre les ouvriers. Les buts sont par conséquent opposés, contradictoires, et les sociétés de consommation qui se proposent de combattre tous les intermédiaires doivent être amenées à diriger leurs efforts contre les sociétés de production, autant que contre les patrons. Cette sorte d'antipathie d'une branche de la coopération pour l'autre se traduisait du reste dans les faits, précisément par le refus des distributives de partager les bénéfices

de leurs entreprises industrielles avec les ouvriers qu'elles employaient : la participation des bénéfices étant un diminutif, une réduction de l'association de production. Bref, l'association de production proprement dite n'avait pris aucun développement en Angleterre pendant cette seconde période.

Sociétés de crédit. — Les sociétés de crédit populaire, les *Loan societies*, ne sont pas non plus en progression marquée. Leur utilité, du reste, je l'ai expliqué déjà, était beaucoup moins grande qu'en Allemagne à cause du régime de grande culture et de grande industrie. Le besoin de crédit se faisant moins sentir, les *Loan societies* prenaient moins d'extension : c'était normal.

Sociétés de construction. — Il ne reste plus qu'à parler des sociétés de construction de maisons ouvrières. Elles étaient déjà assez nombreuses en 1863 : leur importance ne fit que s'accroître jusqu'en 1880. Elles étaient si conformes au caractère anglais pour qui le home présente un attrait qu'il n'a malheureusement pas chez nous.

Pour donner une idée exacte du mouvement en faveur des *building societies*, je ne crois rien pouvoir faire de mieux que de citer les chiffres contenus dans le rapport sur l'état de ces sociétés en 1882. Leur nombre est de 2151 avec un total de 767,000 membres. Leurs recettes annuelles s'élèvent à la somme fabuleuse de

925,000,000 de francs ; elles ont emprunté sur hypothèque 2,018,050,000 francs. Tous ces chiffres sont pour l'Angleterre seule et le pays de Galles, l'Ecosse et l'Irlande n'y sont pas comprises. On voit immédiatement l'accroissement de bien-être qui a dû en résulter pour les associés et l'on ne peut s'empêcher de reconnaître que de ce côté encore, la coopération était pour le peuple anglais la source de bienfaits sans nombre.

Allemagne.

Les banques populaires de Schulze-Delitzsch. — Nous avons vu qu'en Allemagne, le mouvement coopératif avait eu un développement plus prompt que partout ailleurs, même qu'en Angleterre. Dix ans après la fondation de la première banque par Schulze à Delitzsch, non seulement il y avait déjà 300 sociétés du même genre sur tous les points du territoire, mais ces associations s'étaient fédérées depuis 1859 pour accélérer encore leur développement et se perfectionner mutuellement. Les congrès se tenaient régulièrement chaque année et venaient montrer au public la vitalité de l'institution nouvelle. Cette forte organisation devait faire maintenant ses preuves.

Elle eut comme premier effet de forcer l'attention du pouvoir. Celui-ci n'était plus en présence de quelques associations disséminées qu'on pouvait ignorer, mais d'un véritable mouvement avec lequel il fallait compter.

Les associés n'avaient pas tardé à trouver que leur situation légale était loin d'être satisfaisante ; ils demandèrent dans leurs réunions qu'on intervînt auprès du gouvernement pour obtenir une législation plus favorable. N'était-il pas nécessaire de jouir de la personnalité civile et de ses avantages, d'être capable de posséder et d'acquérir ? On ne pouvait trouver cette prétention exagérée.

L'Union eut du reste bientôt un interprète auprès du pouvoir, et un interprète éloquent et convaincu, dans la personne de son fondateur Schulze qui venait d'être élu à Berlin membre du corps législatif. Grâce à l'influence qu'il ne tarda pas à exercer, un projet de loi fut mis à l'étude et bientôt après voté par le parlement prussien ; il changeait complètement la situation des sociétés coopératives. La loi du 27 mars 1867 leur permettait, en effet, moyennant certaines conditions relatives aux objets les plus divers, de jouir de la personnalité civile. Elle imposait la solidarité de tous les associés, tout en édictant certaines mesures pour que cette disposition, fort rigoureuse en soi, ne présentât pourtant pas des inconvénients faciles à éviter. On a vu plus haut que cette solidarité qui nous paraît à nous exorbitante, presque inacceptable, était habituelle en Allemagne. La loi de 1867 n'innovait pas sur ce point, elle tenait tout simplement compte de ce qui existait ; on ne peut pas l'accuser de sévérité. Les coopérateurs allemands la considérèrent comme un triomphe pour leur cause ; loin de

songer à s'en plaindre, ils virent avec joie la loi prussienne devenir loi fédérale à la date du 4 juillet 1868.

Le régime nouveau ne pouvait d'ailleurs qu'accentuer un mouvement déjà si bien marqué; l'Union générale des sociétés coopératives allemandes constatait chaque année un accroissement sensible. En 1862, ai-je dit, elle pouvait évaluer à 511 le nombre des associations; en 1869, il en existait près de 1500. Naturellement une progression aussi forte ne pouvait pas durer, mais le nombre des banques populaires va toujours croissant. En 1879 il est de 1866. Quant aux autres renseignements ils ne peuvent être donnés d'une façon certaine que pour les associations qui ont envoyé leur compte rendu annuel au comité central dont Schulze était le président. Voici de dix ans en dix ans le tableau dressé par M. Brelay (1) sur les indications qui lui avaient été fournies par Schulze lui-même.

Années. . . .	1859	1869	1879
Nombre des sociétés ayant fourni le compte rendu annuel de leurs opérations	80	735	899
Nombre des associés.	18,676	304,772	459,033
Crédits accordés ou renouvelés.	12,394,308	544,806,327	1,398,120,830
Capitaux des actionnaires.	738,003	36,235,392	100,996,248
Montant de la réserve	92,535	3,525,414	15,117,802
Capitaux reçus à titre de prêts ou dépôts	1,505,385	64,945,560	320,637,955
Capitaux reçus comme caisse d'épargne.	1,537,050	63,161,589	126,527,520

Il faut tenir compte de ce que tous ces chiffres désignent non des francs mais des marcs.

(1) *Journal des Economistes*, juillet 1881.

Ce qui frappe d'abord dans ce tableau c'est l'augmentation relativement peu considérable du chiffre des sociétés ayant remis un rapport, entre 1869 et 1879 ; un accroissement de 164 sociétés dans l'espace de dix années, cela semble peu de chose en comparaison de l'écart qui existe entre l'année 1859 et l'année 1869. Les autres chiffres viennent démontrer que le mouvement est moins stationnaire qu'on ne pourrait le croire. Le nombre des associés a augmenté de moitié. Le chiffre des prêts et le capital actionnaire ont presque triplé. Cela prouve que les banques populaires au lieu d'augmenter en nombre, ont augmenté en importance. Les fondations sont désormais moins fréquentes parce que beaucoup de localités ou de régions ont leur établissement de crédit ; il n'est plus aussi nécessaire d'en créer, on s'adresse à celui qui existe déjà. C'est, je crois, la raison qu'il faut donner à cette sorte d'arrêt.

Si maintenant, on se pose à nouveau la question : « A quelles classes sociales profitent les banques coopératives ? », la réponse est sensiblement la même que pour la période précédente. M. Brelay nous donne la proportion suivante : 31,9 0/0 d'ouvriers indépendants, 10,5 0/0 d'ouvriers des manufactures, 23,1 0/0 d'agriculteurs, 34,5 0/0 de divers, c'est-à-dire de petits rentiers, petits patrons, etc.

Les salariés proprement dits ne forment donc que la dixième partie de la clientèle des banques populaires ; j'en ai donné la raison plus haut ; elle est fort simple et

parfaitement compréhensible. Ce qu'on appelle des ouvriers indépendants sont probablement des petits artisans établis à leur compte et vivant uniquement du produit de leur travail. On sait que leur nombre était resté considérable en Allemagne, ce qui explique la forte proportion que je viens de noter pour eux.

Quant aux agriculteurs, on ne doit pas être surpris de les voir figurer parmi ceux qui ont recours aux banques Schulze. Raiffeisen avait bien fondé pour eux les sociétés de crédit agricole ; mais celles-ci, ne se développant que très lentement, étaient naturellement insuffisantes ; les agriculteurs, comme les autres, s'adressaient donc aux banques populaires pour obtenir le crédit dont ils avaient besoin, et ils venaient en très grand nombre puisqu'ils formaient à eux seuls le quart à peu près des associés.

Sociétés de crédit agricole. — Les banques Raiffeisen ne progressent pas bien sensiblement pendant cette seconde période. Des chiffres précis sont impossibles à donner ; le mouvement de ce côté n'est pas organisé, il n'y a pas d'agence centrale pour en dresser chaque année la statistique. Schulze, du reste, ne fait jamais mention des banques Raiffeisen. Les deux fondateurs avaient des principes opposés ; ils étaient même personnellement en assez mauvais termes, ce qui explique pourquoi le directeur de l'Union générale des sociétés coopératives allemandes ne nous fournit jamais aucun

renseignement sur les banques agricoles. Pourtant, aux environs de l'année 1880, ces sociétés commencent à se développer ; leur nombre s'accroît un peu et on peut déjà prévoir un véritable mouvement en leur faveur.

Sociétés de consommation. — Pendant la période qui va de 1863 à 1880, les sociétés coopératives de consommation prennent en Allemagne une réelle extension. En 1880, il existait en effet, toujours d'après les chiffres fournis à M. Ernest Brelay par Schulze-Delitzsch, 642 sociétés de consommation. Sur ce nombre, 191 sociétés ont envoyé leur rapport au directeur général de l'Union. De ces rapports il résulte que, pendant l'année 1879, chacune de ces sociétés a fait en moyenne pour près de 200.000 francs d'affaires et réalisé un bénéfice d'environ 7 0/0 du chiffre d'affaires.

Ces coopératives sont cependant encore beaucoup moins nombreuses et moins importantes qu'en Angleterre ; mais elles y sont connues depuis moins longtemps et un bel avenir leur paraît réservé. Toutefois la société de Breslau peut entrer en comparaison avec les distributives anglaises les plus prospères. Fondée en 1866 avec 420 membres, elle vendait la première année pour 48.978 francs et réalisait un bénéfice de 2.167 fr. ; trois ans après, les sociétaires étaient au nombre de plus de 2.000, le chiffre des ventes s'élevait à 315.000 francs et le profit à 20.000. En 1876, 9.859 sociétaires, 2.244.875 francs de ventes et 174.460 de bénéfice. Enfin en 1879,

on comptait 18.689 associés, les ventes atteignaient la somme de 4.221.617 francs et le gain était de 413.785. Mais un tel succès était exceptionnel ; la progression était en principe beaucoup plus lente, et cela tenait principalement à ce que les sociétés allemandes ne vendaient en général qu'à leurs membres. En n'admettant pas le public, elles restreignaient naturellement leurs affaires et nuisaient à leur recrutement.

Les sociétés de consommation, en Allemagne comme en Angleterre, profitaient principalement aux travailleurs salariés ; elles prospéraient d'ailleurs plus facilement dans les centres manufacturiers. La moyenne des membres salariés était d'environ 50 0/0 ; en outre plus de 17 0/0 étaient de la catégorie des ouvriers indépendants. Nous sommes en présence d'une institution qui a un peu le caractère d'une œuvre ouvrière ; les deux tiers de ses membres sont des travailleurs manuels ; le dernier tiers des associés est composé de patrons, de rentiers, de professeurs ou de médecins.

Le peuple allemand, après avoir tardé un peu à faire de la coopération de consommation, était enfin entré, et très franchement, dans le mouvement ; tout faisait prévoir que, dans cette branche d'association comme dans presque toutes, il montrerait ses aptitudes spéciales pour les groupements.

Sociétés de production. — Un chiffre inexplicable, c'est celui de 649 donné pour les sociétés de production

par Schulze-Delitzsch à M. Ernest Brelay. M. Seinguerlet dans son ouvrage sur les banques populaires signale l'existence, en 1865, de 10 sociétés de production seulement. Par quel miracle a-t-on pu arriver en 15 années à cette somme de 649 ? Il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit d'associations de production beaucoup plus difficiles à fonder et à soutenir que toutes les autres. Ce qui semble plus bizarre encore c'est qu'on ne trouve dans les indications fournies par Schulze aucune autre allusion à ces sociétés, aucun renseignement sur elles. Bien mieux, lorsqu'il parle des entreprises dont il a reçu des comptes rendus, il cite les banques, les associations qui ont pour but de faciliter les achats d'animaux et de machines agricoles, de faire le commerce général, celles qui s'occupent de consommation et de construction, mais pas celles qui ont trait à la production. Cette abstention complète est tellement étrange qu'on se demande si les mots : association de production n'ont pas une signification autre que chez nous. Le chiffre indiqué se rapporte très certainement à des associations de production agricoles sur lesquelles les renseignements manquent, ou aux sociétés pour la vente en commun des objets manufacturés.

Il est certain que les unions pour le travail ne se sont pas développées dans la proportion indiquée par ce chiffre élevé. Parlant de cette même période, M. Hubert Valleroux, après avoir analysé les indications fournies à M. Brelay par Schulze, constate qu'elles ne

contiennent rien par rapport à la production et il ajoute : « ce qu'il y a d'assuré c'est que ces sociétés n'ont pas crû en importance et en nombre dans la même proportion que les autres », et il insiste sur ce point que le promoteur du mouvement semble ne plus attacher aucune importance aux associations de travailleurs. La coopération allemande ne gagnait donc pas de terrain de ce côté.

Branches secondaires de la coopération. — Les sociétés de construction fort nombreuses et très prospères en Angleterre, font leur apparition en Allemagne pendant cette période. Schulze-Delitzsch constate la présence de 46 associations de ce genre à la fin de l'année 1879. Ce chiffre est certainement un minimum ; malgré tout, nous sommes loin des 2.000 sociétés anglaises dont j'ai parlé déjà. Le caractère n'est pas le même dans les deux pays et l'écart existant paraît devoir se maintenir.

Les associations pour achats de matières premières ou vente de produits manufacturés continuent à subsister, leur développement est sensible bien que moins accentué que celui des banques populaires. Cette branche particulière de la coopération revêt du reste les formes les plus variées ; le travail de M. Brelay signale 140 sociétés ayant pour but de faciliter les achats d'animaux ou de machines agricoles et qui ont envoyé un rapport au directeur général de l'Union. Si l'on tient compte

de la proportion très petite des associations qui consentent à rédiger ce rapport, on arrive, rien que pour ce genre tout spécial de sociétés, à un chiffre fort élevé. On doit donc ici encore noter une progression marquée.

En résumé il faut dire que, de 1863 à 1880, la coopération est, en Allemagne, de plus en plus florissante, sauf en ce qui concerne la production. Les banques populaires principalement, les banques agricoles, les sociétés pour l'achat de matières premières et le magasinage, les sociétés de consommation et de construction répandent leurs bienfaits sur un certain nombre d'individus des classes moyennes ou inférieures de la société ; mais elles exigent encore trop de qualités morales pour être d'un usage vraiment général ; Schulze, tout le premier, le reconnaît. Elles ne se montrent pas comme devant arriver à faire disparaître tous les maux dont souffrent ces classes moyennes ou inférieures ; la régénération qu'elles promettent doit forcément rester incomplète. Suivant l'expression employée par le fondateur du crédit populaire allemand, elles sont un instrument de sélection permettant à certains de s'élever, mais laissant dans leur situation malheureuse ceux qui ne veulent pas déployer l'énergie voulue pour en sortir ; elles diminuent, sans le supprimer, l'effort nécessaire ; elles donnent à chacun selon son mérite, ce qui est parfait.

En Angleterre, la coopération avait eu identiquement le même résultat, malgré les idées de remaniement, je dirais volontiers de bouleversement général, qui avaient

présidé à un grand nombre de fondations. On a vu qu'après le succès une transformation s'était produite, que l'intérêt privé ayant repris son empire et repoussé les principes de solidarité et de désintéressement, les sociétés de consommation étaient devenues ou à peu près des entreprises économiques ordinaires dans lesquelles les associés s'efforçaient d'obtenir le plus possible et ne prétendaient pas sacrifier leurs bénéfices au profit de ceux qui étaient moins heureux ou moins énergiques.

Schulze, avec un plan moins ambitieux, avait eu une vision plus exacte de ce que la coopération pouvait produire. En la soumettant aux lois économiques, il lui avait d'abord assuré un succès très rapide ; il lui avait fait rendre tout de suite des services incalculables ; il lui avait évité enfin une transformation qui se serait très certainement produite, parce qu'elle paraît être fatale.

A côté de l'Angleterre et de l'Allemagne qui dans le mouvement coopératif occupent une place prépondérante, il faut citer quelques pays voisins du nôtre où la coopération ne tarda pas à prendre une réelle importance.

Italie.

En Italie, des sociétés de consommation se fondèrent en 1853 et en 1854 à Turin et à Alexandrie ; mais ce n'est pas de ce côté que le mouvement devait se développer. Vers 1860, deux admirateurs de Schulze-De-litzsch : Luzzati et Francesco Vigano, frappés de la res-

semblance qui existait entre leur pays et l'Allemagne, au point de vue du besoin de crédit de la part des petites gens, entreprirent une campagne en faveur des banques populaires dues à l'initiative privée, tandis qu'un socialiste du nom de Boldrini prêchait le crédit par l'Etat.

Ce furent les disciples de Schulze qui l'emportèrent. En 1864, ils fondèrent la première banque coopérative à Lodi. Mais le peuple n'avait pas l'habitude de l'association ; le succès ne se dessina donc que lentement. Il fallut la campagne énergique menée par Luzzati et Vigano, en même temps que la réussite des premières fondations qu'ils parvinrent à susciter, pour déterminer un courant d'idées vraiment digne du nom de mouvement. A partir de 1866, les banques deviennent de plus en plus nombreuses et de plus en plus importantes. En 1874, elles dépassaient déjà la centaine. Un congrès tenu en 1881 constate l'existence (pour l'année 1880 au plus tard) de 133 sociétés de crédit disposant d'un capital un peu inférieur à 42 millions. C'était un résultat très appréciable.

L'organisation des banques italiennes n'était pas copiée sur celle des banques Schulze. La principale différence concernait la responsabilité. On a vu qu'en Allemagne, on avait adopté le principe de la responsabilité absolue et illimitée de tous les associés ; Schulze lui attribuait même une grande partie du succès. En Italie, on recule devant cette solidarité ; on ne restreint pour-

tant pas la responsabilité au simple montant de la mise comme dans les sociétés par actions ; chaque associé s'engage pour une somme égale à plusieurs fois sa mise. C'est une sorte de moyen terme. Une autre différence réside dans ce fait que les banques italiennes sont plutôt des banques d'escompte, tandis que les allemandes sont des banques de dépôts et d'avances.

Mais à côté de ces différences, les ressemblances sont nombreuses avec les sociétés du type Schulze. Les associés doivent posséder chacun une action au moins et ils ont seuls le droit d'emprunter. Les prêts sont faits pour une durée assez courte ; dans le plus grand nombre des cas, quand l'échéance est lointaine, on s'entoure d'une foule de précautions. L'intérêt exigé par les sociétés, pour les avances qu'elles consentent, est toujours élevé ; il est en moyenne de 6 1/2 à 7 pour cent. On s'efforce de distribuer aux actionnaires les dividendes les plus élevés. D'un autre côté Luzzati faisait aussi des emprunts à Raiffeisen. Les actions que les sociétés émettaient, il les demandait de faible importance et il désirait que chaque associé n'en pût posséder qu'un petit nombre. Dans son plan, les banques devaient rester des associations de personnes et bien se garder de dégénérer en simples groupements de capitaux. Il voulait que toutes les fonctions fussent remplies gratuitement, par esprit de dévouement. L'extension trop grande d'une association quelconque était contraire à ses désirs : il préférait des groupes peu nombreux et où cha-

cun se connaît ; il était partisan des petits districts de Raiffeisen.

En somme les coopérateurs italiens n'ont pas copié une organisation toute faite ; ils se sont inspirés des banques populaires et des banques agricoles allemandes ; sur certains points ils se sont écartés à la fois des unes et des autres. Ils se sont efforcés de trouver un type plus parfait, correspondant mieux aux besoins de leur pays, imprégné du cachet de l'originalité italienne, comme le dit Luzzati.

Pour donner une idée de l'importance des services rendus par les établissements de crédit coopératif italiens quinze ans après la fondation de la première banque, je suis encore forcé de citer quelques chiffres empruntés au travail publié par M. Ernest Breloy, dans le *Journal des économistes* (juillet 1884). Pendant l'année 1879, les opérations de cent banques s'élevaient à 517.637.000 francs, se décomposant de la façon suivante :

Escompte de billets et traites . . .	338.088.000
Prêts ordinaires	122.978.000
Prêts sur divers gages.	20.810.000
Comptes courants actifs garantis . .	35.761.000

Ce succès s'explique par un besoin de crédit analogue à celui que nous avons noté en Allemagne, plus grand encore peut-être, mais qui ne se rencontre pas dans tous les pays à un tel degré.

Il y a peu de choses à dire des sociétés de consom-

mation italiennes. On a vu qu'elles avaient précédé les associations de crédit, mais qu'elles n'eurent pas un développement aussi remarquable. Elles adoptèrent pour la plupart l'organisation des distributives anglaises, mais elles vendaient au prix le plus bas possible au lieu de vendre au prix courant, à cause des grands besoins et de la misère des classes ouvrières. Le mouvement, de ce côté, s'accrut à partir du moment où la boucherie et la boulangerie surtout ne furent plus assujetties à aucune limite de prix. Les commerçants s'unissant contre les consommateurs, ceux-ci se groupèrent pour arriver à se passer de leur intermédiaire. C'est ainsi que les coopératives prirent une plus grande extension ; mais je le répète le succès n'est pas comparable à celui des banques populaires.

L'Italie compte en outre un assez grand nombre de sociétés de production, mais d'un genre spécial et qui n'ont rien de commun avec les associations ouvrières : je veux parler des laiteries sociales qui y existent depuis un temps très long. Ce ne sont naturellement pas les ouvriers occupés dans ces établissements qui sont associés, ce sont ceux qui fournissent le lait, c'est-à-dire les fermiers ou éleveurs ; c'est encore la classe moyenne principalement qui profite de ces associations. Les sociétés de production industrielles sont à peu près inconnues en 1880 et rien ne fait présager un développement véritable de ce côté.

Belgique.

La coopération fait son apparition en Belgique en 1848. Ce sont les idées françaises qui se répandent dans le pays voisin ; elles déterminent la création d'un certain nombre d'associations de travail à Bruxelles et à Gand ; mais ces sociétés de production ne durent pas plus longtemps que chez nous : c'est un insuccès de plus pour la coopération industrielle.

Quelques années plus tard, à partir de 1854, des sociétés de consommation se fondent successivement dans quelques centres importants ; mais rien dans la présence de ces associations isolées et peu nombreuses ne pourrait justifier le nom de mouvement. Comme en Italie, c'est par le crédit coopératif que celui-ci va débiter et c'est à un homme de la classe dirigeante qu'il sera dû. M. Léon d'Andrimont, disciple de Schulze-Delitzsch comme Luzzati et Francesco Vigano, entreprend en effet de doter sa patrie d'institutions semblables en tous points à celles qui sont devenues pour l'Allemagne une cause de richesse et de prospérité. C'est à Liège, où il habite, qu'il entre en campagne. Il parvient à décider quelques artisans et il fonde avec eux la première banque populaire coopérative en 1864. La ville était particulièrement bien choisie pour tenter une expérience de ce genre ; le crédit n'y était pas d'une nécessité aussi grande qu'en Italie et en Allemagne, mais il présentait

de grands avantages pour les travailleurs indépendants qui sont nombreux à Liège, où on ne voit pour ainsi dire pas de ces vastes ateliers où s'entassaient des centaines de salariés, où tout le travail est fait par de petits artisans, ouvriers en chambre. La nouvelle banque prospéra donc immédiatement. Lors de sa fondation elle comptait 67 membres ; moins d'un an s'était écoulé et le nombre des associés s'élevait déjà à 220. Les promoteurs du mouvement étaient remuants, ils ne reculaient devant aucun effort.

L'exemple des coopérateurs liégeois ne tarda pas à être suivi ; une banque fut fondée à Verviers. En une dizaine d'années, la Belgique possédait environ 10 banques. Il ne faut pas perdre de vue que le pays était beaucoup moins étendu et moins peuplé que l'Allemagne, l'Angleterre, la France ou l'Italie et que ces quelques banques pouvaient rendre service à une grande partie de la population. Le système adopté était du reste le système allemand, la solidarité y était de règle.

Le gouvernement ne resta pas longtemps étranger au mouvement coopératif ; il s'y intéressa d'une façon très effective en faisant voter une loi où les sociétés coopératives étaient traitées avec une faveur évidente : c'est la loi du 18 mai 1873 ; une autre loi du 2 juillet 1875 vint ensuite leur accorder des avantages spéciaux au point de vue des impôts.

En 1880, la coopération en Belgique se manifestait donc principalement sous la forme de sociétés de cré-

dit. Il fallait noter aussi quelques sociétés de consommation parmi lesquelles le Vooruit qui s'était fondé l'année même et n'avait encore qu'une importance insignifiante.

Dans la branche de la production le mouvement est nul ou à peu près.

Suisse.

En Suisse, on rencontre surtout des coopératives de consommation et des sociétés de crédit.

La première société de consommation date de 1851, mais le mouvement se dessine particulièrement bien à partir de 1870. On ne peut donner sur ce pays que des renseignements incomplets, car pendant fort longtemps il n'y eut que des associations isolées s'ignorant l'une l'autre et ne pouvant donner de renseignements que sur elles-mêmes. Il n'y a pas, à proprement parler, de mouvement et pourtant les fondations sont relativement plus nombreuses que dans n'importe quel pays. Quand je dis qu'il n'y a pas de mouvement, je devrais plutôt dire qu'il n'y a pas tout le bruit qu'on fait généralement autour d'un mouvement. On travaille, on agit, mais sans fracas ; pas de congrès ni de journaux. Les coopérateurs suisses, a dit très justement M. Pictet, le président de la société coopérative de Genève, ne donnent ni dans les congrès ni dans les publications ; les rapports qu'ils ont l'habitude de publier sont généralement très

brefs, presque ternes, mais leurs assemblées sont pour la plupart des modèles de bon sens et de calme, ainsi qu'il convient à une démocratie disciplinée. C'était précisément le contraire de ce qui s'était toujours passé en France où en 1848 et en 1863 on fit grand tapage pour aboutir à un résultat presque nul.

Pour les sociétés de crédit, il est également impossible de donner des indications précises ; il est certain cependant qu'elles sont très répandues en Suisse ; M. Brelay a recueilli des renseignements sur plus de trente de ces associations qui fonctionnaient en 1880 ; il ajoute qu'on lui en a fourni une liste d'environ cinquante. Je n'ai pas besoin de faire remarquer qu'en raison de l'étendue restreinte et de la population peu nombreuse de la Suisse, ces chiffres sont vraiment considérables.

CINQUIÈME PÉRIODE (1880-1896).

Le fait le plus saillant de cette cinquième et dernière période, c'est l'apparition et le développement très rapide des différentes sociétés coopératives agricoles : production, achats de matières premières, ventes des produits récoltés et du bétail, crédit. C'est la crise traversée en ce moment par l'agriculture qui a déterminé dans les différents pays, ces groupements si variés et déjà si nombreux. Les progrès ont été différents suivant les régions : on s'en rendra compte au cours de cette étude. On remarquera pourtant que dans aucune branche la coopération n'a donné des résultats généraux aussi rapides ni aussi satisfaisants.

Angleterre.

Sociétés de consommation. — J'ai noté dans la période précédente la déviation que le succès avait apportée dans les sociétés coopératives de consommation de la Grande-Bretagne. J'ai dit l'oubli des principes mis en avant par les promoteurs du mouvement, le triomphe de l'intérêt privé qu'il s'agissait précisément de déraciner pour le remplacer par un sentiment de solidarité universelle, l'amour du dividende reprenant tout son

empire. Un certain nombre de coopérateurs parmi les plus anciens et les plus attachés aux principes, s'émurent de cette situation qu'ils considéraient comme déplorable. Ils avaient mieux auguré des distributives, ils en avaient attendu des effets plus complets : une simple diminution du coût de la vie, avec le développement de l'esprit d'épargne et l'habitude du paiement comptant ne leur paraissaient pas suffisants. Comme ils conservaient au fond de leur cœur les espérances de leur jeunesse, ils voulurent tenter un effort pour réagir contre la tendance générale et rendre au mouvement sa direction primitive.

Pour rappeler aux distributives le but vers lequel devaient tendre constamment leurs efforts, ils imaginèrent de rédiger un manuel dans lequel seraient exposés les principes coopératifs, alors si complètement délaissés. Désireux de donner à l'ouvrage qu'ils méditaient une sorte de caractère officiel, ils en firent voter la rédaction par le congrès des sociétés coopératives et plus tard, en 1881, demandèrent au congrès de Leeds d'approuver les déclarations qu'il contenait. La doctrine coopérative qui s'en dégage peut donc jusqu'à un certain point être considérée comme celle de la majorité des sociétés prenant une part active au mouvement et fréquentant les congrès. Il est intéressant d'étudier ce document d'un caractère absolument particulier, qui porte le nom de *Manuel pour les coopérateurs*.

Celui-ci est une sorte de guide ; il contient une foule de renseignements qui peuvent être utiles aux membres des distributives, surtout à ceux qui veulent fonder des associations ; mais la partie la plus remarquable, celle qui vraiment mérite qu'on s'y arrête un instant, a rapport aux principes coopératifs.

Le Manuel commence par donner la religion pour base à la coopération ; l'idée n'est pas nouvelle, l'histoire de Buchez et de l'association des bijoutiers en doré le prouve. Pourtant, en Angleterre, le mouvement, avec Owen, avait débuté par une indifférence religieuse systématique et qui avait persisté longtemps ; ce n'est que peu d'années avant la rédaction du manuel que les idées se modifièrent sur ce point. Dès lors, les congrès revêtirent un caractère religieux, ils commencèrent par une cérémonie du culte dans laquelle l'officiant était souvent un haut dignitaire du clergé. Cette évolution religieuse n'avait pas du reste augmenté le désintéressement des associés : c'est pourtant ce à quoi vise le Manuel, quand il donne pour but aux coopérateurs « le règne de Dieu et de sa justice ». En somme les rédacteurs, parmi lesquels il faut citer Thomas Hughes et Vansitart-Neale, reprennent le plan primitif de transformation sociale, mais au lieu d'en attendre la réalisation d'un sentiment très vague de solidarité humaine, ils la demandent aux convictions religieuses plus vivaces, plus ardentes et par conséquent plus capables d'engendrer l'abnégation et le dévouement nécessaires.

Après cet appel aux sentiments religieux, le Manuel s'élève contre la façon dont sont organisées actuellement la production et la distribution des richesses, et indique comment la coopération doit arriver à leur donner des bases équitables.

Il proclame d'abord que le salariat comme le servage qu'il a remplacé et l'esclavage qui a précédé le servage, ne peut être qu'un régime transitoire, parce qu'il consacre une répartition non équitable des produits du travail, l'engagé étant frustré d'une partie de ce qui doit naturellement lui revenir. Après cette condamnation du salaire, on se figure peut-être que le remède proposé va être la société de production. Nullement ; l'Association Ouvrière elle-même, d'après les rédacteurs, est contraire aux véritables principes coopératifs, car elle ne tient compte que des producteurs, elle laisse subsister le conflit entre ceux-ci et les consommateurs. Pour être parfaite la nouvelle organisation doit tenir compte à la fois de ceux qui produisent et de ceux qui consomment. Or, il est très possible d'arriver à donner satisfaction aux intérêts de tous et le grand moteur de la transformation sociale ne sera autre que les sociétés coopératives de consommation. Mais il faut pour cela qu'elles consentent à suivre la direction qu'on veut leur donner, qu'elles se laissent conduire par la religion, l'équité, le désintéressement et non par le seul amour des dividendes. Au point où elles sont arrivées, les distributives groupées en Vholesales, montrent clai-

rement ce qu'on peut attendre d'elles. Le magasin de gros de Manchester, avec ses capitaux et ses débouchés, a pu déjà aborder la fabrication d'un certain nombre de produits. Le Manuel voit dans ce fait, le commencement d'une évolution ; il estime qu'avec le développement chaque jour plus grand des distributives, les Wholesales ou les Unions de sociétés se lanceront de plus en plus dans la production ; et que, lorsque les magasins coopératifs seront parvenus à faire disparaître absolument le commerce individuel, l'industrie individuelle sera à la veille de succomber sous les coups de l'industrie coopérative.

Mais pour que l'évolution soit définitive et que les droits de tous soient sauvegardés, ce qui est l'idéal de la coopération, les distributives doivent se garder de jouer vis-à-vis des travailleurs, qui mettront leur activité à leur disposition, le rôle de patrons ou de sociétés anonymes ; elles ne doivent pas, pour augmenter les profits de leurs membres, agir comme le Wholesale de Manchester et n'attribuer à leurs ouvriers qu'un simple salaire : les coopérateurs ne peuvent pas oublier qu'ils poursuivent la disparition de toutes les injustices. Donc, les sociétés de consommation auront à cœur de répartir équitablement les produits du travail ; elles voudront donner à chacun ce qui lui est dû : au prêteur l'intérêt convenu ; au consommateur, un dividende calculé sur le montant de ses achats ; enfin et surtout, au travailleur manuel la part qui lui revient

normalement dans les bénéfices qu'il a contribué à faire réaliser par l'usine dans laquelle il est employé. De cette façon, mais de cette façon seulement, la coopération arrivera à établir le règne de Dieu et sa justice.

J'ai bien peur que, dans toute cette théorie très généreuse du reste et très ingénieusement trouvée, il n'y ait autant d'erreurs que de mots. Reviendrais-je sur cette accusation d'injustice portée contre le salaire ? On peut désirer voir « demander » de plus en plus à l'association, de moins en moins au louage d'ouvrage (1) ; il est souverainement injuste d'accuser le salaire d'être contraire à l'équité. Pour se conformer à la justice, les patrons sont-ils tenus de distribuer à leurs ouvriers une partie de leurs bénéfices ? Pour répondre à cette question, il faut d'abord se demander ce que c'est que la justice. Les instituts de Justinien en donnent une très bonne définition : *Justitia est constans et perpetua voluntas jus suum cuique tribuens* : la justice consiste dans la volonté bien arrêtée de donner à chacun son dû. Or, d'après le contrat de louage, qu'est-il dû à l'employé ? Le salaire ; tout le salaire, même si l'employeur se trouve en perte, mais rien que le salaire. Le travailleur a traité à forfait, il n'a pas voulu courir de risques ; pourquoi, si celui qui a assumé

(1) Discours prononcé par M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'intérieur, présidant la dernière séance de la commission d'enquête instituée en 1883, *Journal officiel* du 18 janvier 1885.

toutes les responsabilités, parvient à réaliser des bénéfices, viendrait-il lui réclamer une part de ce profit ? Serait-on tenté de répéter cette vieille assertion, que le patron dans le contrat de salaire abuse de la faiblesse de l'ouvrier ? Les travailleurs connaissent trop bien leur force quand ils sont groupés en trade-unions ou en syndicats, pour accepter les conditions qu'il plairait aux entrepreneurs de leur dicter : s'il y a quelquefois violence, il n'est pas prouvé que ce soit du côté des patrons. Du reste, quand on parle de répartition équitable des produits du travail, on semble se figurer que le profit est le fruit des seuls efforts des salariés ; que l'entrepreneur doit les bénéfices plus ou moins grands qu'il réalise à l'activité, à l'intelligence plus ou moins grandes de ses ouvriers ; les gains seraient alors véritablement du travail non payé. Malheureusement les faits sont absolument contraires à cette conception ; les bénéfices sont dus uniquement à la direction plus ou moins habile de l'entreprise. De deux industriels qui commencent en même temps et dans les mêmes conditions de fortune et de relations, dans la même ville, la même industrie ; qui paient les mêmes salaires à leurs ouvriers et qui occupent des travailleurs de même valeur moyenne, il pourra arriver que l'un se ruine tandis que l'autre fera fortune ; ceci n'est pas une hypothèse théorique, on pourrait citer des exemples très nombreux (1). Ce qui est

(1) Consulter sur ce point Paul Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'économie politique*, 2^e édition, t. II, p. 517.

cause des profits industriels c'est l'ingéniosité du patron, son esprit d'organisation. Quand ils réclament une partie des bénéfices, les salariés demandent donc en réalité le produit du travail d'un autre, ce qui constitue une injustice parfaitement caractérisée. Je ne veux pas m'étendre sur le prétendu droit des travailleurs, d'être admis au partage des profits des patrons. Je crois en avoir dit assez pour démontrer combien il est peu fondé.

Que penser d'un autre côté de l'espoir manifesté par les rédacteurs du Manuel de voir les distributives se développer jusqu'à accaparer absolument tout le commerce et ensuite toute l'industrie, en d'autres termes jusqu'à monopoliser la production et la distribution des richesses ? On est tenté d'abord de trouver leur prétention bien étrange ; mais l'étonnement disparaît lorsqu'on se rappelle qu'avant même d'avoir essayé si leur idée était pratique, les promoteurs du mouvement parlaient déjà de transformation, presque de bouleversement social ; allaient-ils en rabattre maintenant qu'ils étaient arrivés à un résultat et à un résultat vraiment beau ? Si on examine les chances de réalisation du plan qu'ils ont dressé, on s'aperçoit vite qu'elles sont nulles. La liberté individuelle étant sauvegardée, et les coopérateurs anglais, comme tous leurs compatriotes du reste, y tiennent absolument, il ne pourra manquer en effet à un très grand nombre de commerçants avisés de conserver, même d'acquiescer la faveur

du public. Pourquoi les magasins coopératifs accapameraient-ils toute la clientèle ? par leur bon marché ? Mais il est des consommateurs qui ne se laissent pas guider uniquement par cette considération ; pour une foule d'articles de toilette par exemple, on choisit non ce qui coûte moins, mais ce qui plaît davantage, à condition toutefois que le prix ne soit pas trop élevé. Et puis lorsqu'il arrive à un chiffre d'affaires très élevé, le commerçant qui sait organiser son magasin supérieurement peut, tout en conservant pour lui un bénéfice très petit par unité, vendre à un prix très rapproché de celui de la société de consommation, parfois au même prix, dans certains cas même, à un prix inférieur.

En principe, du reste, les distributives sont dans des conditions plutôt défavorables pour lutter contre les entreprises individuelles, car étant donné que le profit résulte surtout de l'esprit inventif du patron, de son génie d'organisation, il est certain qu'un commerçant intéressé autant qu'on peut l'être à perfectionner toujours et à améliorer, se donnera plus de peine et arrivera par conséquent à de meilleurs résultats que le gérant d'une société coopérative qui, après tout, aura toujours son traitement que le magasin soit supérieurement ou ordinairement mené.

L'espoir d'arriver un jour à accaparer toute la production nationale se heurte aux mêmes objections. La difficulté serait même, si c'est possible, plus grande ici que pour la distribution. C'est surtout dans la direction

d'une grande usine que les connaissances techniques et commerciales, l'esprit d'initiative et d'organisation jouent un rôle prépondérant. On peut trouver des ingénieurs capables, des hommes compétents; encore faut-il que l'assemblée chargée de faire le choix soit à même d'apprécier les capacités et se laisse guider toujours et uniquement par la valeur des candidats. Enfin les directeurs élus déploieront-ils le même zèle que le patron dont la fortune, l'honneur même, dépendent de la réussite de l'entreprise?

Je dois maintenant reprendre l'étude du mouvement coopératif et me demander si l'adoption par le congrès de Leeds en 1881 du Manuel pour les Coopérateurs eut des conséquences pratiques ou demeura lettre morte, et si l'expérience de ces quinze dernières années est venue ou non justifier les grandes espérances que Thomas Hughes et Vansitart Neale fondaient sur les sociétés de consommation. Depuis 1880, le mouvement en Angleterre a continué sa marche ascendante, mais la progression devient de plus en plus lente, et si on examine les chiffres fournis par l'Union des sociétés coopératives, on éprouve la sensation très nette que l'on touche au maximum de développement. D'abord et surtout le nombre des distributives est resté à peu près stationnaire. A la fin de 1878, il y avait en Angleterre 1181 sociétés coopératives de consommation enregistrées; à la fin de 1893, il n'y en a que 1249; une augmentation de 68 sociétés en 15 ans, c'est-à-dire pas tout à fait cinq sociétés

nouvelles par an, c'est bien peu comparativement aux chiffres du début. Il est cependant assez difficile de connaître exactement la vérité sur ce point ; le rapport du comité central au congrès de Sunderland en 1894, après avoir cité le chiffre officiel 1249, porte à 1655 le nombre des distributives existantes ; s'il en est ainsi, il est probable que, pour l'année 1878, le nombre véritable des sociétés était supérieur à 1181, chiffre officiel lui aussi. Du reste à côté du chiffre 1655 pour l'année 1893, le même rapport établissant un tableau comparatif entre cette année et l'année précédente donne pour celle-ci exactement le même chiffre. Il est donc certain que les fondations sont actuellement très rares en Angleterre ; qu'elles parviennent seulement à compenser les dissolutions.

L'état est plus satisfaisant en ce qui concerne le nombre des membres. D'après la statistique du mouvement coopératif en Angleterre, donnée par l'Almanach de la coopération française (1896), le nombre des membres des sociétés coopératives de consommation se serait élevé à la fin de l'année 1894 à 1.244.228, or en 1878 il était seulement de 560.703. Toutefois il est bon de faire remarquer que le chiffre donné pour l'année 1878 semble ne tenir compte que des sociétés enregistrées, tandis que pour l'année 1894, il a trait à toutes les sociétés existantes. Si on fait cette correction, on arrive à cette conclusion qu'en 16 ans, de 1878 à 1894, le nombre des membres des sociétés de consom-

mation a juste doublé. Or, si on compare à cette période la période antérieure, on constate que, de 1862 à 1878, le nombre des membres est allé de 90.458 à 560.703. D'un côté, il y a une proportion de 1 à 6, de l'autre de 1 à 2. Sous ce rapport encore, malgré un accroissement plus sensible, le mouvement s'est ralenti considérablement.

Même constatation en ce qui concerne le montant des ventes. De 528.207.900 en 1878, il passe à 1.260.857.625 en 1893 ; en 1862 il était de 50.291.250. Le rapport qui était de 1 à 10 tombe donc aussi et n'est plus dans la dernière période que de 1 à 2, environ.

Même remarque et mêmes proportions à peu près pour le capital social. Les chiffres donnés par le dernier congrès qui s'est tenu à Woolwich, en 1896, ne modifient pas les résultats de l'expérience des années précédentes. Le nombre des sociétés y est porté à 1750, chiffre qu'il faudrait pouvoir analyser pour en connaître la portée exacte, mais le nombre des membres, le montant des ventes et du capital social n'ont pour ainsi dire pas varié.

De ces observations, il ressort que le mouvement se développe de plus en plus lentement. Loin d'être appelée à absorber, à anéantir le commerce individuel, la coopération qui semble aujourd'hui être arrivée à son maximum, paraît devoir lui rester fort inférieure en importance. On estime en effet (1) à 36 milliards envi-

(1) Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'économie politique*, 2^e édition, t. II, p. 584.

ron le montant des consommations de toutes sortes du Royaume-Uni ; or, les distributives n'étaient encore arrivées en 1894 qu'à un chiffre d'affaires de 818 millions de francs, car il faut déduire du chiffre donné plus haut, les ventes faites par les magasins de gros aux sociétés de consommation qui font double emploi avec les ventes de celles-ci ; les distributives représentent donc environ la quarante-quatrième partie du commerce national de la Grande-Bretagne et la proportion ne paraît plus devoir se modifier d'une manière très appréciable. Les prévisions des rédacteurs du Manuel ne sont pas justifiées ; le commerce privé conserve une supériorité très marquée, ce qui s'explique parfaitement par le champ d'action limité des sociétés de consommation. Celles-ci abordent en effet presque uniquement ce que M. Leroy-Beaulieu appelle le commerce passif, c'est-à-dire celui qui se contente de distribuer aux consommateurs les objets connus pour être à leur convenance ; elles réussissent surtout dans les branches qui n'exigent aucun esprit de recherche ni d'invention : l'épicerie, la boulangerie, la vente des conserves, de certains vêtements confectionnés d'un usage général et de chaussures communes ; dans les autres branches la supériorité demeure incontestablement aux entreprises individuelles, aux commerçants ordinaires.

Du côté de la production, les distributives anglaises ont progressé très sensiblement depuis 1880. Le maga-

sin de gros de Manchester et le Wholesale écossais fabriquent eux-mêmes un grand nombre des articles qu'ils livrent aux distributives actionnaires. Le *Scottish cooperative Wholesale* a entrepris successivement depuis 1882, la fabrication des chemises, des vêtements confectionnés, des chaussures, des meubles, des produits alimentaires et conserves, de la bonneterie, du linge, des manteaux, de l'essence de café, de la droguerie, des pickles et sauces diverses ; elle possède en outre une imprimerie, un atelier de construction, une très importante manufacture de tabacs et un moulin à farine. Au total il occupe deux mille ouvriers. Le capital engagé dans ces diverses entreprises industrielles, s'élève à 6.250.000 francs, la minoterie à elle seule comptant pour 2 millions $1/2$. Le magasin de gros de Manchester, plus important que celui de Glasgow, s'occupe également de fabrication.

Ai-je besoin de faire remarquer que les deux *Wholesales* achètent à des producteurs beaucoup plus qu'ils ne fabriquent eux-mêmes. D'ailleurs le Wholesale anglais a subi à plusieurs reprises des pertes très importantes dans ses entreprises de production et cela indique que l'on se trouve sur un terrain particulièrement difficile, puisque le magasin de gros avec des débouchés assurés est, au point de vue de la réussite, dans des conditions particulièrement favorables. Il ressort en outre de la nomenclature donnée plus haut, que les sociétés de consommation se sont lancées pres-

que uniquement dans des industries classiques, très connues, sans grandes difficultés et n'exigeant pas de connaissances absolument remarquables : confection de chemises et de vêtements, fabriques de chaussures et de meubles ; leur champ de production semble limité de la même façon absolument que leur champ de distribution.

Le moment est venu de se demander si les conseils donnés par les rédacteurs du Manuel au sujet de la répartition équitable des produits du travail, entre les travailleurs, les capitalistes et les consommateurs, ont été scrupuleusement suivis. Les consommateurs propriétaires collectifs des usines coopératives ne se sont pas toujours montrés disposés à se laisser guider par les principes bizarres dont on avait voulu les pénétrer. Il dépendait d'eux et d'eux seuls d'admettre leurs ouvriers à la participation aux bénéfices et on avait pu se figurer qu'étant pour la plupart ouvriers eux-mêmes, ils auraient tous été touchés par les belles déclarations contenues dans le Manuel ; en réalité les principes ont subi des échecs très nombreux. Le Wholesale écossais a admis le principe de la participation aux bénéfices pour les ouvriers de ses usines, mais dans une proportion très minime, la distribution n'a encore atteint que 2 1/2 0/0 des salaires. Le magasin de gros anglais s'est opposé avec énergie au principe même de la participation. Chaque fois que la question est soulevée dans les congrès, et cela arrive fréquemment, ses représentants

défendent sa manière d'agir avec une vivacité et une logique très grandes. Il n'est pas seul du reste de son avis ; la très grande majorité des distributives refusent de donner à leurs employés et à leurs gérants, une part de leurs gains ; presque toutes celles qui ont pu aborder la production se sont contentées de donner à leurs ouvriers le salaire, rien de plus. La participation se heurte donc dans le plus grand nombre des cas à une opposition inébranlable et, du reste, fortement motivée, comme je l'ai fait remarquer déjà à plusieurs reprises. On a pu aller jusqu'à dire qu'en présence du mouvement déterminé par le Manuel et soutenu actuellement par le Labour-Copartnership (le travail en participation), un autre mouvement s'était dessiné, en sens contraire, le *the anti-profit sharing British cooperative movement* (1), le mouvement coopératif anglais contre la participation aux bénéfices. C'est un spectacle assez inattendu de voir les membres des distributives s'élever avec une telle énergie contre la participation qui n'est qu'un diminutif de la coopération. En résumé le Wholesale écossais est resté à peu près seul dans son attachement aux principes. Une enquête, faite en 1889 par l'Union coopérative, démontre que, sur 64 entreprises coopératives de production qui renvoyèrent le questionnaire qu'on leur avait adressé, quatre seulement admettaient la participation aux bénéfices dans le

(1) Béatrix Potter, citée par Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'économie politique*, 2^e édition, t. II, p. 521.

sens exact du mot ; il y en avait bien dix qui déclaraient la pratiquer, mais sur ce nombre trois confondaient la participation avec divers systèmes de primes ; les trois autres n'avaient pas fourni des renseignements assez précis pour qu'on pût se rendre compte s'il y avait réellement participation. Le Président du Congrès de 1889, Benjamin Jones, constate dans son discours que plus de 90 0/0 des entreprises coopératives repoussent la participation (1).

Ce qui se dégage de ces observations, c'est que la plupart des membres des sociétés de consommation sont bien décidés à ne pas suivre les rédacteurs du Manuel dans la voie où ils auraient voulu engager le mouvement ; ils ne désirent nullement contribuer à l'émancipation sociale rêvée par Thomas Hughes et Vansitart Neale. Ce qu'ils demandent à la coopération c'est uniquement un dividende élevé ou une diminution sensible dans le prix des objets de consommation. L'abandon des principes coopératifs se remarque dans un autre ordre d'idées, dans la tendance de plus en plus accentuée des distributives à vendre à crédit. On sait qu'un des plus heureux résultats des magasins coopératifs était de faire contracter aux ouvriers l'habitude de payer comptant tout ce qu'ils achetaient ; par là les sociétés de consommation avaient une portée morale très grande, elles facilitaient l'épargne et en développaient le goût. La règle de ne rien vendre à

(1) Leroy-Beaulieu, même ouvrage, même volume, p. 522.

crédit était considérée du reste comme un des éléments les plus actifs du succès, comme une source de profits. Les idées probablement ont changé, on a sans doute voulu ne pas se priver du concours de ceux qui se trouvaient dans l'impossibilité de payer comptant et c'est pourquoi, peu à peu, les distributives se sont mises à vendre à crédit. Il ne s'agit pas là d'une exception, les sociétés qui ont abandonné la règle primitive ne forment pas une minorité, même imposante, elles sont la majorité. Le rapport du comité central au 26^e congrès des sociétés coopératives de la Grande-Bretagne (1894) constate que sur 1249 sociétés enregistrées, 639 vendent à crédit, 509 au comptant et 101 ne donnent pas sur ce point d'indications précises; même en admettant, contrairement à toute probabilité, que ces dernières ne vendent qu'au comptant, on n'arriverait encore qu'à 610 contre 639. Le comité central s'élève naturellement avec force contre cette déplorable tendance; il déclare qu'on devrait entreprendre une véritable croisade contre la vente à crédit. Lorsqu'on passe à la discussion du rapport, M. Maxwell, le directeur du magasin de gros écossais, propose de voter le vœu suivant: « Le congrès blâmant l'extension que prend la vente à crédit dans les sociétés coopératives, invite le comité central à faire une enquête, afin de connaître la situation réelle et à rechercher la meilleure manière d'arrêter cet abus. » Plusieurs orateurs viennent appuyer la proposition de

M. Maxwell ; l'un d'eux déclare qu'il est temps que l'on sache que le crédit est anticoopératif. Le vœu naturellement est adopté.

La conclusion de cette étude du mouvement coopératif en Angleterre pendant les dernières années, c'est que, malgré l'effort tenté par les coopérateurs convaincus qui rédigerent et firent accepter par le congrès de Leeds le Manuel dont j'ai analysé rapidement le contenu, les sociétés de consommation s'écartent de plus en plus du but primitif qu'on a voulu leur rappeler et deviennent semblables à des sociétés anonymes ordinaires, laissant de côté toute prétention à une émancipation sociale, pour ne s'occuper que de la poursuite des bénéfices. Elles se rapprochent beaucoup pour la plupart des grands magasins coopératifs de Londres, analogues à l'*Army and navy cooperative societie*, qui ont continué, eux aussi, leur marche en avant (1), tout en restant systématiquement en dehors du mouvement.

Il est remarquable cependant qu'un grand nombre de sociétés aient continué à inscrire à leur budget une certaine somme pour les dépenses d'instruction et d'éducation des associés, pour les achats de livres, l'entretien de bibliothèques, l'organisation de conférences ou de cours publics. Beaucoup de distributives avaient en effet imité les Equitables Pionniers de Rochdale qui, dans leurs statuts, attribuaient au fonds d'éducation 21/2 0/0

(1) Le *Civil service supply association* a, en 1894, 47.388 membres et ses ventes s'élèvent pour la même année à 41.592.500.

des bénéfices nets et le montant des amendes infligées pour infraction au règlement (1). Le succès n'avait pas changé les dispositions des associés ; le grand désir que tous les Anglais ont de s'instruire avait empêché que, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, on apportât des modifications aux règlements. C'est ainsi qu'en 1894, le prélèvement affecté aux dépenses d'instruction s'est élevé à près de 1.400.000 francs. Les Equitables Pionniers qui, en 1845, avaient attribué au fonds d'éducation 1.375 lui consacrent maintenant plus de 30.000 francs. Toutefois il n'y a pas à s'y méprendre, ce n'est pas par respect des principes coopératifs que ces prélèvements ont continué à se faire, mais uniquement parce que leur objet était particulièrement conforme au caractère et au goût du peuple anglais.

Quant aux résultats matériels, les sociétés coopératives de consommation ont eu un succès complet. En 1894, elles ont fait réaliser à leurs 1.244.228 membres une économie moyenne supérieure à 90 francs. Actuellement, le mouvement semble être arrivé à sa limite extrême, il touche à son apogée. Il aura contribué à combattre certains abus du commerce de détail, empêché qu'un écart trop grand ne se maintienne entre les prix de gros et les prix de détail, assuré aux petits, des produits non falsifiés ; il leur aura surtout, en les forçant à toujours payer comptant, fait contracter l'excel-

(1) Holyoake, *Histoire des Equitables Pionniers de Rochdale*. Traduit par Francesco Vigano, 1^{re} partie, p. 64.

lente habitude de calculer dans la dépense ; enseigné l'art de vivre dans les limites de leurs revenus en leur facilitant en même temps la constitution d'un petit capital, et en attribuant à celui-ci un intérêt élevé. On a vu toutefois que, sur ces derniers points, il faut faire une restriction à cause de l'extension de plus en plus grande prise par la vente à crédit.

Sociétés de production. — Les statistiques ne manquent jamais de nous donner le nombre exact des sociétés coopératives de production existant en Angleterre. On y comptait, dit-on, 165 associations de production proprement dites en 1894. S'il en était ainsi, même de ce côté, nous aurions été égalés par nos voisins d'outre-mer ; mais il ne s'agit pas là de groupements semblables aux associations ouvrières que nous avons étudiées en France ; les mots : sociétés coopératives de production n'y ont pas la même valeur que chez nous, c'est pourquoi il est difficile de se rendre compte de la valeur exacte du chiffre 165. Les éléments d'analyse font défaut. Pourtant la statistique pour 1894 parle de 8 grands moulins coopératifs produisant pour 23.500.000 francs, les 157 autres associations ne produisant toutes ensemble que pour 35.600.000 francs. Il est très vraisemblable que ces moulins sont dits coopératifs parce que les actions appartenant aux clients, ceux-ci peuvent se passer de l'intermédiaire du farinier, et non parce que l'exploitation appartient aux travail-

leurs qui y sont employés. Les résultats sont du reste beaucoup moins brillants pour ce qu'on appelle la coopération de production, que pour la coopération de consommation. Les bénéfices qui, dans les dernières années s'élevaient pour les distributives à près de 14 0/0 du chiffre d'affaires ne sont plus que de 4 1/2 0/0 pour les entreprises de production. M. Ch. Gide qui cite ce chiffre dans l'almanach de la coopération de 1896, l'explique en disant qu'il constitue une moyenne entre les bénéfices et les pertes ; cela prouve une fois de plus que la production est autrement difficile que la distribution ; qu'on est loin d'y aboutir toujours à des résultats satisfaisants.

Sociétés coopératives agricoles. — L'Angleterre a abordé en outre la coopération appliquée à l'agriculture. Le besoin des sociétés agricoles s'y fait cependant sentir moins que dans les autres pays à cause du petit nombre des petits agriculteurs propriétaires. C'est la concurrence faite par les coopératives étrangères aux producteurs nationaux qui a mis ceux-ci en éveil et qui déterminera probablement un mouvement dans ce sens. Une association : *The national Agricultural Union* vient de se former pour prendre la direction de la lutte et guider les efforts des cultivateurs anglais ; elle préconise l'emploi de la coopération dans la production agricole, comme le meilleur moyen de s'opposer à l'invasion des produits étrangers. Il est probable que

des résultats ne tarderont pas à être atteints de ce côté.

En Irlande, les sociétés agricoles se multiplient actuellement avec une rapidité étonnante ; le besoin s'en faisait sentir grandement dans ce pays où le nombre des cultivateurs pauvres est très élevé et où la crise traversée par l'agriculture avait un caractère d'acuité très accentué. Le mouvement est dû surtout à l'initiative de M. Horace Plunkett, membre du parlement pour la circonscription sud de Dublin ; il ne date que de quelques années. La première laiterie coopérative fut fondée en 1890 ; l'année suivante on en comptait déjà 17 ; en 1895, 67 ; à la fin du mois de mars 1896, le nombre des sociétés régulièrement enregistrées était de 110 et on en comptait alors 74 en formation. Les associations irlandaises se sont fédérées pour organiser la vente en commun de leurs produits, elles ont fondé dans ce but l'agence coopérative irlandaise dont le siège est à Limerich et qui a à Manchester un bureau de vente. Ce mouvement, parfaitement organisé, on le voit, semble appelé à prendre une grande extension.

On commence aussi à fonder en Irlande des sociétés connues sous le nom d'*Agricultural cooperative societies* et qui sont assez semblables à nos syndicats agricoles ; elles s'occupent aussi de l'achat en commun des marchandises dont les agriculteurs ont besoin et de la vente des produits. Leur nombre en 1896 était de 14 à 20, mais elles se multiplient très rapidement.

Enfin il faut noter la présence de quelques caisses rurales et surtout de l'*Irish Agricultural organisation society* dont le but principal est de travailler à améliorer la condition des populations agricoles en leur enseignant l'application des méthodes coopératives à la culture et aux industries annexes (1).

Tout promet à la coopération agricole irlandaise un rapide développement.

Allemagne.

L'état de la coopération en Allemagne en 1880 était des plus satisfaisants. Dans toutes les branches, crédit et consommation surtout, les fondations avaient été nombreuses ; il y avait en outre un centre d'action parfaitement organisé qui avait fait ses preuves et ne pouvait manquer de faire sentir de plus en plus son influence bienfaisante. Les résultats, on va le voir, ont dépassé et de beaucoup toutes les espérances qu'on avait pu concevoir.

Banque Schulze-Delitzsch (2). — A la fin de 1879, elles étaient au nombre de 1866 : à la fin de l'année 1894 elles se trouvent portées à 2.700. Toutefois il n'est pas

(1) De Rocquigny, *La coopération de production dans l'agriculture*, page 5.

(2) P. Leroy-Beaulieu, *Traité d'Economie politique*, 2^e édition, t. II, p. 615. *Almanach de la coopération française de 1896*. Article sur le mouvement coopératif en Allemagne.

possible de donner des renseignements précis sur toutes ces associations ; la plupart en effet ne répondent pas au questionnaire envoyé par l'Union générale des sociétés coopératives allemandes, ou même ne font pas partie de l'Union. Sur les 2.700 associations, 1.047 seulement ont envoyé un rapport. Ces 1.047 sociétés comprennent 509.720 membres, les prêts qu'elles ont effectués s'élèvent à 1.937.515.773 francs, le capital actionnaire est de 150.640.283 francs, les réserves de 43.885.528 francs et les bénéfices de 11.859.625 francs. Si on compare ces résultats avec ceux, déjà donnés, de l'année 1879 on trouve qu'en l'espace de 15 années, les banques populaires ayant envoyé un rapport ont augmenté de 148, les membres de 50.000 environ, les prêts et avances de près de 540.000.000 de francs, le capital actionnaire de 50.000.000 de francs c'est-à-dire de moitié, les réserves de 28.767.000 francs, enfin les bénéfices de 3.524.721 francs. La progression est considérable surtout en ce qui concerne les réserves : elles ont presque triplé ; le capital actionnaire, les prêts et avances ont augmenté de moitié environ ; les bénéfices n'ont pas suivi tout à fait la même marche ascendante, enfin le nombre des banques ne s'est accru que de 16 0/0 et celui des membres de 10 0/0. Au total, le mouvement, pour les sociétés du moins qui se tiennent en rapport avec l'Agence centrale, s'est plutôt ralenti. La plupart des banques populaires préférèrent vivre isolées. Comme les sociétés de consommation

anglaises le succès leur a fait oublier leurs aspirations primitives. Le désir de porter secours, de venir en aide aux petits et aux humbles qui avait présidé à leur fondation, avait été d'abord leur véritable raison d'être, s'est effacé peu à peu et les actionnaires n'ont plus eu devant les yeux que la poursuite des dividendes ; elles ont perdu en quelque sorte le droit de s'intituler banques populaires car elles sont devenues presque semblables aux banques ordinaires qui prennent en considération les seules garanties réelles ou les cautions que les emprunteurs peuvent leur fournir, non l'honnêteté et l'ardeur au travail de l'artisan pauvre qui vient leur demander une avance. Il y a déjà bien longtemps (1) qu'on a fait remarquer que les banques de Schulze-Delitzsch démocratisaient le crédit beaucoup moins que les banques italiennes. Depuis, le mal n'a fait que grandir. Dans son ouvrage sur les banques du peuple, M. Wolf constate qu'aux environs de l'année 1886, le peuple a commencé à faire voir son irritation ; il a reproché vivement aux sociétés du type Schulze, de ne plus s'occuper des classes inférieures en vue desquelles cependant elles avaient été créées. On est forcé de reconnaître que le reproche était fondé. En présence des réclamations un revirement s'est-il produit ? Nullement. Un grand nombre de banques populaires continuent à manœuvrer comme des entreprises

(1) Hubert Valleroux, *Les associations coopératives en France et à l'étranger*, p. 422.

ordinaires, elles visent uniquement les bénéfices et ne se préoccupent plus d'exposer leurs capitaux pour venir en aide aux petits artisans. Même matériellement, cette conduite ne leur a pas toujours réussi. Dans l'année 1891 elles ont perdu en spéculations malheureuses des sommes supérieures à un million et demi de francs. Au fond c'est toujours la même transformation, la même évolution. Les actionnaires, quand ils sont arrivés au succès, oublient le but qu'ils s'étaient d'abord proposé et l'entreprise perd peu à peu son caractère primitif. Cette fois l'expérience est éclatante, elle ne laisse place à aucun doute. Dans un autre ordre d'idées, les banques populaires semblent devoir subir aussi une transformation. On a vu l'importance que Schulze-Delitzsch attachait à la responsabilité illimitée de tous les associés ; or, depuis quelques années on remarque une tendance à abandonner cette règle pour adopter le principe opposé de la responsabilité limitée. Le congrès qui s'est tenu à Wiesbaden, au mois d'août 1896, a émis un vote dans ce sens. En fait, le principe de la responsabilité illimitée était, depuis quelques années, abandonné par les sociétés qui avaient le mieux réussi ; celles-ci se transformaient en effet en banques ordinaires par actions.

Banques Raiffeisen. — Nous nous sommes très peu étendu jusqu'à présent sur les sociétés de crédit agricole. Leur importance en 1886 était encore très faible.

Un grand nombre d'agriculteurs s'adressaient aux banques populaires; le besoin d'un rouage spécial pour cette branche du crédit ne se faisait donc pas trop sentir. Toutefois, la transformation successive des sociétés du type Schulze-Delitzsch allait nécessiter une institution qui, elle, mit le crédit à la portée de tous. C'est ainsi que les banques Raiffeisen prirent de l'extension. Elles présentaient du reste une supériorité incontestable sur les banques Schulze en ce qui concernait la durée des prêts; le petit paysan a besoin de crédits plus longs que l'artisan, j'en ai donné la raison plus haut (1).

Les sociétés de crédit agricoles s'étaient groupées, elles avaient formé l'Office général des caisses de prêts rurales, dont le siège était à Neuwied. Malgré cela, elles étaient restées encore fort peu nombreuses. Leur grand développement paraît commencer seulement en 1885; leur nombre était alors de 245; en 1889 elles se trouvaient déjà 610 et 895 en 1891. A la fin de l'année 1894 les sociétés du type Raiffeisen sont évaluées à 3.800. C'est une progression absolument extraordinaire; il est probable pourtant que les chiffres donnés pour les années 1885, 1889 et 1891 ont trait seulement aux sociétés qui font partie de l'Union fondée à Neuwied (elles étaient en 1894, 1672), tandis que le nombre 3.800 renferme toutes les associations de crédit qui ont adopté les principes de Raiffeisen, c'est-à-dire non seulement celles qui font partie de l'Office général des caisses de prêts

(1) Page 120.

rurales, mais encore celles qui ont adhéré à l'Union générale des sociétés agricoles de l'empire allemand fondée en 1883, et dont le siège est à Offenbach, et d'autres qui ne font partie d'aucune fédération. Il serait désirable qu'on puisse fournir quelques indications sur l'importance véritable de ces nombreuses sociétés rurales ; mais tous les renseignements font défaut. Il est impossible, en l'absence de toute statistique, d'évaluer le montant des prêts et avances consentis, par conséquent de se faire une idée exacte des services rendus. Quant à la durée des prêts, on prétend que 43 0/0 seraient consentis pour des périodes de 1 à 5 ans et 34 0/0, pour des périodes de 5 à 10 ans (1) : on se demande sur quels renseignements on s'est basé pour établir ces proportions. *A priori* il semble qu'on peut affirmer que les banques Raiffeisen sont en moyenne moins importantes que les banques Schulze ; leur champ d'action, par la volonté même du fondateur, doit être restreint à un district peu étendu, car tous les membres doivent se connaître en quelque sorte intimement ; les agriculteurs seuls sont appelés à faire partie de l'association ; en outre, on se montre particulièrement difficile dans l'examen des demandes d'avances : toutes circonstances qui viennent réduire le nombre des membres et le montant des prêts et qu'on ne retrouve pas dans les banques du type Schulze-Delitzsch, celles-ci s'occupant,

(1) Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'économie politique*, 2^e édition, t. 2, p. 613.

non seulement des artisans, mais encore, et je dirais volontiers surtout, des petits agriculteurs et de toutes autres personnes ayant parfois besoin de crédit.

Ainsi, il semble tout à fait certain que les banques populaires sont encore beaucoup plus importantes que les sociétés de crédit agricole. Ce qui n'est pas douteux non plus, c'est que ces dernières ont la faveur de tous les membres du parti coopératif ; elles excluent l'intérêt privé, elles sont une œuvre non pas une affaire (on tient énormément à cette formule). Il ne semble pas cependant que le caractère personnel de l'emprunteur soit la seule garantie exigée par les banques Raiffeisen. On a reproché aux sociétés du type Schulze de ne tenir compte que de la situation pécuniaire de l'emprunteur ou de ses cautions, et on a vanté leurs concurrentes de vouloir, elles, mettre le crédit à la portée de tous les gens honnêtes, même les plus pauvres. Or dans un rapport lu au deuxième Congrès de l'Alliance coopérative internationale, le docteur Havenstein, directeur d'un groupe adhérent à l'Union générale des sociétés agricoles de l'empire allemand dont le siège est à Offenbach, reproche précisément à la Fédération de Neuwied (Union générale des sociétés du type Raiffeisen) de s'en tenir trop strictement au crédit réel, et ajoute qu'il tient pour la forme idéale de la caisse rurale de prêts et d'épargne, celle qui fournit le crédit au travail, non à la propriété.

Il est d'ailleurs assez difficile de prévoir ce que deviendront avec le temps, les très nombreuses associa-

tions de crédit agricole qui ont été fondées depuis quelques années seulement. Le mouvement prend en effet de plus en plus d'extension. D'après les derniers renseignements, il y aurait aujourd'hui en Allemagne près de 6.500 (exactement 6.394) sociétés de crédit agricole ; on vient de voir qu'en 1894 on n'en comptait que 3.800. Quel avenir est réservé à ces associations si nombreuses ? Les coopérateurs les plus convaincus ne montrent pas une bien grande confiance dans le résultat. Ils se plaignent, comme on a pu l'entendre au congrès de l'Alliance internationale qui s'est tenu à Paris en octobre 1896, de ce que l'Etat favorise d'une manière trop inconsidérée l'éclosion des banques rurales. On a constaté en effet qu'en l'année 1895 et à cause surtout des faveurs du gouvernement et de l'administration, 3.000 sociétés coopératives s'étaient fondées. L'Etat, disait un orateur allemand à ce même congrès, a avancé environ 25.000.000 de marks (1) (soit 31.250.000 francs), aussi la fondation de sociétés coopératives est-elle devenue chez nous un véritable sport et un sport fort dangereux ; il se demande ensuite si toutes ces associations sauront passer les maladies de l'enfance. Les chefs du mouvement eux-mêmes ne se montrent donc pas trop confiants dans le succès.

(1) Le gouvernement prussien a, par une loi du 31 juillet 1895, ouvert un crédit de 5.000.000 de marks pour la fondation d'une caisse centrale destinée à procurer de l'argent à bon marché aux sociétés de crédit personnel ; une loi du 8 juin 1896 a porté le crédit à 20.000.000 de marks,

Il est, du reste, intéressant de noter qu'on donne en Allemagne la coopération de crédit pour base à tout le système coopératif. On voit que sur ce point les avis sont bien partagés : l'Angleterre préconise l'emploi des sociétés de consommation, la France suivant les écoles, les sociétés de production ou les sociétés de consommation. D'après le D^r Havenstein (1), le début et la condition nécessaire de tout mouvement coopératif, est dans l'association de crédit, le développement de la coopération de consommation et de production repose sur cette base : « Non seulement l'ouvrier ou le paysan placés sous la griffe de l'usurier et obligés de demander sans cesse des prolongations de crédit, manquent de toute initiative et ne deviennent pas coopérateurs avec entrain, mais encore une société de production qui n'est fondée que sur des dettes, une société de consommation qui manque d'argent comptant, sont fatalement condamnées à périr. » Le D^r Havenstein qui parle au nom de l'Union générale des sociétés agricoles allemandes, ne fait que reprendre, en la modifiant cependant d'une façon assez sensible, la théorie de Schulze qui, lui, comprenait aussi dans son plan les sociétés de production et les sociétés de consommation, mais sans faire dépendre le succès de celles-ci du développement des associations de crédit. Il est bon toutefois de remarquer que si les sociétés de con-

(1) Rapport au 2^e congrès de l'Alliance coopérative internationale tenu à Paris en 1896.

sommatation se sont développées en même temps que les sociétés de crédit, les sociétés de production n'ont pris, elles, et malgré le nombre toujours croissant des banques, aucune extension ; le dernier congrès constate en effet des progrès dans toutes les branches de la coopération sauf dans la production.

La dernière question que je dois me poser à propos des banques du type Raiffeisen est celle de savoir si elles ont échappé et si elles échapperont toujours à la transformation que subissent, en quelque sorte fatalement, les sociétés coopératives qui réussissent. Le désintéressement restera-t-il toujours à leur base ? Les principes coopératifs seront-ils toujours respectés et honorés, comme ils devaient l'être dans l'esprit des fondateurs ? On ne peut naturellement pas trouver des exemples de déviation aussi nombreux que pour les banques populaires, car le mouvement est plus récent ; il ne date pour ainsi dire que de 1886 et il faut plus de dix années pour qu'une évolution de ce genre se dessine nettement. Pourtant, la première banque fondée par Raiffeisen, celle de Flammersfeld, s'est déjà départie de la règle de conduite qu'elle avait adoptée à l'origine. On a vu que, d'après les statuts, tous les bénéfices devaient rester à la société, grossir son capital propre et ne jamais être distribués aux associés, dans n'importe quelle circonstance. On prévoyait en effet des travaux d'utilité générale pour le district, ou même l'attribution de la réserve à une institution publique quelconque ;

on ne voulait à aucun prix qu'un partage en nature pût avoir lieu. Or, la même banque de Flammersfeld vient de répartir récemment sa réserve entre tous ses membres ; il est vrai qu'elle montait à plus de 50,000 fr. C'est un exemple isolé, je le reconnais, mais les sociétés anciennes ne sont pas si nombreuses ; tout permet de penser qu'avec le temps, l'intérêt privé reprendra son empire et quand l'évolution se sera produite, on sera forcé de dire que les sociétés du type Raiffeisen ne sont plus une œuvre, mais une affaire.

Il faut noter enfin une modification de détail : une loi allemande de 1889 est venue forcer les banques Raiffeisen d'avoir des actions ; il fallut se soumettre ; toutefois on fixa généralement pour les actions un chiffre très bas : 10 ou 12 marks.

Sociétés coopératives de consommation. — De ce côté encore le mouvement est en progression. Le nombre des sociétés de consommation qui en 1880 était estimé à 842 était, à la fin de mai 1895, de 1.412 ; mais une statistique dressée à la fin de l'année 1896 n'en constate plus que 1.362. Ces associations s'occupent pour la plupart uniquement de la vente des denrées ; toute aspiration d'un autre genre leur est étrangère. Quelques-unes ont cependant un fonds spécial consacré à l'instruction et à la bienfaisance. En 1894 les sociétés de consommation ont consacré à ces caisses des sommes s'élevant en tout à 49.328 francs, ce qui constituerait

environ 1/2 pour cent des bénéfices nets réalisés par les associations ayant envoyé leur bilan à l'union fondée par Schulze. Pour le nombre des membres et surtout le chiffre d'affaires les sociétés allemandes demeurent, dans cette période encore, de beaucoup inférieures aux distributives anglaises ; elles débitent une moins grande variété d'articles, elles se bornent à vendre des épiceries, du pain, du vin, du charbon et du tabac ; les sociétés anglaises tiennent en outre les vêtements confectionnés, les chaussures, etc. . . : c'est ce qui explique leur supériorité, leur importance plus grande. Il faut mettre à part la société de Breslau déjà nommée dans la période précédente et qui, en 1894, comprenait 3.479 membres, atteignait un total de ventes de 10.824.090 et réalisait un bénéfice de 1.173.445.

Les sociétés de consommation se heurtent actuellement à une opposition très vive de la part des commerçants qui mènent contre elles une campagne très active. Le congrès de Wiesbaden en 1896 s'est ému de cet état de choses, d'autant plus que le nombre des sociétés avait baissé de 50 en une année ; il a voté toute une série de résolutions destinées à conjurer le péril ; l'une d'elles est ainsi conçue : « Observation rigoureuse des lois commerciales applicables aux coopératives » ; une autre « emploi d'une partie des bénéfices à des buts d'utilité générale ».

Une loi récente est venue défendre aux sociétés de vendre à d'autres qu'aux associés ; mais le directeur

général de l'Union ne croit pas que cette mesure puisse être de nature à enrayer le mouvement ; il estime au contraire qu'elle forcera seulement les acheteurs à devenir sociétaires, ce qui sera un résultat excellent. Il est douteux cependant que la défense édictée par la loi, puisse avoir de bonnes conséquences ; l'admission des étrangers est le meilleur moyen de recruter des adhérents ; sans elle, il semble que le mouvement doive être considérablement ralenti.

Les Allemands ne fondent pas du reste les mêmes espérances que l'école anglaise et l'école française sur les sociétés de consommation ; ils réduisent celles-ci à un rôle plus modeste et rien ne dit que ce ne sera pas leur manière de voir qui se trouvera être, en définitive, la meilleure et la plus exacte.

Sociétés de matières premières, de magasinage, de production, etc.... — Au milieu de l'année 1895 elles se trouvaient au nombre de 3.188. L'augmentation est due principalement au développement très rapide des sociétés coopératives agricoles qui rendent de très grands services aux petits cultivateurs ; les sociétés de production sont pour la plupart des laiteries (1.397 vers la fin de l'année 1896). Un certain nombre d'associations (259) s'occupent de fournir à leurs membres les machines dont ils peuvent avoir besoin mais qu'ils ne sont pas en état de posséder chacun séparément ; quelques-unes ont pour objet la vini-

fication (1). Toutes ces sociétés rendent de très grands services ; pour ne pas faire preuve d'une ambition très grande elles n'en sont pas moins fort utiles. Elles sont une application très heureuse du principe d'association.

L'administration, ici encore, a voulu faire quelque chose pour les coopérateurs ; le ministère de l'agriculture de Prusse a ouvert un crédit de trois millions de marks pour permettre aux sociétés d'agriculteurs de construire de vastes entrepôts où on pût déposer les produits du sol et les faire warranter. L'Etat n'eût-il pas mieux agi en laissant l'initiative individuelle mener seule à bonne fin l'affaire qu'elle avait si bien commencée ?

Il n'y a rien à dire des sociétés de production proprement dites, c'est-à-dire semblables à l'association ouvrière ; de ce côté le mouvement est très peu marqué, sinon absolument nul.

Le rapport syndical au 37^e congrès des sociétés coopératives de la Fédération de Schulze-Delitzsch constate que les associations dont les progrès sont les plus remarquables sont les sociétés de construction : de 124 leur nombre s'est élevé à 132 et toutes sont en parfait état de prospérité.

En résumé, la coopération allemande beaucoup moins

(1) De Roequigy, *La coopération de production dans l'agriculture*. Paris, 1896, p. 110.

ambitieuse que celle des autres pays, puisqu'elle n'émet pas la prétention de tout bouleverser, de tout absorber, est peut-être celle dont les résultats ont été les plus féconds : crédit, consommation, matières premières, construction, sociétés agricoles, elle a tout abordé avec succès. Tantôt elle est venue diminuer des dépenses très lourdes, dispenser de passer par l'intermédiaire coûteux de l'usurier, du détaillant, du marchand en gros, du négociant ; tantôt elle est venue augmenter les ressources, favoriser l'épargne en exigeant la formation d'un petit capital à titre d'action dans la société.

Ce sont principalement les petits entrepreneurs qui ont profité de ces associations, les petits agriculteurs surtout, puisque sur 13.000 coopératives existant à la fin de l'année 1896, près de 9.000 étaient des sociétés agricoles. Le sort de ces artisans et fermiers n'était du reste pas moins intéressant que celui des classes salariées, car leurs ressources étaient très modiques et leur misère souvent très grande. Les travailleurs salariés ne sont pas d'ailleurs demeurés en dehors du mouvement ; certains d'entre eux ont su tirer parti des banques populaires, s'en servir comme de caisses d'épargne et en obtenir un très bel intérêt ; mais surtout dans quelques centres, les sociétés de consommation sont venues les affranchir des exigences parfois exagérées des détaillants ; et les sociétés de construction ont donné un but à leurs efforts et ont développé chez eux l'économie. Il

y a une foule de très bons résultats, dus presque uniquement à l'initiative privée. L'Etat s'occupe maintenant à dépenser des millions pour accentuer le mouvement. Le besoin s'en faisait-il bien réellement sentir et ne doit-on pas craindre, de ce chef, un relâchement d'énergie plutôt qu'une augmentation de force ?

L'expérience a pleinement justifié la manière de voir de Schulze-Delitzsch et les sociétés coopératives apparaissent comme un instrument de sélection : elles rendent des services à tous ceux qui ont les qualités voulues, l'énergie suffisante surtout, pour s'élever par leur moyen ; mais elles ne sont pas d'un usage général, leur sphère d'application est nécessairement limitée. Elles peuvent être purement économiques, et alors elles acquièrent rapidement une grande importance, ou constituer des œuvres de patronage, comme les banques Raiffeisen, leur développement alors est plus lent, plus incertain aussi, il est subordonné à la façon dont les classes aisées comprennent leur mission. Au point de vue pratique, il est difficile de ne pas donner la supériorité aux banques et sociétés du type Schulze ; il est très beau, très louable de demander à tous ceux qui sont en situation de le faire, de venir en aide aux miséreux ; les heureux qui se rendent à l'appel qui leur est adressé font preuve de sentiments élevés dont on ne peut que les féliciter ; mais il est plus intelligent d'offrir à tous une affaire avantageuse, de combiner, d'organiser de telle sorte les associations qu'elles donnent satisfaction à la fois à tous

les intérêts en jeu. On n'étend pas ainsi d'une façon exagérée le domaine de la charité, au détriment du domaine économique.

A un autre point de vue encore les banques populaires l'emportent sur les sociétés de crédit agricole : elles forcent leurs membres à économiser le montant d'une action ; elles permettent ainsi à tous d'arriver un peu à la fois à amasser un petit capital qui servira à la banque et produira pour son possesseur de très beaux revenus, ce qui est un encouragement dont on comprend vite tout le prix.

Pourtant, ceux qui sont imbus des principes coopératifs les plus purs, les néo-coopérateurs, comme on les appelle, n'hésitent pas à placer l'œuvre de Raiffeisen beaucoup au-dessus de celle de Schulze-Delitzsch. La grande controverse coopérative, c'est ainsi qu'on qualifie d'ordinaire la discussion sans cesse recommencée entre les partisans des deux fondateurs de sociétés de crédit, ne me semble cependant pas pouvoir comporter une autre conclusion que celle-ci : Moralement, le système de Raiffeisen basé sur le désintéressement est plus beau ; pratiquement, le système de Schulze-Delitzsch basé sur un intérêt privé bien entendu et qu'il ne faut pas confondre avec l'égoïsme, est incontestablement préférable.

Du reste les sociétés de crédit agricole, pas plus que les banques populaires, ne paraissent devoir échapper à l'évolution fatale qui transforme, après succès et au bout d'un certain temps, les sociétés coopératives en

entreprises ordinaires basées uniquement sur l'intérêt privé et recherchant les seuls dividendes sans autre souci de la régénération sociale qui était leur but primitif. L'avenir ne semble que pouvoir venir confirmer cette règle.

Italie.

Le mouvement, en Italie, depuis 1880, s'est développé d'une manière fort appréciable. Les sociétés de crédit, surtout, sont nombreuses et prospères. M. Ch. Gide (1) estime que, sur 3.000 associations existantes, 1.500 environ sont des coopératives de crédit. Mais d'un autre côté la statistique dressée en 1894 constate seulement 720 banques populaires, fonctionnant d'après les principes de Luzzati et 53 caisses rurales dues à l'initiative de Wollenborg qui s'est inspiré beaucoup du système Raiffeisen. La situation des banques se ressent naturellement de la crise financière que le pays est en train de traverser. Le nombre des sociétés a plutôt baissé depuis quelques années; le chiffre des prêts pour l'année 1893 est inférieur de près de 500 millions au chiffre atteint en 1887. Quant au capital et aux réserves, ils n'ont pas augmenté dans la même proportion de 1887 à 1893 que de 1881 à 1887. Les banques italiennes paraissent suivre assez fidèlement le conseil de Luzzati leur fondateur, de rechercher avant tout les petits dépôts, les pe-

(1) *Almanach de la coopération française*, 1896, p. 99.

tites avances et les petits escomptes. Elles n'atteignent pas non plus, ce qui serait contraire aux vues de Luzzati, les proportions si grandes des sociétés allemandes, exception faite cependant pour la banque de Milan dont l'importance est véritablement anormale et qui distribue chaque année des dividendes très élevés. La plupart demeurent dans une situation beaucoup moins brillante ; on estime en effet que plusieurs petites banques valent infiniment mieux qu'une grande ; que l'extension des affaires fait négliger les petits crédits pour lesquels les sociétés ont été créées. Il est indiscutable qu'elle aide beaucoup à la transformation des coopératives en entreprises ordinaires. On peut cependant citer l'exemple de cette même banque de Milan, qui en 1889, sur un total de prêts s'élevant à 162.789, en comptait 129.401 inférieurs à 1.000 francs, 13.349 inférieurs à 100 francs et quelques-uns même ne dépassant pas 10 francs (1). Il est vrai que, dans ces conditions, on pouvait distribuer aux actionnaires un bénéfice de 14 0/0, ce qui ne devait pas les porter à modifier le genre d'opérations.

Quoi qu'il en soit, le nombre des membres par société a diminué depuis 1881 ; il était alors en moyenne de 848, il n'était plus en 1893 que de 619. Les banques italiennes tendent donc à s'approcher de plus en plus des petites associations strictement limitées à un dis-

(1) Leroy-Beaulieu, *Traité d'économie politique*, 2^e édition, t. 2, p. 618.

trict peu étendu, qui étaient dans le plan de Raiffeisen ; elles s'écartent toutefois des vues du créateur du crédit agricole allemand, par l'ardeur très naturelle, très féconde pourrait-on dire, avec laquelle elles se mettent à la poursuite des dividendes.

Les sociétés de crédit italiennes sont réunies en deux fédérations ; d'un côté les banques populaires (Luzzati), de l'autre les caisses rurales (Wollenborg). Chacune de ces deux fédérations a ses congrès à elle ; mais ces réunions n'ont pas lieu avec la même régularité qu'en Angleterre, en Allemagne ou en France ; le dernier congrès s'est tenu à Bologne en 1895.

Quant aux classes sociales qui profitent, en Italie, du développement des associations de crédit, elles sont naturellement les mêmes qu'en Allemagne ; les ouvriers proprement dits ne peuvent s'en servir que comme caisses d'épargne : le crédit en lui-même leur est inutile, nuisible même. En réalité, les sociétés de crédit sont venues rendre service à une foule d'agriculteurs et d'artisans qui ont su faire preuve des qualités voulues pour sortir de leur situation mauvaise ; elles ont recueilli les capitaux d'un assez grand nombre de personnes aisées et d'une très petite quantité de salariés. L'effet a été très bon, mais il n'y a pas lieu de parler de palingénésie ou de régénération.

On doit faire la même observation exactement en ce qui concerne les sociétés de consommation. Les coopératives qui ont réussi, surtout dans cette branche, sont

celles qui ont adopté les règles des distributives anglaises (1). Toutefois, malgré un nombre très respectable d'associations, on n'est pas parvenu à créer une organisation fédérale pour l'achat en gros des marchandises (2).

Il existe en outre en Italie un assez grand nombre de laiteries coopératives, quelques sociétés de construction et de production industrielle.

On y trouve aussi des associations d'un genre tout particulier, se rapprochant très fort des sociétés de production, ce sont les associations de braccianti (3). On donne ce nom à des ouvriers des campagnes qui vivent uniquement de leurs bras, à des journaliers qu'on n'occupe que tout à fait passagèrement et le plus souvent très peu de temps. Les braccianti qui sont très nombreux en Italie ont imaginé de se grouper, de s'unir, de former de véritables associations ouvrières, mais sans capitaux et sans ressources. Ces sociétés, une fois formées, s'efforcent d'obtenir dans les adjudications ou soumissions publiques, les travaux que l'État, les communes ou les chemins de fer doivent faire effectuer ; quand elles y parviennent elles occupent leurs membres ; quand l'ouvrage fait défaut, ceux-ci tâchent de

(1) Cette remarque a été faite par M. Cavalieri au 2^e congrès de l'Alliance coopérative internationale tenu à Paris en 1895.

(2) *Almanach de la coopération française* pour 1897. La coopération en Italie, par Ugo Rabbeno, p. 25.

(3) Ugo Rabbeno, Les associations de Braccianti en Italie. *Almanach de la coopération française*, 1896, p. 101.

gagner leur vie chacun de leur côté. Les associations de braccianti sont très nombreuses ; en 1894 on n'en comptait pas moins de 400 ; de 1889 à 1894 elles ont obtenu des adjudications de travaux de l'État pour plus de onze millions de francs. C'est un résultat appréciable c'est vrai, mais qui est encore bien loin de laisser entrevoir pour ces pauvres journaliers l'ère du bonheur sans ombre, de la félicité parfaite par la disparition du salariat ; le salaire, même pour les associés, constitue toujours la plus grande partie des ressources et tout fait croire qu'il n'en sera jamais autrement.

Belgique.

En Belgique les associations de crédit ont continué à se développer, mais assez lentement jusqu'à ces dernières années ; elles semblent prendre maintenant une extension plus rapide. L'*Almanach des coopérateurs belges* de 1897 enregistre la fondation d'une quarantaine d'associations de crédit : banques populaires ou caisses rurales, entre le 1^{er} novembre 1895 et le 31 octobre 1896. Quant aux banques populaires, M. Léon d'Andrinsont, dans un rapport fait au deuxième congrès de l'Alliance internationale, porte leur nombre à 21, le chiffre de leurs membres à 13.587 et celui des avances aux sociétaires à 31.572.247 francs ; le capital versé par les associés s'élèverait à 2.589.712 francs et les sommes reçues en dépôt à 12.325.270 francs. Pour un

pays d'une petite étendue c'est, on en conviendra, un fort beau résultat.

Les caisses rurales commencent à se multiplier. Le mouvement de ce côté ne date que de la fin de l'année 1892 ; au 31 décembre 1895 elles étaient déjà au nombre de 36 ; depuis, il y a eu encore un très grand nombre de fondations.

Les sociétés coopératives de production sont peu brillantes en Belgique « par suite du manque de discipline qui se manifeste trop souvent parmi leurs membres, disons mieux, à cause de l'absence d'autorité reconnue en la personne de ceux qui sont appelés à les diriger » (1). En réalité c'est la même constatation partout : les sociétés de production ne donnent aucun résultat ; elles sont trop difficiles à organiser et à soutenir, elles exigent un trop grand nombre de qualités peu communes de la part des travailleurs qu'elles réunissent.

Les coopératives agricoles prennent actuellement, les laiteries principalement, un très grand développement. Il ne s'en est pas fondé moins de 35 entre le 1^{er} novembre 1895 et le 31 octobre 1896 (2).

Mais la branche dans laquelle la coopération a donné, en Belgique, les résultats les plus remarquables, est sans contredit la consommation. De ce côté, il y a eu

(1) Communication de M. Alfred Micha, secrétaire général de la Fédération des banques populaires de Belgique au deuxième congrès de l'Alliance coopérative internationale.

(2) *Almanach des coopérateurs belges* de 1897, tableau des nouvelles sociétés coopératives, p. 55.

des succès éclatants obtenus en l'espace de quelques années. Le *Vooruit* de Gand, fondé en 1880, et qui n'était à l'origine qu'une boulangerie coopérative, entreprenait successivement le commerce de charbon, la vente des produits pharmaceutiques, des épiceries, des vêtements et des chaussures qu'il ne tardait pas à fabriquer lui-même ; de sorte qu'en 1895 il possédait une dizaine de magasins répartis dans toute la ville, et avait fait dans le semestre du 1^{er} juin au 30 novembre pour près d'un million de francs de ventes de toutes sortes sur lesquelles il avait réalisé un bénéfice de 191.317 fr. 83, soit exactement 20 0/0 ; sur ce chiffre la boulangerie à elle seule arrivait pour 416.547 fr. 30, déduction faite des remises faites aux membres, elle avait laissé un profit de 167.238 fr. 72, ce qui avait permis de rendre aux consommateurs 0,12 par pain de 0,30, soit 40 0/0.

La *Maison du Peuple*, à Bruxelles, a vendu, en 1895, plus de cinq millions de kilogs de pain (1), ce qui suppose un chiffre d'affaires de un million et demi si cette coopérative vend au prix courant, c'est-à-dire 0 fr. 30 le kilog, et un bénéfice de 500.000 francs, au moins.

A Gand, le *Volksbelang* est plus important, pour la boulangerie au moins, que le *Vooruit*. Il y a en outre des sociétés d'employés de l'État qui sont très prospères.

Les succès les plus retentissants ont été obtenus dans la boulangerie et cela est dû à l'organisation, indus-

(1) *Almanach de la coopération française* de 1896, p. 108.

triellement mauvaise, des boulangeries particulières, celles-ci ne produisant qu'un très petit nombre de pains et devant par suite prélever sur chaque unité une somme relativement considérable pour les frais généraux qui, dans cette branche d'industrie, sont assez élevés. On comprend dès lors que si on entreprend la fabrication du pain, en grand, dans des villes très peuplées et surtout très manufacturières où on trouve un grand nombre de personnes pour lesquelles le pain constitue la base de l'alimentation, on doive arriver à procurer une économie considérable et à recruter de très nombreux adhérents. La situation économique qui était sous ce rapport exactement la même dans le nord de la France, y a eu les mêmes conséquences : les boulangeries coopératives se sont développées à Roubaix et à Tourcoing avec une grande rapidité et ont obtenu un succès analogue à celui des sociétés de Gand, de Bruxelles ou d'Anvers.

Les coopératives belges ont adopté, en général, les règles mises en honneur par les Equitables Pionniers : vente au comptant (1), et répartition des bénéfices entre les associés ou les simples clients au prorata de la consommation de chacun. Certaines refusent de remettre

(1) Au *Vooruit* on a préféré un système particulier, plus rigoureux en quelque sorte que la vente au comptant. Chaque dimanche les agents de la société parcourent la ville pour offrir aux associés des bons qu'il faut payer d'avance et qui donnent droit chacun à un pain ; en ne donnant aux porteurs de pains qu'un simple bon, on évite le danger qu'il y a à leur laisser de grosses recettes, on n'est pas forcé de leur faire déposer un cautionnement comme cela se pratique ordinairement.

les dividendes en argent, elles délivrent seulement des reconnaissances donnant droit à une somme fixée en marchandises ; c'est à coup sûr très adroit, le sociétaire est forcé pour profiter des avantages acquis de rester dans la société ; mais c'est en même temps gênant dans certains cas, c'est, en outre, pousser à la consommation plutôt qu'à l'épargne, en un mot, c'est beaucoup plus profitable à la société qu'aux associés.

Les coopérateurs belges fondent de grandes espérances sur les sociétés de consommation, mais ils ont sur le rôle de la coopération, au point de vue social, des idées absolument particulières, toutes différentes des théories anglaise et française.

Pour eux, la coopération, par elle-même, ne peut aboutir à aucun résultat ; sa force propre n'est pas bien grande et c'est l'exagérer singulièrement que de croire que les sociétés coopératives pourront arriver, seules, à produire la moindre transformation, la moindre régénération sociale. Elle constitue cependant un merveilleux instrument dont on peut se servir pour réaliser les changements que réclame la société actuelle ; en un mot, elle n'est pas le but, elle n'est que le moyen dont socialistes ou catholiques peuvent tirer parti chacun de leur côté.

Ce sont les socialistes surtout qui préconisent cette doctrine ; ils subordonnent la coopération à leur système politique, ils lui demandent les ressources dont ils ont besoin pour faire campagne contre le régime capi-

taliste, ils attendent d'elle l'éducation sociale du peuple, le développement de l'esprit d'association et de solidarité, de l'altruisme. M. Louis Bertrand, membre de la Chambre des représentants et qui occupe une place importante dans le parti socialiste belge, proclame que la coopération n'est pour lui qu'un moyen, mais un moyen puissant d'organisation de la classe ouvrière, et non pas un but comme pour les coopérateurs purs.

Ailleurs il dit : « La coopération, par le groupement des forces collectives, par l'éducation morale des masses, par les ressources qu'elle procure, peut aider le mouvement socialiste et rapprocher par l'élimination des parasites sociaux l'heure du triomphe final. A ce point de vue, nous comprenons que les partis socialistes se servent de plus en plus de l'arme de la coopération, après lui avoir boudé parce que des apôtres bourgeois de cette forme d'association ont essayé d'en faire une panacée. La coopération peut rendre de grands services et aider puissamment l'évolution sociale dans le sens de la solidarité et de la justice (1). »

Un autre socialiste belge, Paul Deutscher, déclare que « si la coopération procure des avantages immédiats à ses affiliés, si elle leur fait économiser quelques francs par an, il n'est pas dans son pouvoir d'équilibrer le budget de l'ouvrier et d'arriver par ses propres forces à une transformation de la société établissant la justice distributive. Un autre facteur est donc nécessaire et ce

(1) *Almanach des coopérateurs belges*, 1897, p. 11.

facteur est le socialisme, car coopération et socialisme sont deux termes amis qui marchent la main dans la main (1) » ; il constate que, sous un régime capitaliste comme celui sous lequel nous vivons, la coopération ne peut pas s'appliquer à tous les domaines ; qu'elle échoue régulièrement en ce qui concerne la production ; il prédit contre les sociétés de consommation des coalitions terribles, des trusts de toute espèce qui les feront sombrer ; il en conclut que par elle-même la coopération ne peut rien changer à l'état social actuel, qu'elle doit par conséquent s'unir au socialisme qui par son triomphe assurera le règne de la solidarité et de la justice.

En réalité les coopératives belges ont servi beaucoup à la propagande socialiste. Elles ont permis d'organiser le parti. Le *Vooruit* de Gand imprime et vend à très bas prix (0 fr.02) un journal destiné à répandre les bons principes dans le peuple. Les coopératives constituent dans chaque ville, pour le mouvement, une sorte de centre avec des ressources suffisantes pour fonctionner dans de bonnes conditions : une partie des bénéfices réalisés est, en effet, consacrée aux besoins du parti et permet d'organiser des réunions et des conférences, de former des bibliothèques et de faire des manifestations publiques parfois éclatantes. D'autre part, elles soutiennent et au besoin fomentent des grèves : dans l'espace de six mois, du 1^{er} juin au 30 décembre 1895, le *Vooruit* de

(1) *Ibidem*, p. 17.

Gand a dépensé de ce chef 10.000 francs. Le moyen ordinairement employé dans ce but consiste à fournir gratuitement une certaine quantité de pain par jour de chômage à tout gréviste faisant partie de l'association ; ce moyen est fort adroit, il attire dans la société les ouvriers sans ressources qui sont forcés de demeurer oisifs par suite de l'interdit qu'on a jeté sur l'usine où ils travaillaient ; il suffit en effet de donner son adhésion pour qu'immédiatement on ait droit aux distributions gratuites.

Les sociétés de consommation sont surtout une caisse pour le parti socialiste ; M. Louis Bertrand disait, il y a quelques années : « si le parti ou une fédération locale du parti a besoin d'un billet de 1.000 francs pour une œuvre quelconque, on le trouve sans peine à la coopérative, et plus encore s'il le faut » ; et M. Van der Velde ne cache pas que le *Vooruit* est « la vache à lait du parti ».

La situation matérielle des coopératives socialistes est satisfaisante ; j'ai cité déjà les chiffres d'affaires et les bénéfices de la Maison du Peuple de Bruxelles et du *Vooruit* de Gand. Le succès n'a rien d'étonnant. D'abord, et pour ne parler que du *Vooruit*, la plus importante des coopératives belges, celle qu'on cite toujours et qui a une réputation universelle, il est doté d'une administration fort bien comprise. Son gérant, dont les pouvoirs sont très étendus, ce qui est une garantie de succès, est un homme de grande valeur au point de vue industriel et commercial, un organisateur de première

force, exigeant des employés et ouvriers de l'association une somme de travail très grande, en un mot comprenant parfaitement les intérêts de ceux qu'il représente et se gardant soigneusement de faire du sentiment dans sa gestion. Les pouvoirs de ce gérant, comparés parfois à ceux d'un véritable dictateur, lui assurent une sorte d'indépendance, de suprématie très profitables à tous les sociétaires, mais qui ne sont pas en harmonie avec les doctrines sociales dont la société se réclame.

Le succès peut-il faire autrement que de croître sans cesse ?

La coopérative permet de faire la propagande en faveur d'un parti qui ne peut manquer de plaire aux travailleurs, puisqu'il renferme, à leur adresse, les plus belles promesses ; le *Parti*, de son côté, fait une sorte d'obligation à ses membres, chaque jour plus nombreux, de s'approvisionner, dans les magasins de la société, de toutes les marchandises qu'ils renferment : c'est, en apparence du moins, un cercle sans fin.

Doit-on croire, pour cela, que le socialisme a enfin trouvé un moyen pratique de réalisation, qu'il triomphera bientôt, grâce à l'aide de la coopération ?

Certains socialistes sont de cet avis : mais l'expérience n'est pas aussi concluante qu'on pourrait le croire à première vue et avant une analyse approfondie de la question. Une foule de faits viennent rendre très probable l'opinion contraire, à savoir que la coopération, même dirigée par les socialistes dans le sens de

leurs idées, n'aboutira jamais au triomphe de celles-ci.

D'abord lorsqu'on examine les chiffres fournis par le *Vooruit* relativement aux dernières années, on s'aperçoit que cette coopérative ne prend pour ainsi dire plus d'extension : le nombre des membres depuis 1894 n'a pas augmenté, il était au début de cette année 1894 de 5.908, en 1895 il tombait à 5.340 pour remonter en 1896, à 5.720 et en 1897, à 5.911.

Les bénéfices de la société, les fonds secrets du parti puisque les associés n'ont aucun pouvoir de surveillance sur l'emploi qui en est fait, sont en baisse. Du 1^{er} décembre 1892 au 30 novembre 1893, ils avaient été de 65.361 francs ; dans les douze mois qui suivirent, ils atteignirent le chiffre de 98.087 francs, pour retomber ensuite à 78.260 francs et à 61.557 francs. Depuis trois ans la progression descendante est donc parfaitement caractérisée : elle montre que le succès est plus apparent que réel, que l'avenir est beaucoup moins brillant, beaucoup moins rassurant même, qu'on ne se plaît à le dire.

Le montant des ventes n'augmente plus d'une manière aussi rapide qu'auparavant ; du 1^{er} décembre 1894 au 30 novembre 1895 il avait été de 1.977.393 francs ; du 1^{er} décembre 1895 au 30 novembre 1896 il était passé à 2.027.017 francs, en augmentation de moins de 50.000 francs, et encore avait-on ouvert depuis le mois de décembre 1895 un magasin d'ébénisterie dont le chiffre d'affaires avait été pendant l'année supérieur à

10.000 francs. Tous les chiffres des dernières années marquent un ralentissement très sensible, dont la cause est d'ailleurs facile à trouver. La boulangerie qui avait toujours été la source des plus grands profits, s'est trouvée en présence de concurrents sérieux ; le commerce ne devait pas renoncer à sa lutte contre la coopération ; pour vaincre celle-ci, il a adopté la forme extérieure des sociétés de consommation : le *Volksbelang* a paru d'abord être une coopérative catholique, destinée à combattre la coopérative socialiste ; en réalité il n'était qu'une entreprise financière qui, en décembre 1896, s'est transformée en une société anonyme par actions. Le système est un peu différent de celui du *Vooruit* ; l'organisation primitive était fort semblable à celle de la société socialiste, mais on l'a successivement perfectionnée : un avantage qu'on ne trouve pas au *Vooruit* c'est la répartition en numéraire et non en cartes de consommation, du bénéfice réalisé par chaque acheteur.

A côté du *Volksbelang* dont l'importance, pour la boulangerie surtout, est considérable (en 1893 le nombre des clients était de 11.000), on trouve un certain nombre de fabriques de pain qui, arrivées à une grande production par suite des avantages offerts aux clients, peuvent à peine, pour les prix, soutenir la concurrence avec le *Vooruit*.

D'autre part, en face des ouvriers socialistes se sont dressés les travailleurs anti-socialistes avec la *Ligue ou-*

rière anti-socialiste. Celle-ci n'a pas choisi d'autres armes que ses adversaires, elle a eu recours à la coopération et a fondé en 1891 une société de consommation, et un journal *Het Volk* qui s'efforce de tenir tête au journal *Vooruit*.

En réalité la concurrence commerciale et politique constitue un sérieux obstacle à la marche en avant des sociétés socialistes. Or, le mal semble bien ne devoir que s'aggraver, car l'intérêt privé qui a trouvé une arme excellente s'ingéniera à la perfectionner ; d'un autre côté le parti anti-socialiste ne paraît pas décidé à abandonner la lutte et il n'est pas certain que celle-ci se terminera pour lui par une défaite complète.

La diminution des gains, qui semble bien n'être pas purement accidentelle, permet de douter de l'avenir de la grande coopérative socialiste. Il y a d'ailleurs d'autres sujets d'inquiétude :

Fidèles à leur devise (le mot *Vooruit* veut dire *en avant*), les administrateurs ont toujours été très entreprenants. Les gains augmentant d'année en année, ils se sont figurés qu'il n'y avait pas de limite et ils se sont créés des charges qui pourraient bien devenir écrasantes : c'est l'écueil contre lequel viennent se jeter presque fatalement les industriels et les commerçants qui ont prospéré trop rapidement.

On voit, quand on les visite, que, dans les installations, on n'a pas visé à l'économie : le local du Marché du vendredi avec sa façade monumentale et son confort

intérieur a nécessité des dépenses considérables, dont les frais généraux se ressentent naturellement. La société s'est portée surtout acquéreur d'un local très vaste situé rue des Baguettes et qui a coûté 75.000 francs, simplement pour s'en servir comme salle de réunions ; or, il y avait déjà dans la rue des Chartreux un local qui était aménagé à cet effet et qui paraissait parfaitement suffisant.

Lorsqu'on parcourt les différents immeubles du *Vooruit*, on ressent l'impression très vive que la question d'argent a été considérée un peu comme accessoire, qu'on n'a pas calculé assez dans la dépense, ce qui constitue une faute grave pour une affaire commerciale : les bénéfices diminuant, l'augmentation irréfléchie des frais généraux pourrait devenir une cause de ruine.

Une décision d'un autre genre, de la fin de l'année 1896, est de nature à faire naître des doutes sérieux sur l'avenir de la forteresse du parti socialiste. A la suite d'événements dont il sera parlé plus loin, l'administration pour empêcher les défections et accroître la confiance des membres avait promis d'organiser une caisse de pensions qui commencerait à fonctionner le 1^{er} mai 1897. Cette promesse a dû être tenue et l'institution en question, après étude, a été réglementée de la façon suivante :

Tout associé qui fera partie de la société depuis vingt ans au moins sans aucune interruption, et qui aura acheté pendant ce temps dans les magasins autres que

la boulangerie pour une somme totale de 3.000 francs au moins, soit 150 francs par an, aura droit à une pension de 120 francs dès qu'il atteindra l'âge de 60 ans. Ce droit à une pension est transmissible à la veuve. Les 120 francs doivent être payés non en argent mais en bons de consommation.

Le règlement qui fixe tous ces points a été rédigé, c'est indiscutable, d'une manière très adroite ; l'espoir d'une pension dans les vieux jours est de nature à retenir ceux qui seraient tentés de s'en aller, à attirer les indifférents. Sous ce rapport le calcul a été bon ; mais quels seront en définitive les résultats de cette caisse de retraite ?

D'après un tableau dressé par M. Van den Heuvel (1) sur les indications fournies par le journal le *Vooruit*, les charges qui résulteront des pensions à payer deviendront rapidement fort lourdes. En 1897 il faudra payer déjà 106 pensions, ce qui fera 12.720 francs ; dans 5 ans, en 1902, 30.000 francs ; dans 10 ans, en 1906, 66.360 francs. Y aura-t-il une progression analogue dans les bénéfices ? C'est au moins très douteux.

On se demande si la société Gantoise pourra se dégager de la chaîne qu'elle s'est rivée elle-même, et si, pour sortir à son avantage d'une crise dont elle craignait l'issue, elle ne s'est pas exposée à une ruine certaine pour une époque qui n'est peut-être pas très éloignée.

Un autre point faible du *Vooruit* c'est la subordina-

(1) *Riforme sociale*, n° du 16 avril 1897.

tion de l'entreprise commerciale au but politique ; que le parti socialiste vienne à perdre la faveur populaire, et aussitôt la coopérative tombera. Or les partis politiques sont soumis à des variations très grandes ; on finit souvent par se lasser d'une doctrine qui montre continuellement son impuissance. Je sais bien que le socialisme est particulièrement attrayant : il promet trop de choses plus ou moins impossibles à atteindre pour ne pas recruter des adhérents nombreux ; mais est-il bien certain que la désillusion ne viendra jamais ?

Elle est peut-être pour les Gantois plus prochaine qu'on ne se le figure. Une scission dans un parti est faite parfois avant qu'on ait seulement eu le temps de la prévoir. L'année dernière on a vu se produire une crise dont la conséquence pour le *Vooruit* aurait pu être la ruine : on a accusé la société gantoise de prendre une tournure capitaliste, le gérant Anseele de tyranniser ses employés. Anseele, grâce en partie à l'ascendant très grand qu'il a sur tous les membres de l'association, en partie à la forte autorité dont il jouit et qui le font craindre par ceux qui auraient pu devenir ses accusateurs et ses juges, est parvenu à conjurer le péril. Mais on avait craint un moment pour la forteresse du parti ouvrier et c'est alors qu'on avait promis de fonder la caisse de pensions dont je viens de dire quelques mots. La frayeur a été de courte durée, je le reconnais ; Anseele a conservé la confiance de ses mandataires, il a pu se vanter d'être sorti de cette aventure plus fort et plus

beau ; qui peut garantir qu'une nouvelle crise aurait le même résultat ?

Si Anseele qui est un gérant très adroit venait à être renversé, lui trouverait-on un successeur doué des mêmes qualités ? Laisserait-on seulement, si un revirement se produisait au sein de la coopérative, le pouvoir dictatorial, qui est, selon moi, une des causes principales du succès, au nouveau directeur ?

Il y a là une foule de points d'interrogation ; la réussite ou la ruine dépendent de la façon dont ils seraient résolus.

On a fait remarquer très justement du reste, que le *Vooruit* était entré dans une phase difficile ; ses chefs sont arrivés au pouvoir, au conseil communal ou à la chambre des représentants ; le moment est donc passé de se récriminer sans cesse et de tout critiquer, il faut agir. Or, l'action présente des difficultés sérieuses ; il faut s'efforcer de contenter tout le monde, ce qui est impossible ; on paraît trop modéré ou trop avancé, on se fait des ennemis qu'on n'aurait pas rencontrés si on avait pu demeurer dans une attitude passive.

L'avenir ne se montre donc pas brillant pour le *Vooruit* ; l'alliance avec le socialisme a pu accélérer le succès de la coopération, il est probable qu'elle finira par causer sa ruine.

Certains socialistes nient le danger : « qui peut croire, dit l'un d'eux, qu'une idée reconnue juste par tous excepté par ceux qui ont des intérêts contraires, pour

laquelle tant d'hommes se sont sacrifiés, pour laquelle la jeunesse presque entière brûle d'enthousiasme et qui, malgré les calomnies et les attaques d'adversaires de mauvaise foi, continue sa marche ascendante, qui peut prétendre qu'une idée juste sera extirpée de l'humanité (1) ? »

Les partis politiques les plus fortement établis, les plus conformes, en apparence, à la justice ne sont pas exempts de revirements d'opinions.

D'ailleurs, industriellement et commercialement la politique est mauvaise conseillère, elle entraîne à des dépenses exagérées pour le triomphe du parti.

La coopération ainsi comprise change absolument de caractère ; elle devient un instrument de perturbation, elle avive les haines de classes, elle sert à ameuter les hommes les uns contre les autres, et pour cela elle dépense des sommes considérables qui sont très certainement perdues pour toujours et qui, intelligemment employées, auraient pu, au contraire, apporter à la situation des associés des améliorations sensibles : elle lâche la proie pour l'ombre. On connaît en effet la fameuse phrase d'Anseele : « les sociétés de consommation sont les forteresses d'où la classe ouvrière bombardera la société capitaliste, à coups de pommes de terre et de pains de quatre livres ».

Autant les effets de la coopération sont bons quand

(1) Paul Deutscher, *Almanach des coopérateurs belges pour l'année 1897*, p. 19.

elle se borne à apporter un soulagement aux petits et aux humbles, à les pousser à l'épargne, à améliorer de toute façon leur condition, autant ils sont mauvais quand elle arme les citoyens les uns contre les autres, amenant dans l'industrie, par les grèves qu'elle suscite, des perturbations dont les travailleurs sont les premières victimes et les plus éprouvées, et empêchant le perfectionnement, le progrès continu de la société par l'initiative privée beaucoup plus éclairée et plus puissante que l'État.

Les véritables coopérateurs, ceux pour qui la coopération est un but et non un moyen, ne se montrent pourtant pas trop contrariés de la déviation que les socialistes veulent lui faire subir ; ils espèrent au contraire que peu à peu, en la pratiquant, ils comprendront les ressources infinies qu'elle renferme, qu'ils se rangeront franchement dans leurs rangs, abandonnant le socialisme dont ils auront enfin compris l'insuffisance.

Je ne sais ce qu'il faut penser de cette confiance ; je suis assez porté à croire qu'on ne sera pas fâché de pouvoir rejeter sur le socialisme la faute de l'échec des grandes coopératives ouvrières, s'il se produit, comme on peut le craindre.

Je me suis étendu sur cette question des coopératives socialistes parce que nous commençons en France à en avoir un certain nombre. A Roubaix et à Tourcoing surtout, on s'est efforcé de copier l'organisation du *Vooruit* et on a fondé des sociétés de consommation qui

sont devenues pour ces villes les centres du mouvement collectiviste. Ces sociétés sont prospères pour le moment, mais l'avenir pour elles, au moins autant que pour le *Vooruit*, est très incertain. La gestion est loin d'être aussi savante qu'à Gand : on ne trouve pas facilement d'administrateurs de la force d'Anseele, aussi les résultats ont-ils été moins éclatants.

Je devais constater dans cette étude des coopératives belges la mainmise du socialisme sur la coopération, car c'est la caractéristique du mouvement dans ce pays; je devais en même temps signaler les faiblesses de ce système et montrer que le péril est, pour l'organisation actuelle, moins grand qu'il ne le paraît; car ce ne sera pas impunément que les préoccupations politiques auront empêché les coopératives socialistes d'observer les lois économiques.

Suisse.

Ce sont surtout les coopératives agricoles qui ont pris de l'extension en Suisse dans les quinze dernières années. On a vu un fait analogue en Allemagne. Dans un rapport fait au deuxième congrès de l'Alliance coopérative internationale (Paris, 1896), on estimait à 300 environ le nombre des établissements agricoles qui portent le nom de fruitières et dont 90 0/0 sont des associations coopératives. Ces fruitières ou fromageries ont une origine ancienne, mais leur grand développement

date de quelques années. Actuellement, elles exporteraient tous les ans pour plus de 40.000.000 de francs de fromages. Ces sociétés ne sont unies par aucun lien entre elles.

Le même rapport constate très peu d'associations de crédit agricole malgré un nombre considérable de personnes manquant de capitaux. Les banques populaires réussissent mieux que les caisses Raiffeisen.

Le mouvement en faveur des sociétés de consommation s'est, depuis 1880, parfaitement dessiné. Les fondations ont été de plus en plus nombreuses : on compte actuellement plus de 200 de ces coopératives dans la confédération helvétique, ce qui, pour un pays d'aussi petite étendue, est un chiffre très élevé.

Les sociétés suisses de consommation ont éprouvé le besoin de s'unir dans un but surtout commercial et pour jouir des avantages que donne le système des achats en commun. La fédération qu'elles ont formée ne date que de 1890 et compte déjà 59 associations adhérentes. A l'occasion de l'exposition de Genève, elle a entrepris une enquête sur les coopératives de la confédération. Cent sociétés exactement ont rempli le questionnaire qu'elle leur avait envoyé. Ces cent sociétés en 1894 comptaient 53.903 membres, elles avaient fait pour 20.518.456 francs d'affaires et réalisé un bénéfice net moyen de 8,46 0/0. Leur capital-actions s'élevait à 2.927.000 francs ; les dépôts des sociétaires montaient à 1.518.000 francs.

Les Suisses, qui sont gens pratiques, profitent des avantages que présente pour eux la coopération, mais ils n'espèrent pas voir les sociétés de consommation transformer la Société ; ils ne lui demandent pas tant de choses, ils se déclarent satisfaits lorsqu'elle met « les pauvres gens en état de faire face à leurs obligations, de sortir des positions embarrassées, de devenir des payeurs exacts et connus comme tels ; en un mot de s'élever ou de se relever à leurs propres yeux et aux yeux d'autrui et cela par le moyen honorable entre tous, par la pratique du self help, l'aide de soi-même (1) ».

Cette conception si peu ambitieuse n'est-elle pas la plus raisonnable, la plus conforme au véritable caractère de la coopération ?

Autriche-Hongrie.

En Autriche-Hongrie le nombre des sociétés coopératives de crédit et de consommation est très élevé. Il y avait en Autriche, à la fin de 1894, 2.428 associations de crédit, un cinquième seulement du type Raiffeisen, les autres du type Schulze-Delitzsch.

En Hongrie, les renseignements sont moins récents ; on peut dire seulement qu'à la fin de l'année 1891 on y trouvait 658 caisses de crédit.

Quant aux sociétés de consommation, il est impossi-

(1) Edmond Pictet, La société de consommation de Flawil, *Almanach de la coopération française*, 1896, p. 107 et 108.

ble de rien dire au sujet de la Hongrie, on sait cependant qu'elles y sont très peu nombreuses. En Autriche elles étaient déjà près de 400 en 1894.

La coopération agricole commence aussi à prendre une grande extension en Autriche-Hongrie. L'*Almanach des coopérateurs belges* pour 1897 porte le nombre des sociétés rurales dans ce pays à 1.599.

Danemark.

Au Danemark, les sociétés agricoles, les laiteries principalement ou fabriques de beurre, ont pris depuis 1882 un développement très remarquable. Il y existe actuellement plus de 1.000 laiteries coopératives en pleine prospérité. Chaque associé apporte à la fabrique sociale le lait de ses vaches, et on lui en paie le prix ; les bénéfices sont ensuite partagés entre tous les membres. Ceux-ci sont tenus de nourrir leurs animaux d'une façon convenable, de manière à fournir à la société un lait de bonne qualité.

Les laiteries coopératives sont, pour la plupart, de véritables usines avec moteur mécanique et appareils très perfectionnés.

De cette organisation il est résulté un bien-être beaucoup plus grand pour la foule des petits agriculteurs qu'on rencontre au Danemark ; 150.000 possèdent une maison avec un arpent de terre, 3.500 une maison seulement.

La qualité du beurre fabriqué par les laiteries coopératives est de beaucoup supérieure à celle du beurre qu'on obtenait antérieurement par des procédés plus primitifs : c'est donc la consommation qui a profité de cette transformation de l'industrie laitière. D'autre part, et par voie de conséquence, la production et l'exportation ont augmenté dans des proportions extraordinaires ; les sociétés ont en effet cherché des débouchés à l'étranger et elles en ont trouvé facilement à cause de la supériorité de leurs produits et des conditions avantageuses auxquelles elles pouvaient les livrer. Cent cinquante laiteries coopératives ont formé une société pour l'exportation du beurre en Angleterre.

C'est ainsi que l'exportation, qui en 1870 ne montait qu'à quatre millions et demi de kilogrammes, a atteint en 1896 le chiffre de trente-cinq millions de kilogrammes ; et la progression continue encore. Cette simple indication permet d'évaluer le service immense que, sur ce point particulier, la coopération est venue rendre aux paysans danois qu'elle a enrichis, et aux consommateurs de tous pays auxquels elle a fourni un produit excellent, non falsifié, et d'un prix raisonnable.

La coopération agricole danoise ne comprend pas seulement des laiteries ; elle a abordé d'autres branches absolument spéciales. Il faut mentionner surtout les abattoirs coopératifs dans lesquels on tue chaque année une quantité considérable de porcs, que l'on prépare pour en exporter le lard, sous le nom de bacon,

en Angleterre ; des sociétés coopératives pour l'élevage du bétail et pour l'exportation des œufs.

Le Danemarck est sans contredit le pays où la coopération agricole a donné les meilleurs résultats ; elle a apporté aux cultivateurs, autrefois malheureux, une véritable aisance ; c'est grâce à elle qu'on a pu dire que le paysan danois est le plus riche paysan du monde.

Il y a aussi au Danemarck de très nombreuses sociétés de consommation : presque chaque village y a sa boulangerie, son épicerie ou sa brasserie coopérative.

On y trouve en outre une quantité respectable de caisses rurales ; on estime qu'il y a aujourd'hui 430 associations de cette nature fondées et gérées par les paysans. Si on ajoute à cela un certain nombre de sociétés de construction, on sera forcé de reconnaître que le Danemarck occupe dans le mouvement coopératif une des premières places.

Je n'ai pas besoin de noter que les sociétés danoises, pour arriver à un si beau résultat, ont dû bannir toutes tendances mystiques, toutes aspirations politiques, et s'en tenir à la rigoureuse observation des lois économiques. Leur seule base est l'intérêt privé ; elles ne paraissent pas avoir jamais songé à admettre leurs employés à la participation aux bénéfices. Elles ne semblent pas désireuses de tout absorber ; elles se bornent à un certain nombre de branches où elles obtiennent, d'ailleurs, un très grand succès parce que les conditions y sont très favorables pour elles, mais elles ne se sou-

cient pas de supplanter partout le commerce ordinaire; elles laissent à celui-ci un domaine où elles ne trouveraient probablement qu'échecs et déconvenues.

Pays-Bas.

Dans les Pays-Bas la coopération, depuis quelques années, fait de sensibles progrès. L'initiative a été due surtout à une société d'employés de l'État : l'*Eigen-Hulp* (aidez-vous vous-même). Sous l'inspiration de cette association qui publie et envoie gratuitement à tous ses membres un journal hebdomadaire : *Ons Belang* (notre intérêt), 82 sociétés, adhérentes pour la plupart de l'*Eigen Hulp*, ont organisé l'Union coopérative néerlandaise. Si le développement des sociétés de consommation n'est pas encore plus rapide, il faut l'attribuer à la défiance réciproque qui est, paraît-il, poussée à un degré très élevé en Hollande, et à la campagne activement menée contre elle par les commerçants dont l'influence est très grande.

La coopération rurale a fait son apparition en Hollande dans les dernières années; des laiteries coopératives commencent à se fonder. D'autre part le comité de l'agriculture nommé par l'Etat a institué une commission spéciale chargée d'organiser le crédit agricole. Il est permis de se demander si l'Etat ne ferait pas plus sagement de laisser à l'initiative privée, qui a si bien montré au Danemarck les prodiges dont elle était ca-

pable, le soin de réaliser les progrès qui peuvent être faits dans cet ordre d'idées dans les Pays-Bas.

Enfin, la coopération de production et la participation aux bénéfices ne sont pas sans exemple en Hollande. Leur partisan le plus convaincu est un grand industriel, M. J. C. van Marken, qui les considère comme le moyen le plus efficace d'assurer la paix sociale.

Pour lui, le vrai moyen de mettre fin à cette malheureuse lutte des classes ne peut être que la participation aux bénéfices aboutissant à la société coopérative de production, à l'association ouvrière. Il a dernièrement fondé une imprimerie d'après les principes qu'il croit être les meilleurs. La forme adoptée est celle des sociétés anonymes. Au début, il se trouvait seul propriétaire de toutes les actions ; mais celles-ci ne donnaient droit qu'à un intérêt fixé à 6 0/0 par an ; les bénéfices étaient distribués entre la direction et le travail manuel, parce que, dit M. van Marken, l'influence du capital étant limitée à son montant, son droit dans l'entreprise doit être rationnellement proportionné à ce montant et aux risques courus, par conséquent il doit se ramener toujours à un simple intérêt variant avec le caractère plus ou moins aléatoire de l'entreprise ; tandis que l'influence du travail étant illimitée par suite de la force illimitée de la volonté et du dévouement de l'homme, celui-ci a droit à tout ce qui reste après le paiement des salaires et de l'intérêt du capital. C'est au fond la théorie, contraire à l'expérience, que les profits sont dus,

en majeure partie, au travailleur manuel, alors qu'en réalité, ils résultent uniquement de la direction, laquelle émane des entrepreneurs capitalistes, au moins par voie de délégation.

Quoi qu'il en soit, dans l'imprimerie van Marken tous les bénéfices sont soustraits au capital : 50 pour cent sont attribués à la main-d'œuvre ; mais les travailleurs ne peuvent pas toucher en numéraire la part qui leur revient ; un compte est ouvert à chacun d'eux et, lorsque ce compte atteint la somme de 100 florins, on tire au sort, parmi les actions qui n'appartiennent pas à des employés de la maison, celle qui sera attribuée au travailleur contre le paiement des 100 florins qui représentent ses bénéfices accumulés. De cette façon toutes les actions doivent finir par appartenir aux ouvriers ou directeurs, on arrive naturellement à l'association coopérative et, chose plus difficile, on parvient à la maintenir puisque les anciens ouvriers sont tour à tour remboursés de leurs actions par les travailleurs actuels.

Le procédé est certainement fort ingénieux ; il n'est malheureusement pas pratique. Les capitaux se portent vers la production industrielle dans l'espoir des bénéfices ; si on leur enlève ce but ils se détourneront très certainement. La partie serait en effet par trop inégale : d'un côté supporter toutes les pertes, de l'autre n'avoir aucun droit sur les profits, c'est une perspective fort peu tentante.

Il est vrai que le système de M. J. C. van Marken contient en lui-même un correctif : la fixation du taux de l'intérêt suivant l'aléa plus ou moins grand de l'entreprise ; en promettant au capital 10 ou 15 pour cent on pourrait séduire bien des personnes ; mais alors le droit des ouvriers aux bénéfices deviendrait quelque peu illusoire, le service d'intérêts venant absorber la plus grande partie, voire même la totalité, de ce qui aurait constitué le profit si le taux d'intérêt avait été normal.

Et encore, à moins de vouloir faire œuvre de charité ou de philanthropie, quel est l'actionnaire qui consentirait d'avance à se laisser rembourser les actions qu'il a souscrites, au prix d'émission, et après un temps peut-être fort court ?

En vérité ces conditions sont, malgré tout, trop défavorables pour le capital ; un industriel convaincu peut tenter une expérience de ce genre ; il n'y a aucune chance que des entreprises ainsi organisées jouissent un jour des sympathies générales.

D'ailleurs l'imprimerie de Delft est encore trop récente pour pouvoir imaginer quelles seront ses véritables conséquences ; il est vrai que sur 25.000 florins d'actions 8.900 ont déjà passé des mains du fondateur dans celles de ses travailleurs, ce qui indique un succès pour M. van Marken ; mais n'aboutira-t-on pas à une de ces transformations si fréquentes parmi les sociétés coopératives ?

De grandes précautions ont été prises pour empêcher cette évolution ; qui oserait garantir leur efficacité : l'intérêt privé est si puissant et ses victoires en cette matière sont si nombreuses.

Ce qu'il importe surtout de noter dans le plan dressé par M. van Marken, ce qui caractérise sa manière d'agir et la différencie de celle suivie par la très grande majorité des partisans de l'association ouvrière, c'est la façon indirecte dont il aborde la coopération. Il commence par une société anonyme ordinaire et la transforme peu à peu en une société coopérative : c'est le plan des Leclaire, des Godin, des Laroche-Joubert, appliqué au moment même de la fondation au lieu de l'être par un patron qui, ayant parfaitement réussi et le plus souvent se trouvant sans descendance, imagine de céder à ses ouvriers, moyennant un prix parfois très élevé, mais dans des conditions qui rendent le paiement possible, l'établissement dans lequel il s'est enrichi.

En procédant de cette façon, on s'expose moins à un échec, c'est indiscutable ; mais on ne parvient pour ainsi dire pas à susciter d'expériences : le capital ne se résout pas facilement ni de lui-même à la perte de tous les droits qui lui sont reconnus et qui forment le contre-poids des risques qu'il a à courir.

On fait en outre, en ce moment, dans les Pays-Bas un essai de coopération intégrale assez semblable à ceux tentés jadis par Robert Owen. Une société anonyme « de Veluwe » s'est fondée à Nunspeet dans le but d'ar-

river à une meilleure organisation de la production et de la distribution des richesses. La Société doit s'efforcer de fabriquer, d'abord et surtout, tout ce qui peut être nécessaire aux membres eux-mêmes ; ensuite seulement, certains objets destinés à la vente. Chaque associé a droit à la nourriture, au logement, au blanchissage et à la lumière ; on ne lui fournit en principe qu'un minimum, lequel s'augmente en proportion du travail, des efforts du coopérateur.

L'expérience ne fait que commencer ; elle donnera peut-être des résultats intéressants. La prospérité est du reste fort problématique, les essais de coopération intégrale ont si peu réussi jusqu'aujourd'hui.

Espagne et Portugal.

En Espagne la coopération n'a pas pris encore un grand développement : on y trouve environ 300 associations, très modestes pour la plupart. Parmi elles, les sociétés de consommation sont les plus nombreuses : celle de Barcelone a un chiffre d'affaires supérieur à 1.000.000. Il y a aussi des associations de crédit : l'une d'elles dont le siège est à Madrid, n'a eu pour un total d'opérations égal à 200.000 francs que 50 francs de frais d'administration.

Il faut noter enfin quelques sociétés de production agricole et quelques associations de travailleurs.

Le mouvement coopératif, en Portugal, après avoir

eu un moment de grand développement surtout en ce qui concerne la consommation, s'est aujourd'hui beaucoup ralenti. Ce résultat est dû, paraît-il, à l'inexpérience et à la mauvaise foi d'un certain nombre de gérants qui ont fini par conduire à la ruine les sociétés dont on leur avait confié la direction. Il ne s'agit toutefois que d'un ralentissement, non d'un anéantissement; il existe encore des sociétés dont quelques-unes très prospères : la société d'économie domestique d'Oporto, la Caisse économique ouvrière de consommation de Lisbonne, en sont la preuve.

Il y a aussi quelques associations de production déjà anciennes.

Russie.

En Russie, on trouve un genre d'associations particulier, ce sont les artels dont l'origine est fort lointaine : un certain nombre de familles s'unissent pour faire en commun la dépense des instruments nécessaires à l'exploitation des champs et pour cultiver le sol ; elles se partagent ensuite les produits, proportionnellement au nombre d'ouvriers fournis par chaque famille. Il y a économie de frais, les mêmes instruments et le même bétail servant pour tous.

Parfois et pour des dépenses particulièrement coûteuses, surtout pour l'achat de certaines machines, quelques artels se réunissent : chacun d'eux a succes-

sivement la jouissance des instruments dont la collectivité a pu faire la dépense.

Il existe aussi en Russie des sociétés de consommation, mais les renseignements précis sur leur nombre et leur importance font absolument défaut.

États-Unis d'Amérique.

La coopération a mis longtemps avant de pouvoir pénétrer aux Etats-Unis : le peuple, dans ce pays, a des tendances trop individualistes pour recourir volontiers à l'association ; on se trouve dans le pays par excellence du « chacun pour soi » qui est précisément l'opposé des principes coopératifs. La population ouvrière des grands centres qui est surtout appelée à profiter des bienfaits de la coopération, s'est bornée très longtemps à des associations de résistance ; on préférerait des salaires élevés à des marchandises bon marché ; en d'autres termes on se tournait vers le trade-unionisme et non vers la coopération.

Pourtant les sociétés agricoles finirent par faire leur apparition, obtenant parfois le succès.

Enfin quelques sociétés de consommation se fondèrent.

Le mouvement semble actuellement devoir prendre une extension beaucoup plus rapide. En 1895 s'est formée l'Union coopérative des Etats-Unis dont le but est de mener une campagne active en faveur de la coopération

et de pousser à la fondation de sociétés partout où le besoin s'en fera sentir.

Le comité s'est mis à l'œuvre sans tarder et avec une véritable ardeur ; il a déjà publié un grand nombre de brochures, de tracts sur la coopération et a organisé en sa faveur une foule de conférences.

En 1896 il a réuni en un congrès les délégués de toutes les sociétés coopératives des Etats-Unis et le nombre de ces délégués s'est élevé à 75.

Les tendances des coopérateurs américains, d'après ce qui a été dit à ce congrès, sont nettement conservatrices. Ces chefs du mouvement considèrent la coopération comme une arme au service de la société actuelle : « Quand le coopérateur a une petite maison et un petit capital à la banque coopérative, il a sa place dans l'état social actuel, et ne trouve plus qu'il soit si mauvais (1). » C'est l'opinion opposée à celle des socialistes belges dont il vient d'être question.

Il est probable qu'en présence d'une campagne aussi activement menée, la coopération ne tardera pas à prendre aux Etats-Unis toute l'extension dont elle est capable, soit dans la branche du crédit, soit dans la branche de la consommation, ou dans celle de la production agricole.

Après avoir passé en revue les différents pays où la coopération occupe une place appréciable, il ne me reste plus qu'à retracer l'histoire du mouvement coopé-

(1) Discours du professeur Peabody au congrès de Cambridge.

ratif en France pendant les quinze dernières années : cette période est pour notre pays la plus féconde, la plus intéressante et la plus instructive.

France.

Depuis 1880, la coopération française s'est développée à la fois du côté de la production, de la consommation, du crédit et des différents services relatifs à l'agriculture. Chacune de ces branches exige naturellement quelques explications.

Sociétés coopératives de production (1). — Dans la période précédente nous avons vu l'arrêt que la chute du Crédit au travail avait amené dans la création des sociétés coopératives de production ; mais nous avons constaté que les ouvriers n'avaient pas cessé, sauf une exception constatée de la part des collectivistes au congrès de Marseille en 1879, de se montrer favorables à l'idée. Nous allons pouvoir maintenant répondre à la question que nous nous posions alors : les travailleurs

(1) Hubert Valleroux, *Les associations coopératives en France et à l'étranger*, p. 358.

Bulletin de la société des amis de l'Université de Dijon : Des sociétés coopératives de production, article de M. Mongin, février 1896.

Les associations ouvrières de production et la chambre consultative, par Emile Reaux.

L'Association Ouvrière, organe de la chambre consultative des associations ouvrières de production, numéros de décembre 1895, janvier, février et mars 1896, conférences de M. P. du Maroussem.

ne tentaient-ils plus aucune expérience par crainte et à cause des échecs antérieurs, ou bien n'attendaient-ils qu'un choc qui vînt les réveiller de leur torpeur, pour se précipiter en masse, comme en 1848, vers l'association ouvrière ?

En réalité, en 1880, comme au temps de Buchez, on n'attendait qu'une occasion ; elle se présenta, d'une nature toute spéciale : ce furent les grèves générales qui éclatèrent vers cette époque.

Surpris de la résistance qu'ils éprouvaient de la part des entrepreneurs, les ouvriers de la capitale se dirent dans leurs réunions syndicales : puisque nos associations de résistance et de lutte n'aboutissent à rien, que nos revendications collectives n'obtiennent pas gain de cause, nous ne pouvons mettre nos espérances que dans des associations dans lesquelles les travailleurs, possédant les instruments de production et s'occupant, par des délégués, de la direction, supprimeront, pour le remplacer, le patron notre ennemi juré puisqu'il ne prétend pas passer par toutes nos conditions.

On aurait bien pu répondre à cela que l'entrepreneur n'est pas libre de hausser les salaires toutes les fois qu'il plaît à ses ouvriers de le lui demander, que la ruine est là qui le guette ; mais les salariés ne voient pas ce côté de la question. Le patron ne veut pas obéir ! qu'il disparaisse ! Tel fut le cri qui retentit en 1880 ; et aussitôt, pour commencer l'attaque, surgirent à Paris une foule de sociétés coopératives de production.

Leur plan de campagne était bien simple : les associations organisées par les syndicats ouvriers sur des bases vraiment équitables, donnant à leurs membres l'autonomie et l'intégralité du produit de leur travail, serviraient à mettre davantage encore en relief les nombreux inconvénients du régime patronal. Les travailleurs non encore associés se révolteraient contre les entrepreneurs et exigeraient des conditions de travail plus favorables, une répartition plus équitable des produits ; la lutte, avec les grèves inévitables, éloignerait des patrons les commandes qui s'en iraient aux associations ouvrières. Celles-ci augmentant d'importance, auraient besoin de plus en plus de bras ; elles ouvriraient leurs rangs aux salariés inoccupés par suite de la crise traversée par les entreprises ordinaires. Et il arriverait ainsi qu'après un certain nombre d'années l'association réunirait tous les travailleurs du corps de métier. L'Évolution serait accomplie et tout le monde en profiterait.

C'était la réédition, à part quelques différences de détail, du système de Buchez dont l'école nouvelle se réclamait, du reste, ouvertement. L'émancipation de la classe ouvrière par la disparition du salariat, l'autonomie des travailleurs plus désirable encore et plus ardemment souhaitée que l'élévation des gains, enfin l'intégralité du produit du travail pour l'ouvrier qui ne sera plus dépouillé injustement par le patron : tels sont les points principaux du programme ; on sait qu'ils sont loin d'être nouveaux.

Seulement, de nos jours il n'est plus question de religion, on ne parle plus que de la solidarité qui doit exister entre tous les travailleurs et remplacer cette déplorable morale de l'égoïsme qui régit aujourd'hui toutes les actions humaines. On ne se rend pas compte d'ailleurs que l'on fait une confusion entre l'intérêt privé qui n'est au fond qu'une manifestation de l'instinct de conservation, qui est par conséquent absolument naturel, et contre lequel il n'y a pas lieu de s'élever, et l'égoïsme qui est la perversion de ce sentiment, et constitue, lui, un vice moral et anti-social au premier chef.

Donc, en 1880, par suite des grèves générales et sous l'impulsion des chambres syndicales, les fondations recommencèrent, nombreuses, pour se continuer les années suivantes. Comme toujours, dois-je le faire remarquer, le mouvement part de Paris ; dans les départements on ne se montre pas autrement pressé de se lancer dans l'inconnu.

Cette fois les circonstances furent extrêmement favorables au développement des associations ouvrières. D'abord, un partisan de l'idée, Benjamin Rampal, qui venait de mourir, avait laissé toute sa fortune, évaluée à près de deux millions, pour être utilisée en prêts aux sociétés coopératives. C'était une commission choisie par le conseil municipal de Paris, dans son sein, qui était chargée d'examiner les demandes d'avances, d'y faire droit ou de les repousser. Le crédit de trois millions, voté en 1848, avait suscité une foule d'associa-

tions ; le legs Rampal devait avoir un effet analogue. Malheureusement l'un ne fut pas plus profitable que l'autre ; les capitaux du philanthrope ne portèrent pas bonheur, en général, à ceux qui en eurent leur part (1). Tant il est vrai qu'il est toujours dangereux pour les associations de trouver trop facilement des capitaux. L'effet immédiat fut toutefois d'accélérer le mouvement : les déconvenues ne pouvaient venir que plus tard.

D'un autre côté, les pouvoirs publics s'imaginèrent encore devoir faire quelque chose pour les travailleurs associés. La Chambre, pour le moment du moins, ne vota plus de crédit, mais on reprit, au sujet des adjudications de travaux publics, la politique suivie en 1848.

L'administration avait commencé par des faveurs isolées : le préfet de la Seine avait dispensé du cautionnement exigé des entrepreneurs ordinaires une société de cimentiers ; pour divers travaux à accomplir pour le compte de l'État ou de la ville de Paris, une société de sculpteurs jouit du même privilège. Les associations ne tardèrent pas à trouver que des avantages, dépendant uniquement du bon vouloir de fonctionnaires qui pouvaient être changés et remplacés par d'autres, hostiles à l'idée, n'étaient pas suffisants. Elles imaginèrent donc

(1) D'après le rapport fait en 1888 au conseil municipal de Paris sur l'exécution du legs Rampal, sur 47 sociétés ayant obtenu des avances, 25 étaient déjà dissoutes ou en faillite, et plusieurs autres ne parvenaient pas sans peine à payer les annuités de remboursement (Conférence de M. Mongin, professeur à la faculté de droit de Dijon, sur les sociétés coopératives de production. *Bulletin des amis de l'Université de Dijon*, février 1896, p. 205).

de demander l'application du décret du 15 juillet 1848, expliqué déjà. Le préfet de la Seine, c'était alors M. Ch. Floquet, devant qui la réclamation fut portée, nomma une commission pour rédiger un nouveau règlement sur les adjudications publiques. Ce règlement, ratifié immédiatement par l'autorité, dispensait du cautionnement tous les concurrents ; c'était juste ; mais il remettait le choix des concurrents admis à soumissionner à une commission nommée par le préfet. Le pouvoir d'élimination, ainsi attribué à une sorte de conseil, était évidemment abusif, car l'autorité n'a pas le droit d'écarter sans motifs sérieux un concurrent quelconque. Ce règlement nouveau laissait la porte ouverte à toutes les injustices.

On ne se contenta pas de cette faculté de protéger, même contrairement à l'équité, les associations ouvrières ; une circulaire de M. Alphand vint accentuer l'abus de pouvoir en attribuant à ces sociétés des privilèges d'une autre espèce. Cette circulaire déclare expressément qu'il ne suffit pas d'aplanir les voies aux travailleurs associés pour les adjudications de travaux publics, ni de leur concéder l'exécution de ces travaux par des marchés amiables ; qu'il faut continuer à les protéger en les traitant d'une façon particulière pendant la durée des travaux qui leur ont été confiés ; et elle ordonne aux architectes chargés de la direction, de ne pas attendre l'époque régulière de production de l'état sommaire, mais de dresser un état sommaire spécial pour éviter

tout retard dans les paiements qu'il est possible d'effectuer. On règle donc d'une façon différente les entrepreneurs ordinaires et les travailleurs associés.

De son côté, l'État favorisait d'une manière analogue les sociétés coopératives de production : il accordait par exemple, à une association ouvrière, l'impression et l'expédition du *Journal officiel*.

On peut faire des vœux pour le développement des associations de travailleurs, on peut doter celles-ci d'une législation conçue dans l'esprit le plus libéral, mais il est souverainement injuste de leur accorder des faveurs de cette nature. Je ne peux que répéter ce que je disais au commencement de cette étude, à propos du décret du 15 juillet 1848 : quand ils font un marché pour un travail quelconque, l'État, le département ou la commune ne doivent se laisser guider que par l'intérêt général ; or celui-ci exige seulement que le travail soit fait dans les meilleures conditions possibles de prix, d'exécution et de garanties : la personnalité de l'entrepreneur lui est complètement indifférente.

L'enquête de 1883. — Et cependant, au lieu de songer à réformer dans un sens plus équitable sa législation et sa conduite en cette matière, le gouvernement eut l'idée d'étendre encore ces injustes faveurs.

Le ministre de l'intérieur, M. Waldeck-Rousseau, ordonna donc une enquête en vue de « rechercher le moyen de faciliter aux associations ouvrières leur ad-

mission aux adjudications et soumissions de travaux de l'État ». Il nomma, pour faire cette enquête, une commission composée de 22 membres pris dans les différents ministères à raison de deux par ministère.

Les fonctionnaires choisis eussent été compétents pour les questions relatives aux travaux nécessaires dans leurs administrations respectives ; mais voici que le ministre, dans son discours d'ouverture, parle de législation et leur confie le soin d'étudier la situation des sociétés de production au point de vue légal. Il estime, en effet, que cette situation n'est pas favorable, qu'elle empêche les associations de se constituer ou de vivre. La loi de 1867 devient une loi de défiance faite, non pour encourager, mais pour entraver les associations ouvrières. Le gouvernement veut avoir l'avis des intéressés ; il semble avoir oublié qu'en 1864 les directeurs des sociétés coopératives avaient protesté contre le régime de faveur dont on avait voulu les doter. Je n'ai pas à m'étendre sur ce point ; qu'il me suffise de dire qu'en ce qui concerne la législation, l'enquête prouva que la loi de 1867 contentait à peu près tout le monde.

Ce qui ressort le plus clairement de l'enquête de 1883 c'est le très grand désir manifesté par toutes les sociétés de travailleurs d'avoir la plus grande somme possible de travaux à exécuter pour le compte de l'État. C'est sur les adjudications que s'est concentrée toute l'attention ; on ne demande pas une loi organique nouvelle, on préfère avoir un travail assuré. C'est ainsi que,

seules les sociétés qui, par la nature des travaux qu'elles accomplissent, peuvent espérer devenir adjudicataires des fournitures de l'État, répondent au questionnaire et paraissent devant la Commission ; cela explique en outre l'abstention complète des sociétés de consommation. Pour toutes, l'enquête se résume dans ces deux questions : Voulez-vous que les administrations publiques vous fournissent de la besogne ? A quelles conditions préférez-vous travailler ?

Il est remarquable du reste que la plupart des associations ne se prononcent pas contre le cautionnement ; elles sont à même de le fournir, elles ne considèrent pas cette formalité comme présentant une sérieuse difficulté. N'avait-on pas vu déjà une société de peintres déposer un cautionnement de 40,000 francs, alors qu'un certain nombre de petits patrons avaient dû reculer, renoncer à soumissionner, uniquement parce qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité de se procurer une somme aussi élevée.

Mais si elles ne réclament pas une exemption injuste et sans profit pour elles de ce côté, les associations de travailleurs ne s'en montrent pas moins très désireuses d'avoir à exécuter des travaux pour le compte de l'État. Elles en viennent presque à les considérer comme leur étant dus. Et de fait, tout ce qu'elles voyaient autour d'elles était bien de nature à faire naître dans leur esprit cette étrange conception. En effet, s'il faut attendre longtemps (4 juin 1888) avant de trouver la conclusion

pratique et légale de l'enquête de 1883, le gouvernement ne tarda pas, en fait, à accentuer encore les faveurs dont jouissaient déjà les travailleurs associés : c'est ainsi que d'avance on leur promet, au nom de l'État ou de la ville, de leur fournir du travail ; on va même, dans un moment où l'industrie du meuble traverse une crise, jusqu'à passer avec une société coopérative d'ébénistes des marchés pour la fabrication immédiate du mobilier de bâtiments publics encore à l'état de projet. En réalité il suffisait donc à des travailleurs de s'associer pour être assurés de la sympathie et surtout des commandes du gouvernement.

Doit-on s'étonner après cela du succès des sociétés coopératives de production fondées à cette époque ? Pas plus qu'on ne peut tirer argument de cette réussite en faveur du système lui-même. L'expérience prouve seulement que les sociétés qui peuvent prétendre aux adjudications publiques, vivre d'elles en grande partie, peuvent assez facilement réussir.

Pourtant les associations ouvrières sont beaucoup plus ambitieuses ; elles ne veulent pas se borner à prouver qu'elles peuvent vivre, elles prétendent tout absorber. Il s'agit précisément de voir si elles peuvent espérer arriver à ce résultat.

Pour se développer plus rapidement encore et toucher plus vite au but, les associations ouvrières eurent l'idée de créer une fédération qui pût devenir pour le mouvement un centre de propagande, de perfectionne-

ment et de défense. C'est en 1884 que cette conception fut réalisée. La Chambre consultative des associations ouvrières de production débuta avec vingt-deux sociétés adhérentes. Elle se proposait de défendre les intérêts des sociétés qui avaient accepté son programme, de leur faciliter les relations industrielles et commerciales, de centraliser les renseignements qui pouvaient leur être utiles, de rechercher les travaux qu'il leur était possible d'entreprendre, enfin, d'appuyer auprès des pouvoirs publics les offres de travail et de fournitures, les demandes de crédit qui pouvaient être faites par l'une ou l'autre des associations fédérées.

La Chambre consultative, il faut le reconnaître, était composée d'hommes actifs et intelligents, bien décidés à mener à bonne fin l'œuvre qu'ils avaient entreprise. Pour attirer l'attention publique sur l'association ouvrière, pour annoncer en même temps sa naissance, à elle, d'une façon quelque peu éclatante, elle organisa à l'exposition du travail qui eut lieu à Paris en 1885, une sorte de manifestation en l'honneur des sociétés de production. Avec une subvention qu'elle obtint de la ville de Paris, elle fit construire par les associations du bâtiment, un pavillon où les autres sociétés ouvrières exposèrent des échantillons de leurs travaux. Elles prétendaient démontrer par là que « la coopération n'était pas une chimère, qu'elle existait réellement et qu'elle donnait des résultats bien palpables, tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral ».

Les conséquences ne furent probablement pas aussi grandes que ne l'avaient espéré les membres de la Chambre consultative ; celle-ci obtint pourtant une médaille d'or « pour le but infiniment utile de sa belle organisation ».

La tâche de la fédération fut très facile dans les questions d'adjudications de travaux à exécuter pour le compte de l'Etat, de la ville de Paris ou des départements. La Chambre consultative fut en effet accueillie par l'administration avec une faveur qui ne se démentit jamais, et elle parvint ainsi à rendre des services fort appréciables à nombre de ses membres. Elle put même se vanter d'avoir obtenu la promulgation du décret du 4 juin 1888, conséquence tardive de l'enquête de 1883, qui remaniait complètement la question des adjudications de travaux publics. Ce décret, rendu sous le ministère Floquet, et dont les dispositions avaient été élaborées par les soins de M. Waldeck-Rousseau, accordaient aux associations ouvrières les avantages suivants :

Lotissement du marché suivant son importance ou la nature des professions intéressées.

Dispense pour les associations de fournir un cautionnement dans les travaux ou fournitures dont la valeur n'excède pas 50.000 francs : dans ces conditions les entrepreneurs ordinaires sont tenus de fournir un cautionnement.

Droit de préférence, à égalité de rabais, sur les au-

tres soumissionnaires : ce droit était reconnu aussi par le décret de 1848.

Enfin droit à des acomptes payables par quinzaine ; M. Alphant, on l'a vu, avait dans sa circulaire adopté une mesure du même genre.

Je ne reviens pas sur les injustices consacrées par le décret. Celui-ci, du reste, ne concernait que les travaux à accomplir pour le compte de l'Etat. La question se posa bientôt de savoir s'il fallait l'appliquer, par analogie, aux travaux des départements. Un avis du conseil d'Etat, daté du 27 juin 1889, vint trancher la question dans le sens de l'affirmative, et la Chambre consultative y vit un succès de plus pour sa cause.

Toutes ces faveurs, et l'activité déployée par les membres de la Chambre consultative ne pouvaient qu'accroître le mouvement ; en réalité les fondations devinrent de plus en plus nombreuses.

Bientôt du reste la fédération eut son journal à elle : le 1^{er} mai 1893 parut l'*Association Ouvrière*, journal mensuel, chargé de répandre partout la bonne parole et de trouver des partisans au système dont il préconisait l'emploi.

Puis, dans cette même année 1893, la Banque coopérative des associations de production commença à fonctionner ; une subvention de l'Etat et les dons successifs d'un généreux anonyme portèrent son capital à 500.000 francs ; elle avait pour buts : l'escompte du papier des sociétés ouvrières de production, les dépôts de

cautionnements, les prêts sur fournitures ou travaux exécutés, les ouvertures de crédits sur marchés, enfin, et dans certains cas seulement, car il ne fallait pas renouveler la triste expérience faite par le Crédit au travail, les prêts à longs termes.

Enfin, à la suite d'une demande adressée par la Chambre consultative aux pouvoirs publics, le parlement a voté en 1894, et depuis lors il vote régulièrement chaque année un crédit de 140.000 francs, comme encouragement aux associations ouvrières de production et de crédit. La Chambre consultative aurait désiré qu'on remit cette somme à une organisation sérieuse et compétente, bien au courant de la question et qui aurait su s'en servir pour le plus grand bien de la cause coopérative ; le parlement en a décidé autrement et le crédit est partagé directement par des personnalités « bien intentionnées sans doute mais insuffisamment éclairées », entre les associations ouvrières qui semblent le plus dignes d'encouragement. Malgré les résultats du prêt de 3.000.000 et du legs Rampal, on n'a pas compris encore que procéder de cette façon, c'était dépenser en pure perte les ressources publiques. Reconnaitra-t-on un jour, qu'on ne peut pas rendre de plus mauvais services à une association ouvrière, que de la mettre à même de se procurer facilement les capitaux dont elle a besoin pour fonctionner ?

Dois-je dire après cela que dans les toutes dernières années le nombre des sociétés de production s'est encore accru sensiblement ?

Mais quels sont exactement les résultats de toutes ces faveurs et de toute cette campagne en faveur de l'association ouvrière ; car il ne suffit pas de donner des chiffres, il faut encore peser leur valeur exacte ?

Il y a actuellement en France environ 150 associations de travailleurs ; il est difficile de se procurer sur toutes des renseignements précis ; la Chambre consultative ne s'occupe en effet que de ses adhérentes. Je pense pourtant que l'état de cette Chambre consultative reproduit assez fidèlement l'état du mouvement. Or, il est actuellement, en apparence du moins, tout à fait prospère. Nous avons vu qu'à l'origine, en 1884, le nombre des sociétés ayant adhéré à la fédération était de 22 ; en 1890 il n'était encore que de 27, ce qui dénotait un succès fort relatif. L'année suivante il passait subitement à 38 et en 1892 à 41. L'*Association Ouvrière* du mois de juin 1895 donne une liste de 82 associations adhérentes ; le numéro du mois d'avril 1896 une liste de 100 et celui du mois de mars 1897 une liste de 103. En apparence le mouvement est donc parfaitement lancé. Il y a pourtant de très sérieuses raisons de douter du résultat final. Sur les 103 associations sur lesquelles la Chambre consultative fournit des renseignements, 63 sont fondées depuis moins de trois ans ; 28 seulement sont antérieures à l'année 1890.

Combien parmi toutes ces sociétés si récentes sauront résister à toutes les difficultés qu'elles ne manqueront pas de rencontrer. En 1848 aussi les fondations

ont été nombreuses et de tout le mouvement sur lequel on fondait alors de si belles espérances, c'est à peine si on trouve encore quelques traces. Il ne faut pourtant pas exagérer le péril : les associations ouvrières, guidées par la Chambre consultative qui connaît parfaitement la matière, encouragées par l'Etat et les administrations qui leur fournissent du travail, ayant à leur disposition une banque qui ne fait pas payer trop cher ses services, sont, pour le moment du moins, car toutes ces circonstances sont essentiellement variables, dans les conditions les plus favorables à la réussite. Il y aura cependant encore des échecs ; les travailleurs se heurteront à des obstacles qu'ils ne soupçonnaient même pas ; ils lutteront bien pendant quelques années, mais beaucoup finiront par se lasser et abandonneront la place. Au deuxième congrès de l'Alliance coopérative internationale plusieurs délégués de sociétés de production se plaignirent amèrement de ce que les sociétés de consommation ne se fournissaient pas de préférence chez les travailleurs associés qui, tout en offrant les mêmes conditions que les commerçants, manquaient pourtant le plus souvent d'ouvrage. Combien de sociétés ne sauront pas vaincre la difficulté si grande de se faire une clientèle ?

J'ai constaté que les conditions étaient actuellement très favorables pour l'association ouvrière et que cela était dû en grande partie à la politique suivie en matière de travaux publics. On peut aller plus loin et affirmer

que la conduite de l'administration a été en quelque sorte la cause déterminante du succès de la coopération de production depuis 1880. Il suffit pour s'en convaincre de jeter les yeux sur les listes fournies par le journal de la Chambre consultative. Il n'existe pour ainsi dire aujourd'hui, que des associations pouvant prétendre à des adjudications de travaux publics ; c'est ainsi que l'on compte huit associations de menuisiers, trois de charpentiers, trois d'ébénistes, sept de peintres, cinq de maçons ou de tailleurs de pierre, deux de granitiers, deux de plâtriers, trois de serruriers, deux de fondeurs, trois de couvreurs, deux de plombiers, une de sculpteurs, une de parqueteurs et une de tapissiers, auxquelles l'État ou la ville de Paris peuvent confier la construction ou la réparation des édifices publics ; et d'un autre côté trois sociétés de paveurs et une de piqueurs de grès. C'est un fait indiscutable que la grande majorité des associations de travailleurs ne vivent que des adjudications publiques. La Chambre consultative elle-même s'en rend très bien compte ; son secrétaire, M. Vila, dont la compétence en ces matières est indiscutable, a pu écrire : « à Paris, Lyon, Bordeaux, Limoges, les associations concourent aux adjudications publiques, mais celles qui existent dans les petites villes végètent » ; ce qui équivaut à ceci : partout où les administrations leur fournissent de l'ouvrage, les sociétés prospèrent, ailleurs elles sont fort peu brillantes.

L'examen attentif des tableaux dressés par les soins

de la Chambre consultative, suggère une autre réflexion. Toutes ces associations fondées pour exécuter les travaux publics sont précisément, à cause de leur nature particulière, dans les meilleures conditions voulues pour réussir ; elles n'exigent pas de capitaux considérables, ni un outillage bien compliqué ; leurs directeurs ne doivent pas faire preuve de connaissances techniques extraordinaires ; la bonne volonté, l'énergie, le courage des ouvriers jouent un rôle prépondérant et l'association vient précisément développer ces qualités par l'espoir d'un gain plus considérable.

Pourtant, même dans ces branches d'industrie particulièrement abordables pour les associations de travailleurs, et malgré la faveur de toutes les administrations, le plan primitif, à savoir la suppression des entreprises individuelles, est loin d'être réalisé. Les sociétés coopératives vivent, je le reconnais volontiers, mais elles n'empêchent pas les autres genres d'exploitation de continuer à exister.

En réalité, le mouvement actuel autour duquel on se plaît à faire grand bruit n'a qu'une portée très restreinte ; il faut une forte dose de bonne volonté pour y voir le commencement d'une évolution économique qui s'accomplirait par le développement normal et continu des associations de production. Ce développement, rien ne le promet encore, même rien ne permet de l'espérer ni de le prédire. Les sociétés qui réussissent se trouvent dans des conditions tellement particulières, leur succès

peut être de si courte durée : un nouveau règlement sur les adjudications peut venir transformer en un monceau de ruines le monument qu'on est tenté de proclamer inébranlable. Du reste, si la prospérité continue, les sociétés d'aujourd'hui sauront-elles éviter la transformation habituelle des associations coopératives ; l'ancienne société coopérative des lunettiers, qui comprend aujourd'hui plus de 1.000 auxiliaires réduits au strict salaire et moins de 60 associés, ne trouvera-t-elle pas de nombreux imitateurs ? Tout concorde à le faire croire.

Le mouvement actuel n'a pas la portée qu'on se plaît parfois à lui attribuer ; il n'est pas, je le répète, le prélude d'une transformation économique, il ne prouve pas que le système coopératif soit véritablement pratique.

Il suffit, pour s'en convaincre davantage encore, de se reporter aux expériences faites dans des genres d'industrie plus compliqués, plus difficiles soit à cause des capacités particulières qu'ils exigent au point de vue commercial ou au point de vue technique, soit à cause des capitaux considérables nécessaires à l'exploitation.

De ce côté, les tentatives ont été du reste beaucoup moins nombreuses. Faut-il l'attribuer à l'opposition du parti ouvrier au principe même de la coopération de production ? Je ne le crois pas. La raison en est plutôt dans la crainte d'un échec presque certain d'avance.

Il n'y a eu qu'un petit nombre de fondations autour

desquelles on a fait du reste grand tapage. Enfin l'infâme patron, ce parasite sans aucune utilité sociale ni économique, allait disparaître et faire place aux travailleurs associés, on n'aurait bientôt plus devant soi que des mines appartenant aux mineurs, des verreries aux verriers. Ces belles espérances n'ont pas été de longue durée. La mine aux mineurs de Monthieux, dont l'organisation avait soulevé chez tous les travailleurs un véritable enthousiasme, est loin d'avoir eu les brillants résultats qu'on en attendait.

Quant à la verrerie aux verriers de Rive-de-Gier qui avait débuté sous des auspices encore plus favorables, elle vient de tomber piteusement, engloutissant non seulement les 115.000 francs avancés par le syndicat général des verriers de France, mais encore tous les salaires arriérés des pauvres ouvriers coopérateurs qui y travaillaient.

On tente actuellement une nouvelle expérience, je veux parler de la verrerie ouvrière d'Albi, fondée à la suite de la fameuse grève de Carmaux et qui a reçu un don de 100.000 francs de Mme Dembourg. Il paraît que son organisation n'est pas de nature à faire disparaître tous les conflits entre la direction et le travail, puisqu'elle a déjà eu, avec plusieurs de ses ouvriers, des difficultés que les tribunaux ont été appelés à trancher.

Peut-on au moins espérer toucher au succès pour le plus grand bien du prolétariat français ?

Malgré la fondation toute récente de la verrerie ou-

rière, il est possible déjà de donner une appréciation qui malheureusement n'est pas favorable. Tout dernièrement, le 21 avril 1897, M. Jaurès publiait en effet dans la *Dépêche de Toulouse*, sur la société d'Albi, un article qu'on pourrait intituler : cri d'alarme. « J'ai hâte, dit le député socialiste, de sonner de nouveau la cloche d'alarme pour la verrerie ouvrière.... Elle traverse une crise redoutable... Les ouvriers verriers sont condamnés à passer une période terrible. Ils travaillent sans salaire, et je ne sais s'ils pourront supporter longtemps encore la vie de privation et de souffrance que depuis si longtemps ils supportent avec tant d'héroïsme. »

Du côté de la grande industrie l'évolution est loin, on le voit, d'être commencée ; la plupart des expériences aboutissent à des échecs ; le système coopératif ne semble pas pratique pour elle.

Si l'on tourne les regards vers l'industrie mécanique, on s'aperçoit que, dans cette branche, on n'ose même pas tenter d'expérience.

La coopération n'apparaît donc comme possible que dans les branches d'industrie qu'on pourrait qualifier de rudimentaires ; dans les autres elle se heurte à trop de difficultés, elle rencontre trop d'obstacles. Il y a du reste à cela une raison très simple. Les bénéfices, c'est-à-dire le succès, dépendent de la façon dont la société est dirigée ; or, dans certaines industries, celles que je viens de qualifier de rudimentaires : le bâtiment par exemple, la direction est, à tout prendre, assez facile ;

le gérant ne doit pas faire preuve d'initiative ni de connaissances remarquables ; il s'agit d'une besogne courante et toute tracée ; si donc il est d'une intelligence moyenne, il pourra parfaitement conduire l'affaire. Dans la grande industrie, au contraire, la direction présente de très sérieuses difficultés, et une assemblée d'ouvriers a grande chance de ne pas distinguer ou même de ne pas savoir maintenir au pouvoir des travailleurs réunissant les qualités nombreuses strictement obligatoires. C'est ce qui rend le succès si problématique, c'est ce qui est cause des nombreux échecs que l'on a à mentionner. Un fait qui me semble d'une force probante, indiscutable, vient encore corroborer cette manière de voir : c'est la prospérité de sociétés de production comme le Familistère de Guise ou la papeterie Laroche-Joubert d'Angoulême, la maison Leclaire. Ces associations sont d'origine patronale ; ce n'est qu'après succès et en pleine prospérité qu'elles ont adopté plus ou moins complètement la forme coopérative.

Or, les patrons qui par philanthropie ou dans un but d'expérimentation sociale ont ainsi cédé à leurs ouvriers pour le tout ou pour partie seulement les usines qu'ils avaient fondées, se sont occupés avant tout d'organiser une gérance très forte pour que la discorde ou le manque de connaissances ne viennent pas ruiner une industrie jadis prospère. Et pourtant la besogne de ces directeurs qui n'ont plus qu'à continuer une affaire en bonne voie est incomparablement plus facile que celle de gérants qui doivent lancer une entreprise.

Il est certain d'autre part qu'on ne peut tirer aucun argument de l'existence de sociétés comme celles de Guise et d'Angoulême, en faveur de la coopération de production. Godin et Laroche-Joubert ne trouveront pas de nombreux imitateurs ; la très grande majorité des industriels préférera toujours laisser ses usines à des descendants ou même à des collatéraux très proches, plutôt qu'à ses ouvriers ; et lorsqu'il s'agira de fonder de toutes pièces des sociétés de production, les conditions seront absolument changées ; et on découvrira des obstacles que les associés eux-mêmes ne tarderont pas à considérer comme insurmontables.

De nos jours comme précédemment, les sociétés coopératives de production ne semblent pas devoir jamais être, en France, d'une application générale ; celles qui fonctionnent se trouvent dans des conditions absolument particulières : ce sont ou bien des entreprises arrivées à la prospérité sous le régime patronal et ayant été transformées ensuite en sociétés coopératives, ou bien des associations ayant pour objet des industries élémentaires, où les difficultés se trouvent réduites au minimum et dont le succès dépend plus de la bonne volonté des travailleurs que de la personnalité et des qualités du gérant, et pouvant en outre trouver dans les adjudications publiques une besogne abondante.

Tout indique qu'on se trouve en présence d'un principe d'une application très restreinte ; rien ne fait prévoir encore l'évolution dont on a parlé si souvent depuis 1848.

Sociétés agricoles (1). — Il n'y a rien de commun, on le sait, entre l'association ouvrière et la société de production agricole ; dans la première, c'est au travailleur qui manipule les produits que vont tous les bénéfices, dans la seconde c'est au cultivateur qui a fourni la matière qu'il s'agit de transformer ; l'une vise la suppression du salaire, l'autre ne se préoccupe en aucune façon de l'émancipation des salariés, elle n'admet même pas, en général, ses employés à la participation aux bénéfices ; elle cherche seulement à augmenter le plus possible les profits de l'agriculteur sur les produits recueillis ou récoltés par lui.

Les sociétés de production agricole sont très anciennes : les associations pour la fabrication en commun du fromage de Gruyère remontent au XIII^e siècle, en Franche-Comté on constate des fruitières (ce mot est synonyme de fromagerie) dès le milieu du XVII^e siècle. Actuellement le nombre des fromageries coopératives en France, est évalué à 2.200 (2) ; les neuf dixièmes se trouvent concentrées dans cinq départements : Doubs, Jura, Haute-Savoie, Savoie et Ain.

Les laiteries coopératives sont encore peu nombreuses, mais elles promettent de donner de bons résultats : elles centralisent le lait dans des installations, très perfectionnées pour la plupart, où on le transforme en

(1) Comte de Rocquigny, *La coopération de production dans l'agriculture*.

(2) *Idem.*, p. 104.

beurre ; la société s'occupe ensuite très généralement de l'écoulement des produits.

Les avantages que procure cette organisation sont très appréciables ; d'abord l'emploi de machines perfectionnées augmente sensiblement le rendement du lait, et donne un beurre de qualité supérieure ; d'autre part elle permet une économie très grande de temps et de force.

Pour se rendre compte exactement du profit que peut retirer le cultivateur de la laiterie coopérative, il suffit de reproduire le calcul fait par M. R. Lézé, professeur à l'école nationale d'agriculture de Grignon. Dans un ouvrage intitulé *Les Industries du Lait*, il constate qu'une fermière, travaillant cent litres de lait, en retirera en moyenne 3 kilogrammes de beurre qui lui rapporteront 6 francs, non compris le coût de la main-d'œuvre et les frais de transport au marché ; tandis qu'en vendant ces cent litres de lait au prix très bas de 0 fr. 08 le litre elle se fera huit francs net sans aucun frais ; or la laiterie coopérative lui procurera 0 fr. 10 ou 0 fr. 12 au litre, quelquefois même davantage (1).

La première association pour la fabrication du beurre en France, a été fondée à Leschelle (Aisne), en 1887 ; la seconde à Chaillé, près Surgeres (Char.-Inf.), en 1888. Les services rendus furent vite appréciés ; à la fin de l'année 1895 on pouvait évaluer à une centaine environ le nombre des laiteries coopératives françaises.

(1) Même ouvrage, p. 76.

C'est peu si l'on se reporte à ce qui existe au Danemark et en Allemagne ; mais le mouvement a commencé bien tard, chez nous, et le paysan, le cultivateur français est en général si réfractaire aux moindres innovations ; on peut espérer, maintenant que les syndicats agricoles l'ont familiarisé avec l'association, qu'il consentira à retirer de la coopération tout le profit qu'elle est susceptible de lui procurer.

C'est la région des Charentes et du Poitou qui fournit le plus grand nombre de laiteries coopératives : 75 environ. Un certain nombre d'associations de cette contrée ont formé entre elles, à la date du 8 mai 1893, l'Association Centrale des laiteries coopératives des Charentes et du Poitou. Celle-ci « a pour mission de s'occuper des intérêts des associations adhérentes, de leur faciliter les relations industrielles et commerciales, de centraliser tous les renseignements pouvant leur être utiles, d'appuyer leurs réclamations auprès des pouvoirs publics ou des grandes administrations publiques ou privées, de patronner la création d'offices de renseignements, d'entremise et de surveillance pour la vente des produits, l'acquisition des machines et de toutes choses utiles à l'industrie laitière ».

Depuis sa fondation l'Association Centrale s'efforce d'accentuer le mouvement en faveur des laiteries coopératives, dont le but, disent les statuts, est de « mettre en rapports directs le producteur avec le consommateur, en garantissant à ce dernier la qualité naturelle des

marchandises, et au premier l'intégralité du produit de son travail » ; elle a pris une part très large à la campagne menée en vue du vote d'une loi réprimant la falsification du beurre par l'emploi de la margarine, loi qui vient d'être promulguée ; elle poursuit l'abaissement des tarifs de transport et des taxes d'octroi ; elle organise, pour faciliter l'écoulement des produits, la participation des laiteries aux expositions agricoles ; enfin elle achète par grosses quantités et dans des conditions de prix particulièrement avantageuses, le charbon, les calicots d'emballage et d'autres objets qu'elle procure aux sociétés qui lui en font la demande, moyennant prélèvement d'un simple escompte pour frais généraux.

On peut espérer que grâce à son action bienfaisante, les laiteries coopératives deviendront de plus en plus nombreuses ; les agriculteurs si éprouvés y trouveront un avantage pécuniaire très appréciable, les consommateurs seront enfin assurés de la pureté des produits, et l'industrie laitière française retrouvera à l'étranger les débouchés qu'elle avait perdus à cause des falsifications sans nombre auxquelles le commerce individuel soumettait le beurre en France (1).

Dans la catégorie des sociétés de production agricole on peut encore noter quelques moulins à blé ou à huile, quelques distilleries, enfin quelques fabriques de conserves.

(1) Sur ces matières spéciales, on consultera avec grand profit l'ouvrage déjà cité du comte de Rocquigny, *La coopération de production dans l'agriculture*, pp. 74 et suiv.

Encore une fois tout ce mouvement n'est pas bien développé, mais on peut espérer que, sous l'influence des syndicats agricoles si nombreux chez nous depuis la loi de 1884, les cultivateurs entreront de plus en plus dans la voie de la coopération de production qui pour eux ne présente pas de difficultés bien sérieuses, et offre d'immenses avantages.

Un très grand nombre de syndicats agricoles jouent directement le rôle de sociétés coopératives soit pour l'achat en commun des matières premières, des engrais principalement, soit pour l'achat de machines dont les syndiqués se servent successivement.

A côté des syndicats on trouve de véritables sociétés coopératives surtout pour l'achat de machines coûteuses telles que les batteuses à vapeur. On compte actuellement en France une trentaine d'associations de ce genre, dont près de vingt ont pour but le battage mécanique des récoltes.

D'un autre côté quelques syndicats mais surtout des sociétés coopératives proprement dites, s'occupent de la vente des produits récoltés : ici on s'est heurté à des difficultés plus grandes, mais qu'on parviendra peut-être à surmonter avec de l'énergie et de la prudence.

Tout cela n'est encore qu'un début, mais qui prouve que le paysan français commence à se familiariser avec l'idée d'association; la crise qu'il traverse en ce moment lui a fait comprendre que l'isolement engendrait parfois la faiblesse et que là où un individu succomberait,

une société pouvait lutter avec succès et empêcher la ruine de ses membres.

Sociétés de crédit agricole. — La coopération française s'est enfin lancée depuis quelques années dans le crédit agricole, qui est le complément indispensable des autres branches qu'il permet d'aborder.

L'organisation de nos caisses rurales est très variée.

Les premières, dont la fondation remonte aux environs de l'année 1885, limitent la responsabilité de leurs membres au capital souscrit par chacun d'eux.

Depuis 1893 il s'est créé en France un nombre considérable de banques agricoles appliquant scrupuleusement les principes de Raiffeisen, par conséquent admettant le principe, trouvé si sévère chez nous, de la solidarité absolue de tous les associés pour toutes les dettes sociales ; les sociétés françaises de ce type atténuent le danger par un contrôle rigoureux et par les conditions très strictes de leurs opérations de crédit.

Du reste, parmi les caisses rurales à responsabilité illimitée il faut encore distinguer deux espèces : les règles, l'organisation diffèrent un peu, en effet, suivant que la fondation est due à l'influence de M. Louis Durand ou à celle de M. Rayneri.

Le premier, avocat à Lyon, s'en est tenu au type primitif de la banque Raiffeisen, c'est-à-dire qu'il ne demande aucune souscription des associés ; la caisse emprunte directement, engageant par la signature sociale

la responsabilité de tous les membres, ce qui lui permet d'obtenir des conditions peu onéreuses. Les banques Raiffeisen-Durand sont nombreuses déjà ; à la fin de l'année 1895 il en existait 349 ; il est difficile de juger des résultats acquis ; tout fait espérer qu'ils seront tels qu'on peut les désirer.

M. L. Durand a fondé l'*Union des Caisses rurales et ouvrières françaises à responsabilité illimitée*, dont il est le président. Au 31 juillet 1896, on comptait déjà 460 caisses rurales ayant donné leur adhésion à l'union. Le rouage nouveau accélérera peut-être encore le mouvement.

M. Rayneri, directeur de la banque populaire de Menton, a introduit dans l'organisation des banques qu'il a fondées la souscription d'un certain capital par les associés ; en réalité, ces caisses se rapprochent aujourd'hui, plus que les précédentes, des banques Raiffeisen qu'une loi de 1889 est venue obliger à avoir des actions.

Les banques Rayneri se développent, elles aussi ; comme les caisses Durand, en même temps qu'elles font des prêts elles reçoivent généralement des dépôts et fonctionnent ainsi comme caisses d'épargne pour ceux qui mettent en elles leur confiance.

Un mouvement se dessine en ce moment en faveur des sociétés à responsabilité limitée, qui paraissent plus conformes au caractère d'une grande partie des cultivateurs français.

Ce mouvement a pour point de départ la loi du 5 novembre 1894 relative à la création de sociétés de crédit agricole, due en grande partie à l'initiative de M. Méline, et sur laquelle quelques explications sont nécessaires.

La nouvelle loi s'efforce de pousser les syndicats dans la voie du crédit agricole ; et, dans ce but, tout en déclarant commerciales les sociétés de crédit qu'ils consentiront à fonder, elle les dispense de la patente et de l'impôt sur les valeurs mobilières (art. 5). Ces privilèges, elle ne les accorde aux syndiqués qui veulent aborder les opérations de crédit que sous certaines conditions :

D'abord, la société ne doit comprendre que des membres de syndicats agricoles ; son capital ne peut jamais être représenté par des actions, il doit être formé par des souscriptions nominatives, qui peuvent être de valeur inégale et qui ne sont transmissibles que par voie de cession, à des syndiqués, et avec l'agrément de la société.

D'autre part, les statuts doivent se prononcer expressément sur une foule de questions, notamment sur le degré de responsabilité de chaque associé, et sur le prélèvement que pourra faire la société sur toutes les affaires traitées par elle.

La loi réglemente du reste elle-même l'emploi de ces prélèvements qui constituent, après acquittement des frais généraux et paiement des intérêts, les bénéfices de la société. Les bonis doivent être versés pour les $\frac{3}{4}$

au moins dans un fonds de réserve. Le reste, c'est-à-dire le quart du gain au maximum, peut être distribué entre les associés, mais seulement au prorata des prélèvements opérés sur les opérations faites avec eux et non pas en proportion de l'apport social de chacun. L'article 3 décide en effet que le bénéfice ne pourra, en aucun cas, être partagé sous forme de dividende entre les membres de la société.

Enfin la loi du 5 novembre 1894 édicte des conditions de publicité toutes particulières ; elle exige le dépôt au greffe de la justice de paix d'une liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires, avec la mention, pour tous, du domicile et de la profession ; elle veut que tous les ans on dépose une liste du même genre accompagnée du tableau sommaire des recettes, des dépenses et des opérations effectuées pendant l'année écoulée.

On voit que de grandes précautions ont été prises pour que les faveurs accordées ne puissent pas profiter à de vulgaires spéculateurs ou même à de simples commerçants. Le législateur a agi avec une véritable prudence : on ne peut que l'en féliciter.

Diverses sociétés ont été fondées en conformité avec la loi du 5 novembre 1894 : celles de Remiremont et d'Epinal limitent la responsabilité de leurs membres au montant de leur souscription et celle-ci est fixée à 20 francs ; elles adoptent donc la règle des sociétés par actions, purement et simplement. Beaucoup prétendent

que cette responsabilité très limitée est parfaitement conforme au caractère de la grande majorité des cultivateurs.

En résumé le crédit agricole s'est, dans les dix dernières années, développé d'une manière inattendue ; ses progrès sont dus surtout à ce que, par les syndicats professionnels et les diverses coopératives agricoles, l'association est enfin entrée dans les mœurs de nos cultivateurs. Ailleurs c'est précisément l'inverse qui s'est produit et l'extension du crédit agricole a permis d'aborder les autres branches de la coopération. Cette observation très juste, surtout en ce qui concerne l'Allemagne et l'Italie, est du comte de Roquigny.

Sociétés de crédit populaire. — On a vu que le P. Ludovic de Besse avait créé, en 1878, la première banque populaire à Angers, et qu'une campagne active était menée pour multiplier les fondations. Le succès n'a pourtant pas été aussi rapide que les efforts incessants des partisans du crédit populaire auraient pu le faire espérer.

Un homme d'une valeur très grande et d'une activité dévorante, M. Eugène Rostand, a uni bientôt son action à celle du fondateur de la banque d'Angers, et il n'a épargné ni son temps ni ses peines pour l'idée qui lui tenait tant au cœur. Malheureusement les Français ne semblent pas fort portés vers cette forme spéciale de la coopération, l'isolement a pour eux des charmes incompréhensibles.

C'est ainsi que, malgré la fondation d'agences de renseignements et de propagande : le Centre Fédératif du crédit populaire en France, qui a pour président M. E. Rostand, et la Société de Propagation du crédit populaire (cette association qui depuis le congrès de Toulouse en 1893, avait uni ses efforts à ceux du Centre Fédératif, vient de se dissoudre), malgré la publication d'un journal : *Le Bulletin mensuel du Crédit populaire* et l'organisation de congrès qui ont eu lieu successivement à Menton, Marseille, Bourges, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Nîmes, Caen et Lille, les banques populaires proprement dites sont demeurées fort peu nombreuses.

L'*Almanach de la coopération française* de 1897, qui donne pour les caisses rurales le chiffre de 460, ne cite que 32 banques populaires et ce chiffre est encore exagéré ; il ne paraît être réellement que de 23.

Le principal obstacle au développement du mouvement est, d'après M. E. Rostand, le régime d'asservissement et de concentration auquel est soumis, en France, l'épargne populaire. D'après le président du Centre Fédératif du crédit populaire, la décentralisation de l'épargne est une des principales causes des progrès incessants de la coopération de crédit à l'étranger.

M. Rostand a donc entrepris une campagne très active pour arriver à la réforme de notre législation sur les caisses d'épargne. Il a obtenu déjà une satisfaction partielle : le Parlement, par une loi du 20 juillet 1895 (art. 10), permet dans une certaine mesure aux caisses

d'épargne, le libre emploi de leur fortune personnelle en placements locaux, parmi lesquels se trouvent mentionnés les prêts aux associations coopératives de crédit. Cette réforme a déjà porté des fruits surtout pour les caisses rurales ; la caisse d'épargne de Lyon a concouru par ses capitaux à la fondation des sociétés de Bessenay, Mormant et Belleville-sur-Saône ; la caisse d'épargne de Marseille, dont le président est M. E. Rostand lui-même, a contribué à la fondation des banques de Trets et de Fuveau.

Les congrès du crédit populaire et agricole ne cessent cependant pas de réclamer des réformes plus radicales. S'ils les obtiennent il est probable que les banques coopératives se multiplieront plus rapidement qu'elles ne l'ont fait jusqu'à présent. Mais ils arriveront difficilement à obtenir gain de cause sur ce point ; le pouvoir en France a une tendance trop marquée vers la centralisation pour qu'il soit permis d'espérer beaucoup. Le résultat serait pourtant bien utile à la catégorie si nombreuse des petites gens.

Sociétés de consommation (1). — Il en existait déjà un assez grand nombre en 1880, mais elles vivaient

(1) De Boyve, Histoire de la coopération à Nîmes. *Revue d'économie politique*, année 1889, page 473, article de M. Ch. Gide.

Le mouvement coopératif en France dans les dix dernières années, brochure de M. Ch. Gide.

Almanach de la coopération française.

isolées et les renseignements sur elles faisaient défaut, aucune agence centrale n'en dressant périodiquement la statistique. Les associations n'avaient du reste aucune ambition bizarre : elles visaient simplement à procurer à leurs membres la plus grande économie possible, quelques-unes à développer chez eux le goût de l'épargne et la pratique de la tempérance.

Cependant, un mécanicien du nom d'Auguste Fabre, lecteur assidu de Fourier et de Saint-Simon, venait de fonder à Nîmes (1878) une société de consommation qui devait permettre à ses membres de former le capital suffisant et d'acquérir en même temps les connaissances commerciales nécessaires pour arriver enfin à former des associations coopératives de production leur assurant une indépendance complète et leur laissant l'intégralité du produit de leur travail. En un mot, Auguste Fabre entendait se servir de la coopération de consommation, comme d'un moyen pour arriver à l'association ouvrière.

Quelques années plus tard, en 1883, dans cette même ville de Nîmes, M. de Boyve, qui était le secrétaire d'une société de secours mutuels et de prévoyance, proposa à ses co-associés de fonder un magasin coopératif dont les bénéfices seraient versés dans la caisse de la société de secours. L'idée, telle qu'elle était présentée fut rejetée ; mais la commission qui se prononça contre elle se montra favorable à la création d'une société de consommation indépendante de l'association de prévoyance ;

M. De Boyve fut même invité à rédiger un rapport sur la coopération pour le lire à l'assemblée générale des mutuellistes.

Le travail du secrétaire de la société de secours fut très applaudi ; on en vota l'impression et on le répandit par toute la ville. Bientôt après on organisait une autre séance dans laquelle M. de Boyve devait faire un nouveau plaidoyer en faveur de la coopération et à l'issue de laquelle on devait recueillir les adhésions pour la société projetée : l'*Abeille Nimoise*.

Dans cette seconde conférence, M. de Boyve laisse voir plus clairement encore que dans la première ce qu'il attend des sociétés de consommation ; il ne parle plus seulement d'économies à faire, d'épargnes à réaliser ; il découvre le fond de sa pensée : « La coopération, dit-il, n'est pas une panacée universelle qui puisse faire disparaître du jour au lendemain tous les maux de ce monde ; mais par elle on doit arriver progressivement et sagement à une meilleure organisation de la société. » Plus loin, il la considère comme le moyen d'obtenir la répartition équitable des bénéfices de la production entre tous ceux qui ont contribué à les réaliser, soit par le travail de la pensée, soit par le talent, soit par l'effort manuel : c'est la théorie émise par le *Manuel pour les coopérateurs* et admise par un petit nombre de coopérateurs anglais, du droit de l'ouvrier au partage des bénéfices réalisés par le patron, c'est une attaque dirigée contre le contrat de salaire, une accusation d'injustice portée contre lui.

Pour arriver à un résultat aussi désirable, les sociétés de consommation devront procéder avec ordre, avancer par petites étapes. Elles devront d'abord s'unir entre elles, se grouper pour organiser des magasins de gros comme ceux de Manchester et de Glasgow et obtenir ainsi les meilleures conditions possibles pour tous les achats. Ensuite elles passeront à l'industrie elle-même : elles produiront directement au lieu de s'adresser à des entrepreneurs producteurs et pourront ainsi asseoir sur des bases vraiment équitables la répartition des fruits du travail, donner à chacun ce qui lui est dû, par conséquent plus que le strict salaire, une part des bénéfices réalisés.

De cette façon la coopération arrivera à transformer l'organisation actuelle, à faire disparaître toutes les injustices. Elle supprimera les grèves en les rendant inutiles, améliorera la position de l'ouvrier, et sera même un des moyens qui faciliteront la lutte industrielle avec l'étranger jusqu'au jour où l'industrie deviendra coopérative et internationale.

C'est toujours la théorie du *Manuel pour les coopérateurs* : tout par la coopération de consommation ; elle seule est capable de remanier la société dans un sens vraiment équitable. M. de Boyve connaissait parfaitement la coopération anglaise : c'était le développement pris dans la Grande-Bretagne par les distributives qui lui avait fait croire à la réalisation possible de la théorie des chefs du mouvement en Angleterre.

Sans examiner pour le moment toutes ces espérances fondées sur les sociétés de consommation, je me borne ici à constater que l'auditoire devant lequel la conférence avait été faite fut séduit par les promesses extraordinaires du secrétaire de la société de secours. Les Nimois voulurent tenter l'expérience : on leur demandait très peu en comparaison des résultats qu'on leur faisait apercevoir dans le lointain ; aussi l'Abeille Nimoise fut-elle fondée séance tenante avec 105 membres, pour le plus grand bien de l'humanité en général et des salariés en particulier. Comme l'Abeille Nimoise, la Solidarité (c'était le nom de la société créée par Auguste Fabre) avait des aspirations de rénovation sociale ; cette communauté d'idées fut cause que des relations s'établirent entre les deux sociétés. A la suite d'une conférence donnée à Nîmes par M. E. Brélay, les membres de l'une et de l'autre association organisèrent une *Société d'économie populaire* où on discuterait les questions sociales et coopératives.

Des réunions eurent lieu tous les mois. On parla de l'avenir des sociétés de consommation, des résultats auxquels on était arrivé dans certains pays ; on étudia surtout l'Angleterre, on vanta, entre soi les effets de l'Union coopérative de la Grande-Bretagne, et on se dit que pour arriver à quelque chose un groupement de ce genre était indispensable, que l'isolement engendrait la faiblesse, que la force résidait dans l'union. On caressa l'idée d'une fédération des sociétés françaises qui

présenterait pour toutes des avantages certains et contribuerait dans une large mesure au triomphe des principes coopératifs.

Mais, contrairement à ce qui arrive généralement, on ne prétendait pas se borner à pérorer devant les coopérateurs réunis ; on ne considérait pas un progrès comme accompli par cela seul qu'on avait indiqué le moyen de le réaliser ; on voulait agir, on était décidé à organiser une fédération, premier point du programme tracé par M. de Boyve.

Mais avant de s'associer il fallait se connaître : une réunion devait donc précéder la formation d'une société. Avant tout, il s'agissait de décider les sociétés de consommation à prendre part à un congrès où on pourrait leur montrer où se trouvait leur intérêt et obtenir leur adhésion.

Un pareil congrès présentait des difficultés nombreuses. D'abord, l'idée n'était pas neuve ; des expériences avaient été faites, qui toutes avaient échoué. Réussirait-on mieux maintenant ? Il importait de ne pas se lancer à l'aventure ; un nouvel échec de ce côté nuirait certainement à la cause qu'on voulait servir. On se demanda donc à la *Société d'économie populaire* si le moment était enfin venu. Auguste Fabre estimait qu'il valait mieux attendre, il trouvait que le terrain n'était pas encore suffisamment préparé. M. de Boyve pensait au contraire qu'on pouvait agir immédiatement, et ce fut son avis qui prévalut. La *Société d'économie popu-*

laire nomma donc une commission d'organisation du congrès qui se mit immédiatement à l'œuvre.

La difficulté était de faire entendre par les différentes sociétés de province l'appel des coopérateurs nimois. Quelques-unes étaient connues de tous ; la plupart vivaient ignorées. Aux premières le comité d'organisation put s'adresser directement ; pour entrer en relation avec les secondes, il fallut avoir recours aux journaux, leur demander de vouloir bien répandre l'annonce du prochain congrès, et autant que possible d'envoyer au comité l'adresse des sociétés qui se trouvaient dans leurs régions respectives. Ce fut l'occasion d'une correspondance volumineuse, mais les organisateurs ne reculèrent pas devant la besogne, la presse fit preuve de bonne volonté et les renseignements arrivèrent en foule.

M. de Boyve convia Vansitart-Neale, le secrétaire général de l'Union coopérative de Grande-Bretagne, à honorer le congrès de sa présence ; il demanda aux coopérateurs anglais alors rassemblés à Oldham pour leur réunion annuelle, d'envoyer quelques délégués. Il voulait que la première manifestation extérieure de la coopération de consommation française fût entourée d'assez d'éclat pour forcer l'attention publique.

Le comité reçut un grand nombre d'adhésions ; l'idée d'un groupement était accueillie favorablement par la plupart des associations ; on promettait volontiers de se faire représenter au congrès par un ou plusieurs délégués.

Les questions que les sociétés devaient étudier ensemble avaient été préalablement fixées. Il peut être intéressant de les noter :

1. — Examen des moyens pratiques les plus propres à assurer le bon fonctionnement des sociétés de consommation.

2. — Pour commencer et avant d'avoir un magasin de gros comme en Angleterre, ne convient-il pas de nommer une commission chargée de traiter avec les producteurs pour les prix. N'y aurait-il pas possibilité ensuite de faire adresser aux sociétés directement par le producteur, les quantités de denrées dont chacune d'entre elles aurait besoin et dont elle serait débitée ?

3. — Est-il nécessaire d'avoir une chambre consultative chargée de représenter les sociétés de consommation dans l'intervalle des congrès ?

4. — Comment pourvoir aux dépenses ?

5. — Ne faut-il pas avoir un journal non politique qui tienne les coopérateurs au courant de tout ce qui peut les intéresser ? Ne convient-il pas de profiter d'un journal déjà existant ?

6. — Ne devons-nous pas inviter les sociétés coopératives de production à envoyer un ou deux délégués pour prendre part à nos travaux ?

7. — Quelle est l'époque préférée pour la réunion du premier congrès ?

Cette liste avait été envoyée à toutes les sociétés en même temps qu'une demande d'adhésion. Les réponses

à la dernière question firent choisir pour la première réunion la date du 27 juillet 1885 ; on avertit les adhérents que les séances se tiendraient à la mairie de l'hôtel-de-ville de Paris.

Quatre-vingt neuf sociétés avaient répondu à l'appel du comité d'organisation. Le premier acte des délégués réunis en congrès fut de décider une fédération des sociétés coopératives de consommation françaises, et de créer une chambre consultative dont la mission devait consister à fournir aux sociétés associées tous les renseignements nécessaires, à établir une statistique du mouvement, enfin à servir d'arbitre dans les différends entre les sociétés fédérées et leurs membres dissidents. La chambre consultative devait être composée de vingt et un membres, son siège était à Paris, ses ressources consistaient en versements faits par les sociétés adhérentes.

On décida, en outre, la création d'une chambre économique coopérative, ayant pour mission de se mettre en rapports avec les producteurs ou marchands et de faire connaître aux sociétés fédérées les conditions auxquelles elles pourraient obtenir les produits. Il ne s'agissait pas là précisément d'un magasin de gros ; l'idée de concentrer dans de vastes locaux des marchandises achetées à l'avance avait même été nettement repoussée, les délégués avaient reculé devant des fluctuations de cours ou des détériorations possibles. La chambre économique devait aussi siéger à Paris ; elle

se composait de vingt et un membres comme la chambre consultative et son budget était alimenté également par les cotisations des sociétés adhérentes.

En résumé l'œuvre du premier congrès des sociétés coopératives de consommation pouvait se ramener à trois points : fédération acceptée en principe ; création et organisation d'une chambre consultative et d'une chambre économique.

On songea ensuite à rédiger les statuts de la fédération. Ceux-ci attribuèrent, comme il convenait, l'autorité suprême au congrès qui devait se réunir chaque année et qui ne pouvait comprendre que des coopérateurs effectifs, c'est-à-dire des personnes faisant réellement partie d'une société de consommation.

Le mouvement était désormais organisé ; il lui manquait encore un organe ; mais les Nimois voyant le bureau de la fédération privé de ce moyen d'action fondèrent l'*Emancipation*, revue mensuelle, propriété des coopérateurs de Nîmes, qui devait être dirigé par les personnes les plus en vue et les plus compétentes du parti coopératif.

Ceci se passait en 1886. L'année précédente M. Fougousse avait commencé la publication d'une feuille hebdomadaire : *Les Coopérateurs Français* ; mais il défendait une thèse différente de celle de l'*Emancipation*. On était de part et d'autre très partisan des sociétés de consommation, mais on se séparait quand il s'agissait de déterminer le but final auquel devait tendre la

coopération. M. Fougerousse prétendait que la suprême sagesse pour les sociétés de consommation était de faire servir leurs ressources à l'alimentation de fonds de prévoyance : caisses de retraite ou assurances sur la vie. Le groupe de Nîmes, au contraire, et l'*Emancipation* son organe, soutenaient que la coopération de consommation devait viser beaucoup plus haut. Au lieu de tendre à la perpétuation du régime actuel du travail, lequel régime appelant les correctifs connus sous le nom d'institutions de prévoyance, était naturellement imparfait par lui-même, la coopération devait arriver lentement, successivement, à la transformation complète de cette organisation : c'est la théorie exposée déjà aux habitants de Nîmes par M. de Boyve qui est du reste le directeur de l'*Emancipation*.

Le comité central (cette dénomination ne tarda pas à remplacer le titre de chambre consultative) adopta cette seconde manière de voir, et n'eut rien tant à cœur que de pousser le mouvement dans ce qui lui paraissait être la bonne voie. Il voulut, c'était par là qu'il fallait commencer, déterminer la création du plus grand nombre possible d'associations. Son organe officiel, la *Fédération Nationale*, devenue aujourd'hui le *Bulletin de l'Union coopérative des sociétés françaises de consommation*, et l'*Emancipation* vantent sans cesse les bienfaits de la coopération. Le comité central a, dans ce but, publié quelques brochures de propagande, et un Guide pour l'organisation et l'administration des sociétés coopéra-

tives de consommation ; il fait paraître régulièrement depuis quelques années un Almanach de la coopération française ; il organise des congrès autour desquels il s'efforce de faire le plus de bruit possible.

La statistique dressée par ses soins signale une augmentation assez sensible du nombre des sociétés de consommation : pourtant il y a diminution de l'année 1896 sur l'année 1895.

D'ailleurs sur les 1.187 sociétés qui existent actuellement, la plupart demeurent absolument en dehors du mouvement et ne prétendent pas faire partie de l'Union. Les associations adhérentes, elles ne sont encore aujourd'hui que 209, ne montrent pas toutes un désintéressement tel qu'on pourrait l'attendre d'institutions ayant pour but de combattre l'intérêt privé pour le remplacer par la solidarité, l'altruisme ; elles ont voulu abaisser la cotisation demandée par l'Union : de 0 fr. 10 il a fallu la faire descendre à 0 fr. 05 et même à ce taux il paraît qu'elle est assez irrégulièrement payée.

La chambre économique qui n'avait pas tardé à être transformée en un véritable magasin de gros a complètement échoué ; elle s'est dissoute après quelques années seulement de fonctionnement.

En somme, il semble avéré aujourd'hui que les sociétés de consommation françaises, se refusent pour la plupart à suivre la direction que voudrait leur imprimer le comité central. L'immense majorité des coopérateurs français paraît se désintéresser complètement de la

doctrine des chefs du mouvement, de ceux qu'on appelle les néo-coopérateurs, qui suivent le programme tracé d'abord par M. de Boyve, repris et expliqué par un professeur de la faculté de droit de Montpellier : M. Charles Gide.

C'est le discours prononcé par celui-ci pour l'ouverture du congrès international des sociétés de consommation qui s'est tenu à Paris pendant l'exposition de 1889, sur « la coopération et les transformations qu'elle est appelée à réaliser dans l'ordre économique (1) » qui constitue en quelque sorte le programme de l'Union des sociétés coopératives. Ce programme est au fond celui du *Manuel pour les coopérateurs* et celui de M. de Boyve. Les sociétés de consommation doivent d'après M. Charles Gide parcourir trois étapes successives :

« Se réunir entre elles, faire masse, prélever sur leurs bénéfices le plus possible pour fonder de grands magasins de gros et opérer les achats sur grande échelle : voilà la première étape.

« Continuer à constituer par des prélèvements sur les bénéfices des capitaux considérables, et avec ces capitaux se mettre à l'œuvre pour produire directement et pour leur propre compte tout ce qui est nécessaire à leurs besoins, en créant boulangeries, meuneries, manufactures de draps et de vêtements confectionnés, fabriques de chaussures, de chapeaux, de savon, de biscuits, de papier : voilà la seconde étape.

(1) *Revue d'économie politique*, année 1889, p. 473 et suiv.

« Enfin dans un avenir plus ou moins éloigné acquérir des domaines et des fermes et produire directement sur leurs terres, le blé, le vin, l'huile, la viande, le lait, le beurre, les volailles, les œufs, les légumes, les fruits, les fleurs, le bois qui constituent la base de toute consommation : voilà la dernière étape.

« Ou, pour tout résumer en trois mots, dans une première étape victorieuse, faire la conquête de l'industrie commerciale, dans une seconde celle de l'industrie manufacturière, dans une troisième, enfin, celle de l'industrie agricole : tel doit être le programme de la coopération par tous pays. »

Or, ce développement si harmonieux, si méthodique des sociétés de consommation, n'est désiré, je le répète, que par une infime minorité de coopérateurs. M. Sahler, qui s'est occupé beaucoup des sociétés de consommation de l'Est, a pu écrire : « parmi toutes les coopératives de l'Est, et j'en connais beaucoup, il n'en est aucune, à ma connaissance, qui se soit constituée en vue de la production coopérative » (1).

En réalité les sociétés, même adhérentes à l'Union, se soucient généralement très peu du programme tracé par M. Ch. Gide et de la ratification qui lui a été donnée par différents congrès.

En France, comme en Angleterre, les sociétés de consommation tendent de plus en plus à se transformer en sociétés purement économiques quand elles n'ont pas

(1) *L'Economiste français*, numéro du 29 juillet 1895.

ce caractère au moment même de leur fondation. Combien parmi les coopératives se laissent conduire par ce qu'on est convenu d'appeler les principes coopératifs ? Combien de sociétés sont réellement fidèles à leur devise : tous pour chacun, chacun pour tous ? La même évolution se reproduit éternellement : au début on se montre rempli des meilleures dispositions, une solidarité touchante va régner entre tous les membres ; peu à peu on s'aperçoit que la société en est arrivée à ne plus prendre en considération que l'intérêt privé de ses membres.

Un des meilleurs exemples qu'on puisse donner à ce sujet, est celui de la Société de Consommation de Roubaix, qui est actuellement une des plus prospères de France.

Dans les assemblées générales de cette société, il n'est pas question de principes coopératifs, ni de renversement de l'organisation actuelle, on ne s'occupe pas du mouvement en France ni à l'étranger, on se borne à faire des affaires, on ne voit que le résultat auquel on aboutit, on ne s'inquiète que de l'inventaire.

Pourtant, il avait été bien spécifié au début, vers 1865, que la société avait pour but, non seulement le bien-être matériel de ses membres, mais encore l'amélioration morale de l'ouvrier chez qui elle se proposait de développer les habitudes d'ordre, d'économie et d'épargne, au moyen de combinaisons de nature à produire ce résultat si désirable. C'est ainsi que les statuts parlent d'établir successivement entre les membres des caisses

d'épargne, de retraites et de pensions viagères, de soins médicaux et pharmaceutiques en cas de maladie, d'assurance contre l'incendie ou en cas de décès ; de fonder des crèches et des fourneaux économiques, des établissements d'instruction, de convalescence ou d'agrément ; de faire aux associés des avances d'argent pour leur commerce ou l'achat de leurs maisons : enfin de réaliser tous les bienfaits de la coopération.

Le programme, pour n'être pas celui de M. Ch. Gide, n'en est pas pour cela moins conforme à la devise : Tous pour chacun, chacun pour tous.

Quand le succès est venu, on a oublié complètement les belles promesses contenues dans les statuts ; les sociétaires se sont préoccupés uniquement des dividendes ; ils se sont dit : notre société a pour but de nous fournir un pain d'excellente qualité au plus bas prix possible, ne nous inquiétons que de cela ; des institutions spéciales viendront, si c'est nécessaire, combler les vides qui peuvent exister dans l'organisation de l'épargne, des caisses de retraite ou de secours mutuels ; avec les ressources que nous retirons de la société améliorons notre condition à notre guise : ce n'est pas à une boulangerie de s'occuper de changer notre sort ; nos bénéficiaires, nous prétendons les employer comme nous voudrions, nous tenons à être, sur ce point, absolument libres. Le raisonnement est celui du plus grand nombre des membres des sociétés qui réussissent, et c'est pour cela que, malgré le chiffre des coopératives de consom-

mation, on est forcé de dire que les principes coopératifs sont encore très peu répandus, et que le programme de M. Gide qui suppose nécessairement la convergence de toutes les associations vers un point unique : laisser aux associations une grande partie du profit pour leur permettre d'aborder la production, est encore bien loin de sa réalisation. Nous examinerons du reste bientôt la valeur exacte de ce programme et nous chercherons à évaluer les chances qu'il a d'aboutir à un résultat pratique.

D'ailleurs, il y a en France un certain nombre de sociétés de consommation qui sont opposées en principe aux idées de M. Gide, ce sont les coopératives socialistes. Celles-ci veulent employer leurs ressources, non pas à faire passer la propriété des instruments de production entre les mains des consommateurs, mais au soutien de la lutte contre notre organisation sociale et au triomphe de leurs théories socialistes, révolutionnaires ou collectivistes.

Ces associations sont fort semblables au *Vooruit* de Gand et à la Maison du Peuple de Bruxelles ; il est difficile de les connaître toutes, on peut dire seulement qu'il en existe quelques-unes à Paris : la Moissonneuse, l'Egalitaire, le Marais ; j'en connais, d'autre part, deux à Roubaix et une à Tourcoing.

Du reste, l'importance des sociétés de consommation françaises est moins grande que ne le donnerait à penser leur nombre qui est actuellement de 1187 (il faudrait,

d'ailleurs, déduire de ce chiffre un nombre peut-être considérable d'associations qui n'ont de coopératif que le nom). Il est difficile de donner des chiffres exacts pour le montant des ventes, le capital social, les bénéfices réalisés et le nombre des membres ; c'est à peine en effet si on peut recueillir des indications précises sur 300 à 400 associations. L'*Almanach de la coopération française* de 1895 accuse 1.050 sociétés de consommation parmi lesquelles 393 seulement ont envoyé un rapport au comité central ; elles déclaraient un chiffre d'affaires de 73.959.100 francs, un nombre de membres de 219.805. Le capital de 350 sociétés s'élevait à 11.015.700. Ce sont à peu près les moyennes obtenues pour l'Allemagne en 1894 ; elles sont sensiblement inférieures à celles de l'Angleterre.

M. Bernardot (1), du familistère de Guise, estime que les 942 sociétés de consommation inscrites dans l'*Almanach de la coopération française* de 1893, représentent un capital de 17.500.000 francs, environ 360.000 membres, 296.000.000 d'affaires et 29.000.000 de bénéfices, soit 10 0/0 du chiffre des ventes et 80 francs par membre. L'évaluation semble exagérée en ce qui concerne le montant des affaires : les chiffres fournis par l'almanach de 1895, aboutissent à une moyenne inférieure à 190.000 francs par société, ceux de M. Bernardot à une moyenne supérieure à 310.000 francs.

De toute façon, le montant des consommations de la

(1) *Economiste français*, numéro du 12 mai 1894.

France étant évalué à 30.000.000.000, les coopératives ne parviennent pas encore à en distraire la centième partie au commerce ordinaire. L'accaparement de l'industrie commerciale qui constitue la première étape d'après M. Ch. Gide, est loin d'être réalisé. Le résultat auquel on est arrivé est encore beaucoup trop maigre pour qu'on puisse y voir le point de départ de l'évolution rêvée par les néo-coopérateurs.

Projet de loi sur les sociétés coopératives. — Voilà déjà près de 10 ans qu'on parle, en France, de doter les sociétés coopératives d'une législation nouvelle.

Le 16 juillet 1888, M. Floquet, ministre de l'intérieur et président du conseil, dépose sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi relatif aux sociétés coopératives de production et au contrat de participation aux bénéfices, projet qui est adopté le 7 juin 1889 après adjonction d'un titre spécial aux sociétés de consommation.

Le 14 février 1890, M. Constans, ministre de l'intérieur, présente au Sénat le projet de loi adopté par la Chambre des députés. Le Sénat choisit comme rapporteur M. Maze et après le décès de celui-ci M. Lourties et vote le projet, mais avec des amendements, le 21 juin 1892.

Le 9 juillet, M. Jules Roche, ministre du commerce, présente à la Chambre le projet amendé par le Sénat ; un rapporteur est nommé : c'est M. Paul Doumer ; le

projet est voté par la Chambre avec de nouveaux amendements le 27 avril 1893.

Le 13 mai 1893, le projet est présenté pour la seconde fois au Sénat, et M. Lourties est renommé rapporteur. Après une longue discussion, ce projet est voté le 11 décembre 1893, encore avec amendements.

Le 16 décembre 1893, M. Marty, ministre du commerce et de l'industrie, présente à la Chambre le projet modifié par le Sénat. Nouveau rapport de M. Doumer et vote en 1894 toujours avec amendements.

Le 7 juin 1894, M. Lourties, alors ministre du commerce, présente au Sénat le « projet de loi adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, sur les sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation et sur le contrat de participation aux bénéfices ». M. de la Berge nommé rapporteur le 11 juillet 1894 meurt avant d'avoir rédigé son travail ; il est remplacé le 5 avril 1895 par M. Lourties qui n'est déjà plus ministre. Le 2 décembre 1895, M. Lourties dépose son rapport ; la discussion en première lecture occupe les séances des 27, 28 février et 2 mars 1896. La deuxième délibération commence le 13 mars 1896, mais le Sénat ayant adopté un amendement de M. Nioche, ainsi conçu : « Les sociétés coopératives, comme tous les commerçants et sociétés commerciales, seront soumises à tous

impôts et droits fiscaux sans aucune exception », le rapporteur donna immédiatement sa démission et la discussion ne put être continuée. La loi coopérative en est restée là. Donc depuis 1888, de nombreux rapports ont été rédigés, chacune des deux Chambres a consacré à la question un nombre respectable de séances, mais tout cela n'a pas abouti à un résultat pratique. En réalité, les Chambres n'ont pas une opinion bien fixée sur les sociétés coopératives ; elles défont un jour ce qu'elles ont fait la veille et nul ne peut prévoir quand prendra fin ce travail de Pénélope, quand la loi sera votée, ni ce qu'elle sera.

Dans une incertitude aussi complète, il serait oiseux d'étudier et de discuter les divers projets votés successivement. Le Sénat et la Chambre des députés semblent seulement décidés à abaisser pour les sociétés de consommation le montant minimum des actions : de 50 fr. il descendrait à 20 francs, et le versement du dixième continuerait à être suffisant pour que la société soit définitivement constituée.

D'un autre côté ils paraissent assez portés à imposer aux sociétés de production la participation des auxiliaires aux bénéfices ; le projet voté par la Chambre des députés le 11 décembre 1893 les force à distribuer aux auxiliaires non associés 50 0/0 au moins des profits nets ; et, dans sa séance du 2 mars 1896, le Sénat consacre cette obligation. Si une disposition de ce genre arrivait à avoir force de loi, elle ne manquerait pas de

causer le plus grand préjudice aux sociétés de production ; la situation faite aux travailleurs qui, sans courir de risques, sans prendre leur part des charges d'administration ni de surveillance, auraient cependant droit à la moitié des bénéfices, serait tellement belle qu'on ne trouverait probablement plus beaucoup d'ouvriers désireux de venir sociétaires.

Une question très débattue, qui a été résolue différemment par la Chambre et par le Sénat, est celle de savoir s'il faut appliquer la patente aux sociétés coopératives de consommation : non, disait le projet voté par la Chambre le 11 décembre 1893 ; oui, a répondu le Sénat en adoptant l'amendement Nioche.

Actuellement la jurisprudence est favorable aux sociétés de consommation : celles qui ne vendent qu'à leurs membres sont considérées par elle comme des sociétés civiles et par suite dispensées régulièrement de la patente.

Le Sénat semble avoir été bien inspiré quand il a refusé de consacrer cette jurisprudence par un texte de loi général. Les sociétés coopératives de consommation ont, le plus souvent, tous les caractères des sociétés commerciales : acheter des denrées pour les revendre avec bénéfice aux associés est un but essentiellement commercial ; il n'est pas exact de dire que la société ne spéculé pas sur les marchandises qu'elle livre à ses membres, que ce qu'on appelle les bonis ne sont pas à proprement parler des bénéfices, parce qu'étant distri-

bués entre les sociétaires au prorata de leurs achats, ils ne peuvent être considérés que comme des prélèvements temporaires restitués périodiquement aux ayants droit.

A M. Lourties, qui déclarait au Sénat que les sociétés de consommation ne réalisent pas de bénéfices parce qu'elles partagent entre leurs membres la différence entre les recettes et les dépenses qui constitue, pour les commerçants qui la conservent, ce qu'on appelle le profit, on peut répondre que les sociétés anonymes, le Bon Marché et le Louvre par exemple, ne conservent pas non plus pour elles les bénéfices réalisés, qu'elles les partagent entre leurs actionnaires, ce qui n'empêche pas ces sociétés de mériter le nom de commerciales, ni la différence à l'inventaire, entre l'actif et le passif, le nom de profit.

Cette conception d'un prélèvement temporaire bientôt restitué, peut être ingénieuse, elle ne semble pas exacte. Il peut arriver, par exemple, que sur un article particulier la société se trouve en perte (elle a fait une grande provision puis la baisse est venue et il a fallu diminuer les prix de vente), tandis que le résultat général accuse un bénéfice de plus de 10 0/0 du chiffre d'affaires : l'associé qui aura acheté pour 200 francs de cet article peut-il être considéré comme ayant payé 20 francs trop cher, et la société comme les lui restituant ?

En réalité, la société fait un gain ; pour la répartition de ce gain entre tous ses membres, elle adopte un mode

ingénieux et de nature à lui assurer le succès : c'est là un simple détail qui ne change en rien la nature de l'association, celle-ci demeure commerciale et comme telle doit être soumise à la patente comme les commerçants ordinaires.

Si j'ai insisté sur ce point, c'est uniquement à cause du tapage qu'on a fait autour de lui. La question en elle-même n'est pas bien importante; l'application de la patente aux coopératives de consommation n'aurait pas pour elles les conséquences redoutables qu'on semble appréhender, elles ne les empêcheraient ni de se constituer ni de prospérer ; certains coopérateurs parmi ceux qui sont à la tête du mouvement, estiment qu'il serait peut-être préférable pour elles de se soumettre de bonne grâce à cet impôt plutôt que de sembler ne devoir leur existence qu'à une législation de faveur.

S'il est difficile de dire ce que sera la loi, il est plus aisé de se demander ce qu'elle devrait être. L'idéal serait une loi très libérale, sans entraves ridicules mais aussi sans privilèges immérités ; ne forçant pas, par exemple, les sociétés de production à donner à leurs auxiliaires une part d'un bénéfice qui ne leur est pas dû régulièrement, ne consacrant pas pour les sociétés de consommation la dispense de la patente.

Après tout, le titre III de la loi du 24 juillet 1867 répond assez bien à cet idéal ; il suffirait peut-être de quelques modifications de détail pour avoir une législation excellente. Le régime sous lequel vivent de nos

jours les sociétés coopératives, laisse le mouvement suivre son cours ; il ne s'oppose pas à l'initiative privée ; pourquoi alors le bouleverser de fond en comble ?

Alliance coopérative internationale.

Au-dessus des fédérations nationales l'idée n'a pas tardé à se faire jour (1), de fonder une association internationale destinée à donner au mouvement une plus grande unité, à faire profiter les coopérateurs du monde entier des expériences particulières, à leur permettre de nouer plus facilement entre eux des relations commerciales et surtout à amener le triomphe des « véritables principes coopératifs » dans le sens que donne à ces mots le *Manuel pour les coopérateurs*. C'est du reste un de ceux qui avaient pris la plus grande part à la rédaction de ce *Manuel*, Vansitart-Neale, qui a mené en quelque sorte toute la campagne en vue d'arriver à une entente dont il espérait les meilleurs résultats.

Son but était surtout de répandre, parmi les coopératives de toute espèce, la participation aux bénéfices, qu'il considérait comme le meilleur moyen d'obtenir la répartition équitable des produits du travail et de mettre fin à la lutte entre employeurs et employés.

Ce n'est pourtant qu'après sa mort, en 1895, que l'Al-

(1) Sur les origines de l'Alliance coopérative internationale, consultez les articles de M. de Boyve dans l'*Emancipation* de Nîmes, numéros des 15 août et 15 septembre 1896.

liance coopérative internationale fut fondée au congrès de Londres ; les statuts définitifs ne datent même que de quelques mois : ils ont été élaborés par une commission qui a choisi comme rapporteur M. Charles Robert, « l'apôtre de la participation aux bénéfices » et votés par le congrès de Paris de 1896 dans sa séance du 30 octobre.

Le choix du rapporteur et la rédaction des statuts montrent clairement qu'on a conservé le but visé par Vansitart-Neale. Ce n'est même qu'après une longue discussion que le congrès a consenti à accepter dans l'*Alliance* les coopératives où la participation de tous les employés aux bénéfices réalisés n'existait pas encore.

Le paragraphe 3 de l'article 1^{er} des statuts déclare, du reste, que l'un des buts de l'*Alliance* est « de hâter, par tous les moyens à sa disposition — la participation du personnel dans les bénéfices étant le propre de toute coopération — le moment où toutes les associations portant le nom de coopératives, qu'elles soient de production industrielle ou agricole, de consommation, de crédit ou de construction, auront organisé en faveur du travail la participation aux bénéfices étendue à tout leur personnel sans exception, et auront inscrit dans leurs statuts l'obligation de pratiquer cette participation.

Déjà le paragraphe 2 du même article avait parlé de la participation ; en y revenant on veut faire voir l'importance capitale qu'on attache à cette question ; on ne

s'attarde pas en effet de la même façon sur les autres points du programme : « faire connaître les uns aux autres les coopérateurs de tous les pays », « établir dans l'intérêt commun des relations d'affaires entre les coopérateurs des différents pays ». Le but essentiel est de mettre fin à la prétendue injustice consacrée par l'organisation actuelle qui exclut les ouvriers du partage des bénéfices et les réduit au strict salaire. *L'Alliance* se promet bien de ne négliger aucun moyen pour assurer le règne de la participation.

Il est regrettable qu'une institution qui pourrait avoir pour le perfectionnement des méthodes, et peut-être aussi pour l'établissement de relations d'affaires entre les coopérateurs des différents pays, d'excellents résultats, ait inscrit sur son drapeau la lutte contre le salaire. *L'Alliance* prétend, en effet, que le salaire, seul, n'est pas suffisant ; que le travailleur a droit, équitablement, à une partie du profit réalisé par celui qui l'emploie. Elle semble oublier qu'un contrat librement consenti (l'association met les travailleurs en état de ne pas passer par des conditions inacceptables) est intervenu, liant les deux parties ; que ce contrat, comme une sorte de transaction, serait de nature à faire perdre à l'ouvrier la part qui, dans le bénéfice de l'entrepreneur, serait due à son travail, à lui, en admettant, ce qui est faux du reste, que le profit soit dû en partie à la main-d'œuvre ; elle ne se rend pas compte qu'au contraire le gain est uniquement le fruit d'une direction habile, que de

deux industriels ou commerçants commençant en même temps le même genre d'affaires, dans le même centre, et ayant des ouvriers ou employés d'activité et d'intelligence sensiblement égales, l'un se ruinera en peu de temps, l'autre arrivera bientôt à une fort belle situation ; elle accepte en partie la théorie de Karl Marx qui présente les profits de l'entrepreneur comme étant du travail non payé.

L'Alliance coopérative internationale est encore dans l'erreur quand elle se figure que la participation aux bénéfices contribuerait puissamment à l'apaisement social : le travailleur dont le droit aux profits sera reconnu en principe, pourra toujours prétendre, et il ne tardera pas à le faire, que la part qu'on lui attribue n'est pas suffisante ; toutes les difficultés qui s'élèvent actuellement entre employeurs et employés continueront à subsister ; les grèves, en particulier, ne seront pas supprimées : l'expérience à laquelle on assiste en ce moment ne permet sur ce point aucun doute (1). Et puis, quand il sera bien convaincu du caractère équitable de la participation, le travailleur ne manquera pas de remarquer, et le raisonnement sera irréfutable, que les fortunes acquises le plus honnêtement par les entrepreneurs ayant conservé pour eux seuls tous les profits, sont édifiées sur le vol, sur l'exploitation des salariés ; il se dira que la révolution qui viendrait dépouiller de leurs biens, industriels et commerçants, ne ferait que

(1) Voir plus loin, p. 364.

mettre fin à une injustice : les haines de classes au lieu d'être calmées n'en seront qu'avivées.

La généralisation de la participation aux bénéfices dans les sociétés coopératives aurait donc, au point de vue social, des conséquences mauvaises; elle donnerait une apparence de raison aux exigences des salariés qui, en équité pure, n'ont pourtant droit qu'à la rétribution convenue d'avance. Il en serait ainsi même si les associations spécifiaient expressément que la participation est, non un droit pour les travailleurs, mais une pure libéralité à eux consentie; les ouvriers oublieraient vite le caractère contractuel, ils ne tarderaient pas à considérer le partage des bénéfices comme un droit leur appartenant absolument et le mal serait produit.

Les coopératives ne semblent heureusement pas très portées à s'engager dans cette voie : la participation apparaît comme un thème excellent pour des déclamations en congrès, parce qu'elle permet de tirer de très beaux effets de la combinaison des mots équité, apaisement social, solidarité humaine; elle ne semble pas, en pratique, devoir se développer beaucoup.

En Angleterre, la propagande en sa faveur dure déjà depuis près de vingt années et 90 0/0 des distributives, on l'a vu, sont demeurées fidèles à l'ancienne organisation. Le *Wholesale* de Manchester n'a laissé échapper aucune occasion de s'élever contre la participation : ce n'est pas l'indifférence qui retarde le triomphe des théories de Vansitart-Neale, c'est l'hostilité qui en empêche le succès.

En France, en Allemagne et en Italie, les coopératives admettant la participation ne forment qu'une infime minorité, et rien ne permet d'espérer que l'Alliance internationale développera chez les associés le désir de se dépouiller sans rime ni raison, au profit d'employés qui n'y ont aucun droit (ils ont traité à forfait pour une indemnité fixe), qui n'ont même pas contribué à leur réalisation, des bénéfices qu'ils sont parvenus à faire.

Les coopérateurs des différents pays ont trop souvent prouvé qu'ils étaient gens pratiques, qu'ils entendaient se laisser guider par l'intérêt et non par un sentiment vague de désintéressement mal placé, conserver pour eux, au lieu d'abandonner sans motif aux prolétaires, leurs camarades, les avantages acquis, pour qu'on puisse avoir le moindre doute sur le résultat si ardemment désiré par l'Alliance coopérative internationale. La participation du personnel aux bénéfices, même parmi les sociétés coopératives, ne constituera jamais qu'un fait exceptionnel.

CONCLUSIONS

Arrivé au terme de cette étude, et connaissant le passé des différentes sortes d'associations coopératives, il ne me reste plus qu'à me demander quel est leur avenir probable et quels seront en définitive les résultats de la coopération.

J'examinerai pour cela successivement les différentes espèces de sociétés.

Sociétés coopératives de production. — L'expérience montre, on a pu s'en convaincre, qu'elles sont d'une réalisation fort difficile : elles ne réussissent vraiment que dans des cas très peu nombreux, lorsqu'il s'agit d'une industrie tout à fait rudimentaire, ou lorsque des travailleurs obtiennent d'un patron un établissement en pleine prospérité. Quand les circonstances sont moins favorables la réussite est tout à fait exceptionnelle. D'ailleurs le succès a souvent pour effet de transformer, après un certain nombre d'années, la société coopérative où tout le profit va au travail en une société anonyme ordinaire où les bénéfices sont pour le capital qui se charge par contre de pourvoir à la direction. Je rappellerai à ce sujet l'exemple d'une société anglaise

de fondeurs, des filatures de Rochdale et d'Oldham, de la société des lunettiers.

En réalité, les sociétés de production ne sont pas appelées à englober la classe salariée tout entière ; elles exigent, je l'ai déjà dit plusieurs fois et je veux le répéter encore, un trop grand nombre de qualités très rares, qui sont le fait d'une élite et non de toute une catégorie sociale. Pour elles, la pierre d'achoppement est moins la constitution d'un capital, laquelle présente cependant déjà de très réelles difficultés, que le choix d'un directeur capable : il est difficile à une assemblée de travailleurs d'apprécier les qualités d'un gérant, et que la discipline volontaire : il est dur d'obéir à un égal, à un mandataire.

Ce sont là les raisons principales pour lesquelles l'Association Ouvrière ne parviendra jamais à supplanter les entreprises individuelles.

La campagne menée en faveur des sociétés coopératives de production présentées comme le facteur d'une rénovation sociale, outre qu'elle ne peut pas aboutir, a malheureusement pour résultat d'entretenir, de répandre même parmi les travailleurs cette déplorable erreur que le salaire dégrade celui qui lui demande ses moyens d'existence. En réalité, le contrat de salaire est au contraire très favorable aux travailleurs à qui il donne des ressources certaines, indépendantes du résultat toujours aléatoire d'une entreprise commerciale. Il y a là une vérité qui me semble évidente ; les ouvriers eux-

mêmes le reconnaissent souvent. Holyoake, dans l'*Histoire des Equitables Pionniers de Rochdale*, cite à ce sujet un fait particulièrement significatif : « Pendant une des famines d'Irlande, M. Forster, sorti pour distribuer des secours, trouva des malheureux qui mâchaient des plantes marines. Il leur demanda s'il n'y avait pas de poissons dans la mer ; ils lui répondirent qu'il y en avait mais qu'ils ne pouvaient pas les prendre, n'ayant ni bateaux ni filets. M. Forster leur en donna, et ils lui demandèrent qui leur payerait leurs gages. M. Forster leur répondit que le poisson qu'ils prendraient leur payerait leurs gages, mais ils refusèrent d'aller à la pêche à des conditions aussi problématiques, et ce ne fut qu'après que M. Forster leur eût garanti leurs gages qu'ils s'embarquèrent. Il en résulta une industrie fructueuse qui leur rapporta bien au delà du prix des bateaux et des filets, qu'il leur offrit, mais qu'ils refusèrent, ne voulant pas autre chose que leurs gages de chaque jour. »

Le salaire est plus que favorable, il est nécessaire au travailleur ; à tout bien peser, l'Association Ouvrière elle-même ne le supprime pas, elle ne fait qu'y ajouter le droit aux bénéfices réalisés. Les sommes que les sociétés de production donnent à leurs membres périodiquement, pour leur permettre de faire face aux nécessités de la vie, ne peuvent pas en effet être considérées comme une avance sur des bénéfices encore indéterminés et dont la quotité exacte ne doit être connue qu'au

moment de l'inventaire ; ce qui le prouve d'une manière irréfutable, c'est que, si l'association se trouvait en perte, les créanciers sociaux n'en obtiendraient pas le remboursement ; or, si la rétribution périodique était véritablement un dividende, en cas de perte elle deviendrait un dividende perçu à tort et les créanciers auraient le droit de la répéter. Le prélèvement est donc un véritable salaire ; aucun autre nom ne saurait lui convenir.

Le salariat, comme l'appellent les adversaires du régime actuel, n'apparaît pas du tout comme un état transitoire destiné à faire place au régime coopératif ; il est l'aboutissant de l'évolution qui a commencé par l'esclavage et passé par le servage.

L'Association Ouvrière n'est du reste pas assez large pour convenir à toutes les situations : quelle société imaginer entre le propriétaire d'une grande habitation et son valet de chambre, sa cuisinière, son cocher, son jardinier ? Dans un grand nombre de cas le salaire est seul possible.

L'organisation actuelle du travail n'est pas parfaite, je le reconnais ; comme à toute organisation humaine on peut y apporter et on y apportera des améliorations, mais sa base, qui est le salaire, ne changera pas ; l'expérience à laquelle on assiste depuis 1830 est suffisamment probante. Les travailleurs peuvent être bien convaincus du caractère exceptionnel des sociétés coopératives de production ; le mécanisme imaginé par Buchez pour être d'une application générale, n'est pra-

tique que dans un très petit nombre de cas ; il n'y a, à ce sujet, aucun doute possible.

L'Association Ouvrière avec sa force d'expansion lui assurant l'empire du monde, doit être classée dans la catégorie déjà si nombreuse des utopies sociales ; utopie dangereuse parce qu'elle entretient les travailleurs dans des illusions dont on ne se détache pas sans d'amers regrets et qu'elle fait passer pour dégradant et haïssable le salaire qui restera toujours le fait général et qui est loin d'être incompatible avec l'aisance, la sécurité, même l'indépendance des travailleurs.

Contrat de participation aux bénéfices. — Je ne dirai qu'un mot de la participation aux bénéfices préconisée aujourd'hui par tant d'économistes, à la tête desquels il faut citer M. Charles Robert, et qui tient le milieu entre le système coopératif et le régime du salaire.

La participation, pratiquée par un certain nombre de maisons de commerce, est beaucoup moins répandue que ne pourraient le faire croire les statistiques qui la confondent souvent avec différentes espèces de primes ou sursalaires. L'idée n'est appliquée que par des industriels ou des commerçants philanthropes qui ne forment encore qu'une infime minorité. Rien ne promet sa généralisation.

D'abord la participation n'a pas, comme on voudrait le faire croire, sa base naturelle dans un droit de l'employé au profit réalisé par l'employeur. Le bénéfice est

le résultat d'une direction habile, le salarié ne peut donc prétendre en recevoir une partie ; il n'a jamais droit qu'à la somme moyennant laquelle il a consenti à travailler pour le compte d'autrui ; toute autre prétention de sa part est injuste et abusive. D'un autre côté, la participation n'a pas les effets salutaires qu'on s'est plu à lui attribuer ; les maisons qui l'admettent ne sont pas plus que les autres à l'abri des grèves : la maison Bord en France, les maisons Briggs et Brewster en Angleterre en sont la preuve (1). Aussi un certain nombre de patrons qui l'avaient adoptée, l'ont-ils abandonnée, et rien ne dit que leur exemple ne sera pas suivi.

En somme, la participation peut avoir de bons résultats dans certains cas et surtout dans certains genres d'entreprises (Maison Leclaire), elle ne semble pas devoir être d'un usage général parce qu'il n'y a aucune raison pour cela : elle constituerait pour le patron l'abandon volontaire d'un droit évident et ne lui donnerait en retour aucun avantage.

On a proposé de rendre la participation légalement obligatoire (le projet de loi sur les sociétés coopératives contenait une disposition dans ce sens relativement aux sociétés de production), ce qui constituerait de la part de l'État un abus de pouvoir parfaitement caractérisé.

Je ne peux pas m'étendre sur cette question de la par-

(1) Leroy-Beaulieu, *Traité d'économie politique*, 2^e édition, t. II, p. 551 et 552.

ticipation ; elle excède les limites de ce travail : je me bornerai à renvoyer le lecteur aux études si complètes qu'en ont faites M. P. Leroy-Beaulieu (1) et M. E. Brelay (2).

Sociétés coopératives de crédit. — Du côté du crédit la coopération présente beaucoup moins de difficultés ; elle est de nature à donner des résultats très appréciables, mais son domaine est naturellement limité.

D'abord, le crédit n'est nécessaire qu'à un certain nombre de personnes ; les travailleurs manuels à cause de la régularité bienfaisante du salaire n'en ont généralement pas besoin ; pour eux, même, il est plus nuisible qu'utile : il les pousse à la dépense au lieu de les exciter à l'épargne qui est la source de l'aisance. Ce sont surtout les petits commerçants, les petits artisans et les petits cultivateurs, auxquels les maisons de banque ordinaires ne veulent pas consentir, en général, des conditions normales, qui ont avantage à se grouper pour se faire mutuellement les avances dont chacun peut avoir besoin.

Ensuite, tous ceux qui se trouvent dans des conditions à avoir besoin de crédit ne peuvent pas faire partie des associations coopératives, banques populaires ou caisses rurales. Pour s'élever au moyen de ces institu-

(1) *Traité d'économie politique*, 2^e édition, t. II, p. 508 et suiv.

(2) *Réforme sociale*, numéros des 16 juillet, 16 août, 16 septembre et 1^{er} octobre 1891.

tions, il faut faire preuve de certaines qualités : dans les banques Schulze-Delitzsch, il est indispensable de former une épargne sous le nom d'action, il faut, par conséquent, avoir l'esprit d'économie assez développé ; les caisses Raiffeisen n'acceptent comme membres que les cultivateurs d'une honnêteté et d'un courage tout à fait notoires.

Le crédit coopératif n'est en réalité à la portée que de ceux qui le méritent, qui savent s'aider eux-mêmes ; il n'est nullement appelé à relever la condition de toute la classe moyenne à laquelle il pourrait profiter.

J'ai fait remarquer du reste que les sociétés de crédit, quand elles réussissent vraiment et qu'elles sont assez éloignées de leur origine, ont une tendance très accentuée à perdre le caractère coopératif et à se transformer en sociétés anonymes pures et simples. Les caisses Raiffeisen seront-elles plus que les banques populaires à l'abri de cette évolution ? Elles sont encore trop récentes pour qu'on puisse porter à ce sujet sur elles un jugement définitif ; on a vu cependant que l'intérêt privé a déjà fait son apparition au milieu d'elles.

Pour ce qui est de l'organisation la plus propre à donner de bons et rapides résultats, l'expérience se prononce nettement en faveur du système Schulze-Delitzsch. D'abord son extension a été beaucoup plus rapide ; aujourd'hui même, malgré un nombre d'associations plutôt inférieur et en l'absence de statistiques concernant les caisses rurales, il n'est pas douteux que

les services réellement rendus par les banques populaires, fort importantes en général, sont de beaucoup supérieurs à ceux rendus par les caisses Raiffeisen qui redoutent le grand développement.

D'ailleurs les banques populaires, basées sur l'intérêt privé et avec les distributions de dividendes conviennent à toutes les circonstances ; elles sont conformes à la nature et aux lois économiques, ce qui est en leur faveur un argument très puissant. Elles présentent en outre l'avantage d'exiger de leurs membres la formation d'une action, elles forcent donc les associés à épargner et ensuite les encouragent de plus en plus par l'apât de dividendes parfois fort élevés.

Pourtant après être demeurées longtemps stationnaires, les caisses Raiffeisen jouissent aujourd'hui de la faveur publique ; en Allemagne, en Italie, en France les caisses rurales augmentent de jour en jour. N'est-on pas forcé de reconnaître qu'elles consacrent, le plus souvent, un empiétement du domaine patronal sur le domaine économique ?

Les banques qui se rapprochent du type Raiffeisen constituent en effet une œuvre de patronage, bien que ce caractère soit mitigé par l'adoption du principe très économique, celui-là, de la responsabilité illimitée ; leur direction, c'est un fait parfaitement établi, appartient aux classes riches ou aisées. Ne serait-il pas préférable pour elles de ne pas dépendre de sentiments de protection ou d'assistance qui peuvent changer subite-

ment, tandis que l'intérêt privé et réciproque des associés leur donnerait une base vraiment solide ?

Dans un autre ordre d'idées, il est impossible de déclarer que telle ou telle organisation est la meilleure, qu'il faut, par exemple, partout et toujours adopter la règle de la responsabilité illimitée. Les conditions dans lesquelles on se trouve, l'esprit de la population peuvent rendre préférable tel ou tel autre système. Ce qui a réussi d'un côté ne réussira pas toujours de l'autre, c'est absolument évident.

Il est certain que les sociétés coopératives de crédit sont appelées à prendre encore beaucoup d'extension ; la présence des syndicats agricoles en France et le développement dans tous les pays de la coopération appliquée à la production dans l'agriculture demandent une organisation plus large du crédit et on l'obtiendra précisément par la coopération.

Il ne faudrait pas croire cependant que les sociétés de crédit réussiront partout de la même façon. L'Angleterre surtout, la France même ne sont pas pour elles un terrain aussi favorable que l'Allemagne ou l'Italie ; les conditions économiques différentes pour chaque pays et aussi la facilité plus ou moins grande avec laquelle on parvient à s'associer, donnent à la coopération de crédit des limites différentes suivant les régions ; dans la Grande-Bretagne elle ne se développera jamais beaucoup, le régime de la grande culture et de la grande industrie ne laisse pas beaucoup de place aux condi-

tions moyennes qui ont surtout besoin de crédit ; en France les personnes de situation modeste sont plus nombreuses, mais on éprouve une grande difficulté à organiser et à soutenir des sociétés ; en Allemagne, le crédit est encore plus nécessaire, car les petits agriculteurs et les petits artisans y fourmillent ; d'autre part, on a un véritable penchant pour l'association : on voit par là que la coopération de crédit a un avenir différent dans les trois pays : en Allemagne elle touche déjà à son apogée, en France elle commence à s'implanter mais elle n'avance que lentement ; en Angleterre on ne la connaît que très peu et on ne peut pas espérer la voir se développer beaucoup.

Les banques populaires auront du reste servi à prouver que l'initiative individuelle, bien dirigée, peut produire d'excellents résultats, qu'elle est beaucoup plus efficace, beaucoup plus puissante que se le figurent certains socialistes qui veulent tout attendre de l'Etat et proclament, qu'abandonnés à leurs propres forces, les individus sont absolument incapables d'améliorer vraiment leur condition.

Les sociétés coopératives de crédit sont une preuve de plus que l'organisation actuelle basée sur l'intérêt privé porte en elle-même le germe de tous les perfectionnements que la marche des choses vient rendre nécessaires.

Sociétés coopératives agricoles. — Cette forme de la

coopération est la plus récente, mais c'est elle qui, peut être, a donné les meilleurs résultats et qui surtout offre les plus belles espérances. Elle vient corriger les très nombreux inconvénients que le trop grand morcellement du sol a fait sentir dans l'industrie agricole.

La crise si longue que traverse l'agriculture depuis déjà tant d'années, a eu pour effet de forcer les intéressés à rechercher tous les moyens de perfectionner une organisation des plus imparfaites.

C'est ainsi, par exemple, qu'à la petite industrie exercée par chacun isolément pour la fabrication du beurre est venue se substituer la grande laiterie collective, dont la production est très importante, où les frais généraux sont diminués dans une notable proportion pour chaque unité. En somme, c'est une victoire de plus de la grande sur la petite industrie ; le succès ne pourra que s'accroître et le nombre des associations de cette nature ne manquera pas de s'accroître de plus en plus étant donnée leur très facile organisation.

Le Danemark a montré jusqu'où on pouvait aller dans cette voie, l'Allemagne s'y engage résolument ; les autres pays les suivront à une distance plus ou moins grande, mais il n'est pas douteux qu'on marchera de ce côté de victoire en victoire.

Les sociétés d'achats en commun et de vente en commun, malgré les services qu'elles rendent, se développeront moins facilement, les secondes surtout parce que leur agencement et leur fonctionnement présentent assez de difficultés.

De tous côtés les agriculteurs se tournent maintenant vers l'association ; on dirait que l'agriculture va commencer une évolution dont l'aboutissant serait un régime dans lequel les petits cultivateurs jouiraient, grâce à la coopération, des mêmes avantages que les grands producteurs pour la fabrication de certains produits, l'achat de certaines matières, la vente et la livraison des fruits récoltés ou du bétail, la possession des machines trop coûteuses pour chacun séparément.

Cette évolution se produira-t-elle jamais ? Les sociétés coopératives agricoles sont encore trop récentes pour qu'on puisse être certain de leur résultat final ; je me contenterai de constater que l'exemple du Danemark est de nature à faire naître les plus grandes espérances.

Sociétés coopératives de construction. — Très nombreuses en Angleterre à cause de l'attachement particulier qu'on a dans ce pays pour son domicile, on en trouve une grosse centaine en Allemagne et quelques-unes seulement en France, en Italie, au Danemark, etc.. Ces associations procurent dans certains pays des avantages très réels ; elles poussent à l'économie en donnant un but concret à l'épargne du travailleur ; mais leur utilité est en général moins évidente que celle des autres sociétés coopératives.

La possession d'une maison est loin, en effet, d'être conforme aux désirs de tous les ouvriers, beaucoup pré-

fèrent ne pas être tenus d'habiter toujours le même quartier, ils peuvent changer d'usine, se transporter même dans une autre ville s'ils y trouvent un emploi plus lucratif : la propriété de leur maison les gênerait en maintes circonstances. Puis, si le malheur fait son apparition dans la famille il faut vendre, et une maison ne se vend le plus souvent qu'avec une perte assez forte.

En France, il y a en outre la prévision de ce qui ne manquera pas d'arriver après le décès du propriétaire : aucun des enfants n'étant à même de reprendre pour lui la maison du père défunt, c'est la vente, la vente judiciaire même s'il y a des enfants mineurs et alors ce sont des frais considérables qui absorbent une partie notable du prix, ou plutôt diminuent celui-ci dans des proportions désastreuses.

Pour toutes ces raisons, les sociétés coopératives de construction ne semblent pas appelées à se développer dans tous les pays ; à côté d'avantages indiscutables elles présentent un trop grand nombre d'inconvénients, les uns très réels, les autres résultant seulement du mauvais point de vue où se placent les intéressés.

Sociétés coopératives de consommation (1). — On trouve aujourd'hui des sociétés coopératives de consommation dans presque tous les pays de civilisation

(1) Ch. Gide, *Revue d'économie politique*, 1889, p. 473 ; Ch. Gide, *Le mouvement coopératif en France dans les dix dernières années* ; P. Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'économie politique*, 2^e éd., t. II, p. 588.

occidentale. Grâce à l'organisation ingénieuse inaugurée à Rochdale, les difficultés sont presque entièrement supprimées et on arrive facilement au succès. Aussi le nombre des sociétés de ce genre en Angleterre, en Allemagne, en France, en Suisse, en Belgique, en Italie, etc... est-il très considérable.

Il importe toutefois de noter que les distributives se bornent très généralement, à ce qu'on pourrait appeler le commerce passif, c'est-à-dire celui dont le rôle consiste à distribuer aux consommateurs des objets connus d'avance pour être à leur convenance : pain, café, thé, conserves alimentaires, chaussures et vêtements confectionnés, charbon (1). Il leur est facile dans ce cas de remplacer le marchand puisque le rôle de celui-ci est presque nul, qu'il n'exige pas de connaissances spéciales. Dès que la personnalité du commerçant commence à devenir importante, le succès est plus difficile pour les sociétés de consommation. L'exemple le plus probant, qui est en même temps le plus connu à cause des expériences tentées sous l'Empire par M. Cernuschi, est celui de la boucherie. Il y a en France des centaines d'épiceries et de boulangeries coopératives, c'est à peine si l'on peut y compter vingt boucheries, et cela tient à ce qu'on ne s'improvise pas boucher comme on peut du jour au lendemain s'installer épicier ou boulanger.

La coopération de consommation a son domaine net-

(1) Leroy-Beaulieu, *Traité d'économie politique*, 2^e édition, t. II, p. 597.

tement limité : l'expérience commencée depuis plus d'un demi-siècle le démontre surabondamment ; elle n'est pas de nature à réussir ordinairement dans les branches où la partie commerciale présente de véritables difficultés. Il y a là un fait, plus ou moins accentué suivant les pays, mais qu'il n'est pas possible de nier.

C'est même une des nombreuses raisons pour lesquelles il est permis d'affirmer que l'avènement du régime coopératif entrevu en rêve par MM. de Boyve et Charles Gide n'aura jamais lieu. Les sociétés de consommation ne peuvent pas en effet supplanter complètement le commerce ordinaire, elles ne sont en état d'aborder que les branches les moins difficiles, les autres leur demeurent généralement fermées.

D'ailleurs, l'organisation coopérative de la distribution et de la production ne pourrait résulter que d'une entente complète de toutes les associations ; or, celles-ci ne s'inquiètent pas en général des doctrines coopératives ; dans tous les pays elles ont une tendance de plus en plus marquée à se transformer en entreprises ordinaires, en machines à dividendes ; elles n'arriveront pas à l'idéal qu'on se plaît à leur donner parce qu'elles ne font aucun effort pour atteindre cet idéal qui les laisse parfaitement indifférentes.

Le plan de M. Ch. Gide pourra être adopté par des congrès ou des économistes isolés, comme la participation aux bénéfices en Angleterre, il est destiné à rester dans le domaine théorique, les sociétés de consommation ne visant pas à sa réalisation.

Même les coopérateurs seraient-ils beaucoup plus nombreux qu'ils ne le sont réellement, et absolument décidés à transformer, dans le sens indiqué par les néo-coopérateurs et leur chef M. Ch. Gide, l'organisation actuelle, qu'il faudrait encore compter avec la difficulté énorme, insurmontable, de grouper toutes ces associations, de diriger les usines qui leur appartiendraient et d'alimenter en temps voulu tous les magasins de gros ou de détail. Dans le système coopératif on ne tient pas assez compte de ce fait que tous les organismes ont leurs limites, qu'ils ne peuvent pas se développer indéfiniment sans s'affaiblir (1).

Le magasin de gros entreprendrait lui-même, comme en Angleterre, la production ; pour certains articles courants, c'est pratique ; pour le plus grand nombre, c'est absolument irréalisable : il faudrait, en effet, afin d'arriver à une consommation suffisante, des unions de magasins de gros ; et ces associations de fédérations seraient d'une complication inouïe. Pour les croire possibles il faut ne pas connaître les difficultés auxquelles se heurtent toujours les associations, même les plus simples et les plus évidemment conformes à l'intérêt de tous les membres.

Du reste quels sont les arguments invoqués contre l'ordre social actuel par la nouvelle école coopérative.

On le trouve irrationnel, parce qu'il est organisé,

(1) Consulter à ce sujet Leroy-Beaulieu, *Traité d'économie politique*, t. II, p. 590 et 591.

dit-on, « en vue du gain individuel et nullement en vue des besoins sociaux » ; parce que la consommation qui devrait être tout parce qu'elle est le but, « la fin de tout le mécanisme économique », n'est rien et que la production qui, n'étant que le moyen, devrait obéir, est au contraire toute puissante (1).

La critique n'est évidemment pas fondée. Sans doute le commerçant, l'industriel, s'efforce surtout de réaliser un bénéfice, mais il sait parfaitement que pour y arriver il doit, de toute nécessité, plaire au consommateur, lui offrir des articles qui soient de son goût ; le producteur ne prospère qu'à la condition de satisfaire le consommateur et il met tous ses soins à découvrir le moyen d'y arriver. L'intérêt privé le rend ingénieux ; il n'obéit pas seulement aux ordres de ses clients, il va au devant de leurs moindres désirs, il cherche, il étudie, il combine, il met toute son activité et toute sa science à leur service.

Dans la réalité, c'est ainsi que les choses se passent. Il est donc faux de prétendre que, de nos jours, le consommateur n'a rien à dire ; c'est lui, au contraire, qui est tout puissant, puisque ce n'est qu'en lui obéissant que le producteur peut arriver à s'enrichir.

Sous ce rapport le régime coopératif ne saurait être plus favorable à la consommation. Il le serait même

(1) Ch. Gide, De la coopération et des transformations qu'elle est appelée à réaliser dans l'ordre économique. *Revue d'économie politique*, 1889, p. 477.

beaucoup moins. Dans le nouvel état de choses, dit en effet M. Ch. Gide, « la production ne travaillant désormais que sur commande et ne fournissant que ce qu'on lui demande, ne produira ni trop ni trop peu, sauf les erreurs inhérentes à toutes prévisions humaines (1) ».

Ce travail uniquement fait sur commande est évidemment contraire aux intérêts des consommateurs ; la production, au lieu d'être attentive à leurs moindres désirs, de se mettre en frais pour trouver des moyens plus ingénieux ou moins coûteux de les satisfaire, obéirait servilement et ainsi la source de tous les progrès serait tarie ; les directeurs et les ingénieurs des usines coopératives n'éprouveraient pas le besoin, en général du moins, de chercher des perfectionnements dont tout le profit serait pour la collectivité ; on s'encroûterait dans les vieux procédés au grand détriment de la consommation, c'est-à-dire de l'humanité tout entière.

Même, l'avantage promis, c'est-à-dire une production strictement égale à la consommation, ne pourrait pas être obtenue. M. Ch. Gide prend la précaution de parler des erreurs inhérentes à toutes prévisions humaines. Or, ces erreurs seraient-elles moins préjudiciables sous le régime coopératif que de nos jours ? Tout porte à croire qu'elles le seraient davantage. Aujourd'hui, en effet, avec la production divisée entre des milliers d'industriels, et le commerce aux mains d'une foule de négociants, les erreurs se compensent en quel-

(1) *Revue d'économie politique*, 1889, p. 485.

que sorte ; tous n'ont pas la même manière de voir et c'est une garantie très précieuse. Dans l'ordre de choses que les néo-coopérateurs nous présentent comme incomparablement plus parfait, l'industrie et le commerce obéiraient à une direction sinon unique, du moins très centralisée ; il en résulterait fatalement que les erreurs seraient beaucoup plus générales, par conséquent beaucoup plus préjudiciables. Les crises de surproduction seraient tout aussi fréquentes et beaucoup plus accentuées, et on assisterait probablement à un phénomène auquel nous ne sommes plus habitués de nos jours : le manque total de tel ou tel produit dont le besoin se ferait sentir subitement et sans qu'on ait pu le prévoir.

De quelque côté que l'on se place pour examiner la doctrine coopérative, on aperçoit des défauts graves, ou même des impossibilités. Dans tous les cas, le régime que l'on propose à notre admiration apparaît comme beaucoup moins bien organisé que notre ordre social actuel ; il soulève les objections les plus sérieuses dont on n'aperçoit même pas la solution (1).

Dois-je répéter qu'il constitue une simple hypothèse dont les faits, l'expérience rendent la réalisation tout à fait invraisemblable ?

Les sociétés coopératives de consommation ne renferment pas en elles le germe d'une rénovation sociale.

(1) On consultera à ce sujet le *Traité d'économie politique* de M. Leroy-Beaulieu, 2^e édition, t. II, p. 588 et suiv.

Leur nombre peut s'accroître, elles ne seront jamais d'un usage absolument général.

Il ne faut pas pour cela contester les effets très salutaires qu'elles produisent : elles permettent de corriger les abus du commerce de détail, de mettre fin aux falsifications des denrées et de diminuer la différence parfois exorbitante qui, par suite d'une mauvaise organisation, existe entre les prix de gros et les prix de détail; surtout, elles enseignent aux travailleurs l'art très difficile de vivre dans les limites de leurs revenus en les forçant à payer immédiatement tous leurs achats, elles leur facilitent la constitution de l'épargne en se substituant à eux dans le travail difficile de l'économie journalière, elles leur donnent les ressources nécessaires pour faire partie d'une société de secours mutuels, ou de retraites pour la vieillesse.

Les avantages certains de la coopération de consommation sont assez nombreux et assez appréciables pour qu'il ne soit pas nécessaire de lui chercher, comme le font les néo-coopérateurs, une utilité finale absolument hypothétique.

En présence des services signalés rendus à la classe ouvrière par les sociétés de consommation, est-il possible de prendre en sérieuse considération le reproche qu'on leur a quelquefois fait de ruiner la catégorie si intéressante des petits commerçants ?

Pour ma part je ne le crois pas ; d'abord, les détaillants n'ont pas, comme on est tenté de se le figurer, un

droit acquis à vivre aux dépens des consommateurs ; et puis, c'est leur routine et l'accroissement continu de leur nombre qui ont nécessité l'emploi des sociétés coopératives. Pour les commerces faciles, le chiffre des magasins, chaque jour plus considérable, en morcelant à l'infini la clientèle a forcé chaque détaillant de retrouver sur la transmission d'une petite quantité d'objets, tous ses frais généraux et son bénéfice ; la différence entre les prix de gros et de détail s'est exagérée alors dans des conditions anormales ; ou bien on s'est trouvé en présence de falsifications éhontées. C'est pour remédier à ces deux inconvénients qu'on a jugé bon de recourir à la coopération.

Les petits commerçants ne peuvent donc pas se plaindre. Si les consommateurs veulent aujourd'hui se passer d'eux, c'est uniquement à cause de la mauvaise organisation de la distribution ; quand ils refusent de se laisser ruiner ou empoisonner par les détaillants, les consommateurs sont à l'abri de toute critique, on ne peut qu'applaudir à leurs efforts.

D'ailleurs il est exagéré, on l'a vu, de crier à la disparition complète des commerçants : ceux pour qui les bénéfices ne sont que le prix d'un travail soutenu et intelligent, et d'une ingéniosité constamment en éveil, ne perdront pas la faveur des consommateurs. Ils ont, eux, leur place marquée au sein de la société parce qu'ils sont vraiment utiles : les parasites seuls sont rejetés et ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes de leur ruine.

Cette constatation rentre, au fond, dans cette autre que j'ai faite précédemment : la coopération ne réussit en général que dans le commerce passif ; elle supprime seulement les intermédiaires inutiles, c'est-à-dire ceux qui, en échange des profits réalisés, ne font pas à leur clientèle l'apport de connaissances spéciales ni de qualités exceptionnelles.

Pour conclure, les sociétés de consommation ne manqueront pas de gagner du terrain dans le commerce passif ; dans les autres branches, elles auront toujours un caractère exceptionnel parce qu'elles demandent des associés et surtout des gérants des qualités qu'il sera dans le plus grand nombre des cas impossible de rencontrer ; parce que leurs administrateurs salariés seront aux prises avec des entrepreneurs stimulés par l'intérêt privé et qui, pour cette raison, obtiendront très généralement la victoire.

L'histoire du mouvement coopératif est, je crois, la plus belle démonstration de la grande puissance de l'initiative privée quand elle est bien dirigée et quand elle consent à respecter les lois économiques. Elle est en même temps une réfutation pour les doctrines socialiste et collectiviste d'après lesquelles les prolétaires, abandonnés à leurs propres forces, étant dans l'impossibilité absolue de se relever, de lutter victorieusement contre la misère, l'État doit intervenir pour assurer le règne de la justice en mettant fin à la trop grande inégalité des conditions.

L'œuvre des Equitables Pionniers de Rochdale, de Schulze-Delitzsch, de Raiffeisen, les résultats obtenus par la coopération agricole montrent que l'association coopérative est un puissant moyen de relèvement pour les individus doués de l'énergie suffisante.

Mais s'ils prouvent que les petits et les humbles sont loin d'être impuissants comme on s'efforce de le leur persuader, ils permettent aussi de déterminer le véritable caractère de la coopération et d'affirmer que celle-ci est avant tout, comme le disait déjà très justement Schulze-Delitzsch, un excellent procédé de sélection. Il ne faut donc pas attendre d'elle la rénovation sociale qu'on ne cesse de promettre en son nom : la coopération ne peut pas profiter à tout le monde, pas même à toute une classe. Les plus actifs, les plus énergiques et les plus disciplinés parviennent seuls à s'élever par le moyen des sociétés de production, à la condition toutefois qu'il s'agisse d'industries où il ne faille pas, en outre, des connaissances techniques spéciales ou des capitaux considérables : les ouvriers sobres, rangés, économes, travailleurs peuvent seuls profiter des sociétés de consommation et de crédit, qui développent les qualités morales, mais seulement chez ceux en qui elles en ont trouvé le germe : les coopératives agricoles ne servent guère qu'aux cultivateurs intelligents et entreprenants.

Le développement des sociétés coopératives restera toujours sans utilité pour une foule de personnes trop indolentes ou victimes de malheurs inévitables. La coopération ne fera pas disparaître de ce monde l'ad-

versité ni le malheur, elle n'enlèvera pas à la charité son domaine parce qu'il y aura toujours des pauvres parmi nous ; elle permettra seulement à une élite de sortir de positions embarrassées, car les bienfaits qu'elle répand sont la conséquence, la récompense des efforts tentés par les individus.

La coopération agit, en effet, non par sa vertu propre mais par les qualités des associés ; elle rend à chacun selon ses œuvres, ce qui est conforme au grand principe d'équité dont les coopérateurs, même les plus mystiques, se réclament si hautement, on pourrait presque dire si bruyamment.

Les sociétés coopératives prennent les hommes tels qu'ils sont ; elles n'ont pas le pouvoir bizarre de transformer complètement ceux qui ont recours à elles, de leur infuser les qualités dont dépend le succès matériel : discipline volontaire, courage, économie, ni de développer chez eux les sentiments qu'on a qualifiés de vertus coopératives : la solidarité et l'altruisme ou le désintéressement.

L'insuccès final des théories de Buchez est une preuve irréfutable que les sociétés coopératives, ne peuvent pas, plus que les individus ni que les sociétés ordinaires, renverser impunément les rôles dans l'ordre économique, faire de la production des richesses une œuvre et non une affaire, du capital un serviteur du travail, de la gestion, de la direction une question de vote, c'est-à-dire d'influence sur les associés, de faveur plus ou moins méritée.

L'avenir prouvera, on ne doit pas en douter, le peu de fondement du coopératisme moderne (c'est le nom que M. Ch. Gide lui-même donne à sa doctrine). On comprendra alors qu'il est puéril de demander à l'homme de travailler un peu pour lui « mais aussi et d'abord pour les autres (1) ». On se rendra compte, tardivement peut-être, que si la charité, la philanthropie, l'altruisme, la solidarité (les noms varient suivant les écoles) sont appelés à jouer un rôle et un rôle important dans la jouissance des richesses, ils doivent au contraire, dans la production, céder le pas à l'intérêt privé qui est, en ce domaine, le mobile naturel, normal, économique des actions humaines, le stimulant nécessaire de l'activité productrice, la source de tous les progrès.

(1) Ch. Gide, De la coopération et des transformations etc... *Revue d'économie politique*, 1889, p. 494.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PÉRIODE (1830).	
Angleterre	9
Robert Owen et le premier mouvement coopératif	9
SECONDE PÉRIODE (1830-1852).	
France	25
Buche et le mouvement en faveur de l'Association Ouvrière.	25
<i>L'Européen</i>	28
La première société coopérative : Leroy-Thibault et Cie.	34
<i>L'Atelier</i>	40
Louis Blanc et les ateliers sociaux.	43
La Révolution de 1848	48
Le Coup d'État du 2 décembre.	61
Les sociétés coopératives de consommation	65
TROISIÈME PÉRIODE (1852-1863).	
Angleterre.	71
Second mouvement en faveur des sociétés coopératives de consommation. Les Equitables Pionniers de Rochdale.	71

Mouvement en faveur des sociétés coopératives de production.	89
Sociétés coopératives de construction (building societies).	93
Sociétés coopératives de crédit.	95
Allemagne	97
Schulze-Delitzsch. Sa doctrine coopérative. Les banques populaires.	98
Début des banques agricoles. Doctrine coopérative de Raiffeisen.	117
Sociétés pour l'achat en commun des matières premières, pour la vente en commun. Sociétés de consommation	123
France.	126

QUATRIÈME PÉRIODE (1863-1880).

France.	133
Mouvement de 1863. Les banques de propagande	133
Changement de la législation sur les sociétés coopératives.	
L'enquête de 1866	146
Chute de la banque du « Crédit au travail »	159
Angleterre.	171
Sociétés de consommation.	171
Création des magasins de gros anglais et écossais	172
L'Union des sociétés coopératives.	177
Société des employés civils et des employés de terre et de mer	180
Sociétés coopératives de production. Participation aux bénéfices	190
Sociétés de crédit. Sociétés de construction	196
Allemagne.	197
Les banques populaires de Schulze-Delitzsch	197
Sociétés de crédit agricole.	201
Sociétés de consommation.	202
Sociétés de production	203
Branches secondaires de la coopération.	206

Italie.	207
Belgique.	212
Suisse.	214

CINQUIÈME PÉRIODE (de 1880 à nos jours).

Angleterre	217
Sociétés de consommation	217
Sociétés de production	237
Sociétés coopératives agricoles	238
Allemagne.	240
Banques Schulze-Delitzsch	240
Banques Raiffeisen	243
Sociétés coopératives de consommation	250
Sociétés de matières premières, de magasinage, de produc- tion, etc.	252
Italie	257
Belgique	261
Suisse.	279
Autriche-Hongrie.	281
Danemark	282
Pays-Bas.	285
Espagne et Portugal.	290
Russie.	291
Etats-Unis d'Amérique	292
France.	294
Sociétés coopératives de production	294
L'enquête de 1883	300
Sociétés agricoles.	317
Sociétés de crédit agricole	322
Sociétés de crédit populaire	326
Sociétés de consommation.	328
Projet de loi sur les sociétés coopératives.	346
L'alliance coopérative internationale	352
CONCLUSIONS.	359

Sociétés coopératives de production.	359
Contrat de participation aux bénéfices.	363
Sociétés coopératives de crédit.	365
Sociétés coopératives agricoles.	369
Sociétés coopératives de construction.	371
Sociétés coopératives de consommation	372

Vu :

Le Président de la thèse,
TRUCHY.

Vu :

Le Doyen de la Faculté de droit
de l'Université de Dijon,
BAILLY.

Vu et permis d'imprimer :

Dijon, le 26 juin 1897.

Pour le Recteur,

L'Inspecteur d'Académie délégué,

A. DESCHAMPS.

Imp. G. Saint-Aubin et Thevenot. — J. Thevenot, successeur, Saint-Dizier (Hte-Marne).
